Nemesis

Heinrich Luden

Digitized by Google

0902
.671

[redacted]

Library of
Princeto[illegible]ity.

Dei Sub Numine Viget

Germanic
Seminary.

Presented by
The Class of 1891.

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

Graf von Gneiſenau
Kngl. Preuſsl. General der Infanterie

Digitized by Google

Nemeſis.

Zeitſchrift
für
Politik und Geſchichte,
herausgegeben
von

Heinrich Luden,
Geh. Hofrath und Profeſſor der Geſchichte
zu Jena.

Eilfter Band.

Weimar,
im Verlage des Gr. H. S. pr. Landes-Induſtrie-Comptoirs.
1818.

Digitized by Google

(RECAP)
0902

Digitized by Google

Nachricht an die Leſer.

Um die Lieferung dieſes Heftes der Nemeſis nicht noch länger aufzuhalten, ſehen wir uns genöthigt, daſſelbe, ohne den von Seite 142 bis 166 laufenden Aufſatz zu verſenden, über welchen, noch vor dem Abdrucke, eine gerichtliche Unterſuchung eingetreten iſt. Nach ausgemachter Sache wird das Fehlende bei einem folgenden Hefte ergänzet werden.

Weimar, den 4. Febr. 1818.

Gr. H. S. priv. Landes-Induſtrie-Comptoir.

510506

Digitized by Google

Digitized by Google

Nemeſis.

Zeitſchrift
für
Politik und Geſchichte.

Eilften Bandes I. Stück. 1818.

I.

Frankreich's Argliſt und Preußens Feſtigkeit in der Liquidations-Angelegenheit.

Vor einiger Zeit lief, wie die Leſer der Nemeſis ſich erinnern werden, durch die öffentlichen Blätter das Gerücht: „die Forderungen von Privatperſonen an die Franzöſiſche Regierung, welche dieſe zu befriedigen vertragsmäßig übernommen habe, hätten kein Ende nehmen wollen; alſo ſey die Franzöſiſche Regierung, um die un-

Digitized by Google

angenehme Sache zu beendigen, mit den vier Mächten, welche den Pariſer Frieden unterzeichnet haben, übereingekommen, ein für alle Mal eine — ſehr kleine — Summe feſtzuſetzen, die Frankreich bezahlen, und die alsdann unter die Maſſe der Gläubiger vertheilt werden ſollte."

Kaum hatte ſich dieſes Gerücht verbreitet, ſo erhob ſich ein allgemeiner Unwille in allen Teutſchen Landen; es zeigte ſich, daß es im Teutſchen Volk eine öffentliche Meinung gebe, welche weiß, was ſie will, und dieſe öffentliche Meinung ſtellte ſich ſo ſcharf bewaffnet und furchtbar gegen den Gedanken einer ſolchen ſchreienden Ungerechtigkeit, daß man wohl behaupten darf: nunmehr würde und dürfte dieſelbe nicht gewagt werden.

Bald aber hieß es: eine ſolche Uebereinkunft finde zwar keineswegs Statt, aber wahr ſey, daß die Franzoſen Ausflüchte und Winkelzüge aller Art verſucht hätten, um von der übernommenen Verpflichtung loszukommen, und um Diejenigen um ihr Eigenthum zu betrügen, von welchen ſie, nachdem ſie dieſelben lange mißhandelt hatten, beſiegt worden waren; nur Preußens Entſchloſſenheit und kräftiges Hervortreten habe die Ungerechtigkeit verhütet.

Auch dieſes wurde indeß bald bezweifelt; eine legitime Regierung ſey immer zur Gerechtigkeit geneigt, hieß es; mithin könne die gegenwärtige Franzöſiſche Regierung ja unmöglich etwas erſtreben und verſuchen was des geſtürzten Uſurpators würdig geweſen ſeyn würde.

Aber wahr iſt es doch! Wir wollen unſern Leſern hier zwei Actenſtücke mittheilen, welche das nöthige Licht

über die Sache verbreiten und uns den alten Spruch in's Gedächtniß zurückrufen werden: **Trauet ihnen nicht! trauet ihnen nicht! trauet ihnen nicht!**

* * *

1. *Instructions pour Mr. le Comte de Goltz.*

Berlin, le .. Septembre 1817.

Monsieur le Comte!

Vos dépêches, les protocoles des Ministres des quatre cours signataires de la paix de Paris et les rapports du Commissaire liquidateur de nôtre gouvernement à Paris, m'ont fait connoître les moyens que les agens de la France ont employés depuis le commencement de cette année, d'abord pour retarder l'exécution de la convention du 20. Nov. 1815 relative aux réclamations des sujets des puissances alliées à la charge de la France, et ensuite pour se soustraire à une partie des engagemens que leur gouvernement a contractés par le susdit traité. En effet, les premières plaintes du Commissaire liquidateur prussien avoient pour objet les difficultés qu'éprouvoit la liquidation de la part des Commissaires de S. M. T. C. lesquels opposoient aux réclamations les plus justes et les mieux fondées une interprétation des traités qui en détruisoit les stipulations les plus claires et les plus positives. Toutes leurs démarches annonçoient le projet de trainer en longueur les opérations de la liquidation. Cependant l'intérêt de la France, aussi bien que celui des autres gouvernemens, exigeoit que ce travail fût accéléré, la con-

Digitized by Google

vention ayant statué dans l'article 18. que cette puissance payeroit, à dater du 20. Nov. 1815, un intérêt de retard aux créanciers dont les titres auroient été reconnus légitimes. Cette stipulation avoit été insérée dans le traité pour engager la France à renoncer à ce système de lenteur et d'inertie qu'on avoit suivi en 1814. Ce fut au mois de Mai de cette année que le gouvernement françois fit la première tentative pour se soustraire à cette obligation. Mr. le Marquis de Bonnay, Ministre de S. M. T. C. près le Roi, notre auguste maître, demanda qu'il fût donné à l'art. 18 une interprétation qui, en bornant le terme du payement des intérêts au 22. Mars 1816, auroit détruit tout l'effet qu'on avoit eu en vue en l'insérant dans le traité. Ce Ministre convint, dans sa note du 9. Mai 1817, que la nouvelle interprétation qu'il proposoit de donner à l'art. 18, ne se fondoit pas sur le droit rigoureux; mais il mit en avant, pour la faire adopter, des motifs d'équité qu'on ne fait jamais valoir envain auprès d'un gouvernement légitime et par conséquent porté à la justice. Pendant qu'on délibéroit encore dans le conseil du Roi sur la possibilité de combiner la protection que S. M. doit à ses sujets, créanciers de la France, avec le désir d'alléger le fardeau de cette puissance, vous me communiquâtes, Mr. le Comte, une note de Mr. le Duc de Richelieu du 20. Juin, par laquelle, prévenant les Ministres des quatre cours à Paris, des négociations qu'il avoit entamées pour obtenir que l'art. 18 fût supprimé, il leur fit part en même temps qu'il venoit de donner à la commission françoise l'ordre d'en faire cesser l'exécution. Je n'ai pû qu'applaudir à la manière victorieuse dont

Digitized by Google

vous et vos collégues avez refuté le raisonnement par lequel Mr. le Duc de Richelieu avoit essayé de justifier sa démarche vraiment extraordinaire; peut-être la dignité des cours alliées auroit-elle exigé néanmoins, qu'on se fût borné à faire sentir à ce Ministre tout ce qu'un procédé si arbitraire avoit d'offensant pour toutes les puissances, sans entrer dans une discussion devenue d'autant plus inutile que non-seulement le gouvernement françois avoit exécuté pendant seize mois l'art. 18. dans le seul sens qu'il peut renfermer; mais que dans des débats qui s'étoient élevés sur d'autres articles de la convention, il avoit lui-même fait valoir l'obligation que cet article lui imposoit, pour obtenir des soulagemens sous d'autres rapports.

Pendant la dernière session de la chambre des députés de France Vous m'informâtes, Mr. le Comte, que les Ministres des quatre cours, avertis par les commissaires liquidateurs que le fonds de garantie établi par l'art. 20. de la convention, ne tarderoit pas à être épuisé, avoient invité Mr. le Duc de *Richelieu* à ne pas permettre que cet objet fût perdu de vue dans la discussion du budget de 1817. La réponse de ce Ministre, contenant l'assurance la plus positive que le gouvernement françois avoit pris toutes les mesures nécessaires pour remplir ses engagemens, parut si satisfaisante qu'elle calma les inquiétudes des parties intéressées; on devoit, en effet, ajouter foi à une parole donnée d'une manière si solemnelle et si positive. Néanmoins le fonds de garantie ayant été effectivement épuisé, quelque temps après, par les liquidations successives, vous enga-

geâtes, d'accord avec vos collégues, les Miniſtres d'Autriche, de Grande-Bretagne et de Ruſſie, Mr. le Duc de *Richelieu* à faire renouveler ce fonds, ainſi qu'il en avoit pris l'engagement. J'ai vû avec peine que par ſa note du 8. Août, ce Miniſtre ait avoué qu'aucune meſure n'avoit été priſe pour le renouvellement de ce fonds, et qu'il ait annoncé qu'il ne pouvoit en être créé un nouveau ſans l'intervention des autorités légiſlatives, dans une ſeſſion dont l'époque n'eſt pas même encore déterminée.

Peu de jours après, Mr. le Comte de *Caraman*, Miniſtre de S. M. T. Chr. près la cour Impériale d'Autriche, en paſſant par Carlsbad où je me trouvois, m'informa que Mr. le Duc de *Richelieu* l'avoit chargé de m'expoſer la ſévérité des circonſtances où il ſe trouvoit placé par ſuite des obligations que les traités ont impoſées à la France, et dont la maſſe lui paroiſſoit hors de proportion avec les reſſources de cet état. Il me repréſenta la néceſſité de mettre un terme à la maſſe toujours croiſſante des demandes préſentées à la liquidation, et dont le montant ſurpaſſoit de beaucoup les 3,500,000 fr. de rentes auxquels le traité du 20. Nov. 1815 avoit évalué, par aperçu, la totalité de cette dette, et les 2 millions du fonds ſupplémentaire établi par une loi du mois de Décembre 1815. Il me fit connoître l'embarras où ſe trouvoit le Miniſtère du Roi de France d'être dans le cas de demander à la ſeſſion prochaine des chambres de nouveaux ſacrifices pour aſſurer l'emprunt qui pourra ſeul acquitter la contribution de guerre et les frais d'entretien de l'armée d'occupation, toutes les reſſources ordinaires de la France ſe

trouvant épuisées. Il m'exposa son appréhension que la proposition de créer de nouvelles charges pour continuer les liquidations, sans qu'on indiquât en même temps le terme des réclamations, ne produisit dans les chambres un éclat fâcheux dont on ne pouvoit prévoir les conséquences, et dans la nation françoise une exaspération dont les résultats pourroient compromettre la tranquillité de l'Europe. En conséquence le Ministre de S. M. T. Chr. proposa que les puissances alliées fixassent la somme qu'elles croiroient possible de demander encore à la France pour les prétentions de leurs sujets, et que, pour parvenir à ce but aussi promptement que possible, elles autorisassent leurs ministres à Paris à se réunir pour présenter un travail sur cette grande question, la généraliser et déterminer ce qu'ils croyoient possible et prudent de demander encore à la France, afin que ces propositions puissent servir de base aux ouvertures que le roi sera dans le cas de faire aux chambres à la première session.

Vous ne manquerez pas d'observer, Mr. le Comte, que quelques unes des considérations sur lesquelles cette ouverture de Mr. le Duc de *Richelieu* se fonde, ne sauroient être admises sans restriction. La masse de réclamations à la charge de la France a cessé de croitre depuis l'arrivée du terme fatal que les traités avoient fixé pour l'époque de leur présentation; il est même probable que l'approche de ce terme aura engagé les commissaires liquidateurs de quelques gouvernemens à faire inscrire des réclamations dont le temps ne leur aura pas permis de scruter la légitimité. Si l'article 20. de la convention du 20. Nov.

1815 a borné à 3½ millions le montant du premier fonds de garantie, ce ne fut pas que l'on supposât alors cette valeur à la masse des réclamations; on s'arrêta à cette somme pour suivre l'analogie de la convention particulière conclue à cette époque entre la Grande-Bretagne et la France et dont l'article 9. fixe à 3½ millions le premier fonds destiné au payement des seules créances des sujets Britanniques, mais on eut soin de stipuler que ce fonds primitif seroit successivement suppléé et renouvelé. Les puissances alliées n'avoient aucune base pour établir un aperçu de la dette de la France; et celle-ci ne peut jamais l'avoir estimée à 3½ millions, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer que les seuls cautionnemens, dépôts et consignations versés dans ses caisses par les sujets des puissances alliées, passoient la somme de 4 millions de rentes. Si l'on compare les efforts et les sacrifices auxquels plusieurs parmi les puissances alliées ont été obligées de se soumettre pour satisfaire aux prétentions de l'ancien gouvernement françois, aux charges que les derniers traités ont imposées à la France; si l'on envisage la différence des ressources de ces gouvernemens avec celles dont la France peut disposer, on a de la peine à se convaincre que tous les moyens aient été employés par celle-ci pour remplir ses engagemens, et l'on est tenté de croire qu'indépendamment de quelques ressources qui se présentent tout naturellement, de nouvelles extensions données à l'économie, fourniroient au gouvernement françois des moyens dont il ne balancera pas de faire usage pour satisfaire à des obligations que les traités lui ont moins imposées qu'après une discussion solemnelle ils ne les ont reconnues. S'il est

Digitized by Google

vrai que le gouvernement françois craint que des propositions successives de charges pour la continuation indéfinie de liquidations sans bornes, ne puissent produire dans les chambres un éclat fâcheux, cette appréhension devroît plûtot le stimuler à faire accélérer le travail de ces liquidations, au lieu que ses agens employent tous les moyens pour en prolonger le terme. Parmi les raisons qui doivent motiver la nécessité d'une diminution des charges de la France, le gouvernement de ce pays allégue le mécontentement que ce fardeau peut causer à ses sujets. En admettant cette considération, les puissances alliées ont bien plus de droit à faire valoir auprès de la France des motifs de ce genre, puisqu'il ne s'agit pas de moins que de dépouiller des sujets en partie nouvellement acquis d'une propriété, que les traités ont sanctionnée, et qui a déjà souffert, par la convention du 20. Novembre, des réductions auxquelles les peuples se sont soumis dans l'espérance d'assûrer par ce sacrifice la possession de ce que cette convention leur avoit adjugé.

Sa Majesté à laquelle j'ai soumis la proposition du gouvernement françois de fixer par aperçu une somme pour le montant des réclamations particulières, se trouve placée dans un embarras pénible entre son désir sincère de contribuer au soulagement de la France, ainsi qu'à tout ce qui peut tendre au bienêtre d'un état auquel elle est unie par les liens d'une véritable amitié, et les devoirs que lui imposent tant la situation de ses sujets, que les engagemens qu'elle a contractés envers l'Europe entière. Ce seroit détruire la confiance que la parole du roi a inspiré à

ses sujets; ce seroit trahir celle des puissances qui ont accedé aux traités de Paris, que de consentir qu'il fût porté atteinte à des engagemens qui ont obtenu une garantie si solemnelle.

Le Roi peut aussi peu dépouiller de leurs droits acquis, les sujets de ses alliés, qu'il est en son pouvoir de transiger de la propriété des siens. La justice et la prudence le lui interdisent également. Si quelque chose a concilié l'opinion publique aux derniers traités de Paris, ce fut le soin que prirent les gouvernemens à stipuler moins leurs propres intérêts que ceux de leurs peuples, et à exercer une justice qu'on avoit quelquefois perdue de vue dans les transactions précédentes. Et l'on voudroit aujourd'hui que détruisant leur ouvrage, les puissances alliées renonçassent à la seule stipulation que leur sujets ont regardée jusqu'à présent comme la compensation de leurs souffrances, stipulation qui leurs a fait bénir la sollicitude paternelle de leurs souverains?

Indépendamment de ces considérations générales qui ne permettent pas au Roi, notre auguste maître, d'accueillir les ouvertures du gouvernement françois, il existe plusieurs motifs secondaires qui s'opposent à l'acceptation d'une somme en bloc pour les réclamations particulières. De quel principe partiroit-on pour la fixer, puisque ce n'est que par une liquidation formelle qu'on peut établir une proportion entre les prétentions qui sont fondées et celles qui doivent être rejetées? Quelle base suivroit-on pour la repartition de la somme

Digitized by Google

entre les gouvernemens, dont quelques uns ont soumis à un examen sévère les reclamations formées par leurs sujets, tandisque d'autres peuvent en avoir fait présenter qui n'ont pas été l'objet d'un triage rigoureux? Comment parviendroit-on à établir une espèce d'équilibre entre les réclamans qui ont été liquidés conformément au traité, et ceux qui, ayant les mêmes titres, seroient exposés à une nouvelle diminution absolument arbitraire? Enfin par quel moyen arrangeroit-on les difficultés sans nombre qui s'éléveroient entre les titulaires originaires qui, se confiant à la sainteté des traités et voulant anticiper leur jouissance, ont transigé de leurs réclamations et les cessionaires auxquels ils les ont transférées?

Tous ces motifs réunis ont paru à Sa Majesté d'une telle force qu'elle s'est convaincue qu'il ne lui est pas possible de renoncer à aucune des stipulations de la convention du 20. Novembre 1815 relative aux réclamations particulières. Elle m'a ordonné au contraire d'insister auprès du gouvernement françois pour que non seulement cette convention soit exécutée avec une plus grande activité que par le passé, mais qu'aussi les agens du gouvernement françois soient instruits à porter à cette exécution cette justice et cette impartialité qui doivent présider à des opérations de ce genre.

Toutefois le Roi qui voit dans la prospérité de la France un des moyens qui doivent assûrer la tranquillité européenne, est bien loin de vouloir imposer à cette puissance un fardeau qui seroit

Digitized by Google

audessus de ses forces. Sa Majesté est disposée à lui accorder tel soulagement que sa situation pourroit exiger, pourvûque la nécessité en fût constatée et qu'il ne tombât pas à la charge des sujets des puissances alliées, créanciers de la France. Mais pour que cette nécessité soit reconnue, il est urgent qu'on ait sur le montant de la dette à liquider des notions plus justes que celles qu'on a acquises jusqu'à présent, et qu'on ait une base plus exacte que celle qu'offre la masse des sommes présentées par les divers commissaires. Ce n'est que muni de ces données, que le gouvernement françois pourra examiner lui-même si ses forces suffisent à la fois pour payer une dette sacrée et irrémissible, et pour satisfaire aux autres obligations qu'il a contractées. Connoissant d'un côté ses charges, et de l'autre ses ressources, il pourra établir la balance entre les unes et les autres, et faire aux puissances alliées les propositions que la situation de ses finances semblera exiger.

Il est donc indispensable qu'avant tout les travaux de la liquidation, suspendus par les incidens qu'on a fait naître, soient repris et activés, afin qu'on puisse espérer d'en voir le résultat avant l'époque où le gouvernement françois croira devoir demander aux puissances alliées un soulagement quelconque dans l'exécution des conditions des divers traités et arrangemens convenus. Ces puissances ne pourront néanmoins regarder comme satisfaisant un simple ordre donné par le gouvernement françois à ses agens, de recommencer et d'activer la liquidation. Une funeste expérience a démontré

qu'une pareille injonction seroit illusoire, aussi longtemps que ces agens trouveront moyen de l'éluder en suscitant une foule de difficultés et en donnant aux termes des traités un sens que l'esprit de conciliation et la bonne foi qui ont présidé aux négociations de 1815 réprouvent. Ces entraves doivent être écartées; cette manière d'interpréter la convention doit être interdite aux personnes qui ont été appelées pour l'exécuter. Si jusqu'à présent le gouvernement françois a crû trouver quelque avantage à trainer la liquidation en longueur, aujourd'hui son intérêt, d'accord avec la justice, lui commande de l'accélérer pour arriver promptement au point où il pourra, avec quelque espoir de succès, demander le soulagement auquel la masse connue de ses charges pourroit engager les puissances à consentir.

Après avoir fait connoître au gouvernement françois les dispositions bienveillantes du Roi, dont la présente instruction renferme une nouvelle preuve, et qui, sans doute, seront partagées par les cours d'Autriche, de Grande-Bretagne et de Russie, auxquelles ces instructions vont être communiquées, vous vous réunirez, Mr. le Comte, à vos collégues, les Ministres de ces cours près S. M. T. Chr. pour demander au gouvernement françois:

1°. qu'il renonce pour le présent à toute tentative de modifier ou faire modifier les stipulations de la convention du 20. Novembre 1815, ayant pour objet les prétentions particulières;

2°. que pour les réclamations liquidées et portées sur les derniers bordereaux, il exécute l'art. 18.

Digitized by Google

de la convention, de la manière dont il a été entendu et exécuté jusqu'au mois de Mai dernier, sauf à convenir pour l'avenir d'un soulagement en faveur de la France, dans le cas où celle-ci feroit achever le travail de la liquidation dans un délai déterminé;

3°. que le gouvernement françois reconnoisse les vingt points détaillés dans le mémoire joint à ces instructions, fondés dans les traités, comme ils le sont en effet, et enjoigne à ces agens de s'y conformer;

4°. qu'il prenne l'engagement de donner à ses commissaires liquidateurs des instructions et une organisation telles que tout le travail de la liquidation puisse être terminé dans l'espace de six mois, afin que, connoissant à cette époque avec exactitude le montant des liquidations vérifiées, on puisse délibérer sur la nécessité et la nature d'un soulagement à lui accorder;

5°. que, pour donner une preuve de son respect pour les traités, il faſse verser entre les mains des commissaires dépositaires un nouveau fonds de garantie en inscriptions sur le grand livre de la dette publique, lequel néanmoins ne sera pas immédiatement employé au payement des réclamations liquidées, mais sera provisoirement administré par les dits commissaires au profit des créanciers, conformément à ce qui est dit à l'article 20 de la convention, pour la répartition en être faite à l'époque où toute la liquidation sera terminée.

Digitized by Google

Telles sont, Monsieur le Comte, les seules modifications que le Roi, notre maître, regarde comme compatibles avec les garanties solemnelles que les traités du 20. Nov. 1815 accordent tant à ses sujets qu'à ceux des autres puissances qui ont participé à ces traités ou qui y ont accédé. Je me flatte que le gouvernement françois y verra une preuve du désir de S. M. de concilier ce qu'Elle doit à ses peuples avec les égards qu'exige la situation de la France, dont la prospérité, si nécessaire au maintien du systême politique de l'Europe, est le premier voeu que forme S. M. après celui du bien-être de ses sujets.

* * *

2. *Mémoire pour accompagner les Instructions pour M. le Comte de Goltz.*

Depuis l'origine de la liquidation il a été élevé, de la part des commissaires liquidateurs de la France, des difficultés fondées sur une interprétation fausse et arbitraire de la convention du 20. Nov. 1815, et par le moyen desquelles ces agens s'efforcèrent d'annuller les stipulations de ce traité et de soustraire leur gouvernement aux engagemens qu'il avoit reconnus ou contractés. L'assemblée des commissaires liquidateurs des puissances alliées ayant vainement tenté de faire rentrer ceux de la France dans la voie de la justice, finit par réclamer l'appui des ministres des quatre cours signataires de la paix de Paris, comme étant chargés par leurs gouvernemens de veiller à l'exécution des traités. Tous les griefs de cette assemblée furent alors réduits à six principaux chefs,

qui devinrent l'objet d'une correspondance entre ces ministres et Mr. le Duc de Richelieu. Enfin toutes ces questions paroissant suffisamment éclaircies, les ministres chargèrent l'un d'eux, Mr. le Ministre de Prusse, d'en conférer verbalement avec Mr. le Duc de Richélieu. Cette conférence qui se tint le 3. Octobre 1816, en précence du commissaire liquidateur de la France, eut le résultat qu'on avoit attendu de la justice et de la droitûre qui caractérisent le Président du conseil des ministres du Roi de France. Les six chefs de griefs furent reconnus fondés; Mr. le Duc de Richelieu promit de donner des ordres pour les écarter et enjoignit au commissaire de son gouvernement de se conformer à cette décision. Mr. le Ministre de Prusse s'empressa de mettre par écrit en forme de Mémorandum les points convenus, et après en avoir fait reconnoître l'exactitude par Mr. le Duc de Richelieu, il communiqua cette pièce à MM. ses collégues, et ceux-ci la portèrent à la connoissance des commissaires liquidateurs des puissances alliées.

On se flattoit alors que la liquidation prendroit une marche assurée; mais les agens du gouvernement françois trouvèrent moyen d'éluder les décisions de M. le Duc de Richelieu; ils mirent même plus d'une fois en question les points qu'il avoit résolus. Il est donc nécessaire avant tout que le gouvernement françois prenne l'engagement de faire observer et exécuter tout ce qui a été arrêté dans la conférence du 3. Octobre 1816, avec cette bonne foi sans laquelle les traités seroient illusoires. On va récapituler les points convenus.

Digitized by Google

1. Afin d'accélérer le travail des bureaux ministériels et d'obvier aux plaintes qui s'étoient élevées à l'égard de la non-transmission des pièces qui exigent une vérification préliminaire dans ces bureaux, Mr. le Duc de Richelieu promit d'adresser à tous les Ministres une circulaire par laquelle il leur recommanderoit la prompte expédition des travaux préparatoires et leur ordonneroit de lui transmettre de 15 jours en 15 jours le tableau de toutes les pièces relatives à la liquidation qui leur auroient été adressées, et celui des vérifications qui auroient été faites et renvoyées aux commissaires françois.

Cette promesse de M. le Duc de Richelieu n'eut aucun résultat. Les dossiers restèrent enfouis dans les bureaux, surtout dans ceux du Ministre de la guerre; le nombre de ceux qui sont accumulés dans ce dernier ministère se monte à plusieurs milliers; il y en a qui y reposent depuis seize mois. Les sollicitations les plus pressantes, tant des ministres que des commissaires, n'ont jamais pû arracher au Ministre de la guerre que des réponses vagues et des promesses qui sont restées sans effet. Il est indispensable de mettre un terme à cette négligence, et de demander au gouvernement françois un ordre positif pour que toutes les vérifications provisoires dans les bureaux ministériels soient terminées dans l'espace de deux mois, et que dorénavant aucune pièce envoyée à un bureau n'y reste audelà d'un mois.

2. Le §. 2. de l'art. 10 de la convention ne soumet à une reddition de comptes devant la commission mixte, que ceux des anciens comptables françois

qui étoient tenus de faire appurer leur gestion par la cour des comptes. Malgré cette disposition précise, les commissaires françois prétendoient étendre l'obligation de cette reddition de comptes à d'autres fonctionnaires que le traité a voulu mettre à l'abri de toute répétition de la part du gouvernement françois. Les commissaires de la France s'étoient proposés au contraire de rendre ces derniers comptables responsables de la situation où leurs caisses s'étoient trouvées au moment de l'entrée des troupes alliées, et d'éluder ainsi la disposition expresse du §. 3 du même article 10 qui interdit à la France toute espèce de répétition de solde de caisse, excepté dans le cas d'une malversation évidente, qui, ne pouvant être supposée, doit être prouvée par le gouvernement françois.

Quoique M. le Duc de Richelieu eût ordonné l'exécution littérale du §. 2. de l'art. 10, néanmoins les commissaires françois n'ont cessé de reproduire sous d'autres formes leurs tentatives pour attribuer à leur gouvernement les soldes de caisse des titulaires de cautionnemens qui ne dépendoient pas de la cour des comptes, et de donner aux mots: *malversation évidente*, un sens d'après lequel toute négligence de la part d'un comptable auroit été regardée comme un délit. Il est donc nécessaire que le gouvernement françois renonce enfin sans détour à toute répétition de solde de caisse, et qu'il soit reconnu que les seuls comptables qui se sont appropriés les fonds confiés à leur gestion, pourront être argüés de malversation.

Digitized by Google

3. Le §. 1. de l'art. 10 de la convention impose aux receveurs communaux qui demandent la restitution de leur cautionnement, l'obligation de produire des certificats des autorités supérieures des pays auxquels ils appartiennent, portant qu'après vérification de leurs comptes on a reconnu qu'ils ne doivent rien au gouvernement françois pour la légère portion de leur recette qui lui revenoit. Les commissaires liquidateurs des puissances alliées, s'attachant aux termes de cet article, exigèrent des receveurs communaux la production de certificats conçus dans la forme prescrite, tandis que ceux de la France, pour astreindre ces receveurs à une reddition de compte envers *la* France dont l'article les dispense, demandoient une forme de certificat qui auroit équivalu à une véritable comptabilité. M. le Duc de Richelieu reconnut que les certificats doivent être conçus dans les termes mêmes de l'article du traité.

4. Comme il avoit été fréquemment formé des *oppositions*, soit par des François, soit par des étrangers, contre le payement des sommes dues par le gouvernement françois à des étrangers qui se trouvoient débiteurs des opposans, on se servit de ce prétexte pour éluder entièrement les payemens. Les commissaires des puissances alliées, respectant les droits de ces créanciers, mais voulant que leurs oppositions fussent promptement ventilées, proposèrent à ceux de la France un mode propre à assurer les premiers sans arrêter la liquidation. Les commissaires françois reçurent par M le Duc de Richelieu l'ordre de s'expliquer sur cette proposition, et de s'entendre avec les commissaires alliés, afin que cette

Digitized by Google

question ne devint pas l'objet d'un recours aux gouvernemens. Les commissaires françois n'ont pas donné suite à cet ordre; la question est restée indécise, et plusieurs commissaires se sont même vus cités par des opposans devant les tribunaux françois.

5. Les commissaires françois ayant voulu appliquer à plusieurs réclamations les actes du gouvernement françois qui prononcent des déchéances, les commissaires des puissances alliées s'opposèrent à l'admissibilité de ces actes aux créances garanties par la convention du 20. Novembre 1815. Ils fondèrent cette résistance; 1°. sur la nullité de ces actes, rendus sans que les formes prescrites par la constitution qui régissoit alors la France, eussent été observées, et exécutées sans avoir été publiées; nullité tellement radicale que tous les François auroient droit de réclamer contre, si une loi rendue par les chambres depuis le retour du Roi, ne les y avoit soumis; 2°. sur l'intime liaison entre les art. 18. et 19. traité de Paris du 30. Mai 1814, dont le premier décharge la France de tout ce que les puissances alliées avoient à réclamer contre elle depuis 1792, tandis que par le second cette puissance reconnoît l'obligation de payer tout ce qu'elle doit *d'ailleurs* dans les pays hors de son territoire; 3°. sur la circonstance que certaines dispositions des lois et actes du gouvernement françois sur les déchéances sont, par la convention du 20. novembre 1815, déclarées applicables aux étrangers (voy. p. e. art. 7. §. 2.), d'où il s'ensuit que ces lois et actes ne le sont pas dans leur généralité.

Digitized by Google

Il fut convenu dans la conférence du 3. octobre 1816, que la question de l'admissibilité des actes de déchéances seroit traitée diplomatiquement. Il est nécessaire qu'il soit donné suite à cette négociation, et que provisoirement on procède à la liquidation des réclamations frappées par ces actes, sauf à en former des bordereaux particulters qui, après la fin de la liquidation, pourront devenir la matière d'une transaction entre les gouvernemens.

6. L'article 21. de la paix de Paris du 30. mai 1814, avoit statué que les dettes des pays cédés par la France, seroient à la charge des nouveaux possesseurs, et que la partie de ces dettes que la France avoit liquidée en la transformant en inscriptions sur le grand livre et dont elle continnueroit à servir la rente, lui seroit bonifiée. Cette disposition équitable fut confirmée par la convention du 20. novembre 1815; néanmoins il fut convenu qu'on ne rembourseroit pas à la France la partie de ces inscriptions provenant de dettes originairement affectées à un immeuble qui auroit été aliéné pendant le régime françois. L'exécution de cette dernière disposition exigeant une vérification qui ne peut se faire sans l'inspection des titres originaires, le gouvernement françois se soumit par l'art. 6 de la convention à l'obligation de les produire. Les commissaires françois essayèrent néanmoins de s'y soustraire; ils chicanèrent sur le sens du mot de *titre*, et déclarèrent que leur gouvernement se trouvoit dans l'impossibilité de produire les titres originaires, parce qu'ils avoient été détruits.

Digitized by Google

M. le duc de Richelieu ne put s'empêcher de reconnoître que la convention imposoit réellement à la France l'obligation de produire les titres originaires; mais ajoutant foi aux assertions de ses agens d'après lesquelles il étoit impossible de la remplir, il invita les cours alliées à écarter cette difficulté imprévue, en proposant un moyen par lequel on pût, sans recourir à des titres qui n'existoient plus, se procurer les mêmes renseignemens. De tels arrangemens ne pouvant devenir l'objet d'une négociation générale, on abandonna à chaque Gouvernement d'en convenir avec la France, d'après les diverses localités.

Ceux qui sont intéressés à cette question, sont la Sardaigne, la Prusse, les Pays-bas, la Bavière pour ses possessions sur la rive gauche du Rhin, la Hesse grand-ducale et le Hanovre. La Sardaigne a fait son arrangement particulier. En délibérant sur les propositions qu'il pourroit faire à la France, le gouvernement prussien s'aperçut que celles que les localités permettoient, seroient moins favorables à la France que ne l'auroit été l'inspection des titres originaires mêmes. Il paroît que les commissaires françois eurent la même conviction; car les titres concernant le grand-duché du Bas-Rhin se retrouvèrent inopinément, et cette partie de la convention fut pleinement exécutée à l'égard de la Prusse. Elle ne l'est pas encore à l'égard des autres puissances intéressées, et le commissaire liquidateur des Pays-Bas ayant annoncé aux agens françois qu'il étoit chargé par son gouvernement de leur proposer un mode équitable pour le remplacement des titres qu'ils

prétendoient avoir été détruits, ils refusèrent d'écouter ses propositions, en reproduisant la difficulté qui avoit été élevée dès 1816, et contre laquelle M. le duc de Richelieu s'étoit si positivement prononcé. Ils espéroient sans doute parvenir plus facilement à leur but après avoir isolé le royaume des Pays-Bas. Mais l'intérêt de toutes les puissances est le même; elles ne peuvent consentir que les principes de la convention soient violés à l'égard de l'une d'entre elles; chaque état doit trouver dans l'accord des grandes puissances la garantie de ses droits.

Il sembleroit au premier abord que la France devroit être portée par son propre intérêt à écarter une difficulté qui empêche une liquidation où elle se présente comme créancière, tandis que les puissances alliées sont débitrices. Mais elle se sert de ce prétexte pour suspendre arbitrairement le service des rentes provenant de pareilles inscriptions, et pour arrêter d'autres liquidations sous prétexte de conpensations à établir. Il est donc urgent d'insister auprès du gouvernement françois:

a) pour que ses agens reçoivent l'ordre de ne pas revenir sur la discussion terminée par la décision de Mr. le Duc de Richelieu, et qui avoit pour objet le refus de représenter les titres originaux;

b) pour que le gouvernement françois n'interrompe pas le payement intégral des rentes des inscriptions dont il s'agit, ainsi que cela est stipulé dans l'alinéa 2 de l'art. 6 de la convention.

c) pour que la disposition de l'alinea 3 du même article soit observée, et que les agens françois renon-

Digitized by Google

cent à ſaire des compensations sans le consentement de la partie intéressée.

Tels sont les points qui avoient été arrêtés avec Mr. le Duc de Richelieu, et dont il faudra exiger l'exécution franche et complète.

Il ne sera toutefois pas suffisant d'avoir écarté ces difficultés; les commissaires françois en ont fait naître une foule d'autres également réprouvés par les traités, et il est nécessaire de convenir encore des poins suivans:

7) La commission de liquidation françoise nommée en 1817 ayant fréquemment essayé de dénaturer la convention en donnant à quelques articles qu'elle renferme une interprétation qui s'écarte de la manière dont ils avoient toujours été entendus, on devra établir comme principe que les articles sur le sens desquels il ne s'étoit pas élevé de difficulté en 1816 seront exécutés de la manière qu'ils l'ont été par la première commission, sans que de part ou d'autre on essaie de revenir contre, sous le prétexte frivole qu'on s'étoit trompé sur le sens de ces stipulations. Le gouvernement françois donnera une preuve non équivoque de sa loyauté, et obviera à des actes arbitraires en prescrivant à ses agens cette uniformité de principes sans laquelle les difficultés seroient interminables.

8. Une chose qui a révolté tout homme de bien, est la partialité manifeste qui régne dans les jugemens prononcés par les commissaires arbitraires in-

stitués par la convention. Il est notoire que ces jugemens ne sont pas dictés par la justice, mais que les procès portés devant ces tribunaux sont devenus une affaire de parti, et que la fortune des créanciers dépend des caprices du sort qui leur donne pour juges une majorité de François ou de compatriotes. La conscience des juges n'a pas été effrayée du mal qu'ils causoient en déchargeant arbitrairement la France du payement de sommes qu'elle devoit effectivement: ils dépouillent ainsi les créanciers de leurs propriétés, puisque la France seule pouvant être débitrice pour les fournitures qui lui ont été faites, ces créanciers ne peuvent avoir aucun recours envers les souverains possesseurs actuels des pays cedés. On a vû le scandale d'un jugement rendu par une majorité de trois juges françois contre deux étrangers, qui a prononcé que la ville de Dantzig a été défendue contre les alliés, non dans l'intérêt de l'ancien gouvernement françois, mais pour l'avantage de ses habitans. Un orateur du gouvernement françois à la dernière session de la chambre des députés, parlant des fonctions des commissaires arbitres françois, s'est oublié jusqu'à les nommer des hommes appelés à défendre avec énergie les intérêts pécuniaires de la France, sans que cette phrase choquante ait été relevée par qui que ce soit. Il seroit à désirer que toute la commission des juges arbitres fût renouvellée en bloc, et que les instructions des nouveaux juges se bornassent à leur enjoindre d'être justes envers tous sans vouloir défendre les intérêts d'une partie. Si le gouvernement françois refuse de prendre cette mesure, il faut au moins exiger que dorénavant tous les jugémens renferment les motifs de décision.

Digitized by Google

Ce sera le seul moyen possible de rendre au tribunal institué par la convention, la considération qu'il a perdue, et de rassurer les créanciers de la France en empèchant que la conservation de leur patrimoine ne dépende plus des chances d'une boule noire.

9. En faisant reconnoître à la France l'obligation d'acquitter ce qu'elle doit dans des pays hors de son territoire, l'article 19 de la paix de Paris du 30. Mai 1815 n'a pas fait de distinction entre les qualités personnelles des créanciers. Par conséquent la France cessera de vouloir exclure de la classe de ses créanciers des individus d'origine françoise, mais qui étoient domiciliés à l'étranger à l'époque de la signature de la paix.

10. L'article 2 de la convention du 20. Nov. 1815 oblige la France au payement de l'arriéré de solde qui revient à des militaires devenus sujets d'une autre puissance. Comme l'exécution de cette disposition avoit éprouvé quelques difficultés provenant du désordre qui a régné dans les corps à l'époque de l'entrée des alliés, le Ministre de la guerre avoit, à une époque où son gouvernement montroit encore une disposition plus franche d'exécuter les traités, approuvé un arangement dont le chef d'une division de son ministère étoit convenu avec un agent du commissaire liquidateur des Pays-Bas, relativement à la marche à suivre pour ces réclamations. A une époque postérieure le même Ministre traitant de déserteurs les militaires qui ne s'étoient pas trouvés à leurs corps au moment où ceux-ci ont été licenciés s'est refusé à l'exécution de l'article. Il est évident

Digitized by Google

néanmoins que cet article a été inséré dans le traité par la cause même que les papiers de ces militaires n'étoient pas en règle, plusieurs d'entre eux ayant quitté leurs corps en répondant à l'appel de leurs souverains légitimes qui leur avoient enjoint de se retirer du service de l'usurpateur; d'autres ayant appartenu à des corps qui furent dissous après l'entrée des alliés à Paris sans qu'on leur donnât d'autres papiers qu'un passeport. Le gouvernement françois ne pourra se refuser à faire suivre à l'égard des militaires de toutes les puissances, le réglement convenu avec un agent des Pays-Bas et qu'il avoit lui-même jugé équitable.

11. Le §. 3. du même article 2 charge la France de la restitution des frais d'entretien des militaires françois dans les hospices civils qui n'appartenoient pas au gouvernement. Aujourd'hui les agens de ce gouvernement veulent établir une distinction entre des militaires françois servant dans des régimens nationaux, et des militaires servant dans des régimens non-nationaux, (tels qu'Italiens) qui se trouvoient à la solde de la France. Cette distinction est d'autant plus injuste, que pour les uns comme pour les autres les administrations des hospices réclamans on traité avec les seules autorités françoises, et que pour ces dettes il ne peut exister d'autre débiteur que le gouvernement françois.

12. Le §. 5. du même article oblige la France d'acquitter les mandats, bons et ordonnances de payement fournis soit sur le trésor public de France, soit sur la caisse d'amortissement, ainsi que les bons don-

Digitized by Google

nés par cette dernière caisse, lesquels mandats, bons et ordonnances ont été souscrits en faveur d'habitans, de communes ou d'établissemens situés dans les provinces qui ont cessé de faire partie de la France, ou se trouvent entre les mains de ces habitans, communes et établissemens. Cette stipulation peut paroître entièrement superflue. L'art. 19 du traité du 30. Mai 1814 avoit déjà mis à la charge de la France les *engagemens formels* passés à raison d'une *obligation légale.* Ces deux caractères conviennent éminemment aux mandats, bons et ordonnances de payement. Mais comme dans le courant de l'année 1814 les agens françois avoient refusé le payement de certains mandats dont ils prétendoient que leur gouvernement n'avoit pas reçu la valeur, on voulut obvier pour l'avenir à un pareil refus. On prit a cet égard toutes les précautions possibles pour que rien ne pût être opposé à l'engagement contracté par la signature d'un mandat; on ne se contenta pas de stipuler le payement de ceux qui avoient été souscrits *au bénéfice d'un habitant, d'une commune ou d'un établissement* situé dans les provinces qui avoient cessé de faire partie de la France; mais on garantit tout mandat se *trouvant entre les mains* d'un tel habitant, commune ou établissement. Il est évident que cette stipulation n'a d'autre but que d'empêcher qu'on ne prétende scruter l'origine de ces engagemens. En effet un mandat est un objet de commerce, à l'égard duquel on ne peut faire valoir aucune compensation ni exception, pas même pour cause d'erreur. Quelle que soit l'origine du mandat, il a formé novation; celui qui le souscrit a dénaturé sa dette; il cesse d'être débiteur à raison de l'objet

Digitized by Google

qu'il a réglé par ce mandat; il doit uniquement à raison de l'engagement qu'il a signé. Ces principes élémentaires de droit n'admettent aucune discussion. Néanmoins les commissaires françois ont fréquemment essayé de rejeter des mandats souscrits par les agens de leur gouvernement, lorsque, remontant à leur origine, ils ont crû découvrir que l'objet de ces mandats avoit été de nature à admettre des débats sur l'obligation de la France de le payer. Il est nécessaire que sous ce rapport encore leur gouvernement les mette à l'ordre.

13. Le §. 9. de l'art. 2. accorde des indemnités aux particuliers pour prise de terrain, démolition, destruction de bâtimens, qui ont eu lieu d'après les ordres des autorités françoises pour l'agrandissement ou la sûreté des places fortes et citadelles etc. Cette disposition est générale et se rapporte, d'après le préambule du même article 2, à toutes les places situées hors du territoire de la France. Néanmoins les agens françois l'ont quelquefois éludée en prétendant que la défense de la place pour laquelle on a fait des démolitions, a eu lieu dans l'intérêt de ses habitans; d'autres fois ils ont prétendu que la construction des fortifications avoit tourné à l'avantage des possesseurs actuels. Il est évident que ce §. a été placé dans le traité, précisément parcequ'on a prévu cette objection et qu'on a voulu la prévenir. En effet, il n'existe pas de juge compétent pour examiner aujourd'hui si un ouvrage de fortification a tourné ou non à l'avantage des souverains actuels. Les commissaires françois doivent recevoir l'ordre de s'abstenir de ces difficultés.

Digitized by Google

14. Il a existé dans les pays qui faisoient anciennement partie de la France, plusieurs fonds spéciaux, formés soit par les cotisations des particuliers, soit par des impositions locales, et ayant des emplois déterminés, comme la construction de digues ou de canaux, l'entretien d'hospices ou autres établissemens etc. L'ancien gouvernement ayant, dans des momens de détresse, détourné ces fonds de leur destination primitive, la France ne refusera pas de les restituer aux communes, établissemens et particuliers dont ils forment la propriété.

15. Un de ces fonds spéciaux a été celui qui a existé en Hollande sous le titre de caisse d'agriculture et dont le produit a été, sous l'ancienne administration, remis à titre de dépôt dans la caisse d'amortissement et dans d'autres caisses du gouvernement françois. L'art. 12. de la convention ordonne la restitution de ce fonds: néanmoins les agens françois s'y refusent. Chicanant sur le mot de dépôt qui évidemment est équivalent ici de versement, ils prétendent tantôt que la condition attachée à l'obligation de restituer ce fonds, n'existe pas, parce que l'arrêté, qui en a ordonné le versement dans la caisse d'amortissement ne s'est pas servi du mot de dépôt; tantôt il veulent prendre ce mot dans un sens juridique et très-rigoureux. Il est évident que le but de cet article est la restitution pure et simple de ce fonds, dont le versement dans la caisse d'amortissement est énoncée comme un fait, et ne l'est pas comme une condition; l'article réserve seulement à la France les compensations que les caisses

Digitized by Google

françoises pourroient être dans le cas d'imputer sur le dit fonds.

16. Il existe en France, auprès des administrations et dans les bureaux ministériels, des fonds formés par des retenues sur les appointemens des employés, et dont le produit est destiné à leur assurer des pensions après un certain nombre d'années de service. Un fonds semblable a été formé dans le ci-devant grand-duché de Berg. Il a été placé dans le tiers consolidé de France, et l'administration du pays de Berg en a toujours perçu le revenu. Le gouvernement prussien ayant ordonné que l'inscription de cette rente fût changée, les formalités qu'exige un pareil transfert ont obligé de demander l'autorisation de la France. Les ministres de S. M. T. Chr. répondirent qu'avant d'autoriser le transfert, il falloit procéder à une liquidation, ce fonds n'étant pas exclusivement la propriété de sujets de la Prusse, mais les employés françois qui ont contribué à le former, en étant copropriétaires. Le gouvernement prussien reconnut la justice de cette demande, et ordonna à ses agens, de procéder, de concert avec ceux de la France, à la liquidation du fonds; mais les commissaires de la Prusse et des puissances alliées ayant voulu appliquer ces mêmes principes aux fonds de retenue formés par les contributions des employés dans les provinces qui ont cessé d'appartenir à la France, les agens de celle ci ont été assez injustes pour vouloir établir des principes entièrement opposés pour ces deux sortes de réclamations, qui sont absolument de la même nature. Le gouvernement françois ne permettra pas cette iniquité; il ordon-

Digitized by Google

nera à ses commissaires de suivre à l'égard de tous ces fonds de retenue les mêmes principes qui ont été reconnus pour celui de Berg.

17. Par l'art. 13. de la convention du 20. Nov. 1815 le gouvernement françois s'est engagé à faire remettre, au 20. Mars 1816, aux commissaires liquidataires respectifs, des états exacts des cautionnemens, dépôts et consignations versés dans les caisses françoises. Par l'art. 15. il a pris un engagement semblable à l'égard de l'arriéré de pensions dont il reste chargé. Ces deux articles n'ont été exécutés jusqu'à présent que très-imparfaitement, de manière que la liquidation des divers objets ci-dessus dénommés, éprouve une stagnation qu'il est urgent de faire cesser.

18. L'art. 30. du traité de Paris du 30. Mai 1814 décharge la France du payement des sommes dues pour travaux d'utilité publique qui n'étoient pas terminés au 31. Dec. 1812. On entend généralement par travaux d'utilité publique ceux qui sont entrepris pour le desséchement de marais, les constructions de routes, de canaux, de ponts etc. Jamais on n'a qualifié ainsi les travaux de fortification. En conséquence le gouvernement françois enjoindra à ses agens de ne pas dénaturer le sens de mots sur l'usage desquels on n'a jamais varié.

19. A l'occasion de ce même article les agens françois se sont permis un autre abus de mots. On a toujours regardé comme un travail particulier celui dont l'entreprise forme l'objet d'un bail particulier,

Digitized by Google

Aujourd'hui les commissaires françois prétendent envisager une foule de travaux isolés comme faisant partie d'un ensemble de projets que l'ancien gouvernement avoit voulu entreprendre; et cet ensemble n'étant poiht achevé, ils mettent tous les travaux particuliers, quoique terminés au 31. Dec. 1812, dans la catégorie des travaux non terminés.

20. Les articles 4. et 10. du traité de Campo Formio et l'art. 8. de celui de Lunéville avoient mis à la charge de la France les dettes spécialement hypothéquées dans leur origine sur les pays qui lui furent cédés par ce traité, ou contractées pour leur administration intérieure. Ces mêmes pays ayant été rétrocédés par la France en 1814, l'art. 21. du traité de Paris la déchargea du poids de cette charge. Mais les commissaires françois et les juges même, confondant les dettes anciennement contractées pour l'administration intérieure de ces pays et dont le débiteur a successivement changé, avec ce que la France doit encore dans ces provinces pour l'administration des années dont elle a perçu les revenus, se référent à l'art. 21. du traité du 30. Mai 1814 pour se refuser au payement de ces dettes. Les premières notions de droit public suffisent pour faire sentir combien une pareille interprétation est contraire aux principes et à la logique. Le gouvernement françois devra être invité à y renoncer.

Digitized by Google

II.

Allerunterthänige Remonſtration mit angehängter ehrerbietigſten Bitte rückſichtlich einer zu ertheilenden gnädigen Erläuterung und Verſtändigung des Beſchluſſes der hohen Teutſchen Bundestags-Verſammlung v. 28. Jul. 1817, in Sachen Friedrichs Ludwigs, Freiherrn von Berlepſch, als älteſten ſeines Geſchlechts und daher Provaſallus der Familie von Berlepſch zu Erfurt, wider Se. Königliche Hoheit, den Herrn Kurfürſten von Heſſen, als Lehnsherrn zu Caſſel, verweigerte Lehens-Juſtiz betreffend.

Höchſtanſehnliche Teutſche Bundestags-Verſammlung!

Es muß jeder Teutſche, der unſere ehemalige innere Teutſche Reichs-Juſtizverfaſſung, wie ich, ehrt, und ſich in die unangenehme Nothwendigkeit geſetzt ſiehet, ſich an dieſe verehrungswürdige Verſammlung wenden zu müſſen, mit lebhaftem Dank erkennen, daß die Gründe ihrer Entſcheidungen öffentlich bekannt gemacht werden. Durch dieſe Publicität werden die Bemühungen unſerer verſtorbenen vaterländiſchen Publiciſten, Licht, Wahrheit und Recht zu verbreiten, rühmlichſt fortgeſetzt, und auf dieſe Art wird der öffentlichen Meinung gehuldigt. —

Digitized by Google

Dem zurückgewieſenen Reclamanten giebt man aber dadurch zu gleicher Zeit die Veranlaſſung, entweder ſeinen Vortrag zu verbeſſern, oder den des Herrn Berichts-Erſtatters zu berichtigen; mithin zu bewirken, daß die Wahrheit an des Tages Licht gebracht und das Recht gefördert werde, um einem Jeden in dem verfaſſungsmäßigen Wege die Abhülfe des ihm gekränkten Rechts zu verſchaffen, damit ein Rechtszuſtand nicht unter die frommen Wünſche des Teutſchen Volks gehöre, ſondern praktiſch werde.

§. 1.

Ich habe mich in die unangenehme Nothwendigkeit geſetzt geſehen, mich am 20. Mai 1817 wegen der mir verweigerten Lehensjuſtiz wider Se. Königl. Hoheit, den Herrn Kurfürſten von Heſſen zu Caſſel, an dieſe höchſt anſehnliche Bundestags-Verſammlung zu wenden. Es iſt von mir bei dieſer nun einmal vorhandenen Behörde eine mit allen nöthigen Belegen verſehene Reclamation übergeben worden, in welcher ich am Schluſſe derſelben allerunterthänig gebeten habe:

> vermittelnd durch den Kurfürſtlichen Herrn Bundestags-Geſandten, Se. Königliche Hoheit, den Herrn Kurfürſten von Caſſel zu vermögen, mir den Weg Rechtens vor ein, von Allerhöchſt demſelben anzuordnendes, Mannengericht, wider die Anwendung eines Heſſen-Caſſelſchen Lehensedicts vom 5. Sept. 1815 zu eröffnen, und im Weigerungsfall mir den Recurs an dieſe höchſt verehrliche Teutſche Bundestags-Verſammlung vorzubehalten.

§. 2.

Dieſe Reclamation iſt nach Nr. 191. des Einreichungs-Protokolls angenommen worden, und in der Sitzung vom 17. Julius 1817 zum Vortrag gekommen. Dieſer iſt, nach der Nr. 219. der Frankfurter Ober-Poſtamtszeitung des Jahrs 1817 bekannt gemacht und der Beſchluß der Teutſchen Bundestags-Verſammlung, laut Auszugs des Protokolls derſelben vom 17. Julius 1817 §. 363. am 28. Julius 1817 dahin ausgefallen:

daß ich mit meiner Klage als nicht hierher gehörig ab und an die geeignete Behörde zu verweiſen ſey.

§. 3.

Wenn ich Beides, das Gutachten des Herrn Berichterſtatters mit dem Beſchluſſe der höchſt verehrtlichen Bundestags-Verſammlung zuſammen ſtelle, da Beides ein Ganzes ausmacht, ſo geht daraus hervor:

1) daß hier eine Rechtsſache angetroffen werde, die ihre Erledigung durch eine Juſtizbehörde erhalten müſſe,

2) daß man dafür gehalten habe, dieſe Beſchwerde ſey an die hohe Bundestags-Verſammlung nicht erwachſen (causa non devoluta), weil ich nicht gezeigt hätte, daß mir abſeiten des Herrn Kurfürſten von Heſſen, Königl. Hoheit, der Weg Rechtens denegirt worden ſey, da ſeit dem 4. Febr. d. J. in dieſer Sache keine weitere Kurfürſtl. Entſchließung erfolgt wäre; mithin eine Juſtizverweigerung nicht klar gemacht ſey, und

3) daß die geeignete Behörde nicht angegeben worden iſt, wohin ich mit meiner Beſchwerde verwieſen ſeyn ſoll.

§. 4.

So viel ad 1) den Umſtand betrifft, daß hier eine Rechtsſache angetroffen werde, die ihre Erledigung durch eine Juſtizbehörde erhalten müſſe, ſo geht dieſe Wahrheit, ſowohl aus dem Vortrage des Herrn Berichtserſtatters, als ſelbſt aus der, im Beſchluß dieſer hochanſehnlichen Behörde enthaltenen Verweiſung an die geeignete Behörde, hervor.

§. 5.

Es wird hier eine Lehensangelegenheit angetroffen, die ich nur leiſe berührt habe, um allen ungleichen Beurtheilungen zu entgehen. Denn man könnte mit vollem Rechte die Frage aufwerfen: ob hier nicht eine völkerrechtliche Angelegenheit wegen einer Lehnsſache vorliege, nämlich die Entſcheidung der Präliminär-Fragen:

1) ob im Heſſen-Caſſelſchen überhaupt noch ein Lehens-Nexus exiſtiret? und

2) ob der Herr Kurfürſt von Heſſen, ohne Zuſtimmung ſeiner ehemaligen Vaſallen, den Lehnscontract habe wieder herſtellen können? mithin

3) ob die Lehensedicte vom 18. Jan. 1814 und 5. Sept. 1815 gültig ſind?

§. 6.

Die Lehensverfaſſung war durch die aufgelöſ'te Teutſche Reichsverfaſſung in Teutſchland und in Heſſen ver-

ſchwunden und der König von Weſtphalen hatte die durch die Conſtitution des Königreichs Weſtphalen aufgehobene Lehensverbindung, vermöge des Decrets vom 28. März 1809, für erloſchen anerkannt, wenn es in dieſem gültigen Decrete heißt:

„daß die Lehen eine Art von Eigenthum wären, welches weder mit dem Geiſte der Conſtitution des Königreichs, noch mit den Grundſätzen des Geſetzbuches „Napoleons verträglich ſey, indem letzteres das lehenbare Eigenthum nicht anerkenne, ſondern alles Vermögen denſelben Regeln der Erbfolge unterwerfe.

S. das Geſetzbulletin des Königreichs Weſtphalen vom Jahre 1809. I. Theil. S. 675.

und meine Weſtphäliſche Finanzgeſchichte. I, Theil. §. 93. S. 169—171 in Verbindung mit dem Ergänzungsblatte der Jenaiſchen allgemeinen Literaturzeitung des Jahrs 1817 Nr. 62 S. 110 u. 111.

§. 7.

Ich habe die eben in Anregung gebrachten Fragen nur darum berührt, um zu zeigen, wie wenig es der Sache angemeſſen geweſen ſey, zu unterſuchen, wie es der Herr Berichtserſtatter gethan hat: ob in meiner Rechtsſache eine causa civilis oder feudalis zum Grunde liege. Ich habe die Präjudicial-Frage: ob nicht eine quaestio juris Gentium hier angetroffen werde, aus Schonung umgangen und mich bisher lediglich an das Lehensverhältniß gehalten.

Digitized by Google

§. 8.

Ich habe gezeigt

1) daß der Herr Kurfürſt von Heſſen die Abſicht hege, aus Handlungen, wozu ich gezwungen worden bin, und wogegen Er mich nicht hat ſchützen können, eine Felonie zu erzwingen und auf dieſe Art, wider den Lauf der Natur, Lehen einziehen zu wollen, und

2) daß er in einem ſolchen Fall, nach der documentirten Landes- und Lehensverfaſſung des Nieder-Fürſtenthums Heſſen ſchuldig ſey, mir ein Judicium Parium Curiae zu conſtituiren, wenn ich vor ſeinem Juſtizgerichte nicht Recht nehmen wolle. Von dieſer bewieſenen Verfaſſung hat der Herr Berichtserſtatter ſo wenig etwas erwähnt, als von der mir, außer dem §. 13 des Lehensedicts vom 5. Sept. 1815 durch eine beſondere Signatur des Caſſelſchen Lehenshofes vom 9. Jan. 1817 noch überher geſchehenen Androhung der Privation der Lehen.

Der Bericht iſt alſo nicht vollſtändig geweſen, da dasjenige in demſelben nicht berührt worden iſt, worauf es entſcheidend ankommt, nämlich:

a) auf die Androhung der Strafe der Felonie, und

b) auf die landesgrundgeſetzliche Schuldigkeit des Lehensherrn, ein Mannengericht in einem ſolchen Fall anzuordnen, wenn der bedrohete Vaſall eine Lehens-Juſtizverfügung der Art verlangt.

§. 9.

Auch iſt es nicht in Facto gegründet, wenn in dem Gutachten des Herrn Berichtserſtatters vom 17. Julius

1817 geſagt iſt, daß ich meine Lehengüter allodificirt hätte. Ich bin an der Ablöſung einiger Frucht-Präſtationen, die mit der Lehenseigenſchaft behaftet waren, und an der Allodificirung einiger Afterlehen nicht Schuld, ſondern die gültige Weſtphäliſche Geſetzgebung hat mich dazu gezwungen und der Herr Kurfürſt konnte mich gegen alle Folgen nicht ſchützen, wenn ich mich, ohne allen Nutzen, gegen dieſe Geſetzgebung hätte auflehnen wollen, wie ich dieſe Wahrheit in meiner ſehr praktiſchen Weſtphäliſchen Finanzgeſchichte im II. Theile §. 88. S. 166 — 170 noch eher auseinander geſetzt habe, als die Kurheſſiſchen Lehensedicte vom 18. Januar 1814 und vom 5. Sept. 1815 erſchienen waren. Dieſe ſind beſonders genug, nämlich das Lehensverhältniß wieder herzuſtellen, und dem Vaſallen ſehr wichtige, ihm in den Lehenbriefen verſicherte pecuniäre Rechte zu entziehen, welche ihm die Weſtphäliſche Geſetzgebung genommen hatte, die ihm nicht reſtituirt ſind, und wofür er nicht entſchädigt wird. Wenn das keine Inconſequenz iſt, ſo giebt es keine mehr.

§. 10.

Es iſt in Wahrheit eine höchſt unangenehme Erfahrung, die ich jetzt mache, nämlich die, wie die Teutſchen Regenten zu Hannover und zu Caſſel gegen mich gegenwärtig verfahren, welche 1) die Lage, worin man ſich in den Jahren resp. von 1803 und 1806 an bis in den Spätherbſt 1813 befunden hat, 2) wie ich mich zu der Zeit betragen habe und 3) wie wenig die Hannöverſchen und Heſſen-Caſſelſchen Regenten im Stande waren, mir einen hülfreichen Schutz angedeihen zu laſſen, gänzlich zu vergeſſen ſcheinen.

Digitized by Google

Sie verſetzen ſich durch ihr gegenwärtiges Betragen in die Lage, unangenehme Wahrheiten hören und ſich den Verfügungen unterwerfen zu müſſen, welche diejenigen Mächte über ihre gegenwärtigen Handlungen beſchließen werden, die ſie zu Regenten ſolchergeſtalt wieder eingeſetzt haben, als die Lage ihrer Staaten im Herbſt 1813 war.

§. 11.

Daß in meiner, am 20. Mai 1817 bei dieſer hohen Teutſchen Bundestags-Verſammlung eingereichten Beſchwerde eine Lehens-Rechtsſache angetroffen werde, die ihre Erledigung durch die Juſtizbehörde eines Judicii Parium Curiae erhalten müſſe, kann wohl nicht weiter bezweifelt werden, da ich dieſe Wahrheit in meiner vertheilten Druckſchrift:

> Berufung auf die Entſcheidung der öffentlichen Meinung in zwei Beſchwerden, welche von der hohen Teutſchen Bundestags-Verſammlung zurückgewieſen worden ſind. S. 54 u. f.

hinlänglich auseinander geſetzt habe, worauf ich mich, um Wiederhohlungen zu vermeiden, hier allerunterthänig beziehe, indem ich ſie unter Lit. A. ehrerbietig anfüge.

§. 12.

Ich gehe daher ad 2) zur Prüfung des §. 3. dieſer Ausführung ausgehobenen zweiten Satzes über.

Daß meine Beſchwerde vom 20. Mai 1817 an die hohe Teutſche Bundestags-Verſammlung erwachſen geweſen ſey, weil mir abſeiten des Herrn Kurfürſten von Heſſen, Königlicher Hoheit, der Weg Rechtens vor ein hier ſtattfindendes Judicium Parium Curiae verweigert

Digitized by Google

worden iſt, das habe ich S. 82 und beſonders S. 88, 89 und 90 meiner Druckſchrift klar zu machen geſucht. Ich habe am 4. Febr., nach der Anlage unter Ziffer X. zu meiner Reclamation vom 20. Mai 1817 dem Herrn Kurfürſten von Heſſen die Frage zur hochgefälligen Erledigung vorgelegt:

> ob Se. Königliche Hoheit mir den Weg Rechtens vor ein Mannengericht — vor ein Judicium Parium Curiae, — worauf ich provozirt hatte, und noch gegenwärtig darauf, in Gemäßheit der in der Sammlung der Fürſtlich-Heſſiſchen Landesordnungen II. Theil. S. 240 Nr. 6. enthaltenen Heſſen-Caſſelſchen Lehens-Verfaſſung beſtehe, eröffnen wollten?

Ich hatte auf dieſe Frage am 9. Januar 1817 ſchon eine abſchlägliche Antwort des Heſſen-Caſſelſchen Lehenshofes erhalten, welche ich unter Ziffer VIII zu meiner am 20. Mai 1817 bei dieſer hohen Behörde übergebenen Beſchwerde exhibirt habe, worin mir die Anordnung eines Judicium Parium Curiae *virtualiter* denegirt worden iſt.

Auf jene, den 4. Febr. 1817 nochmals zur Sprache gebrachten, Frage habe ich noch zur Zeit keine Antwort erhalten, obgleich meine Aufforderung dem Herrn Kurfürſten bewieſener Maaßen zu Händen gekommen iſt. Dieſen Beweis habe ich durch die Anlage unter Ziffer IX. zu meiner Beſchwerde vom 20. Mai d. J. geführt, und ihn durch die, in dieſem Schreiben enthaltene Ausführung noch verſtärkt. Ich habe keine Antwort bekommen, weil mir der Weg Rechtens vor ein Mannengericht, ſchon am 9. Januar verſagt war, wie dieſe Gewißheit aus der Anlage unter Ziffer VIII. zu meiner Recla-

Digitized by Google

mation vom 20 Mai 1817 hervorgeht. Ich habe zum Beweiſe, daß mir der Weg Rechtens denegirt worden ſey, dasjenige beigebracht, was mir beizubringen möglich iſt. Ein Mehreres von mir zu begehren, verräth nur den Willen, die Entſcheidung meiner Beſchwerde zu umgehen. Ich habe dieſe Wahrheit in meiner oben angezogenen Druckſchrift S. 88, 89 und 90 dargelegt, worauf ich mich hier mit der Aeußerung beziehe, daß ich, nachdem meine Druckſchrift, „Beiträge zu den Heſſen-Caſſelſchen Landtags-Verhandlungen der Jahre 1815 und 1816“ in Caſſel verboten und dort confiszirt war, keinen Notarium in Caſſel hätte finden können, der über meine Anfrage und die darauf erfolgte Nicht-Antwort inſtrumentirt hätte. Ich habe alſo nicht anders handeln können, als ich bewieſener Maaßen gethan habe. Mein und meines Herrn Gegners Verfahren werden einem jeden Billigdenkenden das Geſtändniß abnöthigen, daß mir der Weg Rechtens vor ein Mannengericht denegirt worden ſey; daß ich folglich Urſache habe, mich über die mir verweigerte Landesgrundgeſetzlich hergebrachte Lehensjuſtiz zu beſchweren, und daß mithin meine Reclamation vom 20. Mai 1817 an die hohe Teutſche Bundestags-Verſammlung erwachſen geweſen ſey; daher meiner Bitte hätte Raum gegeben werden ſollen. Ich hoffe durch dieſe meine Remonſtration den Beſchluß der hohen Bundestags-Verſammlung vom 17. Julius, der mir am 28. Julius 1817 bekannt gemacht worden iſt, entfernt zu haben. Ich darf alſo erwarten, daß nunmehr meiner Bitte vom 20. Mai 1817 werde Statt gegeben werden, damit die öffentliche Meinung nicht dahin beſtimmt werden möge, anzunehmen, daß man nur Behelfe hervorſuche, um ſich dem Herrn Kurfürſten von Heſſen-Caſſel gefällig zu bezeigen.

§. 13.

Sollte ich aber dennoch nicht glücklich genug ſeyn, meinen Wunſch zu erreichen, ſo erfordert alsdann

ad 3) die in dem Beſchluſſe der hohen Bundestags-Verſammlung enthaltene Verweiſung an die geeignete Behörde, daß mir dieſe gnädig nachgewieſen werde, weil ich gern geſtehe, nicht erforſchen zu können, wo ich dieſelbe antreffen könne.

Daß ſie die von dem Herrn Kurfürſten von Heſſen angeordneten eigenen Gerichte nicht ſeyn könne, habe ich ſowohl im Allgemeinen in meiner Druckſchrift, die ich unter dem Buchſtaben A. angefügt habe, S. 1 — 28 gezeigt, als dieſe Wahrheit insbeſondere aus den S. 84 — 87 dieſes Impressi und ganz beſonders aus der Anlage V. zu derſelben, auf das Klarſte folgt. Um alle Fälle durchzugehen, wohin ich zur Abhülfe meiner Beſchwerde verwieſen ſeyn kann, bin ich bemüht geweſen, dieſe S. 91 und 92 meiner mehr angezogenen neueſten Druckſchrift anzuzeigen. Ich erwarte daher, daß die hohe Bundestags-Verſammlung den letzten Theil ihres Beſchluſſes erläutere, und mich darüber verſtändige: ob ich mit der Geltendmachung meiner Beſchwerde, an die in den V. geheimen Artikel der Convention mit dem Herrn Kurfürſten von Heſſen vom 2. Dec. 1813 angeordnete Commiſſion verwieſen worden ſey, die alle Intereſſen ordnen ſoll, welche den verſchiedenen Provinzen eigen ſind, woraus das Königreich Weſtphalen beſtanden hat.

§. 14.

Dieſen Ausführungen zu Folge, ergeht an dieſe hohe Behörde, bei dem Abgange eines Bundesgerichts, deſſen

Digitized by Google

hohe Nothwendigkeit jeder vernünftige Teutſche alle Tage mehr und mehr einſieht, weil Landſtände ohne eine kräftige höhere Behörde eine Campana sine pistillo ſeyn möchten, meine ehrerbietige Bitte:

meine Beſchwerde einer nochmaligen gnädigen Reviſion zu unterziehen, und ſolchergeſtalt zu verfügen, als ich in meiner allerunterthänigen Vorſtellung vom 20. Mai 1817 gebeten habe; wenigſtens mir die geeignete Behörde anzuzeigen, bei welcher ich ſie anzubringen habe.

Ich verharre mit der ehrerbietigſten Unterwürfigkeit einer hohen Bundestags-Verſammlung u. ſ. w.

Erfurt, den 10. Nov. 1817.

III.

Das Finanzminiſterium.

Ein hiſtoriſch-ſtaatswiſſenſchaftlicher Verſuch.

Erſtes Buch.

Vorwort.

Die Elemente der Staatsverwaltung ſind jetzt mehr, als je, ein Gegenſtand der allgemeinſten Aufmerkſamkeit. Auf allen Seiten ſtehen die Nationen auf, mit Anſprüchen, die gerecht und mit Forderungen, die unerfüllbar ſind. Wenn heute ein Finanzminiſter, den der Verfaſſer dieſer Blätter als das Princip jeder Staatsverwaltung

betrachtet, die einzige Erklärung hinſtellte: daß er ohne irgend einen Beitrag, ohne eine Abgabe oder Steuer, den Staat aufrecht zu erhalten, im Stande ſey; ſo würde man heute ein Sternbild nach ſeinem Namen benennen, und morgen würde man fragen: und was giebt uns denn der Staat? — Schon Fichte zeigte, wie wir in das Zeitalter des Egoiſm getreten. — Jeder will ärndten, wer hat aber Acker und Saat, um durch die Benutzung beider das Recht zur Aerndte zu gewinnen? —

Es iſt ſchon oft geſagt worden, daß das Leben ein chemiſcher Prozeß ſey; dieſer Behauptung will ich um ſo weniger den hiſtoriſchen Glauben verſagen, da ich von der Chemie nicht mehr verſtehe, als zur häuslichen Nahrung und Nothdurft erforderlich. Wenn es ſchwierig iſt, die Erſcheinungen des menſchlichen Lebens und des Staatsvereins auf ein feſtes Princip, z. B. auf das des Kryſtalliſations-Geſetzes zurückzuführen, ſo bietet ſich doch von ſelbſt die leichteſte Löſung aller Probleme dar, wenn man den Gährungsprozeß näher in's Auge faßt. Aus einem vorliegenden Handbuche der Chymie erſehe ich, daß alle Gährung dreifacher Art, entweder eine geiſtige, oder eine ſaure, oder eine faule iſt, und da ſteht die Frage ganz nahe, welche von dieſen dreien beſtimmt das Leben der Staaten unſerer Generation befördere? — Belehrung ſuchend, ſammele ich die Stimmen zur Beantwortung und finde, daß nur Wenige für die geiſtige Gährung ſentiren, indeß die Meinungen der Verſtändigen zwiſchen der ſauren und faulen getheilt ſind. —

Der Egoiſm bezeichnet alſo eigenthümlich unſer Zeitalter und auch der Verfaſſer der Darſtellung, von welcher hier mehr eine ſkizzirte Anſicht, als ein vollſtändiger

Digitized by Google

Anfang gegeben wird, gehört dem Zeitalter an; deßhalb bildete er ſich früher zuweilen ein, daß er ſeine Anſichten über Staats- und Finanzverwaltung auf einem andern Wege, als die des Schriftſtellers zu entwickeln, Beruf finden würde. Daß dieſe Erwartung nicht erfüllt iſt, bedauert er um ſo weniger, da er die Klippen und Untieſen des Glücksmeeres kennt und da er den Ausſpruch des großen Römers ſchon ſeit vielen Jahren als eine manchen inneren Sturm beruhigende Maxime durch's Leben nahm: non idem mihi licet, quod iis, qui nobili genere nati sunt, quibus omnia populi beneficia dormientibus deferuntur. —

Da die Sitte der Zueignung einer Schrift, als das ſchönſte Vorrecht der Autorehre zu betrachten iſt (ſchon Hippel bemerkt: daß das Werk gewöhnlich mit Schmerzen, die Zueignung aber in Jubel und Freude geboren werden), ſo hatte ich auch im Sinne, mein Werk einem geiſtvollen Miniſter zuzueignen. Doch trug ich Bedenken, dazu die Erlaubniß nach hergebrachter Gewohnheit der höfiſchen Sitte zu erbitten. Die Gewährung jedes Geſuches bleibt leicht und oft der Urne des Zufalls überlaſſen und dieſe bewahrt für den Schriftſteller ſo manche Niete auf. Wird der Leſer bei der Beleuchtung des Weſens der Finanzverwaltung und ihres erſten Princips unwillkührlich an einen Mann erinnert, den ich nicht nenne, deſſen ich aber ſo oft ſchweigend gedenke, ſo ergiebt es ſchon die Natur der Sache, daß hierdurch eine Dedication entſteht, die der Leſer eben ſowohl, als der Autor zu verantworten hat.

* * *

Archimedes, der große Syrakuſer, verlangte nur Einen feſten Punkt außerhalb der Erde, um ſie aus ihrer Bahn zu heben. — Es würde vermeſſen ſcheinen, jenen Ausſpruch auf den Staat anzuwenden, wenn gleich ein ſolcher noch kein Erdenrund iſt und wenn gleich die Geſchichte unſerer Tage die Hinfälligkeit und Zerbrechlichkeit der Staaten vielfältig zu beſtätigen bemüht war. Doch die untrüglichſten Zeichen der Zeit gehen verloren im Rauſche des Schmerzes oder der Freude, und der Fieberkranke verwechſelt leicht die Morgen- und Abendſtunden.

Wer die Geſchichte unſeres Geſchlechts nach ihren großen Zügen, nicht nach der Zahlenreihe der Jahre aufzufaſſen vermag, verſteht das Loos der Völker zu würdigen für die Gegenwart und zu beſtimmen für die Zukunft, wie bunt auch die Stralen des Tages mit ihren Farben ſpielen. —

Ernſt und bedeutungsvoll knüpften ſich die Erſcheinungen aneinander, Stillſtand iſt nirgend und die Wechſelwirkungen bilden ſich nach ewigen Geſetzen. Dieſes iſt das Reſultat, welches die Kunde unſeres Erdtheils ſeit vielen Menſchenaltern dem Forſcher darbietet. — Treten wir dem großen Gemälde näher, ſo erſcheint Alles folgerecht. — Die Weltherrſchaft der Römer beurkundet ſich im Oſten durch Beſiegung der Helleniſchen Geiſtesfreiheit und Kunſtvollendung, im Norden durch Unterjochung der jugendlichen Kraft Germaniſcher Völkerſtämme. Hier mußte ſie ſcheitern: Rom büßte ſeine ſittliche Entartung unter der Geißel verheerender Volksſchwärme und das ſtolze Italien erlag dem Mißgeſchicke in der Nacht der Lehensverfaſſung und Hierarchie. Aus beiden giengen die Kreuzzüge hervor, entzündeten von Neuem das Lich

der Wiſſenſchaften, veredelten die Menſchen durch großartigen Tauſch des Handels und der Ideen und führten kommende Jahrhunderte über Bannflüche, Scheiterhaufen und Blutgerüſte zur Reformation. Die Blüten des Geiſtes giengen verloren in der Entartung der Volksführer, in der Trennung der Volksclaſſen, in der klügelnden Selbſtſucht der Volkslehrer. Da ketteten ſich neue Umwälzungen an die älteren und die Geiſter verſanken in Deſpotiſm. Auch dieſe Feſſeln zerbrach die Zeit und das rächende Schickſal der ewigen Weltordnung, ein neuer Lichtſtrahl weckt die Kraft der Völker; einem neuen Kreislauf der Geſchichte treten wir entgegen. — In ſolchem Zeitpunkte liegt die Aufforderung, mit freiem Sinne die Elemente aller ſocialen Verhältniſſe zu würdigen; beſonders da die Völker unſeres Erdtheils noch nie ſo verbunden waren durch gegenſeitigen Tauſch des Wiſſens, der Geſinnungen, der Forderungen und der Wünſche, als gegenwärtig. —

Das Bedürfniß weckte die ſchlummernden Kräfte der Menſchen und machte ſie erfinderiſch; ſie traten in wechſelſeitige Verbindung und vereinigten ſich zu gegenſeitigem Tauſch. Die Verfaſſung ward gebildet, um deſſen, was Rechtens iſt, theilhaft zu werden. So entſtand der **Staat**, wie wir ihn erblicken, als das Capitalgewölbe, in welchem die meiſten, mit Vernunft begabten Erdbewohner ihre Heiligthümer erzeugen, pflegen, bilden, nützen und bewahren, erhalten und vererben auf die Nachkommen.

Je einfacher eine Maſchine iſt, mit je weniger Kraftaufwand und Geräuſch ſie in Bewegung geſetzt wird, deſto beſſer iſt ſie. Solches trifft vor allen andern die

Digitized by Google

Maſchine des Staates, welche eine Schraube ohne Ende, ein Kreis von Hebeln in ewiger Wechſelwirkung ſeyn muß, in der die Schwere und Federkraft, das Waſſer und der Wind, das Laſt- und Zugvieh nach ihrer eigenthümlichen Wirkſamkeit genau zu berückſichtigen ſind.

Der Charakter des Staats iſt nicht ein Erzeugniß der Willkühr, ſondern der Nothwendigkeit, welche eine weiſe Weltordnung gebietet. In ihr erſcheinen die Geſetze als die Seele, die Nationalgeſchichte als der Körper. Das Herz in der Bruſt aber ſchlägt fort, der Magen verdauet und die Nerven empfinden, ohne daß es ihnen von der Seele geheißen wird. —

So geht auch die Geſchichte, ohne daß ihr ein Stillſtand geboten werden kann, unaufhaltſam ihren ernſten Gang; ihn zu erkennen, iſt des Geiſtes ewiger Beruf.

Die Geſchichte aller Völker beruht auf Intereſſe und Meinung. Die Meinungen leiten, um den Regierungen Feſtigkeit zu verſchaffen, das Intereſſe zu vereinigen, damit es dem Mißbrauche der Macht Widerſtand leiſten könne, das ſind die einzigen Aufgaben der wahren Politik.

Die Staaten unſeres Zeitalters, wie verſchiedenartig ſie auch claſſificirt werden mögen, charakteriſiren ſich beſonders durch drei Inſtitute, und dieſe muß man als die Baſis der bürgerlichen Vereine unſeres Erdtheils betrachten und würdigen; ſie ſind:

das ſtehende Militär,
die Polizei im weiteſten Sinn, und
die Finanz-Verwaltung.

Digitized by Google

Dieſen drei Grundpfeilern, welche den Bau der ganzen Staatsadminiſtration tragen, möchten vielleicht manche und geſchehe es auch nur der Symmetrie wegen, einen vierten, die Rechtspflege zugeordnet wiſſen. Jedoch iſt dieſe nach ihrer gegenwärtigen Anordnung für den Staat nicht von der hohen Bedeutſamkeit, die man ihr wohl einräumte; weßhalb auch die Eintheilung der höchſten Gewalt in eine geſetzgebende, ausübende und richtende, als unzureichend und unlogiſch verworfen werden muß. Ueberall vollzieht die Gewalt, ertheilt die Erfahrung Rath und ſpricht das Urthel die Autorität. Die ganze Sphäre der Civil-Rechtspflege iſt dem Staate in ſeinem höchſten Zwecke gleichgültig: es kommt nur darauf an, daß der Beſitz alles Gutes, Rechtes und Eigenthums, nie zweifelhaft, nie unentſchieden iſt. Der Gebrauch und die Benutzung dürfen nicht geſtört, nicht gehemmt werden; ob Cajus oder Sempronius der Eigenthümer, Nießbräucher iſt, macht dem Ganzen keine Sorge, der Beſitz, der ſich dem Einen entzieht, wächſt dem andern Gliede der großen Kette wieder zu. Die ſorgfältigſte Rechtspflege aber, läßt die Entſcheidung des Eigenthums, der Formalität und Erwägung halber, am längſten erwarten, und wirkt auch außerdem nachtheilig auf die Moralität des Volks. Treue und Glaube, die ſchönſten Tugenden des ſocialen Lebens, zeigen ſich da in ihrer ſchönſten Blüte, wo eine nach unſern Begriffen unvollkommene Juſtiz, die Menſchen vor Streit- und Prozeßſucht bewahrte. Dagegen läßt ſich die Ausübung der Criminal-Rechtspflege nur dann als wohlbegründet denken, wenn dem Verbrechen unmittelbar die Strafe folgt. Letztere ſoll die Geſetzesübertretung rügen; nach bedeutenden Zeitfriſten aber exiſtirt der Verbrecher, als ſolcher, nicht mehr. In dem Raume der Zeit verändert ſich der Menſch

nach ſeiner körperlichen und geiſtigen Organiſation, die Strafe nach längerer Friſt dem Verbrechen folgend, trifft alſo nicht den, für welchen ſie berechnet iſt; bald iſt ſie zu gelinde, bald zu ſtreng, immer rechtswidrig.

Daher ſcheiden wir hier die Rechtspflege nach ihrem ganzen Umfange aus, und laſſen ſie auf ihrem Werth beruhen. Nur das Einzige darf noch bemerkt werden, daß jene nach ihrer Richtung zur Beobachtung der Formen, eben ſo wenig geeignet iſt, mit höherer Wirkſamkeit in das Getriebe des Zeitgeiſtes einzugreifen, als die Prieſter der Themis, als ſolche, für die höhere Staatskunde die Sybilliniſchen Bücher zu enträthſeln wiſſen. —

Seitdem die Rechtswiſſenſchaft von der Staatskunde geſchieden wurde, giengen nie aus den Senaten der erſteren, eher aus den Reihen der Krieger oder aus den Werkſtätten der Künſtler, wahrhaft große Staatsmänner hervor, wie Sülly und Franklin beweiſen. Mit welchem Stolze blickt die Menſchheit auf Letzteren! — Er baute den ſchönſten Tempel der Freiheit in einem widerwärtigen Zeitalter; er lehrte ſeine Mitbürger den Tempeldienſt derſelben; gegen die wildeſten Kataſtrophen der Natur erſann er wirkſame Hülfsmittel und ſchuf die Harmonica, um mit ſüßen Tönen die Herzen der Sterblichen zu gewinnen. — Durch die einzige Idee, daß und wenn man nun einmal einen Erbadel haben will, man ihn lieber in aufſteigender Linie, als in abſteigender, erblich machen ſolle, ſteht er hoch über ſein Jahrhundert und über alle Anſprüche der ſogenannten Europäiſchen Staatsweisheit und Cultur. — Juriſten von Profeſſion pflegen den Staat zu betrachten, wie zwei Philoſophen die Materie: Descartes ſetzte das Weſen derſelben in der Aus-

Digitized by Google

dehnung, Newton in der Dichtigkeit. Das Gold aber iſt bekanntlich das dichteſte Metall und auch das dehnbarſte. — Der letztgenannte Britte hatte weniger Anhänger, als der erſtgenannte Franzöſiſche Philoſoph, deſſen Idee von den himmliſchen Wirbeln fortdaurend auf der Erde ihr Unweſen treibt, ſelbſt in den Köpfen derer, die nie einer Idee fähig waren. —

Es iſt, als der erſte Grundpfeiler unſerer heutigen ſogenannten civiliſirten Staaten, das ſtehende Militär namhaft gemacht. —

Der ſinnliche Eigennutz wirkte früher in dem Menſchen, als das geiſtige Bedürfniß; daher wurde der Streit Aller gegen Alle, ſo zeitig ſichtbar, daß man ihm allein gar willfährig das Entſtehen der ſocialen Vereine beigemeſſen hat. Ohne tiefer in die Theorien der Philoſophen, eines Hobbes, ſeiner Gegner und Schüler einzudringen, hier zu beabſichtigen, ohne weiter die Elemente aufzuſuchen, welche den Keim der Staaten befruchten und gedeihen machen, iſt deren Geſchichte die des einzelnen Menſchen, der mit dem Leben ſich aus der bewußtloſen Vegetation der Pflanzenwelt heraus windet, um im Alter wieder zu derſelben zurückzuſinken und ſo den Kreislauf zu beſchließen. Aus dem Eigennutze gehen die Staaten hervor, in ihm fallen ſie zuſammen und verſchwinden aus dem Gebiete der Geſchichte, denn in ihrer vollſtändigen Entwickelung vernichtet ſich ſelbſt die Selbſtſucht. — Bei ſolchen Erſcheinungen, die mit geringer Veränderung immer neu beginnen, iſt der Widerſtand des Einzelnen gegen den Einzelnen, oder der Staaten gegen einander und die aus wechſelſeitiger Reibung hervorgehende Kraft, das Prinzip der höheren Thätigkeit, bei deren

Spuren wir in dem weiten Gebiete geſchichtlicher Beobachtungen ſo oft verweilen. Der Beſitz ſteht mitten inne, zwiſchen Angriff und Vertheidigung *) und führt auf das Verhältniß, wo Völker gegen einander Gewalt ausüben — zum Kriege. — Das bedingte Recht, ihn zu führen, fällt der Geſammtmaſſe der Nation und ihrer vereinten Kraft, dem Staate, anheim und erzeugte die Kriegeskunſt, welche nach der, in unſerem Erdtheile zuerſt verbreiteten, und mit ſeiner tödtenden Gewalt in Anwendung gebrachten, Erfindung des Schießpulvers, eine ganz neue Geſtalt gewann. Mit ihr verlor die perſönliche Tapferkeit und Streitkraft ihre Wirkſamkeit. Nach der Auflöſung des Ritterweſens, wie feindſelig ſolches auch oft wider die Regenten wirkte, ſank eine Hauptſtütze der Thronen und die jugendlich thätig um ſich greifende Macht der Städte, ließ die Nothwendigkeit eines neuen Princips der Herrſchergewalt fühlen. Dieſes leitete zur Einrichtung der ſtehenden Heere. Der Verfall der Hierarchie wirkte bedeutend, wie in den folgenden Jahrhunderten erſt recht ſichtbar wurde, indem in den Staaten, in welchen der Römiſch-katholiſche Cultus das meiſte Anſehen behauptete, fortwährend nur eine ſehr mangelhafte, oder langſame Ausbildung der ſtehenden Heere Raum gewinnen konnte. Ueberall vermehrten ſich die Caſernen in eben dem Verhältniſſe, als die Klöſter abnahmen; wie hiermit denn auch der Verfall gemeinſchaftlicher Vormauer aller Autoritäten an den Tag gekommen iſt.

Frankreich war das Land, in welchem die Nation den lebhafteſten Wunſch nach der Staatseinheit hegte, in-

*) Hobbes ſetzt feſt: „quaerendam esse pacem, si haberi potest, si non, defensionem.“ Ein trefliches Wort! —

deß die Macht der Hierarchie verfiel und die Kraft der Städte ſich fortwährend hob; daher mußte in Frankreich auch der Sitz der Entwickelung der Soldateske werden, beſonders da der reich ausgeſtattete Geiſt Heinrich's des IV. die Kunſt verſtand, in den wohlgeordneten Maſſen des Fußvolks die Hauptkraft des Angriffs und Vertheidigungskrieges zu legen. Heinrich IV. hielt ein ſtehendes Heer von 14,000 Mann, welches ſein Enkel Ludwig XIV. ſchon um das Zehnfache vermehrte. Darf man ſich wundern, bei dieſen ſchnellen Fortſchritten des neuen Kriegesſyſtems, daß die Militärverfaſſung Frankreichs, welche ein ſo entſcheidendes politiſches Uebergewicht bewirkte, den übrigen Staaten fortdauernd ſo zur Norm diente, daß in allen Zungen die ganze Kunſtſprache derſelben, bis auf den heutigen Tag, auf die Franzöſiſche Erfindung und Heimath hinweiſ't? —

Wie ſegensreich mehrere Generationen hindurch auch die Errichtung der ſtehenden Heere auf das Glück und auf die Entwickelung der ſchönſten Früchte des inneren Friedens der Geſellſchaft wirkte, welche oft den Krieg der Staaten und der eigenen Regenten nur aus den Zeitungen kannte und der dermaligen Lage weit geringere Opfer zu bringen hatte, als in den Zeiten, wo das Aufgebot an die ganze Volksmaſſe ergieng: es fehlte doch auch nicht an Gegenwirkungen, die das Heil der Nationen zerſtörend berührten. Durch die ſtehenden Heere ward unſer Erdtheil zur Caſerne, deren Erhaltung alle Quellen des Nationalgutes erſchöpft. In allen Staaten Europa's müſſen neun und vierzig Menſchen frohnen, um den funfzigſten, den Soldaten, zu erhalten. Wie überſpannt ſind die Mittel, deren Wirkſamkeit ein Gleichgewicht zwiſchen dem Einen, dem Zerſtörenden, und zwiſchen

den neun und vierzig Bauenden und Befruchtenden erhalten ſollen. Es kennen die Staaten nur zwei Geſetze, wonach die Truppenzahl beſtimmt wird: das Vermögen der Unterthanen und das Beiſpiel der Nachbarn. — Früher dienten die Streiter nur der Beute halber, jetzt wird dieſe weniger berückſichtigt, da beſtimmter Lohn und geregelte Diſciplin, die vernichtende Willkühr des Kriegsgewerbes beſchränken. Es gieng aber zugleich auch bei der, aus den ſtehenden Heeren erwachſenen, augenblicklichen Macht der Regierungen, das Band der freien Volksrepräſentation verloren: Regierung und Volk wurden durch eine große Kluft getrennt, mit reißender Schnelle wurde ſichtbar der Fall des Anſehens des Staatsbürgerrechts, willkührliche Erhöhung und Vertheilung der Abgaben, Untergang der Vaterlandsliebe und des Gemeinſinnes. Der neue, abgeſondert vom inneren Staatsgetriebe daſtehende, Stand der Soldaten wurde mit ſeiner glänzenden Außenſeite ſo ſehr die Puppe der Regenten, daß ſie in der Beſchäftigung mit ihr der Nation ſelbſt entfremdet wurden. Manchen Fürſtenhäuſern ward der Soldatendienſt das geiſtige Feigenblatt, um die Schaam des Geiſtes zu bedecken; den Wiegen und Windeln folgte das Soldatenkleid und der Degen, wie der Sonntag ſich folgerecht anſchließt an den Sonnabend. Und worin löſ'te ſich jene Beſchäftigung zuletzt auf? — In ein blutiges, eitles, trügeriſches Spiel der Maſſen, in die Berechnung eines todten Mechaniſm ohne Geiſt und moraliſche Kraft, und in der Beſiegung der Staaten, die bezeugten, daß vor der, in großem Drucke geweckten Thatkraft der Völker, das Gängelband ſeelenloſer Maſchinen in Nichts verſchwindet. Vorzüglich Friedrich II. wirkte zu jenem Verfall der Nationalrüſtigkeit, denn er begründete die Stärke des Staats, nicht auf die Kraftentwickelung des Volkes,

ſondern auf ſeine Armee; auf ihr ruhete, ſo meinte er, der Staat, wie die Welt auf den Schultern des Atlas. Er ſuchte das Ideal eines ſtehenden Heeres zu realiſiren, indem er es zu einer möglichſt kunſtfertigen Maſchine machte. Daß es hier eine Gränzlinie gebe, über die man nicht herausgehen darf, ohne die Natur zu beleidigen, blieb ſeinem Geſichtskreiſe verborgen. Es entſtand als erſte Folge jener Verfehlung des Zweckes, eine Scheidewand zwiſchen dem Wehr- und Nährſtande, die zur Befeſtigung des Staatsgebäudes nichts beitrug. Die Trennung zwiſchen dem Geburtsadel und dem Bürger fand auch in ſeiner fehlerhaften Soldatenmaſchine eine Stütze. —

Mit vielen ſeiner Zeitgenoſſen meinte noch der Preußiſche Staatsminiſter Herzberg, der bei jenen als ein politiſches Orakel betrachtet wurde, daß die großen ſtehenden Heere durch die thätige und kraftvolle Aufmerkſamkeit, welche ſie für das Gleichgewicht der Staaten wirkten, einen ſicherern Grund zum ewigen Frieden gelegt haben, als Heinrichs IV. und St. Pierre's ſchöne Luftgebäude. — Hat die Geſchichte dieſem nicht widerſprochen? —

Doch dem oft geprieſenen Staatsmanne aus Friederichs des Großen Schule, verzeiht man gern ſolchen prophetiſchen Mißgriff, da er in anderer Hinſicht ſo weit über ſein Zeitalter hinausſah, und klar erkannte, was in der Nähe der Thronen noch gegenwärtig zweifelhaft erſcheint, oder wenigſtens nicht nach ſeiner ungeheuern Wichtigkeit gewürdigt wird. — Herzberg ſprach es ſchon laut aus: daß nur eine Nationalarmee unüberwindlich ſey. National aber heißt bei ihm, wie überall, nicht bloß in einem Staate geboren, ſondern die Idee des Vaterlands in ſeiner ganzen Herrlichkeit, in vollem Ernſte, mit ſelbſtverläugnender Kraft im Herzen tragend. —

Digitized by Google

Das Land, welches, wie geſagt iſt, in der Ausbildung der ſtehenden Heere, gleich anfänglich die größten Fortſchritte machte, überſpannte auch unter dem eiſernen Scepter ſeines Deſpoten die Federn der modernen Kriegesmaſchinen auf eine ſo unerhörte Weiſe, daß ſie zerſpringen mußten, denn der Ueberſpannung folgt Entkräftung und Zerſtörung. —

So begonn der Kreislauf von Neuem. Vaterlandsliebe und freie Männerkraft erwachten im harten Drucke der Zeit und in der zahlenluſtigen Erſchlaffung der Regierungen; der eingebildete Werth von der Machtbegründung ſtehender Heere war vernichtet, die Völker erkannten, daß in ihrer Eintracht und Thatenluſt aufbewahrt iſt die Kraft, jeden äußeren und inneren Feind zu beſiegen; willkührliche Handhabung des Privateigenthums konnte von dem Regenten nicht mehr in Anſpruch genommen werden, ſondern in einer conſtitutionellen Volksrepräſentation, zur Baſis und Verherrlichung der Thronen, ſuchte man die äußere Sicherheit des Staates, die Unverletzlichkeit der Bürgerrechte und das Heil des Gemeinweſens zu begründen! —

Von dem Inſtitute, welches man da am wenigſten erkennt, wo es am verſtändigſten wirkt, was weniger herbeigewünſcht wird, wo es mangelt, als verwünſcht, wo es verletzend im bürgerlichen Leben hervortritt, von der Polizei kann hier nur Weniges geſagt werden. — So mannichfach das Gute ſeyn mag, welches in der bürgerlichen Geſellſchaft des Staates von der Polizei ausgeht, ſo überwiegt dieſes doch bei weitem nicht die nie zu berechnenden Nachtheile, welche dadurch für die moraliſche Vervollkommnung der geſellſchaftlichen Freiheit entſtanden

Digitized by Google

ſind. Erſt ſeitdem im Verfolg des ſchlechteſten Deſpotiſmus in Frankreich die Polizei nach ihrer gegenwärtigen Geſtalt ſich erzeugte, ausbildete und auf andere Staaten fortpflanzte, ward durch das aus dem Haſſe des Volkes gegen dieſes Inſtitut entſtandene Gegenwicht, die Polizei ſelbſt hypothetiſch nothwendig und erhielt alſo einen beſtimmten Charakter, deſſen genaueſte Bezeichnung ſich in einem Kreiſe von Negativen dreht. Solches bemüht man ſich zwar nach Möglichkeit zu verſtecken, wenn man ſagt: die Polizei ſuche den gemeinſamen Staatszweck zu befördern, indem ſie ſtrebe, dem Einzelnen die Verletzung jenes Geſammtzweckes unmöglich zu machen und allen Einzelnen die Erreichung deſſelben zu erleichtern — doch iſt hiermit ſo wenig begründet und geſchieden, daß nach dieſen Erklärungen erſt die Verwirrung recht groß wird. Mußte nicht jeder Theil der Staats-Adminiſtration eine Parcelle ſeines eigenthümlichen Grundes hergeben, um der Polizei nur einen freien Tummelplatz zu verſchaffen? — Dieſe nothgedrungenen, mit den übrigen Staatsbehörden gemachten Theilungen, wurden ihr hoch angerechnet und mit manchen andern Geſchenken verbunden, deren Annahme nicht verweigert werden konnte; jegliches Unangenehme und Gehäſſige aller Theile der Adminiſtration überantwortete die fortſchreitende Staatspraxis der Polizei. Zu ihren Handlangern wurden die geworben, welche der Lehr-, Wehr- und Nährſtand von ſich ſtieß, oder welche ſonſt auf irgend eine Weiſe im friedlichen Leben der Bürger übel bezeichnet waren; denn der wahre Polizeiofficiant nach dem neueſten Brauche, iſt aus allen häuslichen Verhältniſſen, aus den Kreiſen der Freunde, der Familien, und der Gemeinden geſchieden; er ſteht da mit ſeiner Thätigkeit und Fertigkeit wie ein uniformirtes Warnungszeichen. —

Digitized by Google

Da die Regierung immer die vorzüglichere iſt, welche am wenigſten den Druck des bürgerlichen Vereins empfinden läßt und für den Staatszweck nicht mehr Beſchränkungen erheiſcht, als die Noth fordert, dieſe Rückſichten aber bei dem Regierungszweige verloren gehen, welcher ſich Polizei nennt, ſo iſt es noch zweifelhaft, ob ſie nach der gegenwärtigen Stellung der Regierung ſchädlicher, oder dem Bürger verhaßter werden muß? —

Zahlloſe Verbrechen der Societät werden erſt durch die Polizei erzeugt, weil ſich dem Mißbrauche der Autorität immer Meutherei und Geſetzesübertretungsluſt entgegenſtellt.

Jene verfeinerte ſich unter dem Titel der hohen und geheimen, zu einem zwiſchen Fehmgericht und Inquiſition mitten inne ſtehenden Gebäude des trübeſten Deſpotiſm, deſſen Kerkerthore zu öffnen, die Pflicht aller weiſen Regenten bleibt: denn noch gegenwärtig, wie nach Richelieu's und Buonaparte's Erfindung in Frankreich, iſt Polizei der Zauberſcepter der Machthaber. Durch den Talisman dieſes Wortes wird bürgerliche und Geiſtesfreiheit zum Spielzeuge der Deſpotie, die Schranken der Staatsverfaſſung werden untergraben, die Charta magna der Nation iſt zerriſſen und das Heiligthum der Geſetze entweiht. —

Unter den allgemeinen, zum Theil ſehr folgerecht angeordneten Staatsſicherheits-Anſtalten der Griechen und Römer, ſo wie in der Geſetzgebung des ehemaligen Teutſchen Föderativreiches finden ſich viele Zeugniſſe polizeilicher Einrichtungen, die indeß mit dem Inbegriffe deſſen, was wir unter Polizei und beſonders unter hoher ver-

Digitized by Google

ſtehen, wenig gemein haben. Nur etwa in der Geſchichte der entarteten Römiſchen Cäſaren, wird etwas hierher Gehöriges, ſichtbar; denn das frühere Cenſorat mit unſern Polizeianſtalten vergleichen zu wollen, hieße die hohen Geſtalten des Alterthums mit Kinderpuppen unter Einen Geſichtspunkt ſtellen. Aus der zweiten Hälfte des vierten Jahrhunderts, unter der Regierung des Conſtanz (Liber Orat. X. 294 und 295 und Amm. M. XVI. 5.) erhalten wir ſchon aus Gallien ein Zeugniß der regelmäßigen Errichtung einer hohen Polizei. Dort empörten den Julian, den man den Abtrünnigen nennt, und jedes rechtliche Gemüth, die durch das Land verbreiteten Agenten des Kaiſers; ſie waren die Auflaurer, welche Alles, was über den Kaiſer geredet wurde, erforſchten, berichteten und ſo die Mittel in Händen hatten, auch die Tadelloſeſten in ihr Gewebe zu verflechten. Selbſt die Kaiſerlichen Statthalter mußten durch Geſchenke ſich gegen dieſe Bande, die gar treffend in der Sprache des Volks die Neugierigen hießen, zu ſichern ſuchen. In den neueſten Zeiten ſpielten dagegen die Statthalter und Gouverneure mit den Neugierigen aus Einer Karte. — Von Ludwig XIV. an, blieb Frankreich die Heimath dieſes Inſtitutes, von wo es ſich auf die übrigen Europäiſchen Staaten verbreitete, den Hauptimpuls aber im Jahrzehend der Revolutions-Epidemie und der Revolutionsfurcht erhielt. In Deſpotiſm und Uſurpation erzeugt, wucherte es reichlich fort unter der Geißel Buonaparte's, der den Boden des ihm erreichbaren Europäiſchen Continents, um ihn für ſolche Pflanzen tragbar zu machen, mit Menſchenblut zu düngen verſtand. Nothgedrungen mußten die übrigen Staaten ähnliche — Künſte treiben laſſen, ſo lange Er, ein Schreckbild alles Völkerwohles, mit ſeinen weit ausge-

Digitized by Google

ſtreckten Krallen, ihnen gegenüber ſtand; als er aber gefallen war, als der Drache von den verſchluckten Pechkugeln zerſprang, da warf man Vieles von dem fort, was er verbreitete; nur das Schlechteſte, von ihm in ſeiner eigenthümlichen Schändlichkeit bis auf's Höchſte Getriebene, behielt man hin und wieder nach verkleinertem Maaßſtabe bei; ihre Natur aber ändert die Gipftpflanze nie; ſie mag im fetten Boden wuchern, oder auf dürrem Sande vegetiren. Im letzteren Zuſtande iſt gar oft der Stoff des Verderbens am meiſten geläutert und concentrirt. —

Es wäre vielleicht wünſchenswerth, daß die Polizei, wie ſie jetzt daſteht, einen eigenthümlichen Wirkungskreis erhielte, indem ſie für das Cenſorat zur Beachtung der Trennung der Stände veredelt würde. Nicht in der Vereinigung der verſchiedenen Claſſen der Staatsbewohner ſcheint, bei den gegenwärtigen ſo verſchiedenartigen Anſprüchen das Heil des Ganzen zu liegen, ſondern in der Scheidung. Der Stand, welcher für den Staatszweck das Meiſte leiſtet, muß in ſeinen Rechten und Verpflichtungen geſichert und die Claſſe der Einwohner, welche ſich nach egoiſtiſchen Anſichten und Forderungen der thätigen Mitwirkung zum Staatszweck entzieht, ausgeſchieden werden, auf ewige Zeiten. —

Zwei von den, den Staat baſirenden Inſtituten, ſind ſo als Franzöſiſche Erfindungen bezeichnet und auch das dritte, das Finanzweſen, fällt ganz vorzüglich dieſer Kathegorie anheim, wenn gleich nach dem Zeugniſſe Adelungs, das Wort ſelbſt, Teutſchen Urſprungs ſeyn ſoll; dagegen ſagt Johannes Ebart in ſeiner Onomatologie: „Finanzen kommt her von dem (alten) Franzöſiſchen

Worte financia oder finances, das iſt: Rentgeld, Reichthum, ſein anzuſehen per allusionem.“

In der Ausbildung des ſtehenden Militärs, welche mit einer allen Glauben übertreffenden Verſchwendung des Hofes und einem den höchſten Luxus verbreitenden Glanz der Repräſentation gleichen Schritt gieng, wurden für das Staatsbedürfniß die Fonds unzureichend, welche bis dahin der Regierung zu Gebote ſtanden. Auflagen ſchaffen Soldaten und Soldaten Auflagen. Da früher die Regenten und ihre Staatsdiener mit ihren Bedürfniſſen zunächſt auf den Ertrag des Grundbeſitzes angewieſen waren, da letzterer in dem Laufe mancher Zeiterſcheinungen ſich ſehr verringerte und da das Volk der Natural- und perſönlichen Kriegsleiſtungen enthoben wurde, ſo entwickelte ſich die Nothwendigkeit, neue Mittel zur Erreichung des Staatszweckes zu erdenken und in Thätigkeit zu ſetzen, um den Staatsbedarf zu ermeſſen und aus dem Nationalvermögen einen Staatsſchatz zu bilden. Das Staatseigenthum in dem Verhältniſſe zu den einzelnen Ständen und Gewerben, kann man ſich gar zweckmäßig unter dem Bilde einer vaterländiſchen Eiche vergegenwärtigen. Die Theoretiker verſammlen ſich unter ihrem Schatten, um dort für anmuthige Träume friedliche Raſt zu finden; die Oekonomen betrachten den daſtehenden Baum in ſtiller Berechnung, wie viel Schweine wohl bei gutem Jahre mit den Eicheln fett zu machen? Der Maler ſtudiert die Laubgruppen, indeß der vorüberſchleichende Arme daran gedenkt, ſich im Winter beim abgefallenen Laube und trocken gewordenen Holze zu erwärmen; ſpeculirende Federhelden (beſonders Calculatoren und expedirende Secretärs) ſinnen darauf, wie viel Galläpfel der Baum wohl zur Reife bringen wird, zum Behufe der

Tintefabrication. Die höchſte Gewalt aber führt den Mahlhammer, beſtimmt den Holzſchlag, und iſt der Baum gefällt, ſo tritt der Naturgeſchichtsforſcher mit der Brille hinzu, um nach den Ringen des nackten Holzes, das Alter der Eiche zu erwägen und ſo in ſtattlichen Betrachtungen ihr die Stand- und Grabesrede zu halten. — Unläugbar iſt jedes Mitglied des bürgerlichen Vereins nach dem Verhältniſſe ſeines Privatvermögens zum Staatsbedürfniſſe beizutragen verpflichtet, die Art aber, wie dieſes geſchehen ſoll, auf rechtmäßige Weiſe und in möglichſt gleicher Vertheilung, iſt die große Aufgabe der wahren Finanzverwaltung, die mit der Plusmacherei engherziger Menſchen eben ſowohl, als mit den eitlen Träumereien mancher Theoretiker in klarem Widerſpruche ſteht. Jedoch brachte erſtere mehr Jammer über die Völker, als letztere; denn jene beſonders rückte elende Zahlenmenſchen in die erſten Stellen des Staats und erfand den Zahlenkreis für Menſchenleben, für Geiſteswerth, für Ehre, Tugend und Verbrechen. — Jene eben vorher angedeutete Aufgabe fordert eine richtige Ueberſicht der Staatsbedürfniſſe, die genaue Kenntniß der Quellen der Staatseinkünfte, eine ſorgfältige Leitung der Erhebungsart und der Verwaltung. — Wo das Bedürfniß zur Erreichung eines, mit ſo vielen Schwierigkeiten durchwebten, Zweckes zuerſt hervortrat, mußte auch zuerſt thätig Hand an's Werk gelegt werden. Es iſt daher gewiß keine ſonderliche Erhebung des Verdienſtes der Transrhenaniſchen Nachbaren, wenn hier auf ihre Geſchichte ſo oft verwieſen wird. Schon längſt iſt es anerkannt, welchen entſchiedenen Einfluß die Franzoſen auf die Bildung der ſocialen Verhältniſſe des heutigen Europa hatten, wie aber die drei wichtigſten Staatsinſtitute dort ſich entwickelten und in nothwendiger Verknüpfung der Zeiter-

Digitized by Google

eigniſſe auf die andern Staaten übergiengen, wie daraus eine diplomatiſche Uebermacht entſtand, die von den Bourbons auf die ephemeren Conſtitutionen, auf die Republik, auf Buonaparte und endlich wieder auf die Nachkommen des großen Heinrichs unter verſchiedener Geſtalt und bei vielem Wechſel vererbten, iſt wohl öfter überſehen. Die Adoptionen, welche die Franzoſen übten, die ſich kein Volk willfähriger, als das Teutſche, gefallen ließ, waren nicht das Werk freier Wahl und ſpielender Willkühr, ſondern hatten ihren Grund in einer ſeltenen Regſamkeit des Geiſtes, die nach dem kirchlichen Glauben ſelbſt dem Fürſten der Hölle und ſeinen Schaaren nicht abgeſprochen werden kann. Es geſchieht weniger Gutes aus Liebe zu unſerm Herrgott, als aus Furcht vor dem Fegefeuer; deßhalb ſagt ein Ruſſiſches Sprichwort gar bezeichnend: Unſerm Herrgott eine, dem Teufel aber drei Kerzen, dann geht's gut! — Allein der Geiſt regieret die Welt und nur durch ihn muß die Emancipation Europa's durchgeführt und erhalten werden, welche man jetzt deßhalb ſo eifrig ſucht, weil das wahre Bedürfniß der Völker ſie erheiſcht.

Wenn eine Kunſt, Wiſſenſchaft, Gewerbe oder ein Inſtitut des ſocialen Lebens, bei einem Volke zu ſo vorzüglicher Ausbildung gedeiht, daß dieſe in mehreren Jahrhunderten, ohne auswärtigen Einfluß, dem Volke ſelbſt genügt und andern Nationen zum Vorbilde dient, ſo trifft der Geſchichtsforſcher bei näherer Unterſuchung auf einzelne, in ihrer Sphäre kraftvoll und mächtig daſtehende Männer, die große Gewalt über die Zeitgenoſſen, wie über die Nachkommen übten. Die Natur bringt in der Reihefolge der Jahre wohl in Familien endlich ein Individuum hervor, das ſämmtliche Forderungen und

alle bisher vereinzelten und angedeuteten Anlagen entwickelt. So geht es den Völkern, ſo den Franzoſen, welche aus den hervorragenden Eigenſchaften Heinrich's IV. und Ludwig's XIV. ſich bildeten das Ideal eines Franzöſiſchen Königs.

Was nun beſonders die Finanzverwaltung betrifft, ſo conzentrirte ſich dieſelbe in letzter Inſtanz, ſo im Finanzminiſterium (eine Behörde, die jeder Staat haben muß), daß der Finanzminiſter, als der Centralpunkt derſelben zu erachten und in deſſen Wirkſamkeit die Eigenthümlichkeit und der ganze Inbegriff eines Staates zu ſuchen und zu finden iſt. — Da zu dem Elemente des Finanzminiſters alle, die Staatsbedürfniſſe berührenden, Verhältniſſe gehören, ſo iſt es nothwendig, daß ein ſolcher, wenn er ſeinem Werke tüchtig vorſteht, wie auch die Ziehung der Gränzlinie der höchſten Staatsbehörden geſetzlich beſtimmt iſt, immer der erſte Staatsbeamte, der Premierminiſter der Krone ſeyn wird; mag ihm auch ein, ſolchem Umfange des Regiments zuſagender, Titel nicht officiel beigelegt, oder mag er in viele andere öffentliche Verhältniſſe verwickelt, noch außer der Leitung der Finanzen, mit andern Staatsbedienungen beſonders bekleidet ſeyn. Darum erſcheint Sully an der Seite ſeines großen Königs, unter einer Menge anderer Geſchäfte, vorzüglich als Finanzminiſter, Colbert in Ludwig's XIV. Dienſt als Premier- und Finanzminiſter, obgleich ſein König, als eiferſüchtiger Selbſtherrſcher, die Zügel des Regiments in letzter Inſtanz zu leiten vermeinte. Und dieſe beiden genannten Finanzminiſter ſind es, welche nach dem oben Geſagten, wie ihre Regenten das Ideal des Königs für die Franzoſen aufſtellten, ſo große Wirkſamkeit in der Verwaltung der Finanzen an den Tag

legten, daß ſie bis auf die neueſten Zeiten für die Europäiſche Staatsadminiſtration das Vorbild der Finanzminiſter verblieben und verbleiben mußten, da ſie die beiden Centralpunkte aller Finanzverwaltung in ſich vereinigten. Wie regſam ſich auch im letzten Jahrhundert die Staatsmänner durch Theorie und Praxis in jenem Felde verſuchten, ſo iſt doch ſchwerlich in der Geſchichte der Finanzminiſterien ein bedeutender Moment zu finden, dem in Sully's oder Colberts Wirkungskreiſe nicht das Vor- oder Gegenbild nachgewieſen werden kann. Darum muß das Element der Finanzminiſter in und durch ſie erkannt werden. — Doch alle dieſe Betrachtungen mögen nicht zu dem Irrthum verleiten, als wären Sully und Colbert hier zuſammen geſtellt als Ideale, die Alles in ſich realiſirten, was von einem Finanzminiſter der Völker Heil erfordert. Ihr Thun und Treiben, von der Nothwendigkeit äußerer Verhältniſſe und ſubjectiver Eigenthümlichkeit geleitet, ſoll hiſtoriſch entwickelt werden, oft um vor betretenem Abwege durch ein Abwehrungszeichen zu warnen. — Indem jene Männer öfter geprieſen ſind, iſt die gegenwärtige Generation auf keine Weiſe für unfähig erklärt, wie mancher mißdeutend glauben könnte, Männer hervorzubringen, die eben das und noch mehr leiſten ihrem Vaterlande, ihrem Volke, ihrem Fürſten. Dadurch würde ja unſer Zeitalter, der Unmündigkeit beſchuldigt, und die Unmündigen träten dann hervor, um zu beſtimmen: welcher Vorfahr wohl der beſte Vormund geweſen wäre! —

Wir laden die großen Geiſter der Vorangegangenen vor den Richterſtuhl der Geſchichte, der erhabenen Lehrerin aller Nationen, um ihr Leben zum Spiegel zu machen, in welchem wir die Erſcheinungen der Gegenwart

Digitized by Google

betrachten und prüfen im vollen Bewußtſeyn, daß keine Weltbegebenheit einzeln daſteht. Der Keim, den wie einen Lichtſtrahl der Menſch hervorruft, muß erſt im Saamenkorn und im mütterlichen Boden gebildet ſeyn; er wächſt fort, breitet ſeine Zweige aus, ſtrebt zum Himmel empor und trägt Frucht. — Der mächtig wirkende Geiſt iſt das Gewicht in der großen Zeituhr, und Zeiger und Zifferblatt ſind die Menſchen und ihre Thaten. —

Friedrich Cramer.
Doctor der Rechte zu Halberſtadt.

IV.

Ueber die Gewerbeſteuer der Aerzte im Königlich-Preußiſchen Staate.

Ein patriotiſcher Verſuch.

Τίμα ἰατρὸν πρὸς τὴν χρείαν αὐτοῦ.
Siracidis C. 38. V. 1.

Ehre den Arzt mit gebührlicher Verehrung, daß du ihn habeſt zur Noth.
D. M. Luthers B. u. Ebend.

ΙΑΤΡΙΚΗ τεχνέων πασέων ἐστὶν ἐπιφανεστάτη.
ἹΠΠΟΚΡΑΤΟΥΣ νομος.

Vorrede.

Dieſer Verſuch heißt ein patriotiſcher! — Iſt je ein Wort und eine Sache mißhandelt worden, ſo

iſt es Patriot und Patriotiſmus. — Es iſt billig, es iſt nothwendig, daß ich mich erkläre, welchen Sinn ich jenen Worten unterſchiebe. Ich denke mir unter einem Patrioten keinen Demokraten, keinen Ariſtokraten, keinen Monokraten u. ſ. w., ſondern einen Mann, der mit Wieland, aus der Fülle ſeines Herzens ſagt:

„Du Ort, wo ich das erſte Licht geſogen,
„Den erſten Schmerz, die erſte Luſt empfand,
„Sey immerhin unſcheinbar, unbekannt
„Mein Herz bleibt doch vor Allen dir gewogen,
„Fühlt überall nach dir ſich hingezogen,
„Fühlt ſelbſt im Paradies ſich doch aus dir verbannt.“

Dieſes jedem Menſchen angeborne oder anerzogene Gefühl iſt mir Patriotiſmus. Es feuerte die Griechen und Römer zu Großthaten an, es war oft die Urſache des Heldenmuthes unter allen Regierungsformen, von der republicaniſchen, bis zur tyranniſchen; es war die Urſache, daß unſere Vorfahren für ihren Fürſten, die Fürſten für den Sieg kämpften *); es war die Urſache, daß in dem letzten, ſogenannten Befreiungskriege (dem heiligen?) das Volk zu den Waffen griff, mit einem Worte, es war die Liebe zum väterlichen Heerde, die Liebe, die den Kodrus den Tod aufſuchen, die Liebe, die den Marcus Junius Brutus den Dolch in ſeines Freundes Herz ſtoßen ließ.

Auf dem Heerde muß aber ein Feuer brennen, damit er, wie Helios ein Weltenſyſtem, die Glieder der

*) Principes pro victoria pugnant, comites pro principe. Tacit. Germ. 14.

Familie als das Centrum der Häuslichkeit ehrenvoll erleuchte, daß auf ihm der Ceres und des Bacchus Gaben den Hausgöttern wohlgefallen und den Sterblichen ein freudiges Daseyn gewähren.

Lösche das Feuer aus, ſo verfällt der Altar der Penaten, die Ehre ſchwindet, die Noth folgt auf dem Fuße, und laſſe tauſend Auswanderungsverbote ergehen, ſelbſt der freie, mit einer Anlage zur Noſtalgie geborne Schweizer wandert aus nach der neuen Welt, oder der arme, beklagenswerthe kehrt ſeine letzte Kraft gegen dich.

Ueber den Patriotiſmus wären wir alſo einig, und er iſt weder in dem Tode für den Fürſten, noch in des Herrn Merks Lebensprincipe:

„— es beherrſchen nie den Weiſen and're Gründe,
„Als daß er glücklich ſey, daß er ſich wohl befinde."

ganz allein zu ſuchen, ſondern in den beiden Wörtchen: Ehre und Brod; giebt dem Bürger das Vaterland dieſe zwei Dinge, ſo ſind ſeine Gränzen mit einem undurchbrechlichen Wall umgeben, und der Fürſt mag ruhig ſchlafen, wenn er gern ſchläft, oder fröhlich wachen, wenn er gern wacht.

Einem ehrenwerthen Stande im Staate alſo ſeine Ehre zu erhalten und ihm in doppelter Hinſicht *) ſein Brod zu ſichern, iſt der Zweck dieſer Schrift.

*) In doppelter Hinſicht, einmal dadurch, daß, da die Arzneikunſt nach Lichtenberg unter die Wiſſenſchaften gehört, die Ehre und Brod geben, wenn eins derſelben entzogen wird, das zweite als unzertrennlich von ſelbſt wegfällt; das zweite Mal dadurch, daß das, dem größten Theile der Aerzte ſpärlich zugemeſſene Brod, nicht noch mehr verſchmälert werde, denn jetzt heißt es nicht mehr Galenus dat opes, ſondern Galenus dat laborem atq. miseriam.

Nicht ohne Grund ſehe ich mir folgende Frage im Voraus vorgelegt: Welchen Beruf haſt Du, über den gegenwärtigen Gegenſtand öffentlich zu ſchreiben, da noch Niemand öffentlich darüber geſchrieben hat? Ich will dieſe Frage beantworten.

Es iſt wahr, es hat noch Niemand über dieſen Gegenſtand öffentlich geſchrieben, obſchon diejenigen, die im Staate mit wiſſenſchaftlichen Gegenſtänden ſich befaſſen und deßhalb gewerbſteuert ſind *) laut ihre Stimmen bei allen Behörden durch alle Inſtanzen, wiewohl durchaus fruchtlos erhoben haben. Gewiß aber ſind dieſe Stimmen nicht bis zum Throne gedrungen, denn ſonſt wäre dieſem — ſchon lange abgeholfen geweſen. Publicität hat zwei gute Seiten; erſtlich gelangen die Klagen ſo unbedingt zum Throne und zweitens der Gegenſtand zur allgemeinen und vielſeitigen Beurtheilung des Publicums ſelbſt; er bekommt ein wahres Staatsintereſſe.

Daß noch Niemand über dieſen Gegenſtand öffentlich ſchrieb, daß ein ſtilles Dulden ſtatt einem kräftigen Handeln eintrat, daran iſt erſtens der St. Intereſſentius Schuld, das Ambiren um Stellen, die zuwei-

*) Gewerbſteuern; ein neu geſchaffenes Wort, nach der Analogie von Patent, und Patentiren. Patent und Gewerbſchein ſind nicht bloß analog, ſondern ſynonim; ja, was die Wiſſenſchaften anbetrifft, mehr als ſynonim. Eine ſolche Verteutſchung hohle der Fuchs! A verbo alſo heißt dieſes neue Verbum Praes. ich gewerbſteuere; Imperf. ich gewerbſteuerte; Imperativ, gewerbſteuere; Part. perf. gewerbſteuert. Der Kürze und größern Verſtändlichkeit halber, erlaube man mir dieſes Verbum in unſere alte, ehrliche Mutterſprache einzuführen, da das Subſtantivum bereits eingeführt iſt. — Verba valent ut nummi.

len nicht das Salz in die Suppe liefern, iſt die Urſache; man zieht lieber vor in der Schande zu verharren, als etwas Erwartetes aufzugeben; oder eine zweite Urſache war wohl die: man hatte ein ſo ſchlechtes Zutrauen, daß man glaubte, man würde doch nur leeres Stroh dreſchen, und ſchwieg deßhalb lieber ſtill.

Daß jenes Ambiren jedoch den größten Theil der Schuld trägt, dazu könnte ich, wenn es hier durchaus nothwendig zu belegen wäre, aus meinen Umgebungen die Belege liefern, da diese gegenwärtige Schrift mutatis mutandis früherhin als Bittſchrift: um Niederſchlagung der ärztlichen Gewerbſteuer an eine wohllöbliche Regierung in Erfurt abgefaßt und von 4 der hieſigen Aerzte zur Abſendung bereits unterſchrieben war, als der 5te mit Hülfe des Sti Interessentii die Abſendung unausführbar machte. — Daß bisher keine Rettung von Oben herab erſchien, beruht wohl um ſo mehr auf demſelben angeführten Grunde, da oben fette Staatsämter winken. Die Rettung, das Wohl des Fürſten und des Volks muß mit Hintenanſetzung alles eigenen Vortheils freimüthig von Untenauf aufſteigen und daß ein ſo gerechter, frommer, ſeine Unterthanen väterlich liebender König, wie der Preußens ſich und uns daſſelbe bald verſchaffen werde, iſt wohl gewiß. Uebrigens aber

Parve, nec invideo, sine me, liber ibis in urbem:
Vade, liber, verbisque meis loca grata saluta.

Geſchrieben am Tage der Siebenſchläfer 1817, während einem ſchweren Gewitter.

* * *

Digitized by Google

Wenn man von dem Werthe der Beſteuerung von Geiſtesfähigkeiten, der Wiſſenſchaften und freien Künſte ſpricht, wenn, wie hier in's Beſondere, von dem Werthe der Beſteuerung einer Kunſt die Rede iſt, die mit Recht eines wahrhaft göttlichen Urſprungs ſich rühmt, deren Bekennern die Aegypter, Griechen und Römer göttliche Ehre erwieſen, ihnen Tempel erbauten, die ſelbſt der Gott der Chriſten unter den Menſchen während ſeiner Menſchwerdung übte, einer Kunſt, durch deren Ausübung ſich Könige geehrt fühlten, die durch alle Jahrhunderte Wohl über die Menſchheit verbreitete und die durch alle Jahrhunderte geſchützt, emporgehoben und durch Ertheilung von Freiheiten und Rechten geehrt wurde, ſo ergiebt ſich wohl von ſelbſt, daß, wenn man keine Spottſchrift ſchreiben will, bloß von dem himmelſchreienden Unwerthe derſelben die Rede ſeyn kann und daß, ſelbſt wenn man hier in den Gränzen der ruhigen Betrachtung und Beleuchtung bleibt, es doch difficile est satyram non scribere, zumal wenn durch die Beſteuerung dieſe Kunſt, die in ihrer Theorie rein wiſſenſchaftlich iſt, unter die Handwerke gereihet wird, und ihre Bekenner dicht unter die Schinder geſetzt werden *).

Aufgefordert alſo von meinem Ehrgefühl, von der Würde meines Standes, von der Vortreflichkeit meiner Kunſt, von der Liebe zu meinem Vaterlande und zu meinem Regenten und endlich von der Ehrerbietung, die der Staat meinen Amtsbrüdern und mir ſchuldig iſt,

*) In der alphabetiſchen Gewerbſteuer-Liſte ſtehen die Aerzte dicht unter den Abdeckern.

S. Geſetzſammlung vom Jahre 1810. Edict über die Einführung einer allgemeinen Gewerbeſteuer v. 28. Oct. 1810 S. 84 Nr. 1. Abdecker. 2. Aerzte und Wundärzte aller Art.

ſuche ich zum Vortheile des Staates ſelbſt jenen Unwerth ungeſchminkt darzulegen.

Ohne mich über den Werth der, von den Franzoſen erfundenen Beſteuerung der Gewerbe (ſie rechneten jedoch ſehr klug die Wiſſenſchaften und freien Künſte nicht zu den Gewerben) im Allgemeinen einzulaſſen, worüber ſich manches pro et contra ſprechen läßt, beſchränke ich mich blos auf die Beſteuerung meiner Kunſt, die im Jahre 1810 zum Erſtaunen Europa's zu allererſt, ſeit den 6,000 Jahren, die das jetzige Menſchengeſchlecht hinaufzählt, vom Königlich-Preußiſchen Staate vorgenommen worden, aber von keinem Staate bis jetzt nachgeahmt worden iſt; wahrſcheinlich ein Beweis, daß ſie nur aus einem Kopfe entſprungen ſeyn muß.

Ich behaupte;

„Die Beſteuerung der ärztlichen Kunſt gleich einem Handwerke ſey,

„1) als das ärztliche Wiſſen ſchändend, und die Aerzte ſelbſt drückend, für den Staat höchſt nachtheilig;

„2) dem Geiſte aller Jahrhunderte, vorzüglich dem des jetzigen, wie auch dem Königich-Preußiſchen Geſetzbuche durchaus widerſprechend, und

„3) für die Finanzen des Staates durchaus überflüſſig“

Dieſe drei Punkte zu beweiſen, iſt der Zweck dieſer Abhandlung. Vorher muß jedoch eine nothwendige Beleuchtung des Steueredicts ſelbſt vorausgehen, indem es

Digitized by Google

gleichſam die Baſis des Ganzen ausmacht, und dann muß auch erſt unterſucht werden, aus welchen Gründen der Geſetzgeber die Aerzte zu einer Beſteuerung ihrer wiſſenſchaftlichen Kunſt herangezogen hat.

Im Edict über die Finanzen des Staats vom 27. October 1810. Geſetzſammlung Nr 2. Seite 25 wird geſagt: „Wir haben uns bisher unabläſſig damit beſchäftiget, die beſten Mittel ausfindig zu machen, um den, durch den letzten Krieg geſunkenen, Wohlſtand unſeres Staates wieder herzuſtellen."

Weiter unten: „Die dringendſte Angelegenheit iſt die Erfüllung unſerer Pflichten gegen Frankreich."

Seite 26 wird dieſe dringendſte Angelegenheit deutlicher ausgeſprochen, nämlich:

„Abtragung der von Sr. Majeſtät, dem Kaiſer der Franzoſen auferlegten Contribution von 120 Millionen Franken."

Doch wird daſelbſt auch bemerkt:

„Daß," (ſchon damals im Jahre 1810) bereits die Hälfte dieſer Contribution abgetragen worden ſey." Jetzt nach einem glorreich beendigten Kriege über den damaligen Feind iſt ſie es aber, der Natur der Sache nach, ganz.

Iſt aber jene dringendſte Angelegenheit abgemacht, je nun ſo befreie man das Volk von ſeinen drückenden Laſten; denn nach dem alten philoſophiſch=juriſtiſchen Grundſatze: cessante causa cessat lex, hat das Steueredict der Natur der Sache nach ſchon ſeine Kraft verloren; zumal da wir das Fürſten=Wort unſeres erhabenen Regenten haben: Siehe Steueredict a. a. O. „Wir

ſehen uns genöthiget, von unſern getreuen Unterthanen die Entrichtung erhöheter Abgaben — zu fordern; die aber — gemindert werden ſollen, ſobald das damit zu beſtreitende Bedürfniß aufhören wird."

Weßhalb ſie dann aber nicht ganz aufhören ſollten, ſehen wir, beiläufig geſagt, nicht ein; aber ſo viel iſt klar, daß es das Dringendſte iſt, die Steuern da zu mildern, wo ſie der Cultur, der Geſundheit des Volks ſchaden, wo ſie dem Geiſte, nicht bloß unſerer Zeit, ſondern aller Jahrhunderte widerſprechen.

Ein zweiter zu beleuchtender Punkt des Steueredicts iſt der, daß darin S. 26 geſagt wird: „Wir ſehen uns genöthiget, — die Entrichtung erhöheter Abgaben von Conſumtions- und Luxusartikeln zu fordern."

Sind nun aber alle Gewerbe eine Conſumtion oder ein Luxus im grammatiſchen Sinne?

Wohl können ſie durch Begünſtigung des Glücks eines Friedens von langer Dauer zu vermehrter Conſumtion und Luxus führen, aber dieſes iſt ein außerordentlicher, zur Ausnahme gehörender Fall, der auf keine Kriegszeiten und noch weniger auf die Zeit nach einem erſchöpfenden Kriege, wo die Wunden, die er ſchlug, in voller Eiterung ſind, paſſen.

Iſt aber in sp cie die Ausübung des ärztlichen Geſchäftes eine Conſumtion oder ein Luxus?

Weder das eine noch das andere, dem Arzte wenigſtens nicht; als Ausnahme wird der Arzt einigen wenigen begüterten Staatsbürgern ein Luxusartikel, doch das

Digitized by Google

iſt eine der ſeltenſten Ausnahmen, und dann iſt nicht der Arzt der Conſument und Luxuriirende, ſondern derjenige, der den Patienten vorſtellt, und in ſolchen Fällen erwirbt der Arzt ſein Brod oft am ſauerſten, und als Luxusartikel iſt der Arzt dann ja der Staatscaſſe ſchon von ſelbſt einträglich.

Ob der Arzt in genere, vorzüglich in jetzigen Zeiten, zu vermehrter Conſumtion und Luxus durch ſeine Einnahme geführt werde, wollen wir weiter unten unterſuchen.

Wir gehen nun zu der Frage über, aus welchen Gründen und aus welcher Hinſicht der Geſetzgeber die Aerzte zu einer Beſteuerung ihrer Kunſt herbeigezogen hat?

In den Geiſt eines Geſetzgebers zu dringen, iſt in der Regel keine ſchwierige Sache, zumal wenn vox populi für das Geſetz ſpricht. Spricht ſie dagegen, ſo iſt es ſchwieriger und das Geſetz iſt wenigſtens nicht allgemein anwendbar.

Der einzige Grund für die Beſteuerung des ärztlichen Erwerbes, (oder wenn wir lieber wollen, der ärztlichen Exiſtenz) war der: das gleichförmige Tragen der allgemeinen Laſt.

Wohl! In dieſer Hinſicht hätte das Geſetz keine Unzufriedenheit erweckt, aber dann müßten alle Stände, vom Staatsminiſter bis auf den Beſenbinder Patente oder Gewerbſcheine löſen.

Das Geſetz aber machte Exemtionen, und nahm zu allererſt aus (ſ. Edict über die Einführung einer allgemeinen Gewerbſteuer vom 28. October 1810. §. V.

Nr. 1.) „Staats- und Communial-Beamtete,“ — mit einem Worte alſo, Staatsdiener.

Es iſt nun zu unterſuchen, ob der Arzt ein Staatsdiener iſt, oder nicht.

Dieſe Unterſuchung wird dadurch befördert, daß das Königl. Preußiſche Geſetzbuch eine quasi Definition von einem Staatsdiener giebt.

Landrecht Th. II. Tit. X. Von den Rechten und Pflichten der Diener des Staates. §. I. „Militär- und Civilbediente ſind vorzüglich beſtimmt, die Sicherheit, die gute Ordnung und den Wohlſtand des Staates unterhalten und befördern zu helfen.“

Ob dieſe dafür beſoldet werden oder nicht, kommt hier nicht in Anſpruch.

Umgekehrt muß es aber auch nun wahr ſeyn, daß derjenige, der vorzüglich die Sicherheit, die gute Ordnung und den Wohlſtand des Staates befördert, den gerechteſten Anſpruch machen kann, den Staatsdienern zugezählt zu werden.

Ob er dafür vom Staate beſoldet werde, oder nicht, kann hier nicht in Anſpruch kommen. Bei einer unbeſoldeten Claſſe der Diener hat es der Staat bereits gefühlt, ſie zu Staatsdienern laut erklären zu müſſen, indem ſie Sicherheit, gute Ordnung und Wohlſtand vorzüglich befördern, nämlich die Juſtizcommiſſäre und Notarien.

Allg. Gerichtsordnung Th. III. Tit. VII. §. 3. Anhang. §. 462. „Juſtizcommiſſarien und Notarien ſind als wirkliche Staatsdiener anzuſehen.“

Digitized by Google

Warum man dieſe unbeſoldeten Staatsdiener aber zu einer Gewerbſteuer-Pflichtigkeit herangezogen hat, iſt um ſo räthſelhafter, ſcheint ganz widerſprechend, da ſich arithmetiſch erweiſen läßt, daß gerade des Minus, des Nichtempfangs einer Beſoldung halber, ſie vom Staate nicht nur von der Gewerbſteuer eximirt werden, ſondern von ihm ſogar eine Summe empfangen müßten, die ihrem jetzigen Beitrage zur Gewerbſteuer gleich wäre.

Sobald es von den Aerzten völlig erwieſen iſt, daß auch ſie Staatsdiener ſind, müſſen auch ſie dieſe negative Patentſteuer erhalten.

Zu ſolchen Schlüſſen führt alſo das Steueredict. Jetzt zum vollſtändigen ferneren Beweiſe, daß der Arzt Staatsdiener ſey.

Ohne Geſundheit der Staatsglieder iſt keine Sicherheit, keine gute Ordnung, kein Wohlſtand im Staate denkbar.

Wer unmittelbar dafür ſorgt, die Geſundheit der Mitglieder des Staats zu erhalten, iſt Staatsdiener im volleſten Sinne des Wortes.

Wem der Staat in gewiſſen Zeiten des allgemeinen Krankſeyns, in Peſtzeiten, ſogar andere, nicht in ſein Fach ſchlagende Civil- und Militärämter ausſchließlich überträgt, muß ein Staatsdiener ſeyn.

Allg. Landrecht Th. I. Tit. XII. §. 500. „In Peſtzeiten kann der Arzt die Stelle eines Richters oder Officiers vertreten *).“

*) Vergl. Ziegler de testament. temp. pest. privil T. 8. p. 9. ff.

Beiläufig geſagt, ſchweigt das Geſetz darüber, ob e. dann auch als Richter oder Officier beſoldet werden ſoll. Laſten bürdet man dieſem ehrenwerthen Stande vom Staate, und zumal zur Zeit der Noth, wenn ſich alles Andere hinter die Couliſſen zieht, wohl auf; allein an eine Belohnung ſeiner Aufopferung denkt Niemand; an eine regelmäßige Beſoldung denkt man gar nicht.

Von wem Collegia, Corporationen, Staatsdienſte, und zumal wiſſenſchaftliche Staatsdienſte, z. B. Relationen, Gutachten, Befundſcheine, Vaccination, Hoſpitaldienſte u. ſ. w. fordern, die ſie in der Regel nicht oder ſchlecht belohnen, d. h. bezahlen, die eigentlich integrirende Zweige der Collegien, Corporationen u. ſ. w. ſelbſt ſind, der iſt eo ipso ein integrirender Theil dieſes Collegii und alſo Staatsdiener.

Verglichen Landrecht Th. II. Tit. X. §. 69.

Wer ſich endlich öffentlichen Staatsprüfungen von den höchſten Collegien des Staates unterwerfen muß,

vergl. Landrecht Th. II. Tit. X. §. 70 u. 71.

wer ſich dem Staat durch Eid und Pflicht, wie ein Staatsdiener dem Staate verbindlich macht,

Landrecht Th. II. Tit. X. §. 3.

iſt ein Staatsdiener, und muß der Natur der Sache nach ihm gleich geachtet werden.

Weil ferner alle Rechte und Verpflichtungen der Civil-Beamteten, die im Landrechte Theil II. Tit. X. §. 68. bis §. 145. aufgeführt ſind, ohne Ausnahme auf die Rechte und Verpflichtung des ärztlichen Standes paſſen, und in Fällen, wo die Geſetze ſchweigen, auf ihn

angewendet werden; ſo rangirt nach allen dieſen Anſichten das Recht und die Natur der Sache die Aerzte in die Categorie der Staatsdiener, obſchon leider der Staat ſie nicht beſoldet, und in dieſer Hinſicht kann dieſe Staatsdiener = Claſſe nicht mit einer Erwerbs= noch viel weniger mit einer Gewerbſteuer belaſtet werden, es wäre dann eine negative *).

Schon der Name eines Geſundheitsbeamteten, den die Aerzte und Wundärzte in gewiſſen Ländern führen, zeigt ihre Staatsdienerſchaft hinlänglich an, und mehrere Schriftſteller, (wir führen als Beiſpiel nur einen der neuern, nämlich Lips Staatswiſſenſchafts=

*) Wollte man etwa einwenden, daß durch den letzten §. des Gewerbſteuer = Edicts, welcher folgender Maaßen lautet:

§. 31. des Gewerbſteuer = Edicts.

„Alle Beſtimmungen des allgemeinen Landrechtes und beſondere Verordnungen, welche dem Inhalte dieſes Edicts entgegen ſind, werden hiermit für aufgehoben erklärt;“ dem ärzlichen Stande alle Rechtsmittel gegen Exemtion von der Gewerbſteuer aus den Händen gewunden ſeyen, indem durch eine ſolche, aus der Franzöſiſchen Geſetzgebung entlehnte Schlußclauſel, dem geſunden Menſchenverſtande der Hals gebrochen werden ſoll, ſo müſſen wir dagegen erinnern, daß durch dieſen §. auch die Juſtizcommiſſäre auch aus der Reihe der Staatsdiener herausgeſchmiſſen, aber doch durch das Patent zur Publication der neuen Auflage der allgemeinen Gerichtsordnung für die Preußiſchen Staaten und des Anhanges zur allgemeinen Gerichtsordnung d. d. Wien den 4 Febr. 1815 in ihre Würde an einem ſpätern Datum wieder eingeſetzt ſind, alſo dennoch von der Gewerbſteuer frei ſeyn müßten. Nach der Analogie läßt ſich auch dieſes auf die Aerzte anwenden.

lehre, 1813, S. 85 u. 86 an), über Staatsverwaltung, rechnen die Aerzte zu den Staatsdienern. (Vergl. H im Converſations-Lexicon Th. I. S. 319.)

Nach dieſer nothwendigen Einleitung gehen wir nun zur Erweis unſerer drei Behauptungen über.

1) **Die Beſteuerung der ärztlichen Kunſt, gleich einem Handwerke, iſt als das ärztliche Wiſſen ſchändend, und die Aerzte ſelbſt drückend, für den Staat höchſt nachtheilig.**

Erwerben muß jeder Menſch um ſeiner Exiſtenz willen; ohne Erwerb iſt keine Exiſtenz im Staate denkbar; ſo fordert es der philoſophiſche und grammatiſche Sinn.

Gewerbe iſt aber im grammatiſchen Sinne (dem Genius der Teutſchen Sprache nach) der Erwerb ſeines Unterhaltes durch körperliche, den Geiſt ſecundär beſchäftigende Arbeit. Will man Gewerbe und Erwerb als gleichbedeutend betrachten, ſo treibt jedes Staatsglied Gewerbe und ſoll Gewerbe beſteuert werden, muß **Alles** dazu beitragen.

Die Kunſt des Arztes beruht auf dem wiſſenſchaftlichen Studium des Erhabenſten im Weltall, ja des Weltalls ſelbſt. Das Streben der Aerzte, dieſes Studium unabläſſig zu verfolgen, iſt das einzige Mittel Geſundheitswohl über das cultivirte Volk zu verbreiten; dieſes Streben muß der Staat befördern.

Die Aerzte ſind Menſchen und deßhalb muß ein Impuls ſie zu dieſem Ziele treiben, sine vi nullus effectus; dieſer Impuls beſteht in **Ehre** und **Brod**. Raubt

man dem Arzte Beides, ſo wird er zum Handwerker, vom Handwerker zum Marktſchreier und Betrüger, der Staat wird durch ihn vergiſtet.

Das Gewerbſteuer=Edict ſetzt den Arzt in die Kategorie der Handwerker; mit Abdeckern und dicht hinter denſelben werden die Aerzte nach der alphabetiſchen Ordnung vom Ausrufer nach dem Klange des Steuerglöckchens ausgerufen und ermahnt, ihre Gewerbſcheine zu löſen.

Der Pöbel lacht über dieſe ſchöne Geſellſchaft, der vornehme Pöbel lächelt und neckt, der Vernünftige zuckt die Achſeln, und der Arzt? — ja er, der Arzt, der das ganze Leben dem Elende ſeiner Mitbürger geweihet hat; er, der mit unſäglicher Mühe, mit vielen Koſten ſich einem Stande gewidmet hat, der keine Laufbahn zu hohen Ehrenſtellen, zu keinem großen Vermögen (Ausnahmen ſind keine Regel) leider, leider darbietet; er ſieht ſich geſchändet und er erlahmt knirſchend. Er erlahmt aber nicht bloß durch die Schande, welche jedoch immer die Hauptſache zur Lähmung iſt, ſondern auch die wirklich nicht unbedeutende Abgabe nimmt ihm die Mittel, durch Anſchaffung neuer Werke in ſeiner Kunſt fortzuſchreiten, denn die Zeiten, worin die Aerzte ein Vermögen ſammeln konnten, ſind vorüber; in Mittelſtädten iſt der Arzt ſehr zufrieden, wenn er, ohne Schulden zu machen, ſein Leben durchſchleppt. Von den hieſigen 5 Aerzten, die bei einer Bevölkerung von 10,000 Seelen und darüber, Alle ſo beſchäftiget ſind, daß wenigſtens Einige von ihnen vom Morgen bis in die Nacht ihren praktiſchen Geſchäften obliegen müſſen, iſt nicht ein Einziger, der nicht in den letzten 15 bis 4 Jahren jährlich 200 bis

300 Rthlr. zugeſetzt, ohne daß auch nur einer derſelben im Luxus gelebt hätte. Vorzüglich iſt dieſes in den 4 letzten Jahren der Fall geweſen. — Doch war die Stadt, wovon ich rede (Nordhauſen) eine der nahrhafteſten im mittlern Teutſchland und im vormaligen Königreiche Weſtphalen für die Krone die lucrativſte; jetzt liegt der Handel größtentheils darnieder. War aber nun die ärztliche Praxis ſelbſt in guten Zeiten nicht einmal lucrativ, wie kann ſie es in ſchlechten ſeyn? Findet dieſes Verhältniß in einer der nahrhafteſten Mittelſtädte Statt, wie wird es nicht in den kleinen ſeyn! Und daß dieſe Klagen nicht eine leere Jeremiade ſind, ſondern daß die Sache ſich für den Stand des praktiſchen Arztes wirklich ſo verhalte, dieſes beweiſen die ähnlichen Klagen mehrerer Aerzte der letzten Zeit *) und ich habe von 4 Aerzten hieſelbſt die ſchriftliche Erklärung in Händen, daß ſie bereit ſind, die richtige Angabe ihres jährlich minus werdenden Vermögens und ihrer ſie bei weitem nicht nährenden Einnahme durch ihre mediciniſche Praxis, eidlich zu erhärten **).

Alſo iſt die Gewerbſteuer für den ärztlichen Stand nicht bloß ſchändend, ſondern auch drückend. Der Handwerker ſteht ſich bei ſo bewandten Umſtänden doch noch viel beſſer; er iſt durch keinen akademiſchen Eid verpflichtet, der ärmern Claſſe des Volks umſonſt zu dienen (wo-

*) Altenb. medic. Annalen. Monat Januar 1817. S. 93 ff. Ueber den Unſinn, Arzt zu werden.

**) Die Beſteuerung eines Geſchäftes aber, was ſeinen Mann nicht nährt, iſt ſo ſchlimm als das „scis quid mihi opus sit, et hoc agamus ne quis quidquam habeat“ was Nero ſeinen Officianten einſchärfte. (S. Suetonii vita Neronis, Cap. 32.)

durch die Aerzte dem Staate ſchon eine Steuer reichen, die gegen die im Verhältniß zu andern Ständen nicht in Vergleich zu bringen iſt), er wird zu keinen Staatsdienſten (wie die Aerzte zu Hoſpitaldienſten, Relationen, Befundſcheinen, Vaccination u. ſ. w. gezwungen *), er weiß, daß durch ſein Handwerk auch nach ſeinem Tode noch ſeine Wittwe durch Fortſetzung deſſelben genährt iſt,

*) Gezwungen ſage ich: Wenn man etwas bezahlt und wäre es auch noch ſo erbärmlich, ſo glaubt man, man habe die Leute nicht gezwungen! Ob man aber, wenn man zur Arbeit durch militäriſch-polizeiliche Mittel angehalten wird, nicht gezwungen iſt, laſſe ich den geſunden Menſchenverſtand beantworten. Hier ein Beiſpiel loco omnium: Im Jahre 1813 und 14, als die Armeen, die aus Nordoſten kamen, den anſteckenden Hoſpital-Typhus über Teutſchland verbreiteten, wurden auch hier in Nordhauſen mehrere Hoſpitäler etablirt, und die Civilärzte und Wundärzte zum Dienſte in denſelben quasi als Vorſpann requirirt. Mehrere Wundärzte ſtarben in ihrem erzwungenen Berufe; man hatte ihnen vorher goldene Berge verſprochen, allein erſt Mitte des Jahres 1816 wurde den Wittwen für die geleiſteten Dienſte ihrer Männer, für den unerſetzlichen Verluſt, jeder **ein für allemal** 14 Rthlr. Preuß. Cour., ſchreibe vierzehn Rthlr. Pr. C. bargereicht. Diejenigen, die noch einige Subſiſtenz hatten, haben dieſe Almoſen nicht angenommen, ſondern mit Verachtung zurück gewieſen. Mehreres über dieſe Art von Vorſpann habe ich geſagt in **Ruſt's Mag. f. d. geſammte Heilk.** 2. B. 1. Heft, S. 7 u. 8. —

In ſolchen Fällen wenigſtens dient der Arzt doch gewiß als Staatsdiener, aber man will ihn nicht als ſolchen belohnen; ſeine Familie iſt der Verzweiflung nach ſeinem Tode Preis gegeben. Wäre dieſer Staatsdienſt auch nur temporär (was das ganze ärztliche Geſchäft für den Staat aber nicht iſt) ſo muß der Staat **für dieſe Zeit des Dienſtes** ihn auch als Staatsdiener behandeln, und

Digitized by Google

er braucht ſich keinen koſtbaren Staatsprüfungen zu unterwerfen, er wendet keine großen Summen auf, um ſein Handwerk zu erlernen, ihn ſchreibt der Staat keine Taxe vor, nach der er ſeine Waaren verkaufen muß *), er trägt weder im Kriege, noch im tiefſten Frieden bei anſteckenden Krankheiten ſeine Haut täglich zu Markte, kurz er iſt an politiſchem Glücke weit über den praktiſchen Arzt erhaben, zumal da auch manches Handwerk ſehr lucrativ iſt, indem mancher Schuſter und Schneider hieſelbſt in den Jahren, wo die hieſigen Aerzte einen beträchtlichen Theil ihres Vermögens zugeſetzt haben, ein auch zwei, und mehrere Häuſer, durch ſeiner Hände Arbeit erwarb.

Stehen nun aber die Sachen ſo, wie ſie wirklich ſtehen, reicht die Arzneikunſt ihren Bekennern in jetzigen Zeiten weder Ehre noch Brod **), ſo möchte ich fragen:

büßt er im Dienſte des Staates ſein Leben ein, ſeine Wittwen und Waiſen um ſo mehr denen der andern Staatsdiener, dem Range ihres vormaligen Erhalters nach gleich ſtellen, als der Staatsdienſt ein erzwungener war. — Doch erzwungene Staatsdienſte ſollte es durchaus nicht geben.

*) Die Taxe! die Landes-Medicinaltaxe! Sie ſorgt dafür, daß der Arzt nicht mehr nehme, als ſie vorſchreibt. Könnte ſie aber nur dafür ſorgen, daß der Arzt $\frac{1}{16}$ von den ihm erlaubten Satze für den größten Theil ſeiner geleiſteten Dienſte wirklich erhielte, ſo hätte ſie für die ärztliche Börſe noch einigen Werth, ſo aber gar keinen, nicht den geringſten; weiter hat dieſes ein Arzt in den Altenburger medic. Ann. a. a. O. S. 97 ausgeführt, wo er erweiſet, daß ſelbſt in gerichtlichen Fällen ihre Ausführung nur äußerſt ſelten, faſt nie zu Stande kommen kann.

**) Auch ſelbſt die Militärärzte ſind von dieſer Kategorie nicht ganz ausgenommen; nach den Kenntniſſen, die ſie ſich er-

welcher gebildete Jüngling wird ſich für die Zukunft der Arzneikunde widmen? Schon haben wir eine Menge von Jüngern des Aeſculaps, die anſtatt ihre Laufbahn mit der Schule anzufangen, ſie mit dem Scheerbeutel anfiengen, und die Zahl derſelben hat ſich al pari gemehrt und die jener, die wiſſenſchaftlich vorgebildeten al pari verringert, als die Kunſt aufgehört hat, lucrativ und ehrenvoll zu ſeyn. Doch auch an den Scheerbeutel-Doctoren (Reil's Routiniers — Reil's größte Sünde) wird am Ende Mangel ſeyn, wenn ſie mit den Abdeckern al pari geſetzt ſind. — Der blinde Financier glaubt wahrſcheinlich, ich ſehe hier Geſpenſter, die Sache habe nicht ſo viel auf ſich. — Indeſſen ich will ihm durch ein Exemplum ad hominem die Augen öffnen. Zu dem Hebammengeſchäfte hatten ſich in der letzten Zeit keine Subjecte mehr finden wollen, weil die Sache, a) Kopf zum Erlernen forderte, b) die Subjecte, die ſich ihr widmen, als Staatsdiener dem Staate verantwortlich werden und c) ſie nicht nur nicht lucrativ iſt, ſondern ſogar noch mit einer Gewerbſteuer belegt war *). Da ſah ſich nun der Staat gezwungen, dieſe Claſſe ſeiner Dienerinnen nicht nur mit völliger

werden müſſen, iſt ihre Laufbahn, und ihr Gehalt in Vergleich mit dem der Combattans in keinem Verhältniſſe. Ein Compagnie-Chirurgus, der blos ſeine Oſteologie ordentlich inne hat, weiß mehr als der Lieutenant, der das Exercier-Reglement auswendig weiß, u. ſ. w.

*) In den Diſcuſſionen im Staatsrathe zu Caſſel, im Königreiche Weſtphalen: über die Einführung der Patentſteuer, war ein Teutſcher, der, in der ſchiefen Anſicht befangen: auch Erwerb durch Geiſtesfähigkeit müſſe beſteuert werden, die Aerzte, Procuratoren und Notarien abſolut mit zur Steuer heranziehen wollte, er fand aber bei allen Franzoſen und erleuchteten Teutſchen ſo vielen Widerſpruch, daß er

Freiheit von Abgaben zu verſehen *), ſondern dem Publikum noch obendrein, zur Exiſtenz der Hebammen, eine quasi Hebammen-Steuer aufzulegen **). Fiat applicatio. Die Doctorſteuer für das Publicum iſt nicht weit mehr entfernt! —

Was nun den Theil der Aerzte anbetrifft, die, wiſſenſchaftlich gebildet, ihren Werth fühlen, ſo kann es nicht fehlen, daß, da ſie ſich unter ſolchen Umſtänden zu Handwerkern herabgeſetzt ſehen, und doch nicht einmal die übrigen Vorrechte der Gewerbfreiheit eines Handwerkers haben, ſie geiſteslahm werden, und dieſes wirkt höchſt nachtheilig auf den wiſſenſchaftlichen und moraliſchen Werth des Arztes ſelbſt und durch ihn auf ſeine Kunſt, und ſo auf das Wohl der Staatsbürger.

Betrachten wir aber auch die Beſteuerung der ärztlichen Kunſt von der Seite der Politik, ſo müſſen wir geſtehen, daß, wenn der Stand der Aerzte aus dem Punkte der tiefſten Erniedrigung, worauf er ſich im Königlich-Preußiſchen Staate befindet, eben ſo glorreich wieder empor gehoben werden wird, wenn wir einmal erſt einen wahrhaften Mangel an Aerzten (wie an Hebammen) werden verſpürt haben; zweitens aber auch, wenn man wird eingeſehen haben, daß gerade der Arzt es iſt,

nicht durchdrang, indeſſen erlangte er nach vieler Mühe und Arbeit doch endlich ſo viel, daß Hebammen und Thierärzte beſteuert wurden. Welche traurige Empfindungen muß dieſer Mann gehabt haben, als im Königl. Preuß. Staate den Hebammen die Gewerbſteuer abgenommen wurde!

*) Verordnung d. d. Erfurt d. 27. April 1817. Befreiung der Hebammen von allen Perſonal-Leiſtungen und perſönlichen Abgaben betreffend. Amtsblatt. Nr. 19. S. 209.

**) Allerhöchſte Cabinetsordre v. 16. Jan. 1817.

der mittelſt ſeiner vielen Berührungspunkte mit dem Publicum einen noch größeren Einfluß auf daſſelbe hat, als die Volkslehrer *), wenn man wird eingeſehen haben, daß noch keine Staatsumwälzung geſchah, an der nicht entweder die Aerzte thätigen Antheil nahmen oder die causa movens waren. Es ſollte mir ein Leichtes ſeyn, dieſes hiſtoriſch nachzuweiſen, wenn ich es der Mühe werth achtete, da ich denn vom Herrn Dr. Xenophon, der Sr. Majeſtät, dem Kaiſer Claudius eine vergiftete Feder in den Rachen ſtieß, an, bis auf Herrn Dr. Bergelin, der in Stockholm jetzt beigeſteckt iſt, alle Aerzte aufzählen wollte, die in dieſer Art berüchtigt geworden ſind. Ich ſage berüchtigt, denn berühmt werden durch ſolche Dinge nur Diejenigen, die das Schlachten und Cabaliſiren en gros betreiben. Vielleicht erörtere ich dieſen Gegenſtand in einer zweiten Auflage weitläuftiger, und ſollte bis zur Herausgabe dieſer noch einige Zeit dahin rinnen, ſo ſchließe ich dieſe hiſtoriſche Darſtellung dann vielleicht gar mit dem Hrn. Dr. Warden, der ſeine Feder zwar in keinen Kaiſerlichen Rachen geſtoßen (auch war die Feder wohl nicht vergiftet), ſondern in ein Kaiſerliches und zwar mit ſehr gefährlicher Dinte gefülltes Dintefaß getaucht hat. — Kurz ich bin überzeugt, iſt wieder ein Theil des Zeitſtroms verronnen, man ertheilt dann den Aerzten ſo gut *ἀτέλειαν*, wie derzeit den Hochehrwürdigen Herren, den Herren Paſtoren.

Wir kommen nun zum Beweiſe unſerer zweiten Behauptung:

*) „In medicis saepe aegri multo majorem collocant fiduciam, quam in ipsis sacerdotibus.“ Curtii Sprengel Instit. med. Tom. I. Pars. I. p. 292.

2. „Die Beſteuerung der ärztlichen Kunſt (gleich einem Handwerke) ſey dem Geiſte aller Jahrhunderte, vorzüglich dem des jetzigen, wie auch dem Königlich-Preußiſchen Geſetzbuche durchaus widerſprechend.“

Der höchſte Staatsreichthum, die intellectuellen Fähigkeiten der Staatsbürger, ſind deßhalb nie von einer Staatsverwaltung beſteuert worden, weil man Staatsreichthum, als dem Staate allein, und nicht den Individuen in specie angehörig, nicht beſteuern kann.

Der mit intellectuellen Fähigkeiten begabte Staatsbürger ſelbſt aber, zieht nur dann Vortheil aus ſeinen Kenntniſſen, wenn ihn der Staat ehrt. Pecuniärer Vortheil iſt nie die Grundtriebfeder zu wahrer Gelehrſamkeit. Bevor aber ein Staatsbürger ſich intellectuelle Fähigkeiten erwirbt, muß er Zeit, Mühe, Vermögen und oft Geſundheit aufopfern, bevor erworbene intellectuelle Fähigkeiten ihm eine kärgliche Exiſtenz ſichern. Denn kein Staat iſt eigentlich fähig, ſolche Aufopferungen würdig zu belohnen, da merkantiliſche Geſchäfte und zuweilen auch Handwerke, ihren Lohn ſich ſelbſt und oft bis zum höchſten Luxus geben, ohne daß es nöthig war, vorher ſolche unendliche Aufopferungen gemacht zu haben. Wir erinnern daran, daß wir in dem ſtolzen, aufgeklärten Jahrhunderte leben, was der Geiſtesfreiheit, der Cultur, der Unterdrückung des Barbariſmus ſich rühmt, was alſo keine Geiſtesarbeiten beſteuern ſollte, um ſo weniger beſteuern ſollte, als noch keine Nation, kein Volk einen ſolchen Mißgriff gethan hat. Kein Zeitalter kann ein Aehnliches — aufweiſen; von den Hyperboreiſchen Barbaren bis zu den gebildeten Griechen und Römern, ja

bis zu den Aethiopiſchen Anthropophagen war in der alten Zeit dieſes unerhört, von den Kupfer= und Haaſen=Indianern, bis zu den Peſcherähs, von Breſt bis zum Peter= und Pauls=Haven iſt ſo etwas nicht geſehen worden.

Bei den Aegyptern wurden die Aerzte göttlich verehrt *), und die Könige derſelben ſchätzten es ſich zur Ehre, Aerzte zu ſeyn **). In welcher Achtung die Aerzte bei den Iſraeliten ſtanden, erzählt uns Jeſus, der Sohn Sirachs ***). Die Griechen verſetzten ihre Aerzte unter die Götter ****), ihre Könige und Königinnen übten die göttliche Kunſt aus †); Dichter derſelben beſingen ihre Würde, nennen ſie die wiſſenſchaftlichſten aller Menſchen ††), die man nur in Geſellſchaft (alſo auch in die

*) *Th. Gale* ad *Jambilich* de myster. p. 286.
Jarckius ad *Scheedii* de Diis Germ. Syngr. I. c. 4. pag. 111. 113. 138.
Seldenus de Diis Syr. Synt. I. c. 4.
Firmic. Matern. de erroribus prof. relig. p. 2.

**) Z. B. Neceps, (*Firmic.* Astron. L. 4. c. 10. — *Firaquell* de Nob. c. 31. N. 126. sq.) Petosiris, (*Firmic.* a. a. O. — *Juvenal*, Sat. VI. v. 579. *Firaquell.* a. a. O. N. 128.) Polydamna Gemahlin des Thous (*Homer.* Odyss. 4. v. 228. *Tiraquell* a. a. O. N. 333) u. ſ. w.

***) A. a. O.

****) Prometheus (Aeschyl. in Prometh. v. 454. — Neand. de med. natal. p. 8.) Telesphorus, Apollo, Chiron, Aesculap mit ſeinen Söhnen und Töchtern, Achilles als Erfinder der Diätetik (*Apollod.* in peripl. Pont. Eux.)

†) Z. B. Agameda, Gemahlin des Augias, Königs von Elis; ſie kannte alle Heilmittel. (Homer. Il. 17. v. 740.)

††) *Homer.* Odyys. 4. v. 231.
ιατρός δὲ ἕκαστος ἐπιστάμενος περὶ παντων ἀνθρωπων.

alphabetiſche) mit großen Männern bringen darf *), zu geſchweigen der Ehren, die einem Empedocles von Agrigent, Democritus, Hippocrates, Herophiles **), Philipp ***), u. ſ. w. u. ſ. w. zu Theil wurden. — Die Arzneikunde wurde bei den Griechen unter die freien Künſte gezählt ****), und bis auf Hippocrates Zeiten mit der Philoſophie verbunden *****) und immer blieb ihnen die Ehre des Palliums als ſolchen, die *περὶ ἄνθρωπον* philoſophirten ******).

Als Griechiſche Cultur unter den Römern einheimiſch wurde, ſo giengen zuerſt die mediciniſchen Gottheiten und dann auch ſpäter Griechiſche Aerzte zu ihnen über; Cicero erwähnt ehrenvoll des Cleophants †), des Lyſon, des Craterus ††) und Aſclapon †††). — Pompejus u. M. Antonius ſchätzten die Arzte ††††). Julius Cäſar erwählte ſich in ſeiner Gefangenſchaft

*) Ebendaſ. 17. v. 384—385.
τίς γὰρ δὴ ξεῖνον καλεῖ ἄλλοθεν αὐτὸς επελθὼν
ἄλλου γ', εἰ μὴ τῶν, οἳ δημιοεργοὶ ἔασι;
μαντιν, ἢ ἰητῆρα κακῶν, ἢ τεκτονα δούρων,
ἢ και θέσπιν ἀοιδόν, ὅ κεν τέρπησιν ἀείδων;

**) Neand. a. a. O. S. 22.

***) *Curt. III.* c. 6. — Valer. Max. III. c. 8.

****) *Plutarch.* in praec. de tuend. bon. valetud. *του ἐλευτεριον.* — *Lampe* diss. de honor. et privil. medic. p. 48.

*****) *Cellarii* diss. acad. Diss. 12. c. 6. §. 1. p. 263 sq.

******) Meibom. Comm. ad Hipp. Jusjur. c. 5. p. 49.

†) Orat. p. A. Cluent. c. 16.

††) Ep. ad fam. L. 16. c. 9.

†††) Ebendaſ. L. 13. ep. 20. — L. 16. ep. 6.

††††) *Plutarch.* in Antonin.

auf der Inſel Pharmacuſa, einen Arzt aus zu ſeiner geiſtigen Unterhaltung und einzigen Geſellſchafter, für die 30 und einige Tage, die er daſelbſt war *). Er zog Aerzte nach Rom **), und gab ihnen das Bürgerrecht. Wie ſehr Auguſtus die Aerzte ſchätzte, iſt bekannt, er ertheilte ihnen ἀτέλειαν, immunitatem, d. i. Freiheit von Abgaben ***). — Veſpaſian und Hadrian machten ſie frei von Einquartierung ****).

Unter allen folgenden Kaiſern haben ſich die Aerzte ganz und gar nicht über Hintantſetzung zu beklagen gehabt, ja ihre Immunität wurde nicht nur oft beſtätiget †) ſondern auch die Kunſt gehoben, und vom Staate beſoldete Aerzte angeſtellt ††).

Als das Licht des Chriſtenthums unter den Römern zu leuchten begann, wurden unter Conſtantin dem Großen, die Aerzte noch mehr begünſtiget, und ihre Immunität näher beſtimmt und erweitert †††). Nach der

*) *Sueton.* vit. Caes. Cap. 4.

**) Ebendaſ. Cap. 42.

***) *Dio Caſs.* Lib. 53.

****) Ebendaſ. letzten Buch.

†) *Lampe* a. a. O. Cap. II. §. 30 und 31.

††) *Vopiſc.* vit. Aurel. c. 7. *Lampe* a. a. §. 31.

†††) Cod. Theod. de Med. et Prof. L. 1.
„Medicos etc. immunes eſſe, cum rebus quas in Ci„vitatibus ſuis poſſident, praecipimus: et honoribus „fungi: in jus etiam vocari eos, vel pati injuriam „prohibemus: ita, ut ſi quis eos vexaverit, centum „millia nummorum aerario inferat, a Magiſtratibus, „vel Quinquennalibus exactus, ne ipſe hanc poenam

Zeit wurden für faſt alle Regionen der Stadt Rom beſoldete Aerzte angeſtellt *), und wiederum nicht

„sustineant. Servus eis si injuriam fecerit, flagellis „debeat a suo domino verberari coram eo cui fecerit „injuriam: vel si dominus consentit, viginti millia „nummorum Fisco inferat, servo pro pignore, donec „summa haec exsolvitur, retinendo. etc.

Im 2. Buche findet ſich folgendes Geſetz:

„Archiatri omnes, et ex Archiatris, ab universis mu„neribus Curialium, Senatorum et conitum, Perfectissimorumque muneribus et obsequiis, quae admi„nistratione perfunctis saepe mandantur: a praesta„tionibus publicis liberi immunesque permaneant: nec „ad ullum auri et argenti, et equorum praestationem „vocentur, quae forte praedictis ordinibus, aut dig„nitatibus adscribantur. Hujus autem indulgentiam „ad filios quoque eorum statuimus pervenire.

Im 3. Buche endlich:

„Beneficia Divorum retro Principum confirmantes, „Medicos et Professores litterarum ab omni functione „et ab omnibus muneribus publicis vacare praecipi„mus, nec admilitiam comprehendi, neque hospites „recipere, nec ullo fungi munere, quo facilius liberali„us studiis etmemoratis artibus multos instituant.

Es iſt bei dieſen Geſetzen wohl zu merken, daß das erſte und letzte ſich auf Alle Aerzte ohne Ausnahme, und nicht auf die Archiatri (palatini und populares) auf die Comites archiatrorum und die medici periodeutae allein bezog.

Der Stand des praktiſchen Arztes, iſt beiläufig geſagt, eben ſo ehrenvoll, als der eines akademiſchen Lehrers, da dieſer nur einen Zweig der Kunſt allein ex professione betreibt, der praktiſche Arzt aber die ganze Kunſt in ihrem Umfange überſchauen und mit ihr ganz fortſchreiten muß.

*) *Cod. Justin.* de Prof. et Med. L. 9. „Exceptis Portus Syxti, Virginumq. Vestalium, quod Regiones,

lange nachher ihre Immunität von Neuem beſtätiget *). —

Unter Honorius und Theodoſius hatten ſich die Aerzte einer neuen Beſtätigung ihrer Immunität zu erfreuen **), und dieſes Geſetz gieng in den Cod. Just. über. Juſtinian endlich beſtätigte noch den, den Aerzten bewilligten Gehalt an Getraide ***).

Unter den Päpſten ſind viele Männer und Weiber, die ſich durch glückliche Heilung von Krankheiten, und zumal durch die Chirotheſie (d. i. das Auflegen der Hand,

urbis sunt, totidem constituantur archiatri u. ſ. w. Es wurden auch hier die nöthigen Vorſichtigkeits-Maaßregeln bei der Wahl derſelben gegeben.

*) *Cod. Theod.* L. 10. „Medicis et Magistris urbis Ro„mae sciant omnes immunitatem esse concessam; ita, „ut etiam uxores eorum ab omni inquietudine, et a „ceteris oneribus publicis vacent: eosdemque ad mili„tiam minime comprehendi placeat; sed nec hospites „militares recipiant.

**) Grammaticos etc. nec non etiam medicos praeter haec quae retro latarum sanctionum auctoritate consecuti sunt privilegia immunitatesque, frui hac praerogativa praecipimus, etc. etc. S. *Cod.* Theod. lib. 16. de med. et. prof. lex ult.

***) Annonam etiam quam et Theodoricus dare solitus erat, et nos etiam Romanis indulsimus, in posterum etiam dare praecipimus: sicut etiam annonas, quae Grammaticis, Oratoribus, vel etiam Medicis, vel Jurisperitis antea dari solitum erat et in posterum suam professionem scilicet exercentibus erogari praecipimus, quatenus juvenes liberalibus studiis eruditi per nostram Rempublicam floreant! *Cod. Theod.* lib. 16. de med. et prof.

der thieriſche Magnetiſmus, Meſmeriſmus) *) auszeichneten, kanoniſirt worden, deren Lampe 34 Stück aufzählt **).

Mit Anfange des 13. Jahrhunderts hatte das Kanoniſiren der Aerzte ein Ende, weil Innocenz III., aus dem kanoniſchen Rechtsgrunde „quod Ecclesia non vult effundere sanguinem“ den Diaconen, Subdiaconen und Prieſtern die Ausübung der Heilkunſt verbot.

Wurde indeſſen die Apotheoſe der Griechen und Römer und das Kanoniſiren der Päpſte abgeſchafft, ſo trat doch das Nobilitiren als ein Surrogat an deſſen Statt. Den Doctoren der Medicin ward der adeliche Rang und deſſen Würden zu Theil ***). Doch dieſes mag aus der Römiſchen und überhaupt aus der Geſchichte genug ſeyn! Ein paar Worte von unſern alten Landsleuten müſſen wir aber doch noch ſagen.

Bei den Germanen alſo, und Galliern waren die Prieſter, als der geehrteſte Stand, wie bei den Aegyptern im Beſitze der Arzneikunſt ****), daß ſie alſo keine Steuer dafür bezahlt haben, iſt wohl klar; aber ſie wur-

*) *Diepenbrock* Diss. binae de χειροθεσία et χειροτονία.

**) *Lampe* a. a. O. p. 129. 130.

***) *Boot.*: Diss. de privil. Med. C. II. §. 4 sq. *Reform. polit. August.* d. a. 1530 §. 15. et 17. etc. d. a. 1548 §. 12. *Ord. Camer.* d. a 1500 §. 1. *Ord. Reg. August.* d. a. 1500. §. 5.

****) *Jul. Caes.* de bell. gall. Lib. 6. c. 14. *Strabo* Geogr. L. 4. *Schedii:* de Diis Germ. Syngr. II. c. 1. p. 371 et c. 12 p. 423. sq.

Digitized by Google

den auch für dieſen Beſitz an Kenntniſſen nicht bloß vom Inlande, ſondern auch vom Auslande geehrt. Diocletian gieng während ſeines Aufhaltes in Gallien nicht nur täglich mit Druiden um, ſondern genoß auch ihres ärztlichen Rathes *).

Doch hiermit ein Ende. — Von den Vorzügen, Rechten, Beſoldungen und Immunitäten, die in verſchiedenen Ländern, zumal in Rußland, Baiern u. ſ. w. in den neueſten Zeiten den Aerzten zu Theil wurden, wollen wir nichts ſagen, da dieſes Jedem, dem es zu wiſſen nöthig und aber auch zugleich zu wiſſen daran gelegen, im friſchen Andenken ſeyn ſollte.

Daß nun aber auch endlich das Gewerbſteuern der ärztlichen Kunſt gegen den Geiſt der Königlich-Preußiſchen Geſetze ſpreche, haben wir ſchon oben gezeigt, recapituliren hier aber noch:

1) daß, da die ärztliche Kunſt
   a) weder ein Gewerbe, noch
   b) ein Luxus- oder Conſumptions-Artikel iſt,

2) der Arzt aber unter die Claſſe der Staatsdiener gehört, indem er
   a) Geſundheit, Wohlſtand und Ordnung im Staate unterhält und befördert,
   b) ſich zur Zeit der Noth zu Staatsämtern, ja zu manchen, die nicht einmal in ſein Fach einſchlagen, gezwungen ſieht,

*) *Vopiscus* in Numer. S. *Tiraquell.* de Nob. c. 31. N. 356.

c) da er ein integrirender Theil der Sanitätsbehörden, als Sanitätsbeamteter iſt, ſich

d) öffentlichen Staatsprüfungen unterwerfen muß, und endlich

e) alle Rechte und Verpflichtungen der Civilbeamteten auf ihn angewendet werden,

der Arzt gänzlich wider das Geſetz und deſſen Geiſt ſelbſt gewerbſteuert worden iſt.

Wir gehen nun zum Beweiſe unſerer dritten und letzten Behauptung über, nämlich:

3. „Daß die Beſteuerung der ärztlichen Kunſt gleich einem Handwerke, für die Finanzen des Staates, im Vergleiche mit den aus ihr entſpringenden Nachtheilen durchaus überflüſſig ſey."

Im Preußiſchen Staate ſind (Cannabichs Geographie)

Städte	1070
Flecken	248
Alſo Orte, worin in der Regel Aerzte wohnen	1318
rechnen wir auf jede Stadt und Flecken 2 Aerzte,	2
ſo beſitzt der Preußiſche Staat Aerzte .	2636

Nun nehmen wir an, jeder Arzt bezahle jährlich 12 Rthlr. Gewerbſteuer, ſo ergiebt ſich die Summe der Gewerbſteuer für das Jahr 12 Rthlr. × 2,636 = 31,632 Rthlr. = 47,448 Fl. Nun hat der Preußiſche Staat Staatseinkünfte 60 Millionen Gulden. Die Einnahme von der Gewerbſteuer der Aerzte beträgt; indem

$$\frac{60{,}000{,}000}{47{,}448} = 1264$$

alſo $\frac{1}{1264}$ der ganzen Staatseinnahme.

Ferner: Der Preußiſche Staat hat Staatsſchulden 264,997,148 Fl. — Dieſe, durch die Gewerbſteuer der Aerzte dividirt

$$\frac{264{,}997{,}148}{47{,}448} = 5587$$

alſo beträgt die Gewerbſteuer der Aerzte jährlich $\frac{1}{5587}$ der Staatsſchulden.

Jetzt wollen wir, ſtatt einer weitläuftigen Unterſuchung ein Exemplum ad hominem gebrauchen, da denn das Reſultat ſogleich in die Augen fallen wird.

Nehmen wir an, daß ein Privatmann (verglichen mit dem Preußiſchen Staate) 500 Rthlr. (verglichen mit 60 Millionen Gulden) Einkünfte jährlich habe, und er ſolle erleben, daß ſein Hausarzt und Freund, der ſo viele Jahre lang ſeines Leibes Wohl beſorgt, erhalten und unterſtützt hat, zum Handwerker gemacht, dieſem gleich geachtet werde, dadurch nun deſſen Ehrgefühl gepeinigt und er gleichgültig und lieblos gegen ſeine Kunſt werde; ſo wird er gern 9 gGr. (verglichen mit $\frac{1}{1265}$, von ſeiner jährlichen Einnahme von 500 Rthlr.) um ſeines Leibes Wohl daran wenden, daß die Herabwürdigung ſeines Arztes nicht Statt finde. Hätte aber dieſer Privatmann auch 14,803 Rthlr. (verglichen mit den Preußiſchen Staatsſchulden, nämlich: 60,000,000 = 264.997,148 = 500: 14.803) Schulden, und er dächte wirklich als ehrlicher Mann ſeine Schulden nach und nach mit ſeiner Einnahme von 500 Rthlr. zu tilgen, ſo wird er ſich um ſeines Leibes Wohlfahrt halber nicht beſinnen jährlich 9 gGr. von ſeiner Einnahme, zur Ehre ſeines Arztes ſchwinden zu laſſen; wohl berechnend, daß eine Einnahme von 9 gGr. eine Schuld von 14,803 Rthlr. erſt in 39,483 Jahren tilgen kann;

ſelbſt wenn er auch Intereſſen auf Intereſſen zu 5 Procent nimmt (was doch nicht erlaubt iſt) ſo wird die Schuld erſt in 216 bis 217 Jahren (verglichen des Menſchen Leben mit der Dauer der Monarchien) getilgt; und da nun ars longa, vita vero brevis iſt, ſo wäre es möglich, daß der Handwerks-Doctor, wenn der Privatmann die 9 gGr. nicht opfert, ihm ſogar noch während d r Berechnung durch die niederdrückende Geiſtes-Affection nachtheilig werden möchte. Fiat applicatio! Alſo iſt die Gewerbſteuer der Aerzte kein Object für die Finanzen der Preußiſchen Monarchie; für die Staatsverwaltung aber iſt ſie durchaus ſchädlich. Q. e. d.

G. C. H. Sander, M. D.
praktiſcher Arzt, Wundarzt und Geburtshelfer
in Nordhauſen.

V.

Geſchichte der letzten hundert Tage Engliſcher Freiheit, welche ſich mit Annahme der willkührlichen Einkerkerungs-Acte, im März 1817, geendigt hat.

Zweiter Brief.

North-Hampſtead, Long-Island, Jun. 13., 1817.

Meine würdigen und geliebten Freunde!

So, wie ich in meinem vorigen Briefe geſagt habe, war im Sommer 1816 meine Meinung über die Zuträglichkeit, die Parlamentsreform zu betreiben. Als der

Herbſt herannahete, wurden die Männer, welche früher ſo dringend auf die Sache beſtanden hatten, noch dringender, und es gelang ihnen, einen Eindruck auf mich zu machen. Die Sache war immer gut; es war, zu jeder Zeit gerecht, unſere Rechte zu finden; es war, zu jeder Zeit, gerecht, unſre Rechte zu fordern, es war, zu jeder Zeit, klar, daß die Nation nicht glücklich ſeyn konnte, bis dieſe Rechte zurückgegeben waren; aber, wenn es auch recht und gerecht iſt, eine Sache zu fordern, ſo iſt doch die Zuträglichkeit gleichfalls zu berückſichtigen.

Herr Hinxmann wird ſich erinnern, daß ich ihm im letzten October, auf dem Wege von Botley nach dem Apleshawer Markte, die Gründe auseinander ſetzte, aus welchen ich bezweifelte, daß die Sache der Reform ſo lange gelingen werde, als die Stimmenkäufer Geld genug zu erheben im Stande ſind. Der Züſtand der Nation jedoch war ſo unglückſelig und elend, daß die Zeit in jeder andern Rückſicht ſehr günſtig zu ſeyn ſchien. Nach langem Ueberlegen beſchloß ich daher, dem dringenden Anſuchen Anderer nachzugeben, und zu verſuchen, was geſchehen könnte. Die Miniſter und ihre Miethlinge werden hier bemerken, daß ich ihre Beſchuldigung, in und außer dem Parlamente, einräume, daß wir den unglücklichen Zuſtand des Volks benutzt haben. Gewiß, das thaten wir; und hatten wir denn kein Recht, es zu thun? Waren wir darin nicht gerechtfertigt nach allen Grundſätzen der Moral und durch jede Betrachtung der Pflicht? War es nicht unſere Pflicht, das Volk aufzurufen, daß es eine Reform fordern ſollte, da es ſo große Uebel litt, aus Mangel an Reform? Iſt es jemals für ſchlecht erklärt worden, einen Feind anzugreifen, wenn

ſeine Angelegenheiten daheim in einem ſchwierigen Stande ſind? Haben die Könige von Europa nicht zuerſt den Saamen der Unruhe in Frankreich geſäet, und dann die republikaniſche Regierung angegriffen? Wir hatten den Saamen der Unruhe nicht geſäet. Wir hatten kein Unglück über das Land gebracht. Die Stimmenkäufer ſelbſt hatten alle Leiden über das Volk gebracht; und wir hätten nicht die Gelegenheit ergreifen ſollen, das Volk aufzurufen, daß es diejenigen Rechte zurückfordern möge, deren Entziehung die große Urſache aller dieſer Leiden war? Ueberdieß hatte ich zwölf Jahre lange vorher geſagt, daß die Nation in dieſen Zuſtand gebracht werden würde, wenn keine Reform Statt fände. Und als dieſer Zuſtand wirklich eingetreten war; als alle meine Vorherſagungen vollſtändig erfüllt wurden — da wäre ich verpflichtet geweſen, zu ſchweigen? Ich, der ich immer behauptet hatte, dieſe Reform ſey das große Ziel, das man allein zu erſtreben habe, ich hätte nun nicht mehr davon ſprechen ſollen, als der Augenblick gekommen war, da alle Uebel, aus dem Mangel derſelben hervorgehend, gefühlt wurden? Es war noch nicht länger her, als die Schlacht von Waterloo, daß ich wegen meiner Vorherſagungen des Unglücks, das aus dem Fundirungsſyſtem erwachſen würde, mißhandelt und ausgehöhnt wurde. Man gab ſich große Mühe, mich in anonymen Briefen zu läſtern; mich in den niedrigſten Ausdrücken zu beleidigen; und mich zu fragen, was nun aus allen meinen Prophezeihungen geworden wäre? Und als die Stunde des Unglücks wirklich gekommen war, da wäre ich verpflichtet geweſen, zu ſchweigen? Wiederum iſt allbekannt, daß während der Kriege gegen Frankreich und nachmals gegen America die thätigſten und erfolgreichſten Verſuche gemacht worden ſind, das Volk zu hintergehen; daſſelbe im Dunkeln zu halten;

daſſelbe zu verführen; daſſelbe ganz unempfindlich zu machen gegen die Stimme der Wahrheit und Gerechtigkeit. Und nun, als die traurige Erfahrung der Wirkungen von dieſen Kriegen mir zu Hülfe kam, da ſollte ich ſchweigen! ſollte die mächtige Hülfe eines ſolchen Bundesgenoſſen verwerfen! ſollte erlauben, in ſofern mein Stillſchweigen zu dieſem Zwecke beitragen konnte, daß das Volk ſein Unglück eher jeder andern Urſache zuſchreibe, als der wahren Urſache? Und dieſes Alles, um meinen guten Freunden, den Stimmenkäufern gefällig zu ſeyn, die mich faſt bis zum Tode verfolgt hatten!

Soviel über die Beſchuldigung, daß ich das Unglück des Landes benutzt habe, eine Beſchuldigung, die ungefähr dem gleich iſt, was ein Mörder etwa gegen ſeinen Verfolger vorbringen könnte, welcher ſich, zum Beweiſe ſeiner Sache, auf das Zeugniß von Wundärzten berufen würde. Aber, obgleich unſere Sache gerecht war; obgleich es ehrenwerth war, den Zuſtand des Landes zur Förderung dieſer Sache zu benutzen: ſo war doch die Zuträglichkeit in Rückſicht auf die Zeit wohl zu überlegen; und meine Meinung gieng dahin, daß die Zeit nicht gekommen war, die Entſcheidung mit einiger Wagniß des Erfolgs herbei zu führen. Aber von Solchen gedrängt, für deren Anſichten ich die größte Achtung hegte und noch hege, ſo hielt ich es für Recht, dem Gegenſtande ein Paar Blätter zu widmen. Und da ich nun ſelbſt kein Geſchäft auf dem Markt zu Appleshaw hatte, ſo gieng Hr. Hinxmann ohne mich dahin, und ich blieb zu Middleton Cottage und ſchrieb (am 12. Oct. 1816) den Aufſatz, welcher die Ueberſchrift hatte: was würde eine Parlamentsreform gegenwärtig Gutes wirken? Das folgende Blatt,

das zu Hauſe geſchrieben wurde, ſollte zeigen: „in welcher Art eine Reform Statt finden kann, ohne Unordnung zu verurſachen?"

Dieſe beiden Blätter machten einen großen Eindruck. Das dritte Blatt enthielt eine Zuſchrift an die Freunde der Reform im Allgemeinen, und hatte zum Zweck, das Zuvorgeſagte zu verſtärken. Das vierte Stück war vom 2. Nov. datirt und das erſte wohlfeile Regiſter *). Die Geſchichte von der Entſtehung deſſelben kann zeigen, welche große Folgen aus Urſachen entſpringen können, die ganz zufällig ſind. Während des Frühlings und Sommers 1816 waren mehrere Gewaltſtreiche ausgeführt gegen Bäcker, Fleiſcher, Müller und andere Menſchen, welche mit den erſten Lebensbedürfniſſen zu thun haben. Dreſchmaſchinen waren zertrümmert; Maulwurfs-Pflüge **) waren verbrannt; Mühlen waren zerſtört, und während das Volk in den Städten, vom Hunger zur Wuth getrieben, über die Laden der Bäcker und Fleiſcher hergefallen war, hatte das Volk auf dem Land wuthvolle Hände an Scheuern und Speicher gelegt. Der unglückliche Ausgang der Unruhen in der *Isle of Ely* lag noch friſch vor unſern Augen; und es wurde ein Gegenſtand tiefen Jammers für mich, daß kein Theil des Volks die wahre Urſache ſeines Elends klar erkannte, und daß man dadurch verleitet ward, Gewaltthätigkeiten gegen unſchuldige Nachbaren und Mitdulder zu begehen. Zu gleicher Zeit bemüheten ſich die Miethlinge der Preſſe, namentlich die *Times*, der *Courier*, und einige Wochenblätter, beſtändig, das Volk

*) D. h. um einen geringeren Preis zu kaufende.

**) *Mole-ploughs.*

zu überreden, daß die Menſchen, welche mit den erſten Lebensbedürfniſſen handeln, den Preis zu hoch ſtellten, und daß ſie hierin von vielen Beamteten begünſtigt würden; und daß mithin die Abhülfe für das Volk darin beſtehe, einen geringeren Preis zu erzwingen. Da dieſes nur durch gewaltthätige Handlungen geſchehen konnte, ſo wurden gewaltthätige Handlungen verübt; und alsdann waren dieſe Schriftſteller wiederum die erſten, welche über Aufruhr ſchrieen und das Blut der Aufrührer forderten!

Was ich hier behauptet habe, iſt, in Rückſicht der Thatſachen, notoriſch im ganzen Königreiche.

Einige Zeit in den September hinein und etwa zwei Monate vor dem vielbeſprochenen vierten Blatte, ſprach ich über dieſen Gegenſtand mit einem Nachbarn; und wir beide waren darin einig, daß, wenn nur das Volk in den Stand geſetzt werden könnte, die Sache in ihrem wahren Lichte zu ſehen, alle dieſe Gewaltthätigkeiten ſogleich aufhören würden, und folglich auch die ſchmählichen Hinrichtungen der Väter und Söhne, und das Elend der Frauen, Kinder und Verwandten, was nothwendig auf ſolche Handlungen folgen mußte. Mein Nachbar war der Meinung, daß es in meiner Hand wäre, dieſen wünſchenswerthen Zweck zu erreichen, wenn ich einen Aufſatz über dieſen Gegenſtand ſchriebe. Aber, obgleich ich ein großes Verlangen hatte, es zu thun, ſo erkannte ich doch, daß der hohe Preis des Regiſters verhindern würde, daß es ſo allgemein geleſen würde, als nothwendig war, wenn das Volk zu richtigen Anſichten von der Sache gebracht werden ſollte. Hieraus entſprang die Bemerkung, die Einer von uns machte, daß, wenn für dieſe Eine Zeit, für dieſen beſon-

deren Zweck, der Preis, auf eine oder die andere Weiſe, bedeutend herabgeſetzt werden könnte, die beabſichtete Wirkung auf einmal erreicht werden möchte. Ich erklärte, ehe wir aus einander giengen, daß dieſes geſchehen ſollte. Da es mir aber unmöglich war, dem Volke zu zeigen, was nicht die Urſache ſeiner Leiden war, ohne ihm zu zeigen, was denn die Urſache ſeiner Leiden war; und da es mir unmöglich war, ihm die wahre Urſache ſeiner Leiden zu zeigen, ohne auf das Hülfsmittel hinzuweiſen; da das Hülfsmittel, zuletzt die Parlaments-Reform war, und da ich noch immer fürchtete, daß die beſte Zeit, auf dieſe große Sache zu dringen, noch nicht gekommen ſey: ſo verſchob ich von Zeit zu Zeit die Erfüllung des Verſprechens, welches ich dem Nachbarn gegeben hatte. Dieſer dagegen ſah mich niemals, ohne mich hart an die Sache zu erinnern. Am 2. Nov. aber ſchrieb ich für das vierte Blatt eine „Zuſchrift an die Tagelöhner und Handarbeiter" über vorerwähnte Gegenſtände.

Da dieſe Gegenſtände lange und oft durch meine Seele gegangen waren, ſo kamen ſie ſehr leicht und natürlich an ihre Stelle auf dem Papier; und da ich recht tief die Wahrheit und Gerechtigkeit von Allem, was ich ſchrieb, fühlte, ſo ſchrieb ich mit ſo vieler Kraft in Ausdrücken und Gründen, als mir nur jemals zu Gebote ſtand.

Die Einrichtungen für Art und Preis der Bekanntmachung waren die Woche zuvor gemacht worden. Ich war nicht nur eines großen Abſatzes, ſondern auch einer großen Wirkung gewiß, da meine Abſicht nicht war, bei dieſer Gelegenheit irgend etwas zu gewinnen, ſondern nur die Koſten zu decken.

Das Blatt wurde am Mittewochen geſchrieben, am Abend deſſelben Tages nach London geſchickt und am Sonnabend bekannt gemacht. Nachdem die Handſchrift abgeſchickt war, kehrte meine Furcht einer zu frühen Wirkung zurück. Ich überlegte zwei Tage hin und her und her und hin; dann ſandte ich meinen Sohn Johann mit der Nachtpoſt ab, um, es koſte was es wolle, die Bekanntmachung der wohlfeilen Ausgabe auf eine kurze Zeit zu verhüten. Am Sonntag Morgens aber benachrichtigte er mich, daß von der wohlfeilen Ausgabe ſechstauſend Abdrücke vor ſeiner Ankunft verkauft worden wären. Jetzt war es zu ſpät, zu ſchwanken; es war zu ſpät, in Rückſicht der Zeit zu rechnen. Ich hatte mich in den Wind geſtellt, und ich wußte wohl, daß dieſer zu ſtark blaſen würde, als daß ich hätte ſtillſtehen, oder meine Schritte aufhalten können — Bei dieſem neuen Auftritt war es auch unmöglich, daß ich in Botley bliebe. Ich gieng nach wenigen Tagen nach London ab, und blieb daſelbſt bis zu meiner gänzlichen Abreiſe nach Liverpool; mit Ausnahme meiner Reiſe nach Hampſhire zu der Portsdown-Verſammlung und zu der Verſammlung nach Wincheſter. Von den abenteuerlichen Tagen meines abenteuerlichen Lebens waren dieſes die abenteuerlichſten.

Die Wirkungen des vierten Blattes *) waren erſtaunlich groß. Es wurde von drei Viertheilen aller thätigen Menſchen des Königreichs beſprochen. Die ganze Stadt war in einem Geſumſe. Die arbeitenden Menſchenclaſſen ſchienen nie ein Wort von Politik gehört zu haben. Der Eindruck auf ihr Gemüth war etwa dem ähnlich, welchen ein Menſch empfinden möchte, der, in der Finſterniß erzogen, plötzlich an das helle Tageslicht

*) Nr. 18.

gebracht würde. Es war einem Jeden von mir erlaubt worden, das Stück von Neuem drucken zu laſſen; und in Stadt und Land waren in zwei Monaten von dieſem einen Stücke mehr als zweimalhunderttauſend Exemplare gedruckt und verkauft; und zwar trotz aller Mittel, welche die Regierung, die Kirche, das Militär, die Schiffsleute auf halben Sold, und alle die zahlloſen Schwärme von Steuereinnehmern und Steuerverzehrern anwandten, um den Umlauf zu hindern.

Zu den ſchlagendſten und unmittelbaren Folgen dieſes wohlfeilen Regiſters gehörte, daß die Londoner Preſſe den Rachen gegen mich und meine Schriften öffnete. Seit faſt fünf Jahren war ich nicht im Stande geweſen, aus dieſer Preſſe ein Wort herauszubringen. Die Miethlinge des Miniſteriums haßten mich, weil ich die Handlungen der Miniſter enthüllte. Die Blätter, welche der Whig-Partei angehören, haßten mich, weil ich bewies, daß dieſe Partei eben ſo feindlich gegen das Volk iſt, als die Miniſter ſelbſt. Und die Blätter, welche in Rückſicht des Gegenſtandes, mit mir auf Einer Seite ſtanden, zogen vor, nichts zu ſagen, ſo daß das Schweigen ſo vollkommen war, als ob es das Reſultat einer beſtimmten, feierlichen Uebereinkunft geweſen wäre. Es gab ein Paar Ausnahmen unter den Wochenblättern und eine Ausnahme unter den Tagsblättern; aber dieſe waren zu unbedeutend, als daß ſie etwas hätten austragen können, und es gehörte eine ſolche Thätigkeit und Beharrlichkeit dazu, wie die meinige, um unter ſolchen Umſtänden eine Zeitſchrift im Gange zu erhalten. Ueberdieß war mit dem zu ſtreiten, was die Franzoſen *Chutchutments*, Ziſcheleien, nennen. Und es iſt zum Erſtaunen, wie dieſe in London

geleitet werden, und welche Wirkungen ſie daſelbſt hervorbringen, und von dortaus durch's ganze Königreich. Das Wort entſpringt in *Whitehall*, und läuft von dort in jeglicher Richtung. Ein Ehrenmann in Berkſhire rieth einem Pfarrer in dieſem Gau, im Sommer 1816, etwas im „Cobbett" zu leſen. „Cobbett!" — antwortete er, „ſchreibt der jetzt noch?" — Der wackere Pfarrer wußte wohl, daß ich ſchrieb, aber er hatte den Auftrag, den Glauben zu verbreiten, als ſey ich nicht mehr von Bedeutung.

Bei der Erſcheinung des vierten Blattes jedoch war es mit allen *Chutchutments* zu Ende und mit allem vorgeblichen Nichtwiſſen; und der verdorbene Theil der Schriftſteller, ſtatt das beſchworene Schweigen zu halten, bediente das Publicum mit Salven von Lügen und Verwünſchungen gegen mich, die nie ihres Gleichen in der Welt gehabt hatten. Es ſchien als wären die Flüche dieſer Miethlinge, einige Jahr hindurch, ohne Laut geweſen, gleich jenen von Mandeville's Matroſen, die während eines harten Froſtes ausgeſtoßen waren, und bei'm Eintritt des Thauwetters die Luft mit Gekrach erfüllten. Mein Blatt ſchien eine ähnliche Wirkung zu haben auf die lange unterdrückten Verläumdungen und Verwünſchungen Walter's, Stewart's, Perry's und anderer Menſchen in London; die ganze Luft wurde angefüllt mit dem Getön ihrer abſcheulichen Beleidigungen. Allen dieſen Beleidigungen ſetzte ich nichts entgegen, als das Bewußtſeyn meiner Redlichkeit. Zuletzt jedoch, nach Verlauf von zwei Monden, gab ich (im 1. Stück des 32. Bandes) „eine Neujahrsgabe an Georg Roſe," eine Antwort auf jede Verläumdung, die irgend ein Gewicht in ſich hatte. Und bei dieſer Gele=

genheit lernte ich den Eindruck lange erduldeter Verläumdung kennen. Denn der Unwille des Volks gegen meine niedrigen und boshaften Verläumder, und der Beifall, welcher meinem Betragen und meinem Charakter gezollt wurde, waren gränzenlos, und wurden auf eine ſolche Weiſe an den Tag gelegt, daß ich niemals daran denken kann, ohne das tiefſte Gefühl der Dankbarkeit.

Bald nach der Bekanntmachung des vierten Blatts fand die erſte Verſammlung auf Spafields ſtatt. Inzwiſchen gieng das wohlfeile Regiſter fort, und die Regierung fuhr fort, daſſelbe aufzuhalten. Zuerſt ſcheint die Meinung geweſen zu ſeyn, daß ich von der Preſſe, mit Unterſtützung der Regierung, geſchlagen werden ſollte. Ein geordneter Angriff wurde gegen mich in den Times verſucht, und das Blatt für einen halben Penny verkauft, obgleich daſſelbe einen Penny gekoſtet haben muß. Eine große Menge von dieſem Blatte, nachgedruckt durch Clowes, Drucker der Steuer-Papiere, und mithin im Dienſte der Regierung, wurde in der Nacht in die Expedition des Couriers getragen. Daſelbſt war eine Anzahl von Menſchen verſammelt, welche um zwei Uhr des Nachts abgeſchickt wurden, dieſe Abdrücke anzukleben, und welche dafür fünfzehn Guineen erhielten. Zwei von dieſen Leuten, von der Wache ergriffen, wurden zum Hauptmann der Wache geführt, und von dieſem wieder freigelaſſen, nachdem ſie ihm erklärt hatten, daß ſie einen Regierungsſtreich ausführen ſollten. Alles dieſes kann ich vor einem Gerichtshofe beweiſen, und ich habe den Glauben, daß ich noch Gelegenheit erhalten werde, es zu thun.

Um dieſe Zeit — im Anfange des Decembers — ſagte Hr. Becket, Unterſtaatsſecretär, zum Lord Sid-

mouth, als dieſer ihm den Vorſchlag gemacht hatte, mich auf eine ſehr abſcheuliche Weiſe zum Schweigen zu bringen: „nein; er muß niedergeſchrieben werden. Dem zufolge flogen alle die kleinen Schriftchen aus zu Norwich, zu Romeſey, zu Oxford und an vielen andern Orten, während in London große und koſtſpielige Anſchläge erſchienen, die in derſelben Stunde, in welcher ſie aufgeklebt waren, wieder abgeriſſen oder ausgelöſcht und ſogleich wieder, in der nächſten Stunde, erſetzt wurden, wie im Meer eine Welle der andern folgt. Endlich kam, nach allen Anſtrengungen dieſer Art der „Anti-Cobbett," in derſelben Druckerei bekannt gemacht, die Georg Roſe urſprünglich mit dem öffentlichen Gelde einrichtete, und die mir, als muthmaaßlichem Genoſſen von Johann Heriot, bei meiner Rückkehr aus America nach England, zur Hälfte angetragen, aber von mir abgelehnt war, wie ich in dem Neujahrsgeſchenk für Johann Roſe bewieſen habe. Dieſer Anti-Cobbett wurde geſchrieben „von einer Geſellſchaft von Gelehrten" (*Gentlemen*), von welchen mir Canning, W. Gifford und Southey genannt worden ſind. Die Koſten deſſelben konnten nicht mehr viel unter zwanzigtauſend Pfund Sterling betragen, ehe ich England verließ. Nicht zufrieden mit Anzeigen in drei hundert Zeitungen; nicht zufrieden mit einer unendlichen Menge von Anſchlägen, ſandten die Betreiber dieſer Angelegenheit zweihunderttauſend Umlaufſchreiben an beſtimmte Perſonen, in welchen ſie dieſelben aufforderten, dieſes Werk bei allen ihren Handwerkern, Pächtern und Arbeitsleuten in Umlauf zu ſetzen, und es auf's angelegentlichſte zu empfehlen; und dieſes, ſagten ſie, ſey abſolut nothwendig, um eine blutige Revolution zu verhüten.

Dieſe Anſtrengungen der feilen Federn indeß waren alle umſonſt. Sie hatten allerdings eine Wirkung, aber folgende. Bei redlichen Leuten, wenn ſie auch meine Gegner in politiſchen Anſichten waren, erregten ſie Schaam über die unverantwortlichen Mittel, zu welchen meine Feinde ihre Zuflucht nahmen, und erweckten in den Gemüthern vieler ſolcher Menſchen die erſte Ahnung, daß ich doch im Grunde wohl Recht haben möge. Bei der Menge des Volks erregten dieſe Bekanntmachungen Unwillen, einen Mann ſo unwürdig behandelt zu ſehen, aus deſſen Schriften ſie ſo Vieles gelernt hatten, und deſſen Betragen immer ſo offen und ehrlich geweſen war, der nie die Stärke der Gründe ſeiner Gegner verhehlt hatte, und der immer der Erſte geweſen war, die Irthümer anzuerkennen, in welche er gerathen ſeyn mochte. In allen Claſſen, ſelbſt die der Steuer-Freſſer nicht ausgenommen, erregten dieſe abſcheulichen, mit ſo vielem Ernſt in die Welt geworfenen, Bekanntmachungen eine hohe Meinung von der Kraft meiner Feder, und folglich ein Verlangen, um jeden Preis etwas von ihren gefürchteten Erzeugniſſen zu ſehen.

Um den Anfang des Januars etwa hatte die Regierung entdeckt, daß es ganz nutzlos ſey, den Streit mit der Feder fortzuſetzen. Wenn aber auch nunmehr offene Gewalt beſchloſſen wurde, ſo war es doch ſehr ſchwierig, einen Vorwand zur Anwendung derſelben aufzufinden. Von den Ränken, um einen ſolchen Vorwand zu erhalten, werde ich gelegentlich ſprechen, da es nothwendig iſt, auf die Richtung zu kommen, welche die Freunde der Reform verfolgten. Und hier will ich zuerſt Denen antworten, welche meinten, wir ſeyen auf einmal zuweit gegangen. Es iſt ausgemacht, daß die

Stimmenkäufer, wie ſie wohl mußten, Alles abſchlagen, oder Alles einräumen mußten. Eine Reform, die wirklich einen verſtändigen Zweck haben ſollte, mußte ihnen die ganze Gewalt nehmen, welche ſie ſich angemaaßt hatten. Sie mußten die Gewalt verlieren, die Plätze im Hauſe der Gemeinen zu beſetzen, oder ſie mußten dieſe Gewalt behalten. Alſo war es Unſinn, an eine Vermittelung zu denken. Solch ein Plan konnte bloß das Volk unterhalten und den Weg zu neuen Betrügereien öffnen. Die Stimmenkäufer wollten entweder nichts aufgeben, oder ſie wollten Alles aufgeben, weil ſie wohl wußten, daß, wenn ſie irgend einen Theil ihrer ungerechten Gewalt aufgeben würden, ſie alles Uebrige in kurzer Zeit gleichfalls aufgeben müßten; und die einzige Frage in Rückſicht ihrer Neigung konnte nur ſeyn: ob ſie geneigt ſeyn würden, jetzt nachzugeben, um zu verhüten, daß ſie künftig zum Nachgeben gezwungen würden; oder ob ſie jetzt entſchieden abſchlagen und ſich auf ihre Macht verlaſſen wollten, jetzt und in Zukunft? Was meine eigene Meinung betrifft, ſo hielt ich dafür, ſie würden den letzten Weg wählen; aber es war doch, wie ich gelegentlich zeigen werde, recht und gerecht, für mich ſo zu handeln, wie ich gethan, ungeachtet dieſer Meinung, welche ich einem Jeden unbedenklich erklärt habe.

Was Diejenigen anlangt, welche dreijährige Parlamente in Vorſchlag brachten, und die bei der Erweiterung einiger Flecken ſtehen bleiben wollten, ſo waren ſie entweder ſehr thörigt, oder ſehr wenig aufrichtig. Solch' eine Veränderung würde, wenn ſie auch hätte bewirkt werden können, nichts Gutes zur Folge gehabt haben; und Derjenige muß ganz unbekannt mit dem Stand

des öffentlichen Geiſtes geweſen ſeyn, der nicht wußte, daß die Maſſe der Bittenden, die ganze Maſſe, denen es wirklich Ernſt war mit der Reform, jeden Vorſchlag dieſer Art mit Verachtung behandelt haben würde.

Es gab aber, im Anfang, andere Streitpunkte unter den Freunden der Reform, die von größerer Zartheit waren. Dahin gehört die Frage über das Ballotiren oder nicht Ballotiren; die Frage über die Hausbeſitzer allein, oder alle Männer über zwanzig Jahre. Das Ballotiren war eine Sache von geringer Bedeutung; aber das Letzte war im Grundſatz von höchſter Wichtigkeit, obgleich es gar keine Folgen gehabt haben würde, wenn wir zu der Anwendung gekommen wären. Als die Deputirten in London zuſammen kamen, ſchlug ich ſelbſt vor, daß man ſich auf Hausbeſitzer beſchränken ſollte, und Major Cartwright wandte nichts ein; aber es geſchah nur, wie er wohl weiß, weil man hoffte, Sir Francis Burdett würde eine Bill für eine Reform vorlegen, und weil ich wußte, daß dieſer nicht in das einwilligen würde, was man allgemeine Stimmengebung nennt. Da ich jedoch fand, daß die Deputirten vom Lande nicht allein entſchieden für die allgemeine Stimmengebung, ſondern daß ſie auch mit guten und geſunden Gründen für dieſelbe gerüſtet waren, ſo gaben wir nach, wie ſich gebührte.

Alſo war das ganze Volk, neunzehn von Zwanzigen aller activen Männer in der Nation, einſtimmig für eine Reform des Parlaments auf die beſtimmten Grundſätze: „daß kein Menſch beſteuert werden dürfe ohne ſeine eigene Einwilligung, und daß das Parlament jährlich erwählt werden müſſe.“ Die

Gründe für die Beſchränkung der Wahl auf Hausbe-ſitzer löſeten ſich in Luft auf vor der Thatſache, daß jeder Handwerker und Tagelöhner jährlich von je acht-zehn Pfunden ſeiner Einnahme und Ausgabe zehn Pfund an Steuern bezahle. Im Angeſichte einer ſolchen Thatſache ſchwand alles Gerede von Hausbe-ſitzern in eine Erbärmlichkeit zuſammen, die von dem ge-ſunden Menſchenverſtande ſofort verworfen wurde. — Ueberdieß hatten wir auch den Brief und die Bill des verſtorbenen Herzogs von Richmond, von wel-chen die letzte unſere Grundſätze anerkannte, der erſte aber auf das Klarſte bewies, daß ſie ſowohl auf der Ver-nunft, als auf der Verfaſſung und den Geſetzen Eng-lands beruhen. Für die Beſchränkung auf Hausbeſitzer konnte Niemand andere Gründe finden, als daß eine Wahl durch allgemeine Stimmgebung unausführbar wäre; und man fand bald, daß es keine ſolche Unaus-führbarkeit gäbe.

Diejenigen, welche das Stimmrecht auf ſichtbares Eigenthum jeglicher Art und von jeglicher Größe be-ſchränken wollten; und Diejenigen, welche es beſchränken wollten auf Hausbeſitzer, haben weder einen Grund-ſatz, noch ein Geſetz für ſich. Wir haben Beides; und hierdurch ſind die Stimmenkäufer ſo gedemüthigt worden; denn gedemüthigt ſind ſie, und in demſelben Verhältniß, als ſie zu Gewaltthätigkeiten gezwungen wor-den ſind, um die Kraft der Vernunft und der Gerech-tigkeit zu verhüten.

Was die Art betrifft, mit welcher wir unſere Sache betrieben haben, und die Politik unſers Benehmens: giebt es irgend einen Menſchen auf Erden, deſſen Ein-

bildungskraft, wie grillenhaft ſie ſeyn mag, einen Grund erfinden kann, aus welchem er glaubte, oder zu glauben vorgeben möchte, daß die Stimmenkäufer nicht eben ſo leicht ihre Macht, die Stellen zu beſetzen, allen Männern von zwanzig Jahren einräumen würden, als allen Hausbeſitzern? Es iſt ſo abgeſchmackt, ſo unbegreiflich abgeſchmackt, dergleichen Dinge zu glauben, daß kein Menſch mit geſunden Sinnen ſie glauben kann; und wenn Jemand vorgiebt, er glaube, daß Volk ſey zu weit gegangen, indem es um allgemeine Stimmengebung bat, während er ſelbſt ſo weit, bis zu den Hausbeſitzern zu gehen bekennet, ſo kann dieſes nur einer bloßen Grille zugeſchrieben werden, oder einem Verlangen, ſich der Sache gänzlich zu entziehen, beſonders wenn er ſieht, daß nicht Einer von den Bittenden gleicher Meinung mit ihm iſt. Es wäre in der That eine ſeltſame Sache, wenn Jemand eine Reform verlangte, weil zwei Millionen Menſchen darum gebeten haben, und in ſeinem Reformationsplan doch den Hauptgrundſatz der Bittenden ausſchlöſſe, und die Hälfte derſelben von jedem Vortheil, der aus ihrer Bitte hervorgehen könnte, abwieſe! Salomon ſagt, daß es nichts Neues unter der Sonne gebe; das aber würde zuverläſſig etwas Neues ſeyn, und es würde geradezu gegen den Grundſatz des Geſetzes gehen: „daß Niemand ohne ſeine Einwilligung beſteuert werden ſolle."

Das Verfahren, welches die Freunde der Reform beobachteten, war daher eben ſo weiſe, als gerecht. Sie hatten Vernunft und Geſetz auf ihrem ganzen Wege zur Seite; deßwegen konnte man ihnen nichts anhaben. Ueberdieß wollte das Volk es ſo haben, ſo weit ich, oder ein anderer ſ. g. Führer in der Sache etwas dabei zu thun hatte. Das Volk hatte die Sache in ſeine

eigene Hand genommen. Es ſah nicht mehr zu dem Pallaſt hin, oder nach Guildhall. Es hatte ſich im ganzen Königreiche verſammelt, und gezeigt, daß es keiner Führer bedürfe. In ſeinen Beſchlüſſen, ſeinen Bittſchriften, ſeinen Reden, hatte es gezeigt, daß Talente nicht mehr auf Diejenigen beſchränkt ſind, welche von Mönchen auf den Univerſitäten erzogen worden. In keiner früheren Zeit konnte man ſagen, daß das Volk um eine Reform bitte. Wie oft hat Sir Francis Burdett in ſeinen Reden über das Schweigen des Volks in den Provinzen geklagt! Wie oft hat er geſagt, er ſehe keine Hoffnung, bis das Land ſich rühre! Endlich hat es ſich wahrhaftig gerührt. Aber es rührte ſich für allgemeine Stimmgebung, wie es Recht war; denn wer konnte glauben, daß mehr als die Hälfte der Steuerpflichtigen ſich rühren würde, um noch fürder vom Rechte der Stimmgebung ausgeſchloſſen zu ſeyn?

Das Volk wußte ſehr beſtimmt, lange vor der Zeit, von welcher ich ſpreche, welchen Theil der Steuern es zahlt. Jeder Handwerker und Taglöhner wußte beſtimmt, daß von jedem 20 Pf., welche er für Salz ausgiebt, 16 bis 18 als Steuer bezahlt werden. Er wußte, daß drei Viertheile von dem Preiſe ſeines Biers Steuern ſind. Er wußte, daß ſeine Lichter, ſeine Seife, ſein Tabak, ſeine Schuhe, ſein Zucker, ſein Thee, ſein Brantewein, und faſt jede Sache, die er braucht und kauft, ungeheuer beſteuert ſind. Er wußte, daß er von 18 Pfund ſeiner Einnahme 10 Pfund an Steuern zahlte. Wie vortreflich mußte ihm mithin eine Reform erſcheinen, welche auf dem Grundſatz, „daß Niemand ohne ſeine eigene Einwilligung beſteuert werden könne,“ gebauet würde, und ihn zugleich vom

Stimmen ausſchlöſſe, wenn er nicht etwa dieſe Fähigkeit von ſeiner Frau erhalten hat, oder ein Haus verſteuert?

Das Recht zu ſtimmen, von dem Beſitz eines Eigenthums irgend einer Art abhängig zu machen, würde, in gewiſſen Fällen, nicht ſo gut ſeyn, als das gegenwärtige Syſtem, welches in einigen Städten dieſes Recht auf die freigeſprochenen Männer gewiſſer Gewerbe ausdehnt. Aber dieſes Recht nur auf Hausbeſitzer auszudehnen, und bei dieſen ſtehen zu bleiben, würde im Grundſatz ſelbſt ſeltſamer und partheiiſcher geweſen ſeyn, als das gegenwärtige Syſtem, obgleich ich einräumen will, daß es in der Ausführung dem Zweck entſprochen haben würde, wenn es hätte erlangt werden können. Aber, da es den Anhängern des beſtehenden Syſtems eben ſo ſehr entgegen war, als eine allgemeine Stimmgebung, ſo gefiel es den Bittenden nicht, und Canning benutzte dieſen Umſtand ſehr ſchnell, als Sir Franz Burdett von ſeinem Hausbeſitzerplan ſprach. „Dieſer, ſagte er, iſt völlig ſo ſchlecht, als jeder andere Plan; aber zuverläſſig iſt es ein Plan, für welchen kein Menſch bittet. Des edlen Lords Plan — (nämlich Cochrane's, welcher erklärte, daß er mit den Bittenden übereinſtimme —) wird wirklich erbeten. Er beſteht in Ruin, in Confiſcation, in Revolution, in Zerſtörung und Metzelung; aber zuverläſſig wird er unterſtützt durch die Gebete vieler Bittenden, während alle anderen Plane nicht einen einzigen Bittenden zu ihrer Unterſtützung haben." Das war ſehr ſchalkhaft und ſehr unverſchämt, aber der Grund gegen alle andere Plane, mit Ausnahme der allgemeinen Stimmgebung, war durchaus richtig.

Digitized by Google

Als es bis zu dieſer Stufe gekommen war, konnte die Frage nicht mehr ſeyn, was Einer, oder Zwanzig, oder Dreißig für das Beſte halten mochten; ſondern was das Volk für das Beſte hielt, und was es mit ſeiner Macht zu unterſtützen bereit war? Einem Mann konnte es nicht zuſtehen, ein ganzes Volk zu richten. Kein Menſch war verbunden, gegen ſeine Meinung zu handeln — (und doch kann es gerecht und weiſe und vaterländiſch ſeyn, dieſes zuweilen zu thun!); aber kein Menſch durfte dadurch, daß er ſeine Meinung der Meinung eines ganzen Volks entgegenſetzte, den Erfolg der heiligen Sache deſſelben in Gefahr ſetzen; beſonders wenn es ihm klar ſeyn mußte, daß er, wenn er ſeine Meinung verfolgte, in keinem Sinn und in keiner Weiſe im Stande ſeyn würde, die Widerſetzlichkeit zu mindern, welcher ſeine Vorſchläge begegnen mußten.

Ich war, wie ich zuvor geſagt habe, der Meinung, daß die Fleckenkrämer *) zu dieſer Zeit in nichts nachgeben würden; aber darum, weil dieſes meine Meinung war, durfte ich nicht ablaſſen. Die Sache war recht und gerecht. Es war durchaus zu rechtfertigen, daß man eine Reform zu erhalten verſuchte; und wenn ich vollkommen gewiß hätte ſeyn können, daß wir nichts erreichen würden, ſo war es doch zu rechtfertigen, den Weg zu verfolgen, welchen ich verfolgte. Da wir in gutem Zuge waren, ſo würde ein Zurückweichen, vor dem Angriff, der Sache mehr geſchadet haben, als eine bloße Aufſchiebung ihres völligen Triumphs gethan haben kann. Ich habe mit verſchiedenen Ehrenmännern auf folgende Weiſe über dieſen Gegenſtand räſonnirt: „Wir können „nur einem oder einem Paar Dutzend Schaden thun. „Von dieſen werde ich gewiß Einer ſeyn. Ich erkenne,

*) *Boroughmongers*, vorher meiſtens Stimmenkäufer überſetzt.

„daß die Gegner, wenn wir ſie auch mit Gründen zu „Paaren treiben, doch jetzt zu ſtark für uns ſeyn wer„den, wenn ſie ihre Zuflucht zur Gewalt nehmen. „Aber was folgt daraus? Nun; ihr Syſtem wird vor „dem Volk ſtehen in ſeiner wahren und unverſtell„ten Geſtalt und Art; und damit iſt mehr als die „Hälfte unſers Werks gethan. Ich weiß ſehr wohl, „was Knebel-Bills (*Gagging Bills*) ſind; ich weiß, „wie ſie überglättet wurden während des Kriegs, als „man ſo viele Mittel hatte, falſchen Lärm zu machen. Aber „ich weiß auch, daß, wenn jetzt zu ihnen gegriffen „wird, das Ding keine Ueberglättung zulaſſen wird; „es wird keine Entſtellung zulaſſen, keine Verkleiſterung, „und das Volk wird deutlich erkennen, daß es niemals, „ſicher ſeyn kann, ſo lange Stellen gekauft und verkauft „werden. Entweder die Sache gelingt jetzt, oder ſie ge„lingt nicht. Gelingt ſie, ſo iſt die Nation und alle „ihre alten Geſetze und Einrichtungen gerettet. Mißlingt „ſie, ſo muß ein Syſtem eingeführt werden, das einer „großen Revolution gleich ſeyn wird; und dann iſt es „unmöglich, daß das endliche Gelingen weit entfernt ſeyn „könnte. Die Länge der Zeit jedoch, welche dieſe neue „Ordnung der Dinge dauern mag, iſt von geringer Be„deutung, da es, nach meiner Meinung, weit beſſer iſt, „daß der Schatten der Freiheit entfernt werde, als daß „der Schatten bleibe, nachdem die Sache dahin iſt. Es „iſt, pflegte ich zu ſagen, die Heuchelei der Dinge, „was ich nicht leiden kann, und wovon die Wirkungen „am verderblichſten für das Land geworden ſind. Das „Gerede von Freiheit, von perſönlicher Sicher„heit, von Freiheit der Preſſe, von dem Peti„tionsrechte, und die dunkele Vorſtellung, welche „das Volk hat, als ob dieſes Alles vorhanden wäre, —

Digitized by Google

„das iſt das Ding, welches Unheil bewirkt hat. Es war „das feine Geſicht und die ſanfte Sprache Celia's, und „nicht ihre Schminke und Salbe, was ihren Schäfer in „Feſſeln hielt. Wir werden zuverläſſig die Fleckenkrämer „zwingen, ihre Larve abzuwerfen, und, wenn das ge„ſchehen iſt, ſo mögen ſie leben, und ihr Syſtem ſo be„quem betreiben, als ſie vermögen."

Ich könnte zwanzig Perſonen nennen, welche bezeugen können, daß ich alſo geſprochen habe. Und nun ſiehe da die Fleckenkrämer, mit allen ihren Parlaments-Acten! Sie wälzen ſich im Wohlſtand; ihre Gewalt iſt ungebunden; aber giebt es auf der ganzen Erde einen Menſchen, der ſie beneidete? Gefängniſſe und Galgen ſind ihre Sicherheit. Die Furcht vor dem Tode, oder vor einer Strafe, welche dem Tode gleich iſt, gegen ein ganzes Volk erhoben, haben ſie für ihre Erhaltung nothwendig geachtet. Welch' eine Thatſache iſt es, ſo etwas vor der Welt zu erklären! Sie haben erklärt, daß es gefährlich für ſie ſey, daß das Volk lieſet! Sie haben ihre Zuflucht zu Mitteln genommen, welche verhindern ſollen, daß das Volk höre, was ſie thun; ja zu Mitteln, welche der Schuldigſte und Feigſte der Menſchen anzuwenden verachten würde!

Hier ſollte ich nun auf die Umſtände kommen, welche ſich bei Eröffnung des Parlaments ereigneten: aber da ich bemerke, daß in den Londoner Blättern Dinge vorkommen, welche eine ſchnelle Erwiederung nöthig machen, ſo will ich hier den zweiten Brief an Sie ſchließen, indem ich Ihnen meine aufrichtige Achtung bezeuge und Sie bitte, mich und meine Söhne Ihren Familien angelegentlichſt zu empfehlen. Sie, Herr

Digitized by Google

Hinxmann, bitte ich im Beſondern, uns Ihren Nachbaren um Chilling her und in Bosbrooke, und unſern guten und lieben Nachbaren zu Botley in's Andenken zurück zurufen, wenn Sie dieſelben ſehen ſollten. Sollten Sie auf den Botleyer Pfarrer ſtoßen, ſo ſagen Sie ihm, ich riethe ihm keineswegs, hieher zu kommen; denn hier bezahlen die Pächter nicht acht Pfund Sterling für den Acker Zehnten; hier kann ein Mann einen Gemüſe- und Obſtgarten haben, tauſendmal größer, als der meinige zu Botley, und alle die Früchte ſelbſt einſammeln, ohne daß er nöthig hätte, irgend einen Pfarrer holen zu laſſen, um den zehnten Apfel, die zehnte Birne u. ſ. w. in Empfang zu nehmen; und ein Mann, der eine brütende Henne, oder eine trächtige Sau hat, fürchtet nicht, daß ein Pfarrer kommen werde, um ſein Hühnerhaus und ſeinen Schweinsſtall zu durchäugeln. Sagen Sie ihm gefälligſt, in meinem Namen, daß die Pfarrer hier nicht Spione der Regierung zu ſeyn, bekennen, und daß ein Sohn hier niemals ein gutes feiſtes Leben in einer Pfarrei darum gewinnt, weil der Vater einem Lord bei deſſen Erwählung gedient hat. Aber ſagen Sie ihm auch, daß die Pfarrer hier niemals karbatſcht werden, ohne daß der Karbatſcher beſtraft würde; auch vertauſchen ſie ihr Schweinfleiſch nicht in den Häfen gegen alte Kleider, um dieſe an ihr Geſinde mit Gewinn zu verkaufen. Er unternahm einmal, die Armen ſeiner Pfarrei von der Krätze zu heilen für fünf Pfund; dieſe Quelle würde ihm hier gleichfalls verſtopft ſeyn; denn wie wir keine Zehnten haben, ſo haben wir auch keine Arme.

Ich bin Ihr treuer Freund

W. Cobbett.

Digitized by Google

Nachſchrift, den 14. Jun. 1817. — Herr Jacob Perry. — Ich habe von meinen Verläumdern genug geſprochen; aber dieſer niedrige und feige Menſch muß noch einen Stoß bekommen, und dieſen gebe ich ihm als einem wohlbekannten Organ der Whigs, einer Parthei, die noch mehr für die Fleckenkrämerei iſt, als die Pittiten, und die thätiger geweſen, die Freiheit in England zu vernichten. — Dieſer Mann ſagt in einem öffentlichen Blatte: „Ich hätte vor einiger Zeit meine Einrichtung getroffen, um nach America zu gehen, weil mein Regiſter in England ſo tief gefallen wäre; nach Bekanntmachung des wohlfeilen Regiſters, von welchem ich eine bedeutende Zahl verkauft, hätte ich meinen Entſchluß geändert, und die Abſicht gehabt, zu bleiben; da aber die Knebel-Bills meinen Abſatz ſehr verringert hätten, ſo hätte ich mich von neuem entſchloſſen, nach America abzureiſen.“ — Das heißt doch wohl in der Hauptſache, daß ich lediglich aus Gewinnſucht gehandelt habe! Aber ſelbſt bei dieſer Behauptung geſteht der Mann, im Eifer der Verläumdung, daß, wenn ich Leſer verloren habe, dieſes nur geſchehen iſt zu Folge der Gewaltthätigkeiten, welchen Niemand widerſtehen konnte, und mit welchen alle öffentliche Freiheit zu Grunde gegangen iſt. Er vergißt auch, daß er ſelbſt am 18ten April beſtimmt geſagt hat, das Circular von Lord Sidmouth ſey gegen mein wohlfeiles Regiſter gerichtet. Er vergißt endlich, daß er etwa 12 Tage früher, indem er die Vorgänge in meiner Seele entwickelt, die mich endlich beſtimmt haben, nach Nordamerica zu gehen, ſeinen Leſern verkündigt hat, daß ich nach Südamerica gehen würde. Dieſer Mann nun, von dem Circular des Lords Sidmouth ſprechend, und daſſelbe dem Wunſche zuſchreibend, mein wohlfeiles Regiſter zu unterdrücken, fügt hinzu: „In dieſen Blättern ſind

Wir nicht immer fein behandelt; aber Wir müßten in der That niederträchtig ſeyn, wenn wir gleichgültig die Eingriffe in die Verfaſſung, durch Unterdrückung von Schriften, anſehen könnten, ſelbſt wenn dieſe Schriften gegen uns ſelbſt gerichtet wären." — Ja, Hr. Perry, Sie würden in der That niederträchtig ſeyn, wenn Sie das gleichgültig anſehen könnten; aber erlauben Sie mir, Ihnen zu ſagen, daß Sie in dieſem Fall ſich keiner ſo abſcheulichen Niederträchtigkeit ſchuldig machen würden, als Sie dadurch thun, daß Sie, um gegen den Verfaſſer dieſer Schriften die ſchändlichſte Verläumdung vorbringen zu können, die erzwungene Flucht deſſelben vor den Knebel-Bills benutzen. Lord Sidmouth's Circular iſt ein Gewaltſtreich; es iſt, wie Sie ſagen, eine willkührliche Unterdrückung meiner Schriften; aber es iſt in demſelben Grade minder ſchändlich, als Ihr Verfahren, als die That eines Straßenräubers weniger ſchändlich iſt, denn die eines Elenden, welcher den Gegenſtand ſeines Haſſes durch Gift zu verderben ſucht. Auch der Grund, aus welchen ſeine Herrlichkeit handelt, iſt minder entehrend für die menſchliche Natur. Er handelt offenbar in der Meinung, ſie mag falſch ſeyn oder wahr, daß die Unterdrückung meiner Schriften nothwendig ſey zur Aufrechthaltung des Syſtems, in welchem er lebt. Ihr Beweggrund hingegen iſt der bloße Neid, die niedrigſte von allen Leidenſchaften, welche jemals die menſchliche Bruſt zerrüttet haben; eine Leidenſchaft, welche niemals Bedenken trägt, und ſich keines Mittels ſchämt. Sie allein kann Sie verleitet haben, eine ſo niederträchtige That zu begehen, und zwar mit der Ueberzeugung, daß Sie es ungeſtraft thun dürften! Geſetzt, ich ſagte von einem Mann, er wäre zugleich der ausſchweifendſte und ſchmuzigſte Schuft, der ſich denken läßt; er nehme von

Jedem, was er erhalten könne; laſſe ſich beſtechen, um Aufſätze zu ſchreiben, oder zu unterdrücken, während er den Raub eines halben Jahres auf einmal verſchwende, um ſich die Geſellſchaft einiger betitelten Herren zu erkaufen, damit ſie ſeine Schildkröte eſſen und ſeinen Burgunder trinken; er habe, indem er den Patrioten ſpiele, ſein Auge auf eine Stelle gerichtet, welche er mit einer Begierde ſuche, nur gleich der Erbitterung, die über den Verluſt derſelben in ihm erwachſen iſt; jeden Morgen predige er Sittenlehren und jeden Abend bringe er, ſogar in den Gaſſen, mit den niedrigſten Ausſchweifungen hin u. ſ. w. — Geſetzt ich ſagte dieſes von einem Mann — würde es nicht niedrig ſeyn, wenn es auch buchſtäblich wahr wäre? Wie ſoll man nun Ihre Verläumdungen nennen, die ſich alle auf Dinge gründen, welche, wie Sie wiſſen, falſch ſind, und welche an Boshaftigkeit Alles übertreffen, was hier von einem Elenden geſagt worden iſt? Wenn Sie in meinen Blättern „nicht fein behandelt worden ſind," ſo iſt das geſchehen, weil ich Sie für einen Feind, und für einen ſehr argen Feind der Freiheit unſers Vaterlandes hielt und noch halte. Selbſt in der Stelle, die ich ſo eben aus Ihrem Blatte angeführt habe, dienen Sie den Fleckenkrämern, ſo gut Sie können. Sie nennen Sidmouth's Circular „einen Eingriff in die Conſtitution." Und welch' eine Conſtitution blieb denn noch wohl, als die Staatsſecretäre die vollkommene Macht der Einkerkerung erhalten hatten, nachdem der Verſuch, einen Soldaten von ſeiner Pflicht hinwegzuziehen, mit Todesſtrafe belegt war? nachdem die Magiſtrate nach Belieben Volksverſammlungen für Petionen verhindern konnten? nachdem ſie das Recht erhalten, alle Leſegeſellſchaften zu erlauben? und nachdem es ür Hochverrath erklärt war, zu verſuchen, eins der

Parlamentshäuſer in Beſorgniß zu ſetzen, welches wohl nichts anders heißen möchte, als irgend ein hartes Mittel anzuwenden, um eine Reform zu bewirken? Nachdem dieſes Alles Statt gefunden hatte: welche Conſtitution blieb da überhaupt noch? Daraus ſollen wir uns alſo Ihre Bemerkung erklären? Aus Faſelei oder aus Heuchelei? Wählen Sie! Sie eines beſtimmten, deutlichen und beabſichtigten Betrugs zu überführen, würde nutzlos ſeyn, da Sie ſchon früher mancher andern überführt ſind; aber unpaſſend möchte es nicht ſeyn, Ihnen zu zeigen, daß Sie vor der Entdeckung nicht ſicher ſind, ungeachtet meiner Entfernung von Ihnen. Sie ſagen, daß mein Regiſter einmal bis auf einen Abſatz von 750 Abdrücken geſunken geweſen ſey, und daß ich gerade um dieſe Zeit meinen Neffen nach America geſchickt habe, um den Americaniſchen Markt zu verſuchen. Nun berufe ich mich auf Hrn. Clement, der innerhalb eines Flintenſchuſſes von Ihnen lebt, und deſſen Wort wenigſtens ſo viel werth iſt, als Ihr Eid, in Rückſicht der Thatſache, daß, zu derſelbigen Zeit, der Abſatz über 1600 war, und daß er einen Gewinn von jährlich 1,500 Pfund, oder mehr, gewährte. Alſo klage ich Sie, im Angeſicht unſers Vaterlandes einer beabſichtigten Verfälſchung an, von Ihnen ſelbſt ausgeheckt, und hinter meinem Rücken bekannt gemacht für den niederträchtigſten Zweck, nämlich um Ihren perſönlichen Ingrimm zu befriedigen, als Sie glaubten, es ohne Entdeckung thun zu können. Muß nach dieſer Auseinanderſetzung, nicht ein Jeder, der Ihnen zu glauben vorgiebt, ein Heuchler ſeyn, und ein Narr, der Ihnen wirklich glaubt? Sie erkennen an, daß ich „eine bedeutende Zahl von dem wohlfeilen Regiſter verkauft habe." Ganz Recht! Ich verkaufte davon mehr in neun Monaten, die ſich mit dem März

Digitized by Google

1817 endigten, als Sie vom *Morning-Chronicle* während der 27 Jahre, welche dieſes Blatt Ihr Eigenthum geweſen iſt. Auf mein Wort: es war eine bedeutende Zahl. Und Sie ſowohl, als Lord Sidmouth ſollten wiſſen, daß, was geleſen worden iſt, nicht wieder ungeleſen gemacht werden kann. Weder ſeine Befehle, noch Ihre Boshaftigkeit kann dieſes bewirken; und wenn Sie dieſes nicht bewirken, ſo bewirken Sie im Grunde nichts. Sie und Lord Sidmouth ſollten gleichfalls wiſſen, daß das gegenwärtige Syſtem während meines Lebens nicht gemindert werden kann, ohne daß meinen Schriften ein freier Lauf gegeben wird, denſelben Schriften, die Seine Herrlichkeit ſo ſehr fürchtet, und aus welchen jener Neid entſpringt, der Sie faſt in Ihrer eigenen Galle erſtickt. Aber das wohlfeile Regiſter — „fiel im Abſatz, nachdem die Knebel-Bills durchgegangen waren.“ Gut! und was folgt daraus? Nun, daß die Leute fürchteten, nicht etwa, daß ſie, wenn ſie daſſelbe verkauften, nach dem Geſetz verfolgt werden würden, ſondern daß ſie auf einmal ergriffen und in ein Loch geworfen werden möchten, ohne daß ſie Feder, Dinte und Papier gebrauchen und ihre Frauen und Kinder ſehen dürften. Ein ſehr zureichender Grund für „das Fallen im Abſatz“ wie Sie es nennen, obgleich Sie der Erſte ſind, der mich davon benachrichtigt, und obgleich ich weiß, daß von dem Stücke, welches nach Erſcheinung des Circulars von Lord Sidmouth ausgegeben ward, zwanzig tauſend Abdrücke in Einem Tage in London allein verkauft wurden, viermal mehr als von Burke's Pamphlet überhaupt verkauft worden ſind, ausgenommen Diejenigen, welche von der Schatzkammer zum Vertheilen gekauft wurden. Alſo hat „das Fallen“ zu-

verläſſig keinen Theil an den Gründen gehabt, die mich beſtimmt haben, England zu verlaſſen. Sie und die Miethlinge der Fleckenkrämer lachten über den Gedanken der Fortſetzung meiner wöchentlichen Bekanntmachungen in England. Ich verſprach meinen Leſern, daß ſie in drei Monaten nach dem Tage meiner Abſchieds-Addreſſe, ein Stück erhalten ſollten. Ich habe mein Wort gehalten; ich habe ihnen drei Stücke geſchickt, und ich werde ihnen jede Woche ein Stück ſchicken. Wenn die Fleckenkrämer ſie unterdrücken, ſo kann ich nicht helfen; aber ſelbſt dieſes kann ohne große Mühe nicht geſchehen. Sie müſſen noch mehr Acten haben und mehr Befehle; und doch werde ich ihren Griff umgehen; und ich erkläre ihnen jetzt ſo aufrichtig, als zuvor, daß ſie, ſo lange ich das Leben habe, die Schärfe meiner Feder fühlen ſollen, bis ſie ihre Gewalt aufgeben, über die Sitze im Parlament zu verfügen. Darauf können ſie ſich verlaſſen!

Entwurf eines Armen-Geſetzes von Hrn. Curwen. — Der Entwurf dieſes Herrn iſt in dem Zuſtande, wohin alle ſeine Entwürfe ſich zuletzt auflöſen werden, nämlich in Dunſt. Er und ſeine Committee mögen ſitzen bis zum jüngſten Tag: ſie werden nie etwas thun, welches darauf hinginge, die Laſt der Steuern zu vermindern, die man Armen-Steuer nennt, wenn ſie nicht die Fleckenkrämer vermögen, die anderen Steuern bis zu einem ungeheueren Betrage hinweg zu nehmen, und dieſes Letzte kann nicht geſchehen, ohne die Hauptſtütze ihrer Macht, das Fundirungs-Syſtem, umzuwerfen. Hr. Curwens Plan iſt eine Sicherungs-Bank, und nie hat es etwas Abgeſchmackteres gegeben, als dieſe. Das Ding trägt die Albernheit ſogar auf dem Geſichte, und in jedem Zuge

dieſes Geſichts. Den gegenwärtigen Ueberfluß für künftigen Mangel ſorgen zu laſſen, iſt verſtändig genug; und das thun die Leute auch von ſelbſt, wenn ſie vorſichtig ſind, wie der Plan vorausſetzt und vorausſetzen muß. Aber den gegenwärtigen Mangel für künftiges Elend ſorgen zu laſſen, iſt ein Gedanke, der nie zuvor in eines Menſchen Seele gekommen iſt. Entweder die Taglöhner und Handarbeiter haben jetzt vollkommen genug, um zu eſſen, zu trinken, ſich zu kleiden, oder ſie haben nicht genug. Haben ſie genug: warum will man vorausſetzen, daß ſie nicht immer genug werden haben? und warum quälen Sie ſich, Hr. Curwen, ſie dahin zu bringen, daß ſie Geld ſammeln ſollen? Haben ſie nicht genug —, hat die große Maſſe der Taglöhner und Handarbeiter jetzt nicht zur Hälfte genug, um zu eſſen, zu trinken, und ſich zu kleiden, wie ſie notoriſch nicht hat — welch' eine Abgeſchmacktheit, vorauszuſetzen, daß ſie von ihrem Hungerbrode die nöthigen Mittel ſichern werden, um ihre künftigen Anſprüche an das Kirchſpiel zu verhüten! — Ein Herr Owen, von Lenark, iſt, wie es ſcheint, vor der Committee geweſen mit ſeinen Planen, die auf nicht viel Geringeres gehen, als auf eine Art von Mönchsweſen. Dieſer Ehrenmann nämlich iſt für die Errichtung unzähliger „Gemeinden" von Armen! Jede derſelben ſoll in einer Einhägung wohnen, ſo ziemlich der Barracken-Einrichtung ähnlich, nur geräumiger. Ich verſtehe nicht klar, ob die Schweſterſchaften und Brüderſchaften verſchiedene Körperſchaften, wie die Nonnen und Mönche bilden, oder ob ſie unter einander gemiſcht werden, aber das ſehe ich, daß ſie Alle unter einer geordneten Zucht ſtehen ſollen, und daß ein wundervoller Friede, Glück und National-Wohlfahrt das Reſultat dieſer Einrichtung ſeyn ſoll! Wie die kleinen Vorfälle von blauen

Digitized by Google

Augen, rothen Naſen und Mützen-Wegnehmen beigelegt werden ſollen, ſehe ich nicht recht klar; auch iſt nicht ausdrücklich geſagt, ob die Novizen, wenn ſie einmal beſtätigt ſind, nun den Armuthscharakter als unauslöſchlich betrachten können, oder nicht, obgleich dieſes ein Punkt von großer Wichtigkeit iſt. In jedem Fall hat der Plan des Hrn. Owen die Empfehlung der Neuheit für ſich; denn von einem ſolchen Dinge, als eine Armen-Gemeinde, möchte noch wohl kein Menſch je gehört haben. Herr Owen hat für ein Hoſpital und eine Kapelle geſorgt; mich wundert, daß er das Tollhaus vergeſſen hat. — Die Einrichtung ſo vieler Klöſter für Arme, mit allen ihren Küchen und „Schlafſtellen," und andern unzähligen Gebäuden, und mit allen ihren Staaten, ihrem Vieh, Geſchirr und Hausgeräth u. ſ. w. würde eine ſo große Summe Geldes koſten, daß wohl jeder Menſch, deſſen Seele in gewöhnlicher Form gebildet iſt, davor ſtutzig geworden ſeyn würde. Bei Hrn. Owen iſt das nichts. Das Geld, ſagt er, kann von Privatperſonen erborgt, oder aus dem Sinking-Fund genommen werden! — Gott befohlen, Hr. Owen von Lenark! — Hrn. Curwens Ideen ſind von erhabenerer Art. Er hört das Volk nach Nahrung ſchreien, und indem er umherſchauet, um Mittel zur Stillung ihres Hungers zu finden, heftet er ſeinen Blick auf das Meer! „Alſo, ruft er in einem beredten Anfall aus, mögen achtzehn Millionen Acker Meer, ohne irgend einen Anbau, einen Ueberfluß der ſchönſten Fiſche in Europa gewähren, zu unſerm gemeinſchaftlichen Unterhalt, unſerer natürlichen Nahrung als Einländer!" — In dem Dankgebet, welches bei dem Entkommen (escape) des Prinz-Regenten angeordnet war, kam eine Bitte an Gott vor, zu ſtillen die Tollheit „Derer, die eine Parla-

mentsreform verlangen" — der Leſer meines Zwei=Pfennigs=Regiſters. Es würde größeren Glauben bewieſen haben, wenn man ſich auf dieſe Bitte verlaſſen, und nicht zu den Knebel=Bills gegriffen hätte. Aber iſt nicht eine ähnliche Bitte noch nothwendiger, um Stillſtand unter dieſen tollen Projectmachern zu Wege zu bringen? „Unſere natürliche Nahrung als Eiländer!" Alſo gehört „Roaſt=Beef von Alt=England" nicht mehr für uns; wir ſind verwandelt in Meer=Kälber! Fiſche ſind, am Ende, unſere natürliche Nahrung, und wir haben eine unermeßliche Herrſchaft, welche dieſelbe liefert ohne Anbau. Wäre es nicht eine Schande, die Zeit mit Erörterung von dergleichen Gedankenloſigkeiten und Kindereien zu verderben, ſo möchten wir Hrn. Curwen fragen: ob er etwa glaube, zuerſt entdeckt zu haben, daß das Meer groß ſey? ob er glaube, die Fiſche wären nicht längſt gefangen, wenn man ſie mit Vortheil als allgemeine Speiſe fangen könnte? ob er die denkwürdigen Plane, die Nation mit Schottiſchen Häringen und Sardellen zu nähren, vergeſſen, und ob der gegenwärtige Kanzler der Schatzkammer (der ſeine Laufbahn als Beamteter in der Eigenſchaft eines Commiſſärs der Schottiſchen Häringe angefangen hat,) ihm niemals erzählte, daß die Häringe nicht gegeſſen, und daß die Sardellen gebraucht wurden, das Land zu düngen, nachdem die Nation ſchwer beſteuert war, um eine Prämie für den Fang derſelben zu bezahlen? ob er nicht wiſſe, daß der Fiſchfang gegenwärtig ein ſo armes Ding ſey, daß er mit einer Prämie unterſtützt werden muß, von Steuern bezahlt, die ſich auf mehr denn 100.000 Pfund jährlich belaufen? Alle dieſe Dinge möchten wir ihn fragen, und überdieß möchten wir ihn fragen, wie es komme, daß die Urſache der Nationalnoth ſo gänzlich und ſo plötz-

Digitized by Google

lich verändert iſt? Im vorigen Jahre wurde das Elend dem „Uebermaaß der Production“ zugeſchrieben, in dieſem Jahr einem „Uebermaaß der Bevölkerung.“ Im vorigen Jahr war die Nahrung zu reichlich, in dieſem zu ſpärlich. Im vorigen Jahr wünſchte der eben ſo gründliche, als humane Caſtlereagh der Verſammlung, von welcher er ſelbſt ein höchſtwürdiges Mitglied iſt, Glück, weil der Waizen im Preiſe ſtieg, und fragte im triumphirenden Tone: wo würde die Noth ſeyn, wenn der Waizen bis auf 80 Schilling das Quarter ſtiege? In dieſem Jahre hilft der gründliche Staatsmann dem Prinzen den Ausdruck der Hoffnung in den Mund legen, daß der Preis der Nahrungsmittel bald fallen werde, und läßt den Prinzen die Urſache des Unglücks dem hohen Preiſe zuſchreiben. Im vorigen Jahre wurden die Noth und die Leiden der Armen, das Hinwegziehen der Pächter aus ihren Kirchſpielen, die Schaaren von Armen, welche im Lande umher ſtahlen, der Mangel an Beſchäftigung für ſie, und die ungeheuere Vermehrung der Armen-Taxen — von dem Hauſe der Gemeinen, ohne den Widerſpruch auch nur Einer Stimme, dem niedrigen Preiſe der Erzeugniſſe des Landbaues zugeſchrieben; und in dieſem Jahre, da alle dieſe Zeichen des Elends ſich dreifältig vermehrt haben, ſchreibt daſſelbe ehrenwerthe Haus, mit gleicher Einſtimmigkeit und mit gleicher Gründlichkeit, das Steigen dieſer Uebel dem hohen Preiſe der Erzeugniſſe des Landbaues zu. Im vorletzten Jahr ging, den Bitten des Volks gerade entgegen, und während Truppen um das Haus geſtellt waren, eine Bill durch, um den Preis des Korns hoch zu erhalten. Im vorigen Jahre wurde das Unglück dem Umſtande zugeſchrieben, daß die Bill nicht früher durchge-

Digitized by Google

gangen war. In dieſem Jahre werden dieſelben Uebel mitſammt ihrer Zunahme dem hohen Preiſe des Korns zugeſchrieben. — Würde es, nach ſolchen Vorgängen, ſelbſt für einen ungelehrten und geiſtesſchwachen Mann, Anmaaßung ſeyn, wenn er ſeine Abweichung von den Meinungen eines Jeden dieſer Menſchen an den Tag legte, oder ſelbſt von der gemeinſamen Meinung Aller? Die Wahrheit iſt, daß die ganze Nation nunmehr die wahre Urſache des Nothſtandes kennt. Die Maſſe des Volks kann nun nicht länger betrogen werden. Die Unwiſſendſten unter den Politikern ſind Diejenigen, welche abſichtlich und hartnäckig ihre Augen verſchloſſen haben. Es giebt viele Männer in beiden Häuſern des Parlaments, welche wiſſen, daß meine Lehre die wahre iſt, welche aber nicht den Muth haben, redlich zu ſeyn. Ich habe alle Punkte ſo oft behandelt; ich habe die Geſichtspunkte der verſchiedenen Fragen ſo häufig verändert, ich habe bei meinen Erörterungen ſo ſorgfältig alle Verzweigungen der verſchiedenen Gegenſtände beachtet; ich habe mit ſo mühſamer Beharrlichkeit alle Verwickelungen dieſer verwickelten Angelegenheiten unterſucht; ich habe die Sache zuletzt jedem unbefangenen Sinne ſo klar gemacht, daß die ganze Nation nicht bloß weiß, welches die Urſachen des Uebels, ſondern auch, welches die Mittel, und die einzig wirkſamen Mittel dagegen ſind. Dieſe Thatſache iſt den beiden Häuſern wohlbekannt; und nun, Mylords und meine Herren vom Unterhauſe, würde es demüthigender für Ihren Stolz geweſen ſeyn, wenn Sie (ſelbſt vor Jahren) meine Lehren angenommen, nnd die Urſachen jener Furcht entfernt hätten, die Sie endlich zu ſolchen Handlungen der Verzweifelung getrieben haben? Würden Sie mehr Grund, ſich zu ſchämen, gehabt haben, wenn Sie heilſame Maaßre-

geln genommen hätten, geſetzt auch, die ganze Welt hätte ſie die meinigen genannt, als Sie gegenwärtig wegen der Maaßregeln haben, durch welche ich aus meinem Vaterlande vertrieben worden bin? Wie auch Ihre Antwort ausfallen mag, — in dieſem Dilemma müſſen Sie bleiben: entweder Sie müſſen das Land in ſeinem gegenwärtigen Zuſtande erhalten, oder ich muß wieder in jene Lage geſtellt werden, aus welcher Ihr und euere feilen Schriftſteller mich hinaus zu werfen geſtrebt habt. — Um nun noch einen Augenblick auf Hrn. Curwens Plan zurück zu kommen: ſo ſieht er nichts, oder ſtellt ſich, als ſähe er nichts von der Urſache des Uebels, über welches er klagt, und welches zu entfernen er, ich kann wohl ſagen, ſehr ängſtlich iſt, da er an Armentaxen jährlich vielleicht 1000 Pfund zahlt. Die Armengeſetze haben 300 Jahre beſtanden. Sie wurden niemals als ein Uebel angeſehen, bis nach dem erſten Americaniſchen Kriege, durch welchen die Nation tief in Schulden und Steuern geſtürzt ward. Unter der Regierung Karls II. beliefen ſie ſich nur auf 250,000 Pfund jährlich. Vor dem letzten Kriege gegen Frankreich ſtiegen ſie auf 2,200,000 Pfund jährlich. Am Ende des erſten Kriegs gegen Frankreich beliefen ſie ſich auf 5,300,000 Pfund jährlich. Im letzten, oder vielmehr im vorletzten Jahr waren ſie auf 8,000,000 Pfund geſtiegen; und gegenwärtig müſſen ſie, aller Wahrſcheinlichkeit nach, 12,000,000 Pfund betragen. Aber jetzt giebt es in der That keine Richtſchnur mehr. Unterſchriften, Gaben, Geldbewilligungen, Verwendungen anderer Fonds: Alles dieſes hat Statt gefunden, und doch wüthet Hungersnoth durch das Land. Und wie könnte das anders ſeyn, da Diejenigen, welche niemals etwas Sicherndes, welches der Rede werth wäre, haben können, genöthigt ſind, mehr als die Hälfte

ihres Verdienſtes an Steuern abzugeben. Dieſe Thatſache habe ich oft bewieſen. In der That, wenn Ihr die Steuern auf Bier, Seife, Lichter, Tabak, Thee, Salz, Leder u. ſ. w. erwägt, wenn Ihr auf den Betrag dieſer Steuern blickt: ſo werdet Ihr ſehen, daß ein ſehr großer Theil des ganzen Ertrags von dem Erwerb des arbeitenden Volks einkommt. — Es giebt Menſchen, welche ſagen: „Ach, nein! das iſt ein Irrthum!“ — Ein Irrthum iſt es? Wie ſo! Wenn Johann vier Schilling für Gerſte zahlt, und vier Schilling an Steuern auf einen Buſhel Malz zahlt; und zwei Pence für Bier, und vier Pence für Malztaxe, Biertaxe, Licenttaxe — wenn er, ſage ich, für dieſe beiden Artikel 4 Schilling, 2 Pence und an Steuern 4 Schilling, 4 Pence zahlt: iſt er alsdann nicht wegen der Steuern um 4 Schilling, 4 Pence ärmer? — „Ach, nein! ſein Herr, der Pächter Belch, „zahlt Johann's Steuern, weil Johann ſein Geld vom Pächter Belch empfängt.“ — Wirklich? Nun, ſo bezahlt der Pächter Belch auch die Steuern des Herrn von Lickſpittle; denn Herr von Lickſpittle iſt Gutsherr des Pächters Belch, und empfängt ſein Geld von Belch ſo gut, als Johann. — „Freilich: aber Herr von Lickſpittle „giebt dem Belch etwas für ſein Geld; er giebt ihm den „Gebrauch ſeines Landes.“ — Aber giebt denn Johann nicht den Gebrauch ſeiner Glieder und ſeines Kopfs? Und ſind dieſe nicht auch etwas? und ſind ſie nicht Johann's Privat-Eigenthum in aller Beziehung und zu allen Zwecken eben ſo wohl, als Lickſpittle's Land deſſen Privat-Eigenthum iſt? Dieſes iſt genug, das Trügeriſche alles Räſonnirens zu zeigen, und ich fordere Hrn. Malthus mit allen ſeinen Schülern auf, die Ueberzeugung, welche aus dieſer kurzen Entwik-

kelung auf die Seele ſchlägt, zu entfernen. Laſſet uns alſo nicht länger von den übermüthigen Anſprüchen deſſen hören, was man Eigenthum nennt. Ein Mann hat ein Eigenthum in ſeinem Schreiben; ein Anderer in ſeinen Erfindungen; uud was ſind dieſe anders als ſeine Arbeit? Denn er hat nicht allein ein Eigenthum an dem, was er publicirt oder gemacht hat, ſondern auch an dem, was er publiciren oder machen will. Und wenn ein Mann nicht ein Eigenthum an ſeiner Arbeit hat, ſo muß er ein wirklicher Sclave ſeyn, und man kann nicht ſagen, daß ſein Leib ihm ſelbſt gehöre. Was alſo an Steuern auf den Dingen liegt, welche die arbeitenden Claſſen verbrauchen, das wird von ihrem Erwerb genommen und zum Nutzen Anderer hinweg getragen; und der Zuſtand der arbeitenden Volksclaſſen wird ſich richten nach dem größeren oder geringeren Betrag dieſer Steuern. Wenn die Regierung doch nur den Verſuch mit Ihren beiden Kirchſpielen machen, und Ihnen zehn oder fünfzehn Pfund für den Mann ſchicken wollte, damit ſie dieſelben am Ende des Jahrs an Ihre Arbeiter zurückgeben könnten: ſo würden Sie Hambledon und Titſchfield bald ohne Arme ſehen. Ein viel beſſerer Weg würde es ſeyn, die Steuern nicht in ſo hohem Betrage, zu ſieben Achtel, oder da herum, zu ſammeln; und alsdann würden Ihre Leute nicht nöthig haben, faſt vier Millionen Pfund Sterling jährlich den Steuerſammlern aufzuzählen, für ihre Mühe bei dem Sammeln der Steuern. Dieſes ſind die Urſachen von der Zunahme der Armen und der Armenſteuern; und mit dieſen Urſachen des Uebels vor Augen, hat Hr. Curwen den Plan gemacht, daß alle Arme, d. h. alles arbeitende Volk einen Theil von dem, was die Steuerſammler ihnen zum Leben laſſen, in einen

Sicherungsfond legen ſollen. Aber, — und hier kommen wir zu dem alten Punkt des Kreiſes — wenn er vorſchlägt, Steuern aufzuheben, ſo muß er zeigen, wie die Inhaber der Staatspapiere bezahlt und wie die Armee unterhalten werden ſoll. Und da er dieſer großen Frage nicht entgegen zu treten wagt, ſo nimmt er ſeine Zuflucht zu ſeinen Projecten und findet aus, daß wir ein „Uebermaaß der Bevölkerung" haben, zu einer Zeit, da das Parlament die Hageſtolzen beſteuert, weil ſie nicht verheirathet ſind, und während Hr. Malthus aus ſeinem Winkel heraus ſchreiet, daß man die Neigung zum frühen Heirathen zähmen müſſe!

„Wahrlich, ſagt Jonathan, es giebt ſeltſame Menſchen in den alten Ländern; was mögen die haben?" — Was ſie haben, Jonathan? das will ich Euch ſagen, Sie ſtecken feſt in einem Sumpfe. Es giebt nur Einen Weg herauszukommen, und dieſen Weg einzuſchlagen, fürchten ſie ſich. Das haben ſie; und alſo laß ſie ſtecken!

140 — 160

VI.

Digitized by Google

VII.

Alſo das iſt Alt=Adelich!

So eben, beim Schluſſe dieſes Stücks der Nemeſis, (den 10. Jan. 1818) iſt ein unfrankirter Brief an den Herausgeber gekommen mit der Addreſſe: „An den Herrn Hofrath Luden Wohlgeboren in Jena,“ und mit der gedruckten Poſt-Signatur Artern. In dem Umſchlage lag ein verſiegeltes Papier, von ſchlechter Qualität und unbeſchnitten, das von einer andern Hand die Aufſchrift hatte: „An den Herrn Hofrath Luden oder Luder zu Jena.“ Auf dieſem Papier ſtand buchſtäblich Folgendes:

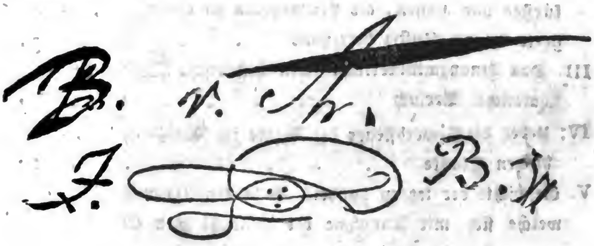
Digitized by Google

„Preßfreiheit — Prügel=Freiheit.

„Was man nie erlangen kann, haßt man! Durch „keinen Monarchen, durch kein Geld, kann man ſich al= „ten Adel verſchaffen. Sind aber alter Adel, Ordens= „bänder u. ſ. w. eitler Tand, O! Luden warum biſt „Du der Thor geweſen, Dir den Hofraths=Titel geben „zu laſſen? Das könnte Bauerſtolz genannt werden. — — —

„Ob nun gleich Edelleute ſeyn werden, ſo lange die „Welt ſteht, daher von den Ausfällen gegen den Adel in „der Nemeſis keine Notiz zu nehmen wäre, ſo gehören „dennoch dem Redacteur dieſer Schrift mit Recht Prügel, „und ſoll ſolche nächſtens in natura erhalten. —

„Dieſes zur Nachricht, damit das Männchen, der „zugleich als Vertheidiger des vormaligen Schatten Kö= „nigs *Hironimus* (Sic!) Bonaparte auftritt, doch wiſſe „wofür er die Prügel erhalte, wenn vielleicht keine Zeit „dazu iſt, ihm es dann zu demonſtriren. Nichts wird „ihm (Sic) aber vor dieſen Prügeln ſchützen, er wird „ſie bekommen, wenn und wo er ſich es gar nicht ver= „muthet. — —



* * *

Und „der Vorzug der Bildung?" — Und „eine gewiſſe Anmuth der Sitten?" —

Inhalt.

Seite

I. Frankreich's Argliſt und Preußens Feſtigkeit in der Liquidations-Angelegenheit 3

II. Allerunterthänige Remonſtration mit angehängter ehrerbietigſter Bitte rückſichtlich einer zu ertheilenden gnädigen Erläuterung und Verſtändigung des Beſchluſſes der hohen Teutſchen Bundes-Verſammlung vom 28. Julius 1817, in Sachen Friedrichs Ludwigs, Freiherrn von Berlepſch, als älteſten ſeines Geſchlechts und daher Provaſallus der Familie von Berlepſch zu Erfurt, wider Se. Königliche Hoheit, den Herrn Kurfürſten von Heſſen, als Lehensherrn zu Caſſel, verweigerte Lehens-Juſtiz betreffend 36

III. Das Finanzminiſterium. Ein hiſtoriſch-ſtaatswiſſenſchaftlicher Verſuch 47

IV. Ueber die Gewerbſteuer der Aerzte im Königlich-Preußiſchen Staate 70

V. Geſchichte der letzten hundert Tage Engliſcher Freiheit, welche ſich mit Annahme der willkührlichen Einkerkerungs-Acte im März 1817 geendigt hat . . . 102

VI. . . . . 140—166

VII. Alſo das iſt Alt-Adelich! 166

No. XII.

Allgemeiner typographiſcher Monats-Bericht für Teutſchland.

December 1817.

NB. Dieser *Allg. typ. Monats-Bericht* wird *monatlich* von dem *G. H. S. priv. Landes-Industrie-Comptoir* an alle Buch- und Kunsthandlungen, auf Verlangen, *gratis* geliefert, und ist ebenfalls *gratis* bei denselben zu haben.

Ankündigungen.

I.

Die Dreihundertjährige Luthers-Linde auf dem Kirchhofe zu Ringethal.

Alles, auch das geringſte Denkmal, das unſers großen Luthers Namen trägt, und an ſein Andenken erinnert, iſt uns Teutſchen theuer und heilig.

Eins von dieſen iſt die ſchöne dreihundertjährige Luthers-Linde auf dem Kirchhofe zu Ringethal, im Zſchopa-Thale, unweit Mitweide in Sachſen. Sie ſtehet da in ihrer uralten

Digitized by Google

Pracht und reicher Fülle, und die Natur ſcheint ſelbſt unſerm heldenmüthigen Befreier des Glaubens dieß Denkmahl geſtiftet zu haben, um das Andenken einer entſchloſſenen edlen That zu erhalten, die er hier verrichtete.

Sowohl die allgemeine Volksſage der Gegend, als auch die alte Chronik der benachbarten Stadt Mitweide erzählt: „Doctor Martin Luther habe bei einem Beſuche in dieſer Gegend, da ihm der grämliche Pleban von Ringethal den Eintritt in die Dorfkirche verwehrte, vor dem zahlreich verſammelten Landvolke hier unter dem Obdach einer jungen Linde, die ſeitdem ſtets grün und kräftig geblieben, gepredigt und das Wort Gottes rein und lauter verkündigt." Und ſo ward dieſer geſegnete Baum Luthers früheſte Kanzel, und nachher ein Heros unter den Bäumen.

Der um die vaterländiſche Kunſt ſo hoch verdiente Freiherr von Racknitz zu Dresden ließ dieſe prächtige Luthers-Linde, zu Ringethal, ſeinem Erbgute im lieblichen Zſchopatthale, die ſich durch ihren ſeltenen Umfang und die maleriſche Gruppirung ihrer Verzweigungen ſo auszeichnet, daß ſie ſelbſt für den Landſchaftsmaler ein Studium iſt, durch einen geſchickten Dresdner Künſtler zeichnen und in Aqua-Tinta ſtechen, und machte mir ein koſtbares Geſchenk ſeiner mir ſo theuren Freundſchaft mit dieſem Blatte. — Mehrere Verehrer von Luthers Andenken äußerten mir, bei Gelegenheit der 3ten Secular-Feier unſrer Reformation, den Wunſch, Copien davon für ihre Sammlungen zu haben, und ich machte mir es daher zur angenehmen Pflicht ihren Wunſch zu erfüllen.

Weimar, den 31. Oct. 1817. F. J. Bertuch.

* * *

Durch einen Zufall wurde die Herausgabe dieſes ſchönen Kunſtblatts etwas verſpätet, ſo daß es nicht zum Tage der Reformations-Jubel-Feier erſcheinen konnte; indeſſen wird es den Verehrern Luthers und den Liebhabern der Kunſt gewiß auch jetzt noch willkommen ſeyn. — Es koſtet, mit einem gedruckten Bogen Text, in unſerm Verlage, 2 Thlr. Sächſ. Curr.

Weimar, den 10. Dec. 1817.

G. H. S. pr. Landes-Induſtrie-Comptoir.

II.

Ankündigung von Parke's Chemie.

In Zeit von 4 Wochen wird die Ueberſetzung mit Anmerkungen und Verbeſſerungen eines berühmten Chemikers von

Parke's the Rudiments of Chemistrey illustrated by Experiments and eight copperplates engra-

vings of chemical apparatus. Ausgabe 1816. Mit Kupfern.

fertig und iſt in der Henningsſchen Buchhandlung zu Gotha und Erfurt zu haben.

Gotha, den 31. Dec. 1817.

III.

Ankündigung.

In unſerm Verlage und Bertuch's Neuer Bibliothek der neueſten Reiſen erſcheint nächſtens die Ueberſetzung von folgenden zwei neuen intereſſanten Reiſen:

1) Narrative of a Voyage to *New-Zeeland*, performed in the Years 1814 et 1815 with the rev. Sam. *Marsden*, by *John Liddiard Nicholas* Esq. etc. Lond. 1817.

2) Travels in the Interior of America etc. by *John Bradbury*. Lond. 1817.

welches wir zur Vermeidung aller unangenehmen Colliſionen hierdurch anzeigen wollen.

Weimar, den 20. Novbr. 1817.

Gr. H. S. pr. Landes-Induſtrie-Comptoir.

IV.

Geographiſche Anzeige.

Das Geographiſche Inſtitut zu Weimar ſucht einen guten und geſchickten Chartenſtecher, der ſowohl in Schrift als Situations-Stich gleich geübt ſeyn müßte, und außer ſeiner eigenen Arbeit zugleich den Unterricht und die Leitung der Lehrlinge des Inſtituts mit übernehmen könnte. Man kann ſich wegen der Bedingungen dieſer Stelle direct an das Geographiſche Inſtitut oder an uns wenden.

Weimar, den 1. Dec. 1817.

G. H. S. priv. Landes-Induſtrie-Comptoir.

Digitized by Google

Erschienene Neuigkeiten.

I.

Neue Journal-Hefte,

welche bei uns fertig geworden und erſchienen ſind:

1.

Journal für Literatur, Kunſt, Luxus und Mode. 1817. November u. December. XI. u. XII. Stück.

Inhalt des Novembers.

I. Ueber den Charakter der Hindus. II. Biographiſche Notizen von der Künſtler-Familie Dorn. III. Kunſtnachrichten. 1. Ausſtellung der Königl. Akademie in London. 2. Kabinet des Herrn Bullock. 3. Elginſche Kunſtwerke. IV. Das Seebad zu Putbus. V. Luxus. Ein Tag in London. VI. Däniſche Literatur. VII. Theater. 1. Eröffnung des neuen Theaters in Leipzig. (Fortſ.) 2. Kurze Ueberſicht der Pariſer Theater während des Monats Julius. (Fortſ.) VIII. Muſik. Ueberſicht neuer Muſikalien. IX. Moden. 1. Engliſche Moden. 2. Modenbericht aus Berlin. 3. Modenbericht von der Frankfurter Herbſtmeſſe. X. Equipagen und Fuhrwerk. Project einer Engliſchen bequemen Paſſagier-Poſt für Sachſen. XI. Erklärung der Kupfertafeln. XII. Nachſchrift der Redaction.

Inhalt des Decembers.

I. Hund und Katze als Charakteriſtiker der Menſchen. II. Die wiedergefundene Unſchuldswelt, oder die Bewohner der Inſel Liu-tſchiu in der gelben See. III. Kunſt. 1. Gyps-Abgüſſe der Elginſchen Marmor-Antiken in London. 2. Dermaliger Zuſtand und Producte der Kunſt zu

Augsburg. IV. Muſik. Ueberſicht neuer Muſikalien. V. Die neuen Eiſenſtraßen für Teutſchland. VI. Moden. 1. Engliſcher Reithabit von neueſter Mode. 2. Wiener Moden. 3. Pariſer Modenbericht. VII. Erklärung der Kupfertafeln.

* * *

2.

Nemeſis. Zeitſchrift für Politik und Geſchichte, von Luden. X. Bds. IVs Stück.

Inhalt.

I. Betrachtungen über die Verfaſſung des vormaligen Königreichs Weſtphalen. II. Preußen, Frankfurt und Maſſenbach. III. Berichtigung einiger, in den hiſtoriſchen Unterſuchungen über die Teutſchen, im Journal für Teutſchland von F. Buchholz. (2. Jahrgang, 3. Heft) die Polniſchen Legionen in Italien und die Polen überhaupt betreffenden Aeußerungen. IV. Ein Brief an den König von Würtemberg. V. Blüten aus einem alten Stamme. VI. Urſprung und Fortgang des Mißvergnügens im Engliſchen Volke. VII. Ueber den Charakter der Bauern, welche bürgerliche Achtung, Freiheit und Eigenthum genießen; und über die Dringlichkeit, daß ihnen künftig eigene Vertretung in den Verfaſſungen gegönnt werde. VIII. Geſchichte der letzten hundert Tage Engliſcher Freiheit, welche ſich mit Annahme der willkührlichen Einkerkerungsgewalt-Acte, im März 1817 geendigt hat.

* * *

3.

Bertuch's Neue Allgem. Geogr. Ephemeriden. 1817. II. Bds. 3s Stück.

Inhalt.

Abhandlungen.

1. Vorläufige Notiz von der letzten Engliſchen Unterſuchungs-Reiſe nach dem Congo-Fluſſe in Süd-Afrika. 2. *Sidi Hamet's* Reiſen nach *Tombuctu* und der neuen Stadt *Waſſanah* im Innern von Afrika.

Bücher-Recenſionen.

1. Conſidérations on the preſent political ſtate of India etc. By *Alexander Fraſer Tytler*. 2. Entwurf zu einer Schwediſchen Statiſtik. Erſte Abtheilung. 3. *N. Nyerup* Reiſen nach Stockholm in den Jahren 1810 und 1812 oder ſeine, auf dieſen Reiſen gehaltenen, Tagebücher mit dazu gehöriger Beilage. 4. Beiträge zur Kenntniſs

Rufslands und seiner Geschichte. Herausgegeben von *Gustav Evers* und *Moritz von Engelhardt*. Ersten Bandes erste Hälfte 5. *Dr. G. Hassel's* geographisch-statistisches Handwörterbuch, nach den neuesten Quellen und Hülfsmitteln in 2 Bänden bearbeitet. 6. Dessen *Antikritik*; über die Recension seines geographisch-statistischen Handwörterbuchs in der Hallischen A. L. Z.

Charten - Recensionen.

Hand-Atlas über alle Theile der Erde, nach dem neuesten Zustande, und über das Weltgebäude, nebst einem geographischen Texte. Herausgegeben, und gemeinschaftlich mit *C. G. Reichard* bearbeitet von *Adolf Stieler*. I. Lieferung.

Vermischte Nachrichten.

1. Nachrichten der Engländer *Smee* und *Hardy* über die Afrikanischen Flüsse, die ihren Ausfluſs auf der Ostküste haben. 2. Der Staat Hayti. 3. Civilisation der wilden Indianer in Nord-America. Ein Brief von J. *Meigs*, Esq., (der sich lange im Cherokee-Lande aufgehalten hat.)

II.

In unſerem Verlage iſt ſo eben erſchienen:

Theoretiſch-praktiſches Handbuch der Geburtshülfe, zum Gebrauch für akademiſche Vorleſungen und für angehende Geburtshelfer, von Dr. Ludw. Friedr. v. Froriep, des Königl. Württemberg. Civil-Verdienſt-Ordens Ritter und Großherzogl. S. Weimar-Eiſenachiſchen Ober-Medicinalrathe. Sechſte vermehrte und verbeſſerte Auflage. gr. 8. 2 Rthlr. Sächſ. oder 3 Fl. 36 kr. Rhein.

Obgleich dieß Buch vorzüglich für angehende Geburtshelfer beſtimmt iſt, ſo glauben wir doch auf dieſe ſechſte Auflage auch ältere und erfahrene Geburtshelfer aufmerkſam machen zu dürfen, indem der Hr. Verfaſſer ein ganz neues Capitel **über die künſtlich zu veranlaſſende Frühgeburt** hinzugefügt hat, welches derſelbe bei ſeinem Aufenthalte in England ausarbeitete, und durch deſſen etwas verſpäteten

Eingang die Beendigung der neuen Auflage bis jetzt verzögert wurde.

Weimar, den 15. December 1817.

Gr. H. S. priv. Landes-Induſtrie-Comptoir.

III.

E. D. Clarke's Reiſe durch Rußland und die Tartarei in den J. 1800—1801. Aus dem Engliſchen überſetzt von Ph. Ch. Weyland. Mit einer Charte. gr. 8. 2 Rthlr. 18 gr. Sächſ. oder 4 Fl. 57 kr. Rhein.

Dieſe Reiſebeſchreibung, welche der Verfaſſer in Geſellſchaft zweier anderer gelehrten Engländer machte und deren Bemerkungen benutzte, iſt beſonders durch die Schilderung von Moskau, wie es vor 1812 war, ſo wie durch die höchſt intereſſanten Nachrichten über den ſüdlichen Theil von Rußland, und die Krim, äuſſerſt wichtig. Sie zeichnet ſich durch eine einfache klare Darſtellung beſonders aus und für die Güte der Teutſchen Bearbeitung bürgt der Name ihres Verfaſſers. Auch unter dem Titel:

Neue Bibliothek der wichtigſten Reiſebeſchreibungen, zur Erweiterung der Erd- und Völkerkunde, in Verbindung mit einigen andern Gelehrten geſammelt und herausgegeben von Dr. F. J. Bertuch. Zweite Hälfte der erſten Centurie. XIII. Band,

iſt ſie in allen Buchhandlungen zu haben.

Weimar, den 1. December 1817.

Gr. H. S. priv. Landes-Induſtrie-Comptoir.

IV.

In unſerem Verlage iſt ſo eben folgende gemeinnützige und für Teutſchlands Bedürfniß ſehr intereſſante Flugſchrift erſchienen, welche in allen Buchhandlungen zu haben iſt:

Geſchichtliche Darſtellung des alten nud neuen Teutſchen Münzweſens, und Vorſchläge zu der Grün-

dung einer dauerhaften Münzverfaſſung in den Teutſchen Bundesſtaaten. (Aus der Nemeſis IX. Bds. 3s Stück beſonders abgedruckt.) 8. 15. Gr. Sächſ. oder 1 fl. 8 kr. Rhein.

Der Verfaſſer — der Großherz. Badiſche Münzrath und Münzwaradein Herr Dieze, vormaliger Generalmünzwaradein der beiden Rheiniſchen Kreiſe, als gründlich praktiſcher Kenner des Teutſchen Münzweſens bekannt — hat die Schrift in drei Abſchnitte getheilt, nämlich in die:

1) Allgemeine Geſchichte des Teutſchen Münzweſens.
2) Beſondere Geſchichte des gegenwärtigen Verfalls des Münzweſens und Erörterung der Folgen deſſelben.
3) Mittel gegen den vorliegenden Verfall und Vorſchläge für die nöthig gewordene neue Gründung eines gemeinſamen Münzweſens in den Teutſchen Bundesſtaaten,

und wir glauben und hoffen, daß dieſe kleine praktiſche Schrift das Dunkel, welches bisher dieſen, für Teutſchland ſo wichtigen Gegenſtand deckte, aufklären, und ein Wort zu ſeiner Zeit geſagt ſeyn werde.

Weimar, im November 1817.

Gr. H. S. pr. Landes-Induſtrie-Comptoir.

V.

Die ſeither ſo oft begehrte 9te Originalausgabe von meiner

Grammaire allemande pratique,

iſt nunmehr erſchienen, und bei mir und in vielen ſoliden Buchhandlungen für 18 gr. zu haben. — Dieſe Edition iſt unter andern mit einer deutlichen Erklärung vieler Synonymen und Wörter von verſchiedener Bedeutung vermehret worden, wodurch ſie ſich von den vorgehenden Auflagen und den Nachdrücken ſehr auszeichnet. Für den Ueberſetzer und bei dem Unterrichte des Ausländers in der Teutſchen Sprache iſt die Synonymik unentbehrlich. Sie macht ihn mit der beſtimmten Bedeutung und dem äſthetiſchen Werthe der Wörter bekannt, und ſetzt ihn in den Stand, ſich über den Unterſchied ſolcher Ausdrücke zu verſtändigen.

Die Franzöſiſche Sprachlehre, welche Hr. J. J. Deuter unter meinem Namen herausgegeben hat, iſt nicht meine Gram-

matik, ſondern ein zuſammengeſtoppeltes Machwerk von Herrn Deuter, der unter meinem Namen das Publicum täuſchen will.

Herr Carl Schünemann in Bremen hat ſich erdreiſtet, meinen

Erſten Unterricht in der Franzöſiſchen Sprache ꝛc.

nachzudrucken; und dadurch ſeine Ehre Preis gegeben. Meine 14te Originalausgabe iſt 18 Bogen ſtark, und benannter Nachdruck hat deren nur 16.

Frankfurt am Main, im November 1817.

J. V. Meidinger.

VI.

Taktik oder Theorie des Geſchäftsganges in deliberirenden Volksſtändeverſammlungen von Jeremias Bentham. Nach deſſen hinterlaſſenen Papieren bearbeitet von St. Dümont. Erlangen 1817, bei J. J. Palm und Ernſt Enke. (Preis 1 Rthlr. oder 1 fl. 30 kr. Rhein).

In dem uns eben zur Hand gekommenen 2. Heft des 4. Bandes der Kieler Blätter geſchieht dieſes Werkes, wo es Seite 161 bis 181 näher gewürdiget wird, der ehrenvollſten Erwähnung. Es wird darauf als auf ein vortrefliches Werk aufmerkſam gemacht und unter andern geſagt: „Dieſe Tactik iſt in dem gegenwärtigen Augenblicke, wo in den verſchiedenen Teutſchen Staaten repräſentative Verfaſſungen theils neu eingeführt, theils veraltete wieder belebt werden ſollen, ein unſchätzbares Geſchenk, eine reiche Quelle von Belehrung, aus der jene nicht genug ſchöpfen können, denen das wichtige Geſchäft, Verfaſſungsentwürfe auszuarbeiten, anvertraut iſt. Der neue Würtembergiſche Conſtitutionsentwurf hat uns dieſe Betrachtung noch näher gelegt, da wir bei ſo vielem Trefflichen, was dieſer Entwurf gewährt, doch in einigen weſentlichen Beſtimmungen deſſelben, die weiſe Benutzung ſo mancher Vorſchriften dieſer Taktik nicht erkennen konnten und daher vorausſetzen möchten, daß die Verfaſſer bei Ausarbeitung dieſes Entwurfs, Benthams Werk noch nicht gekannt haben. Jetzt, da es noch Zeit iſt, das Verſäumte nachzuhohlen, und

ſpeculative Ideen, die in jenem Entwurfe hie und da zu ſehr durchblicken, durch ächte Erfahrung zu berichtigen, möge es erlaubt ſeyn, auf die gediegenen Anſprüche derſelben, wie ſie in dem Werke des Engländers niedergelegt ſind, aufmerkſam zu machen" ꝛc.

Wir haben dafür Sorge getragen, daß dieſes Buch in jeder ſoliden Buchhandlung vorräthig gefunden wird.

Erlangen, den 14. Nov. 1817.

Palm und Enke.

VII.

Acten des Wiener Congreſſes in den Jahren 1814 und 1815. Herausgegeben von Dr. Joh. Ludw. Klüber. Erlangen bei J. J. Palm und Enke.

Von dieſem Werke ſind bis jetzt 6 Bände oder 24 Hefte und vom 7. Band das 25. und 26. Heft erſchienen. Das 27. und 28. Heft, welche wahrſcheinlich das Werk beſchließen werden und mit welchen ein vollſtändiges Regiſter über alle Bände ausgegeben werden wird, erſcheinen demnächſt. Mehrere Hefte, die ſich vergriffen hatten, ſind nun wieder neu gedruckt und wir dadurch in den Stand geſetzt, wieder vollſtändige Exemplare liefern zu können. Vier Hefte bilden immer einen Band mit beſonderem Haupttitel, und jeder Band koſtet 2 Rthlr. 12 gr. oder 4 fl. Rhein. Wegen dieſer Einrichtung können wir nur Bände, nicht Hefte, einzeln abgeben, doch ſind wir bereit, zur Ergänzung unvollſtändig gewordener Exemplare, Hefte, die wir noch in hinreichender Anzahl beſitzen, zu 16 gr. oder 1 fl. 12 kr. Rhn. abzulaſſen.

Erlangen den 15. Novbr. 1817.

Palm und Enke.

VIII.

In allen Buchhandlungen iſt zu haben:

Weltgeſchichte für gebildete Frauenzimmer, mit vorzüglicher Rückſicht auf Völkerſitten und auf berühmte

Digitized by Google

Frauen aller Zeiten, von Johann Generſich Prof. 1r bis 5r und letzter Thl. Leipzig, bei Gerhard Fleiſcher d. Jüng. 1817. Preis 6 Thlr.

Die Kunde der Weltgeſchichte iſt ja ſchon ſeit längerer Zeit, eine eben ſo angenehme als nützliche Beſchäftigung unſrer verſtändigen, ernſten Frauen und Töchter geworden, die auf Bildung Anſpruch machen. In dieſem unſrer Werke zieht die alte Welt in allen ihren anziehenden Bildern und Geſtalten, und die neuere in allen ihren geſchichtlichen Begebenheiten, bis auf die neueſten Zeiten vorüber. Es iſt Alles ſo leicht und fließend vorgetragen, und das Nützliche mit dem Schönen ſo gut zuſammengeſtellt, daß ſich hoffen läßt, die Leſerinnen werden darüber manchen Roman vergeſſen. Auch wißbegierigen Jünglingen, die es verſtehen, daß die Welt, das iſt die Menſchengeſchichte, Bildung und Menſchenkenntniß gewährt, iſt dieſes Buch höchlich zu empfehlen.

IX.

Kurzes und leichtes Rechenbuch für Anfänger, wie auch für Bürger- und Landſchulen, von Johann Philipp Schellenberg. In drei Theilen. Fünfte, von Druckfehlern gereinigte und mit 150 Exempeltafeln vermehrte Auflage. Leipzig, bei Gerhard Fleiſcher d. Jüng.

Dieſe neue Auflage eines mit ſo allgemeinem Beifalle aufgenommenen Rechenbuchs, das die unterzeichnete Verlagshandlung mit einer neuen Auflage der, von demſelben Verfaſſer ſehr zweckmäßig bearbeiteten 150 Exempeltafeln vermehrt hat, wird Allen, die ſich oder Andere in einer gegenwärtig ſo unentbehrlichen Wiſſenſchaft gründlich unterrichten wollen, eine angenehme Nachricht ſeyn. Durch Hülfe der Exempeltafeln ſind Schullehrer im Stande, eine Claſſe von mehr als 70 Schülern gehörig zu beſchäftigen, mit mehrerem Nutzen zu arbeiten, und ſich ſelbſt viele Erleichterung zu verſchaffen, da in dem Rechenbuch überall die nöthigen Exempeltafeln angezogen ſind. Das Rechenbuch enthält 41 und die Exempeltafeln 23 Bogen, und beide zuſammen koſten im Ladenpreiſe 1 Rthlr. 20 Gr. Sächſ. oder 3 Fl. 18 Kr. Rheinl. Auch werden beide Werke getrennt verkauft, das Rechenbuch zu 1 Rthlr. 8 Gr. und die Exempeltafeln zu 12 Gr. Sächſ. Wer ſich aber, beſonders zum Bedarf für Schulen, direct an die Verlagshandlung wendet, erhält bei mehrern Exemplaren 20 Procent Rabat.

Digitized by Google

X.

Landcharten-Verkauf.

Verzeichniß einer ſehr großen Sammlung von mehr als 3000 neuen und ältern, zum Theil ſeltenen und koſtbaren chorographiſchen, topographiſchen hydrographiſchen und militäriſchen Charten, ſo wie auch an 1000 Grundriſſen und Proſpecten von Städten, Feſtungen und Schlöſſern und gegen 900 Schlacht- und Belagerungsplanen, welche um beigeſetzte billige Preiſe verkauft werden ſollen, bei Gerhard Fleiſcher dem Jüngern in Leipzig.

Obiges Verzeichniß iſt für 8 Gr. zu erhalten in allen Buchhandlungen.

XI.

So eben iſt erſchienen und bei A. G. Liebeskind in Leipzig zu haben:

Jüngken, Dr. Ch., das Cereoncion, ein Beitrag zur künſtlichen Pupillenbildung. Mit 1 Kupfertafel 8. Preis 1 Thlr. 4 Gr.

Die Bildung künſtlicher Pupillen war bisher ſo vielen Schwierigkeiten unterworfen, da die Hülfsmittel dazu unvollkommen waren. Der Herr Geheime Rath Dr. Gräfe hat durch Erfindung ſeines Cereoncii dieſe Schwierigkeiten beſeitigt, und dadurch das Gebiet dieſer Wiſſenſchaft ſo erweitert, daß ſelbſt der ungeübtere praktiſche Arzt die ſchwierigeren Operationen in der Tiefe des Bulbus ohne Gefahr und leicht verrichten kann. Der Verfaſſer theilt hier in dieſer Schrift nicht bloß die Beſchreibung und den Gebrauch des Cereoncii mit, ſondern liefert auch eine Darſtellung des operativen Verfahrens bei künſtlichen Pupillenbildungen, ſo daß alſo dieſe Schrift als ein bedeutender Beitrag zur Augenheilkunde zu betrachten iſt.

XII.

So eben iſt erſchienen:

Der Teutſche Rathgeber oder Noth und Hülfs-Wörterbuch der Teutſchen Sprache, zum Nachſchlagen in zweifelhaften grammatiſchen Fällen von Theodor Heinſius,

in einer dritten, durchaus verbeſſerten und vermehrten Ausgabe. Leipzig 1818 bei Liebeskind. gr. 8. Preis 20 Gr.

Digitized by Google

Da dieſes Buch ſchon eine Reihe von Jahren ſeine vorzügliche Brauchbarkeit bewährt hat, beſonders für diejenigen, welche dem Schulunterricht zu früh entzogen, und als Staatsbeamte im Geſchäftsleben angeſtellt wurden, ſo darf bei Erſcheinung der dritten Ausgabe nur angedeutet werden, daß ſie durchweg eine verbeſſerte Geſtalt gewonnen hat, indem alle unregelmäßige Zeitwörter vollſtändig abgehandelt, frühere Auslaſſungen ergänzt, und die Beiſpiele bei den meiſten Wörtern mit neuen vermehrt worden ſind; daß endlich die ſchriftlichen Aufſätze des gemeinen Lebens noch eine Zugabe erhalten, und die Titulaturen eine völlige Veränderung erfahren haben. Wer im gemeinen Leben oder am Schreibetiſch einen Zweifel über das Geſchlecht oder die Abwandelung eines Wortes hat, oder ungewiß iſt über den Fall, den es überhaupt oder in einer beſtimmten Verbindung regiert: der wird hier befriedigende Auskunft finden, und ſo Fehler vermeiden, die einmal begangen, dem unangehenden Geſchäftsmann oft unangenehme Folgen bereiten.

XIII.

Stuttgart und Tübingen in der J. G. Cotta'ſchen Buchhandlung iſt erſchienen:

Morgenblatt für gebildete Stände. Eilfter Jahrg. 1817. Nov.

Europ. Annalen. 1817. 11s Stück.

Allgemeine Teutſche Juſtiz-, Cameral- und Polizeifama, 1817. October.

Lindenau u. Bohnenberger. Zeitſchrift für Aſtronomie. Sept. u. Oct. 1817.

XIV.

Oppoſitions-Blatt.

Von dem Oppoſitions-Blatte oder der Weimariſchen Zeitung iſt der Monat Decbr. No. 282 bis 302, Beilage 71 bis 78 erſchienen, und durch die Poſten regelmäßig verſendet worden. Auch ſind gegenwärtig die monatlichen Verſendungen an die Buchhandlungen, welche darauf Beſtellung gemacht haben, expedirt.

Zugleich ſehen wir uns genöthigt, Folgendes wiederhohlt zu erklären.

Beſtellungen auf das Oppoſitions-Blatt können bei allen löblichen Poſtämtern und Zeitungs-Expeditionen in und außer Teutſchland gemacht werden, welche daſſelbe durch die Haupt-Commiſſionsbehörden, nämlich 1) die hieſige Großherzogl. Sächſ. und Fürſtlich Turn- und Taxiſche Poſtamts-Zeitungs-Expedition, 2) das Königl. Preuß. Gränz-Poſtamt in Erfurt und 3) die Kö-

nigl. Sächſ. priv. Zeitungs-Expedition in Leipzig, beziehen. Da die Verſendung von uns regelmäßig jeden Poſttag an die Haupt-Commiſſionsbehörden beſorgt wird, ſo können auch die Herren Intereſſenten das Opp. Bl. poſttäglich, da wo ſie ihre Beſtellungen gemacht haben, empfangen.

Der Preis iſt vierteljährlich 2 Rthlr. 12 Gr. Sächſ. oder 4 Fl. 30 Kr. Rheinl. Vorauszahlung, und da den löbl. Poſtämtern und Zeitungs-Expeditionen von uns billige Bedingungen gemacht ſind, ſo werden ſie dieſen Preis gewiß nicht willkührlich erhöhen.

Monatlich geheftet kann man auch das Oppoſitions-Blatt durch alle gute Buchhandlungen erhalten. Doch findet auf dieſem Wege keine wöchentliche Verſendung Statt, mit welcher wir uns im Einzelnen auch nicht befaſſen können, und dieſe deßhalb immer an obenbenannte Haupt-Commiſſionsbehörden verweiſen müſſen.

Weimar, den 1. Januar 1818.

Gr. H. S. priv. Landes-Induſtrie-Comptoir.

Vermiſchte Nachrichten.

Offene Nachdrucker-Fehde.

I.

Oeffentliche Erklärung.

Ich bin nicht allein beauftragt, ſondern mache mir es auch ſelbſt freiwillig zu einer heiligen Freundſchafts-Pflicht, Folgendes über einen elenden Beſchönigungs-Kniff der Carlsruher — leider noch privilegiirten! — Nachdrucker-Bande, welcher aber den Stämpel der Schuld an der Stirn trägt, öffentlich zu erklären.

Das famöſe ſogenannte Büreau der Teutſchen Claſſiker kündigte vor Kurzem die dritte Auflage ſeines räuberiſchen Nachdrucks von Fr. v. Schiller's ſämmtl. Werken in 18 Bänden an, und fügt am Schluſſe noch folgendes ſchaamloſe Anerbieten hinzu.

„Bei dieſer Anzeige machen wir zugleich das öffentliche Er„bieten, der Frau Hofräthin von Schiller aus hoher Verehrung „wegen der großen Verdienſte des ſeeligen Gemahls um die Teut-

„ſche Literatur und Nationalbildung, im Namen der künfti„gen Abnehmer dieſer Werke, ein freiwilliges Ho„norar von Ein Tauſend Rheiniſchen Gulden auf den 1. Januar „1818 auszubezahlen, welcher Betrag ohne Weiteres in einer von „der Frau Hofräthin v. Schiller eigenhändig ausgeſtellten Anwei„ſung auf uns gezogen werden wolle.“

„Wir bemerken bei dieſem Erbieten, daß deßhalb weder eine „directe noch indirecte Verhandlung oder Correſpondenz zwiſchen „der Frau Hofräthin von Schiller und unſerm Büreau Statt ge„habt hat.“

Daß dieſe Frechheit noch dazu eine grobe Lüge enthält, beweiſ't folgender eigenhändige Brief, den das Büreau (oder ſein Geſchäftsführer, Herr F. W. Kammüller) unterm 27. Jul. l. J. an die Frau Hofräthin v. Schiller ſchrieb.

Carlsruhe, den 27ſten July 1817.

„Das
Büreau der Teutſchen Claſſiker
an Ihro Hochwohlgeboren der Frau Räthin v. Schiller
in Weimar.

„Es iſt uns unbekannt, ob Euer Hochwohlgeboren von Errichtung unſeres Inſtituts, das die Beförderung der wiſſenſchaftlichen Bildung zum Hauptzwecke hat, Kenntniß haben.

„Der anliegende Prospectus A., vom December 1816 ſagt dieß ausführlicher.

„Dem zufolge haben wir die Werke des ſeeligen Gemahls auch in unſere Sammlung verſtorbener Claſſiker aufgenommen und ſolche in einem ſehr ſchönen Aeußern um einen geringen Preis geliefert; das Publicum hat unſere Ausgabe, wegen ihrer Vorzüglichkeit vor andern günſtig aufgenommen, ſo daß wir, nach Veranſtaltung zweier kleinen Auflagen, binnen 3 Jahren in dem Falle ſind, jetzt die dritte zu geben.

„Unſer Inſtitut hat ſich bis jetzt eines guten Gedeihens zu erfreuen gehabt, ſo daß bei den geringen Preiſen noch einiger Ueberſchuß blieb.

„Wir rechnen es uns daher zum beſonderen Vergnügen, in der Lage zu ſeyn, Euer Hochwohlgeboren ein freiwilliges Honorar von Eintauſend Rheiniſchen Gulden anzubieten, welche Summe Hochdieſelben in einem Wechſel oder einer Anweiſung, den 1ſten Jenner 1818 zahlbar, auf uns ziehen wollen, welches wir in Anlage B. öffentlich erklärten. —

„Indem wir bei dieſer Gelegenheit unſere beſondere Verehrung für die Gemahlin des von jedem Teutſchen hochgeſchätzten Mannes zu bezeugen die Ehre haben, bitten wir um gütige Nachricht vom Empfang dieſes Schreibens und zeichnen

Euer Hochwohlgeboren

ganz ergebenſt
Büreau der Teutſchen Claſſiker,
F. W. Kammüller.“

Dieß ſchaamloſe und höchſt beleidigende Erbieten wurde gleich nach Eingang dieſes Briefs von dem jüngeren Sohne, Hrn. Hofjunker und Kammer-Aſſeſſor Dr. v. Schiller, kurz beantwortet, und mit verdienter Verachtung zurückgewieſen. — Ein öffentlicher Lügner ſollte doch wenigſtens ein gutes Gedächtniß haben!

Die Hand der göttlichen Nemeſis muß wahrſcheinlich über Hrn. Kammüller und Conſorten drückend walten, daß er — ſo ſonderbar als möglich! — dieß Anerbieten eines freiwilligen Honorars, im Namen der künftigen Abnehmer dieſer Werke, der beſtohlnen Wittwe thut, und alſo die ſämmtlichen Käufer dieſer neuen wohlfeilen Ausgabe zu ſeinen Mitſchuldigen oder zu Diebesbehlern macht! Schade, daß kein Tetzel mehr umherzieht, wo Hr. Kammüller durch einen wohlfeilen Ablaßbrief ſein unruhiges Gewiſſen, wenn er wirklich eins hat, ſehr leicht beruhigen könnte. — Aber warum bietet er nicht lieber dem rechtmäßigen Verleger der Schillerſchen Werke, Hrn. Cotta in Stuttgart, dieß Sühnopfer an; da dieſer, ſeines Verluſtes ungeachtet, doch bisher ſeinen Verlags-Contract redlich erfüllt hat? — Leider iſt ein großer Theil unſers leſenden und bücherkaufenden Publicums noch zu gedankenlos, zu leichtſinnig, und hat zu wenig Zartgefühl für Teutſche National-Ehre, als daß es eine ſolche ſchändliche Unbilde öffentlich rügen ſollte, wie ſich's gebührte.

Dieß habe ich im Namen der verwittweten Frau Hofräthin v. Schiller, und für mich ſelbſt öffentlich hiermit erklären wollen.

Weimar, den 17. November 1817.

Dr. F. J. Bertuch,
Großherzogl. S. Weimar. Legations-Rath und Ritter des weißen Falken-Ordens.

II.

Neuer Schutzpatron der Teutſchen Nachdrucker.

Die Schuh- und Stiefelhändler in Paris haben am 25. Oct. d. J. in der Hauptkirche zu Ehren des heiligen Criſpin und Criſpinian, ihrer Schutzpatrone, ein Hochamt abhalten laſſen. Dieſe Feierlichkeit hat im vorigen Jahre ebenfalls Statt gehabt; früher hingegen ſeit 1776 nicht mehr. Sie verſprechen ſich davon vielen Seegen für ihre Nahrung. Aus eben dieſem Grunde ſollen ſich die ſüdteutſchen, jetzt genothdrängten Nachdrucker von Carlsruhe bis Wien entſchloſſen haben, den heiligen Criſpin auch zu ihrem Schutzpatron zu wählen, und ihm zu Carlsruhe oder Reutlingen, aus ihren wohlerworbenen Mitteln eine prächtige Capelle zu bauen; daß er ſie beſchützen, und den Strand ferner ſeegnen möge!

Nachricht an das Teutſche Publicum.

Ein geiſtvoller Mann, der neun Jahre lang einen unermüdbaren Fleiß und tiefes Studium auf die Ausarbeitung ſeines treflichen Werkes verwendete, hat über deſſen Druck und Herausgabe eine Uebereinkunft nach Recht und Billigkeit mit mir abgeſchloſſen. Ich verwendete darauf ſeit acht Jahren bedeutende Kapitalien, und ſuchte es mit groſſer Anſtrengung zu verbreiten. Kaum iſt dieß Werk nun ſeit einigen Monaten vollſtändig erſchienen, ſo kündigt der Nachdrucker Mäcken in Reutlingen eine wohlfeile Ausgabe um die Hälfte des Preiſes an, und droht dadurch meinen beträchtlichen Vorrath von allen acht Jahrgängen der Stunden der Andacht zu Grunde zu richten. Gegen ſolchen Frevel am Eigenthum des achtungswürdigen Verfaſſers, ſo wie des rechtmäßigen Verlegers findet ſich kein Richter, und der empfindlichſte Schaden muß mit Reſignation getragen werden. Um nicht Alles zu verlieren, und dieſer Räuberei Einhalt zu thun, blieb mir daher kein anderes Mittel übrig, als meine Original-Ausgabe um den gleichen Preiß auf die Hälfte herabzuſetzen; ich erkläre demnach, daß von nun an auf unbeſtimmte Zeit die Stunden der Andacht in acht Jahrgängen vollſtändig um 12 fl. oder 8 Thlr. Sächſiſch durch alle Buchhandlungen von ganz Teutſchland und der Schweiz zu haben ſind. Von einzelnen Jahrgängen iſt noch der dritte, vierte, ſechste, ſiebente und achte um den herabgeſetzten Preis von 2 fl. oder 1 Thlr. 8 Gr. Sächſ. zu haben. Der mir dadurch verurſachte beträchtliche Verluſt ſoll mich nicht ſchmerzen, wenn es möglich iſt, im Vereine wakkerer Teutſcher Männer dahin zu arbeiten, dieſem abſcheulichen Unfug der Nachdrucker baldigſt ein Ziel zu ſetzen, wofür nun die kräftigſten Maaßregeln ergriffen werden. Denn noch bis heute ſind viele Teutſche Völkerſchaften arm an Geſetzen und Verfügungen gegen dieſen öffentlichen Raub; Klagen und Einreden bleiben unbeachtet, und die Juſtiz ſteht mit wahrhaft verbundenen Augen da. Sicherlich ſind hohe Preiſe von manchen Büchern die Folgen davon. Das Eigenthumsrecht iſt bei allen civiliſirten Nationen durch Geſetze geſchützt; wird die biedere Teutſche Nation allein darin länger zurückbleiben? Hoffentlich werden weiſe und gerechte Fürſten zur Ehre ihrer Völker dieſem ſträflichen Unrechte nöthige Schranken ſetzen und auch darin endlich Gerechtigkeit handhaben laſſen.

Im nächſten Jahre werden folgende Zeitſchriften in meinem Verlage fortgeſetzt:

Aarauer Zeitung, fünfter Jahrgang 1818, 8 fl. 15 kr., oder 4 Thlr. 20 Gr.

Erheiterungen, achter Jahrgang 1818, 8 fl. 15 kr., oder 4 Thlr. 20 Gr.

Der Chriſt vor Gott, zweiter Jahrgang 1818, 4 fl. od. 2 Thlr. 16 Gr.

Der wohlerfahrne Schweizerbote, fünfzehnter Jahrgang 1818, 2 fl. 45 kr., oder 1 Thlr. 16 Gr.

Ueberlieferungen für die Geſchichte unſerer Zeit; herausgegeben von H. **Zſchokke**, zweiter Jahrgang 1818, 11 fl. oder 7 Thlr.

In allen Buchhandlungen und Zeitungsexpeditionen werden darauf Beſtellungen angenommen.

Aarau, den 10 December 1817.

H. R. **Sauerländer**.

Liſte

der im allg. typogr. Monats-Berichte genannten Verlagshandlungen und Schriftſteller, nebſt andern literariſchen Nachrichten.

A.

Abel, Clarke, 204.
Adelung, J. C. 193. 194.
Akademiſche Kunſt- und Buchhandlung in Berlin, 19. 19. 20. 21.
Akademiſche Buchhandlung in Kiel. 12. 13. 147.
Ali-Bey, 42. 70.
Amelang, C. Fr. Buchhändler in Berlin, 160. 183. 190. 205. 232 233.
André, C. C. 69.
Andréäiſche Buchhandl. in Frankfurt. a. M. 13.
Apel, Dr. Aug. 22.
Archenholz, von, 200.
Arnold, Theodor, 81.
Aſt, Frdr, 185.
Autenrieth, Dr. von, 44.

B.

Barth, J. A. Buchhändler in Leipzig, 147.
Baumgarten, S. J. 200.
Baur, G. F. L. 136.
Bayle, 201.
Beaufort, Francis, 138.
Beaurain, de, 188.
Becker, M. Buchhändler in Weſel, 230.
Bengel, Dr. E. G. 43.
Bentham, Jer. 247.
Bergmann, Adolph, 210.
Berlepſch, F. L. von, 186.
Berls, J. C. 114. 191. 229.
Bertuch, Dr. Fr. J. 70. 71. 76. 103. 116. 122. 137. 140. 142. 169. 170. 176. 181. 182. 204. 215. 216. 222. 225. 233. 240. 243. 245. 254.
Bieſter, 200.
Binni, R. 132.
Blaquière, 73.
Blomberg, Wilh. Freiherr von, 168.
Bloomfield, R. 49. 203.
Blumhof, Dr. J. G. L. 150.
Böhm, 201.
Bohnenberger, Dr. von 44.
Borckhauſen, Dr. M. B 150.
Bousmard, von, 188.
Bradbury, John, 241.
Bretſchneider, Dr. K. G 144. 153.

Brockhaus, F. A. Buchhändler in Altenburg, 86.
Brönner, H. L. Buchhändler in Frankfurt a. M. 195.
Büffon, 200.
Bunzel, Sam. Chrph., 15.
Burgdorfer, J. J. Buchhändler in Bern, 220.
Buſch, Dr. J. D. 157. 186.
Buſchendorff, K. F. 188.

C.

Calve'ſche Buchhandlung in Prag. 69.
Cameſinaiſche Buchhandlung in Wien, 36.
Campbell, 49. 203.
Camper, 201.
Cicero, M. T. 44.
Clarke, E. D. 73. 245.
Clarus, Amalie, 132.
Cnobloch, Buchhändler in Leipzig, 36. 131. 131. 157. 229.
Conradi, J. W. H. 186.
Cottaiſche Buchhandlung in Stuttgard, 16. 50. 81. 207. 251.
Crell, 201.
Crome, Dr. A. W. F. 151. 151. 154.

D.

Dallas, R. C. 121.
Demian, J. A. 101.
Depon, F. 121.
Dietrich, Dr. Fr. Gottlob 126. 151.
v. Dohm, Chr. Wilh., 113.
Drayton, J. 122.
Dreyßig, Dr. W. F. 213.
Dümont, St. 247.

E.

Eberhard, A. G. 56.
Ebhardt, G. H. 151.
Ehrmann, T. F. 122. 122. 122. 122. 122. 122.
Ellis, Henry, 204.
Elphinſtone, M. 42. 70. 73. 169. 170. 181.
Enders, Buchhändl. in Prag, 108.
Engel, Dr. Ph. Ch. T. 151.
Engelhard, W. G. 186.
Engelmann, Joſ. Buchhändler in Heidelberg, 128.
Enslin, Buchhändl. in Berlin, 134.
Erhard, Dr. H. A. 212.

F.

Filippi, D. A. 35.
Fleiſcherſche, J. Benj. G. Buchhandlung in Leipzig. 237.
Fleiſcher, Gerh., Buchhändler in Leipzig. 44. 46. 48. 50. 126. 156. 156. 195. 196. 202. 204. 211. 249. 249. 250.
Fleiſchmanniſche Buchhandlung in München, 228.
Forſter, G. 149.
Fouqué, Baron Fr. de la Motte, 156.
Franklin, Dr. B. 71. 125. 170. 178. 234.
Fritſch, J. H. 126.
Fröbel, Dr. C. P. 52.
Frommann, Frdr. Buchhändler in Jena, 80. 81.
Froriep, Dr. F. L. v., 105. 170. 244.
Fuhrmann, W. D. 14.
Funke, Ch. Ph. 71. 171. 217.

G.

Gäbicke, Gebrüder, in Berlin, 126. 155.
Garthe, C. 151.
Gaſpari, A. Ch. 73. 75. 99. 100.
Gedicke, 200.
Generſich, Joh. 196. 249.
Gensler, J. C. 129.
Geographiſches Inſtitut, 5. 66. 74. 89. 93. 98. 100.

120. 121. 153. 172. 221. 225.
Gerhardt, J. H. 148. 193.
Gisborne, F. 49. 203.
Götze, A. F. 142.
Grant, A. 122.
Grimm, A. L. 129.
Grohmann, J. G. 188.
Groſſe, J. C. 229.
Gueriniere, de la, 186.
Guimpel, Fr. 160.

H.

Hammerich, Joh. F. Buchhändler in Altona, 112.
Harleß, Dr. Chr. Fr. 184.
Harms, C. 12.
Haſſel, Dr. G. 65. 71. 75. 171. 175. 221. 226.
Hayne, Dr. F. G. 166.
Hazzi, von, 228.
Heinrich, Carl Friedr., 11.
Heinsius, Theodor, 250.
Helwing'ſche Hof-Buchhandlung in Hanover, 113.
Hemmerde u. Schwetſchke in Halle, 80.
Henning, 160. 206.
Hennings'ſche Buchhandlung in Gotha, 153. 241.
Hermbſtädt, Dr. S. Fr. 19. 188. 205.
Heſſe, Buchhändler in Kiel, 11. 12. 12.
Heyer, G. F. Buchhändler in Gieſſen, 150. 155.
Heyſe, J. G. Buchhändler in Bremen, 102.
Himmerlich, C. W. 155.
Hof- Buch- und Kunſthandlung in Rudolſtadt, 14. 52. 80. 147. 227.
Horn, Dr. Franz, 22. 160. 213.
Hottinger, Joh. Jac. 184.
Hüffel, Ludw. 151.
Humboldt, Wilh. von, 193.

J.

Jacobi, Fr. H. 156.
Jahn, Dr. Fedr., 212.
Jülicher, F. A., Buchhändler in Lingen, 201.
Jüngken, Dr. Ch. 250.
Juſti, K. W. 186.

K.

Käſtner, A. G. 201.
Keyſer, Friedrich, 145. 183.
Keyſer'ſche Buchhandlung in Erfurt, 17. 18. 37. 51. 53. 53. 114. 114. 145. 146. 153. 160. 183. 192. 197. 213. 230. 230.
Klaproth, Mart. H. 194.
Klingender, 186.
Klüber, Dr. J. L. 248.
Knackſtedt, Dr. Chr. E. H. 152.
Knoll, J. D. 186.
Koſter, H. 7. 73. 123. 169. 171. 225.
Krebs, Dr. J. Ph. 151.
Krieger, J. C. 137.
Krieger, Buchhändler in Caſſel und Marburg, 131. 157. 158. 186. 188. 208.
Kries, Fr. 80.
Krug, W. Tr. 195.
Kühn, J. Fr. Buchhändler in Poſen, 149.
Kühne, F. Th. 187.
Kunzmann, Dr. J. H. L. 127.

L.

La Combe, 188.
Lampadius, W. A. 72. 124.
Landes-Induſtrie-Comptoir. 7. 7. 35. 42. 42. 43. 66. 69. 70. 78. 79. 98. 100. 105. 106. 118. 123. 123. 124. 125. 125. 125. 136. 137. 138. 141. 141. 142. 144. 168. 169. 179. 181. 182. 183. 198. 204. 204. 214. 219. 225. 226. 226. 234. 234. 235. 235. 236. 240. 241. 241. 245. 245. 246. 252.
Langbein, A. F. E. 22.
Langsdorff, Joh. W. 151.

Laupp, H. Buchhändler in Tübingen, 146.
Laurop, C P. 186. 187.
Lauterborn, J. E. 197.
Leclerc, J. B. 208.
Leopard, G. L. 151.
Leyden, John, 204.
Liebeskind, A. G., Buchhändler in Leipzig, 250. 250.
Liebner, M. Joh. Ad. 53.
Lindley, Th. 122.
Liſſiansky, 73.
Lloyd, 201.
Löffler, Dr. Joſ. Fr. Chr. 22. 72. 99. 172. 226.
Löhr, J. A. C. 46.
Loos, Ferdinand, 211.
Lucas, Dr Fr. 152.
Luden, Heinr., 72. 172. 218. 243.

M.

Mac Kinnen, 122.
Macpherſon, James, 49.
Malouet, B. P. 122.
Mangold, C 187
Mariner, Will. 66. 73.
Marsden, Sam 241.
Martin, Dr. John, 66. 73.
Meidinger, J. B 247.
Meisner, Fr. 219.
Merkel, G. F. 132. 187.
Meuſel, J. G. 156. 202.
Meyer, Dr A. 149.
Meyer, H. 207.
Meyerſche Hofbuchhandlg. in Lemgo, 113. 168.
Michaelis, Prof. 129. 129.
Michaux, F. A. 122.
Moréri, 201.
Morns, Dr. G. F. N. 184.
Mächler, Karl, 128.
Müller, Immanuel, Buchhändler in Leipzig, 210.
Münſcher, W. 187.
Munke, Prof. 161.
Murray, Hugh, 204.
Muſäus, Dr. Joh. D. H. 151.

N.

Nachdruck. Ankündigung v. drei neuen Werken. 23.
— Antwort auf die Brochüre: Noch ein Wort des Teutſchen Publicums über den Büchernachdruck. 133.
— Aufforderung wegen des Stuttgarter Nachdrucks v. Converſations Lexikon 63.
— Aufhebung des Büchernachdrucks. als literariſche Gemeinſache. 161.
— Beitrag zur offenen Fehde gegen den Nachdruck vom Buchhändl. B. Fr. Voigt in Sondershauſen. 237.
— Beleuchtung der Krauſe'ſchen Abhandl. üb. den Büchernachdruck. 163.
— Ehrenerklärung und Belobung des Buchhändler's Enders in Prag. 107.
— Erklärung des Buchhändler's Brockhaus in Altenburg. 81.
— Erklärung des Buchhändlers Enslin in Berl. 134.
— Erklärung der J. Benj. Georg Fleiſcherſchen Buchhandlung in Leipz. 237.
— Oeffentliche Erklärung gegen das Bureau der Teutſchen Claſſiker. 252.
— Notiz über die dermalige Lage des Teutſchen Buchhandels in Frankreich. 86.
— Großherzogl. S Weim. Eiſenach. Schutz und Unterſtützung gegen den Nachdr. 110.
— Schutzpatron, neuer, der Teutſchen Nachdrucker 254.
— Ueber Kauf und Verkauf von Nachdrücken. 56.
— Vorſchlag und Aufforderung dagegen. 54.
— Neue Franz. Zollverordn. in Betreff der Bücher, 87.

Digitized by Google

Nachdrucker-Unverſchämtheit, Rüge einer ſolchen, 82.
Nachdrucker-Fehde, Offene, 23. 54. 82. 107. 133. 161. 236. 252.
Näke, Dr. Aug. Fr 184.
Neumann, Wilh. 206.
Nichelas, John Lid. 241.
Niebuhr, B. G. 13.
Nöſſelt, Fr., 72.

O.

Ochs, Baron von, 131. 187. 208.
Oltmanns, J. 102.
Orell, Füßli und Comp. in Zürich. 114.
Oſiander, C. F. Buchhändl. in Tübingen, 43. 196.
Oſſian, 49. 203.
Oſten, von, 183.
Otto, J. G. 156.

P.

Palm und Enke, Buchhdlr. in Erlangen, 247. 248. 248.
Parke, 204.
Pasquich, Joh. 185.
Petri, Fr. Ehrm. 151. 187.
Petri, J. L. 72.
Pichler, Caroline, 156.
Piderit, 157.
Plank, Dr. G. J. 191.
Plotho, Carl v., 190. 233.
Pölitz, C. H. L. 130. 185. 185.
Poppe, Dr. J. H. M. 93.
Pottinger, 73. 170. 172. 234.
Puigblanch, Antonio, 69. 141. 171.

R.

Raffles, Th. St. 137.
Ramann, S. J. 114. 191. 229.
Rauſchink, 186.
Reichard, 71. 171. 179.
Reinhard, Karl, 112.
Reinhold, D. 102.
Riem, 196.
Riley, J. 139.
Roux, J. 130. 130.
Roux, Ph. J. le, 72. 105.
Rühs, Fr. 42. 70. 73. 169. 170. 181.

S.

Savigny, Dr. C. F. von, 151.
Schäffer, W. F. 151.
Schellenberg, J. Ph. 51. 79. 227. 249.
Schlez, Joh. Ferd. 151. 151.
Schmid, Aug. u. Comp. 139.
Schmidt, C. A. 122.
Schmidt, Carl Wilh. 150.
Schmidt, Dr. G. G. 152.
Schmieder, M. F. B. 21.
Schneider und Weigel in Nürnberg, 14. 15. 15.
Schopenhauer, Joh., 146.
Schorch, Prof. Heinr., 219. 235.
Schrag, J. L., Buchhändler in Nürnberg, 93.
Schreiber, A. 130. 130.
Schröckh, Joh. Matth. 185. 185.
Schüppel'ſche Buchhandlg. in Berlin, 22. 160. 213.
Schütz, Chr. Gottfr. 44.
Schulze, J. 207.
Seebaß, 188.
Seeger, Theod. Buchhändl. in Leipzig, 193.
Seetzen, Dr. 156.
Seidel, 201.
Shakeſpeare, W. 49. 203.
Sickler, F. B. 125. 154.
Siebelis, C. G. 207.
Skinner, 122.
Spohn, F. A. G. 184.
Starke, W., Buchhändler in Chemnitz, 132.
Stein, A F. 206. 213.
Stein, Prof. 160.
Steinau, Henriette. 132.
Stieler, A. 141.

Streit, Fr. W. 6. 72. 141. 172. 172. 174. 234.
Stuhr, C. A. Buchhändler in Berlin, 101. 127. 206.

T.

Tenneker, S. von, 192.
Theudobach, 20.
Thon, Ch. Fr. G. 187.
Thuiſſing, F. J. 152.
Tittmann, Dr. J. A. H. 156. 208.
Tittmann, Dr. F. Ch. 208.
Tittmann, Fr. W. 208.
Tromsdorff, Dr. Joh. B. 104. 154. 154. 230.

U.

Uckert, A. Buchhändler in Gotha, 38.
Unger, Dr. F. S. 197.
Uſener, W. 187.

V.

Vater, Dr. J. Sev. 156. 193.
Vega, Georg Freih. v. 185. 186.
Venturini, 201.
Vogel, Dr. C. 154.
Voigt, B. F. Buchhändl. in Sondershauſen, 238.
Voigt, F. S. 195.
Volney, C. F. 122.
Voß, Julius von, 22. 160. 161. 213. 214.
Voſſiſche Buchhandl. in Berlin, 148. 193. 194. 204.

W.

Wagner, Ch. 186.
Walch, 200.
Walther, Dr. Fr. L. 152. 152.
Waltherſche Hofbuchhandl. in Dresden, 207.
Walton, Will. 69. 141. 171.
Weidmanniſche Buchhdl. in Leipzig, 130. 184.
Weiland, C. F. 74. 173. 174. 175. 224.
Weiſe, J. C. 154.
Werner, 196.
Weyland, Ph. Ch. 122. 245.
Wieland, C. M. 184. 200.
Wildungen, L. C. H. C. F. von, 187.
Willdenow, D. C. L. 160.
Willmar, Wilhelmine, 132.
Wilmſen, F. P. 19.
Winckelmann, 207.
Wolff, Fr. 194.
Wüſtenfeld, F. W. 152.

Z.

Zachariä, Dr. C. S. 129.
Zöllner, 201.

Digitized by Google

Nemeſis.

Zeitſchrift für Politik und Geſchichte.

Eilften Bandes II. Stück. 1818.

I.

Anſichten und Hoffnungen.

Am Neujahrstage 1818.

(Eingeſandt aus dem ſüdlichen Teutſchland.)

Ein Jahr hat wieder ſeinen Kreislauf vollendet; der Mark- und Gedächtnißſtein, der die eingeſunkene Jahres-leiche deckt, mahnt den denkenden Zeitenwanderer, Menſch, zu kurzem Stillſtand, gleichſam um Athem und friſchen

Digitized by Google

Lebensgeiſt zu ſchöpfen vom allzuraſchen Gang. Ein Stärkungsblick des Dankes und der Hoffnung hinauf zum Quell des ewigen Lichtes ſey der Menſchheit erſter Zoll am Morgen des neuen Jahres, und wie heute Jeder ſeine frommen Gaben und Wünſche denen darbringt, die ſeinem Herzen am nächſten ſtehen, die Kinder dem Vater und der lieben Mutter, ſo ſey auch dieſe kleine Gabe offen und herzlich auf deinem Alter niedergelegt, mein Teutſches Vaterland.

Wie ſo hell und verhängnißreich ziehen am heutigen Tage die Sterne deines Schickſals herauf, die heilige 18, die an den blutigen October- und Juniustagen dich errettet, ſchwebt als vereintes Segenszeichen über deinem Haupte, ähnlich dem ſieggewohnten Doppeladler, der zunächſt der vaterländiſchen Sonne fliegt. —

Der Krieg, das Opferthier der ernſten Nemeſis, hat ausgeblutet, aber die inneren Kämpfe der Völker, der Wechſelſtreit alter und neuer Formen, das geiſtige Ringen nach Verbeſſerung dauert noch fort, wie der Kampf der Nerven und Fibern im gewaltſam getödteten Menſchenkörper noch fortzuckt, wenn ſchon das geiſtige Weſen ſeine Freiheit errungen hat.

Der Verzweiflungskampf um dieſe Freiheit, der die fremden Ketten brach, hat auch die eigenen inneren Kräfte der Völker herausgeſchüttelt aus den Körperbanden des angeborenen Pflegma's, hat Getrenntes verbunden, hat das Schwache geſtärkt, die Geiſter höher gehoben zum Gedanken des wahren Lebens, und nun, da die Ruhe wiedergekehrt iſt, erkennt auch, nach langem Irrthum und Zweifel, das gutgeartete Teutſche Volk endlich ſeine theuer

erkaufte Mündigkeit. Die erkämpfte Freiheit iſt ſein Werk, bezahlt um den höchſten Preis, den Menſchen bieten können, mit dem Leben ſeiner gefallenen Tauſenden, dem Herzblut ſeiner kräftigſten Männer, ſeiner edelſten Jünglinge, mit den köſtlichſten Perlen ſeiner hochſinnigen Frauen, der Millionen Verlaſſenen noch nicht getrockneten Thränen. Und dieſes Volk bittet jetzt, nach Jahre langem vergeblichen Harren auf die Erfüllung der Kaiſer- und Königsworte, ruhig und beſcheiden um ſein ſelbſt erkämpftes Recht, um das, was Jedem zu einiger Würde gelangten Volke, das als ſelbſtändiges, vernünftiges Weſen von Sclaven und Heerden ſich unterſcheiden muß, ein wohlthätiger Naturtrieb als Bedürfniß lehrt, es erbittet ein Recht, das ihm in feierlicher Urkunde vor Gott und den Völkern von ſeinen Fürſten anerkannt und verheißen worden iſt. Und dieſe Bitte ſelbſt, der rührendſte Beleg zu dem, was den Teutſchen Volkscharakter auszeichnet, die erſte friedliche Taube mit dem Oelblatt nach der großen Sündfluth wird ihnen als Sturmvogel gedeutet, der den nahenden Orkan verkünden ſoll, und es fehlt nicht an Höflingen und Schmeichlern, die das löbliche Beginnen als Wagniß und Eigenmacht anſchwärzen, von verletzter Bürger- und Unterthanpflicht ſprechen und das Ohr der beſten Fürſten durch bösgenannte Warnung und geheimnißvolle Orakel täuſchend, ihr Herz gewaltſam der beſſern Stimme der Wahrheit und des Rechts entfremden und verſchließen. Und müſſen die Fürſten nicht endlich irre werden an dem Volk, wenn ſie nur knechtiſchen Sinn in ihren gewöhnlichen Umgebungen erkennen, müſſen ſie nicht endlich das Volk einer vernünftigen Freiheit unwerth halten, wenn ſogar freie, ſelbſtändige Männer den Mantel nach dem Winde des Hofes hängen und gute Städte nur a u f B e f e h l des Landesherrn für

Teutſchlands Wohl zu bitten wagen, wie jüngſt eine gewiſſe Stadt würklich erklärt haben ſoll. Eben dieſe feilen Achſelträger ſind's, die der guten Sache mehr ſchaden, als ihre erklärteſten Widerſacher, in deren Augen ſelbſt ſie nicht als verächtliche Werkzeuge größerer Plane ſind. Denn wird je Unverſtand und Bosheit das zu behaupten wagen, daß die nämliche Verheißung, die im Jahre 1815 als Recht und Wohlfahrt galt, die, als der wieder hereingebrochene Corſe mit dem gigantiſchen Arm des Schreckens an die Thronen rührte, dem Teutſchen Volke in Eile und gleichſam im Voraus, als Siegespreis, hingeworfen wurde, jetzt aufgehört habe, ein Recht und eine Wohlthat zu ſeyn, blos darum, weil die Noth nun vorüber und noch einmal mit dem Gut und Blut der Völker der empörte Sturm beſchworen iſt? Nur die redliche Erfüllung des anerkannten und dringenden Bedürfniſſes einer Volksvertretung, kann das Schickſal mit Teutſchland für immer verſöhnen. Vernichten läßt ſich kein Recht, das Natur und Geſchichte den Völkern gab. Ihr könnet dieſes Kleinod vergraben, aber den geheimnißvoll bewahrten Schatz, deſſen Stelle einmal bekannt, wird die Zeit heben und der Geiſt, der verdammt iſt, ihn zu bewachen, muß dem helleren Morgenrothe weichend, zu ſeiner Ruhe gehen.

Fragen wir nach den Männern, in deren Händen die erhabenen Fürſten Teutſchlands zunächſt das Heil der Völker legten, ſo finden wir bei vielem Geiſt und meiſt redlichen Willen die unläugbare Erfahrung, daß Alle, groß gezogen in den Anſichten, die von Friedrich dem Einzigen bis zur Revolution, Europa's Staatenſyſtem beherrſcht und, nach kurzer Kriſe von 1790 — 1800, in Napoleoniſchen Regierungsprincipien noch ſtärker und con-

ſequenter ausgebildet worden, befangen ſeyn müſſen für das Intereſſe der Thronen und ihrem Standpunkt nach, mehr oder weniger eine Kluſt erkennen und zu erhalten ſtreben, zwiſchen Fürſt und Volk. Gleichſam als berufene Oppoſition gegen das Letztere treten ſie überall auf, wo eigene Anſicht, oder Neigung, oder die Erhaltung und Wiedererlangung liebgewonnenen Glanzes und auf Koſten des Volks erworbener Privilegien oder der höhere Befehl, ihnen dieſe Tendenz nothwendig oder nützlich macht. Sollte nicht auch, wie das Geſchöpf den Schöpfer anbetet und ſeinen Willen als Geſetz verehrt, der Günſtling lieber der Sonne der Majeſtät zufliegen, als ſich dem läſtigen Mühen einer ſo wenig dankbaren Volksbeglückung mit ganzer Seele hingeben? Und wenn er den beſten Willen hat, wird es ihm an der Kraft nicht fehlen, die ungeheuere Laſt zu tragen, wird er immer den Muth haben, den herben Trank der Wahrheit dem Fürſten zu reichen, von deſſen Wink ſein Schickſal, oft ſeine ganze Exiſtenz abhängt, an den er durch tauſend Bande der Dienerpflicht, Dankbarkeit und perſönlichen Verehrung geknüpft iſt? Muß nicht auch der kräftigſte und freimüthigſte Miniſter in Fälle ſich verſtrickt ſehen, wo ſein beſter Wille durch Intriguen, ſeine trefflichſten Plane und Anträge durch tauſend zuſammentreffende Gegenwirkungen ſcheitern und die gerechten Klagen des Volks unverſchuldet ihn belaſten? Wer die ſchlüpfrige Bahn je betrat, frage ſein Herz und ſtrafe, wenn er kann, dieſe Darſtellung Lügen. Auch die edelſten Fürſten ſind ſie nicht Menſchen, mit dem beweglichen Herzen, mit Leidenſchaften und Wünſchen in der Bruſt, und welche Gottheit verbürgt, daß im Laufe der Jahrhunderte nicht auch ein Böſewicht auf einen Thron ſich verirren kann? Aber wenn dieſem nur das Geſetz feindlich entgegenſteht,

Digitized by Google

ſo iſt es dagegen dem guten Fürſten nur eine nothwendige Willensordnung, ein entgegenkommender Schritt der Liebe, der ihn näher verbindet mit ſeinem treuen Volk. Er wird die freimüthige Stimme ſelbſtändiger und ehrenwerther Bürger, das herzliche, vernünftige Wort des ſchlichten Landmanns hören und die nicht Gnadengehalte und Ehrenbänder, ſondern nur Recht von ihm heiſchen, werden ihm Wahrheit dafür geben. Hört ja auch der Vater ſeine dem Knabenalter entwachſenen Söhne, wenn die Wohlfahrt oder das Schickſal der Familie es fordert, mit beſonnenem Rath, und die unberufenen Volksväter, die Fürſten, wollten mit unvollkommnen Mittelsperſonen bis zum Herzen ihrer Völker zu reichen hoffen? mit Sprachrohren und Hörmaſchinen ſich behelfen, die, wie die künſtlichen, die Schallſtralen beliebig concentriren, aber die Sprache, die zum Herzen dringt, nimmer wieder geben können?

So wird die beſte Organiſation des Staatskörpers den reinen Silberquell der Wahrheit, durch mannichfache Kanäle und Berichtswege immer nur getrübt zum Throne leiten, wenn nicht den Rathgebern und Behörden der Fürſten, gleichſam als geiſtiger Gewiſſensrath die Controlle der öffentlichen Meinung, geſetzlich ausgeſprochen durch die erwählten Volksvertreter, beigeordnet und, mit Kraft begabt iſt, Verfaſſung und Geſetze vor jedem willkührlichen Eingriff heilig zu bewahren.

Willkühr gränzt an Geſetzloſigkeit, dieſe leicht an Geſetzverachtung und Anarchie. Darum haben von jeher die weiſeſten Fürſten für beſſer erachtet, durch freiwillige geſetzliche Beſchränkung ihres Willens auf Vernunft und völkerrechtliche Gränze eine feſte Schutzwehr ihrer Herr-

Digitized by Google

ſchergewalt zu gründen, als in ungewiſſen Schranken zwiſchen Despotiſmus und Volkswillkühr die Rechte des Throns einem unvermeidlichen Wechſelkampfe auszuſetzen, unter dem auch der kräftigſte Staat erliegen muß.

Die Geſchichte, dieſe ernſte Lehrerin der Fürſten und Völker, die Erfahrungen der älteſten wie der neueſten Zeiten fraget und ſolange die ewige Wahrheit erkannt wird, daß Völker nicht um der Fürſten Willen, ſondern Fürſten zur Beglückung der Völker da ſind, kann auch die Nothwendigkeit einer Volksvertretung nur von ſolchen Staatsmännern bezweifelt werden, die unter'm Zauberbaume Napoleoniſcher Herrſcherkünſte den unſeligen Lehren ihres Herrn und Meiſters für immer heimgefallen ſind. Ihnen ſind Landſtände — Hemmſchuhe und Hemmketten im Fortſchreiten zum Beſſeren, aber behüte der Himmel jedes Volk vor dem goldenen Zeitalter das ſie im Sinne führen. Daß viel Gutes auch ohne Volksrepräſentanten geſchehen könne und in vielen Teutſchen Ländern wirklich geſchehen iſt, wer wollte dieß in Abrede ſtellen? Aber daß mit ihrer Hülfe noch weit mehr würde geleiſtet worden ſeyn, daß vielen Gebrechen und Mängeln abgeholfen und manches dem Volk Verderbliche früher und radicaler verhütet oder geheilt worden wäre, dieß läßt ſich doch wohl eben ſo wenig läugnen, als der weit wichtigere Punkt, daß nur durch eine feſtgegründete landſtändiſche Verfaſſung das gewonnene Gute auch in das innere Volksleben kräftig eingreifen und das Volkseigenthum gegen alle künftige Stürme ſicher geſtellt werden kann.

Und dieſem Ziele gehe du getroſt und mit beſonnener Ruhe entgegen, edles Teutſches Volk; die dich verläſtern und mit arger, giftiger Verläumdung kränken,

werden als Lügner beſtehen und ſind ſchon gerichtet, denn wer ſein Volk verachten und erniedrigen kann, ſchändet ſich ſelbſt. Das tiefeingefreſſene Seelengift des Napoleoniſm wuchert noch fort in den Adern und Gehirnkammern dieſes verderbten Geſchlechts, ſie wollen dich ſchlecht und ſtrafbar, um dem losgelaſſenen Sclaven, nachdem er den Tiger erlegen helfen, die Kette wieder an den Hals zu werfen. Die Schmalziſchen Tugendbundsſcenen, einen Wartburgsruf raunen ſie als Ausbrüche des hölliſchen Revolutionsfunkens in's unverwahrte Ohr der Fürſten und geheimnißvolle Warnungszeichen werden vor Jedem aufgeſteckt, der für des Volkes Recht und Wohl ein freimüthiges Wort zu ſprechen Muth genug hat. Das iſt wahrlich eine gefährlich unnatürliche Spannung der bewegten Gemüther, die nur durch Offenheit und herzliches Vertrauen, durch das vereinte Streben aller redlichen Teutſchen, nicht im geheimen Bunde, nein frei und öffentlich vor Gott und aller Welt zu wirken, für das gute Recht des Volks, glücklich gehoben werden mag. Was jetzt in den Völkern, den hartgebeugten, ſich treibet und bewegt, iſt nicht die Unruhe der Elemente bei'm nahenden Gewitter. Die ſchweren Wetter haben ausgetobt, die Stürme ausgewüthet in den vaterländiſchen Eichen. Die erſten Sonnenblicke locken alles Volk heraus in die beruhigte Natur. Da lagen ringsumher noch die Spuren der Zerſtörung, aber ſchnell regen ſich tauſend betriebſame Hände, hier die vom Blitz zerſplitterten Bäume wegzuhauen, dort den Schlamm und Sand des wüthend übergetretenen Stroms von Feld und Wieſen zu ſchaufeln, andere das vom Sturm herabgeriſſene Dach feſter wieder zu bauen und jetzt, da Alles helfend und rathend und Hülfe heiſchend durch einander zum gleichen Ziele der Verbeſſerung ſich bewegt, wer wollte da dem Arbeiter

die Hände binden, den Hülfebringenden mit der That, den Verſtändigen mit klugem Rath zurückweiſen, oder wer wollte unſinnig den Wetterſturm der noch an den fernen Bergen grollt mit böſen Zauberformeln zurückbeſchwören, und auch die letzte Hoffnung, das bis jetzt Verſchonte zu retten, rauben wollen dem armen Volk?

Das verhüte die ewige Gerechtigkeit, die mit gleicher Waage das Schickſal der Völker und Throne wägt. Streiten wir nicht länger über Formwerk und Meinungen, indeß das Weſen und der lebendige Geiſt in leere Luft zerrinnt. Was über Formen landſtändiſcher Repräſentation geſagt werden kann, ſoll hier nicht wiederhohlt werden, der beiderſeits mit Scharfſinn und Energie, gleichſam mit abwechſelndem Glück geführte Streit, in Würtembergs Ständeverſammlungen, dürfte die Sache größtentheils erſchöpfen und aus der Maſſe der hier in Umlauf geſetzten Ideen und der hellen Beleuchtung ihrer Gegenſätze wird der denkende und vorurtheilsfreie Mann leicht die guten Körner von der Spreu des Sophiſmus und eigenſinniger Wortklauberei zu ſcheiden wiſſen. Was der ruhig prüfende vormalige Repräſentant Zahn in einem neueren Schriftchen über die Form landſtändiſcher Repräſentation in Bezug auf den Königlichen Verfaſſungsentwurf geſagt hat, verdient, aber bedarf nicht Empfehlung. Der wichtigſte Streitpunkt über die Trennung der Volksvertretung in zwei Kammern iſt durch die öffentliche Meinung längſt entſchieden und in der mit ſiegreichen Gründen erſtrittenen Entſcheidung gegen dieſe Trennung, läßt ſich die Schwierigkeit und Gefahr, in den Händen der Standesherrn, als geborner Landſtände, einen bedeutenden Einfluß auf die Regierungsgewalt gelegt zu ſehen, ſehr leicht als ungegründet nachweiſen. Das wahre Beſte des

Volks iſt ja immer das erſte Streben und die kräftigſte Stütze jeder Regierung und wenn in einer zweckmäßigen Organiſation der Volksvertretung die Stände nur das Wohl des Volks und die Aufrechthaltung der Verfaſſung rechtlich wollen können, ſo wird die Stimmenmehrheit der einen Kammer, wo neben dem Standesherrn und dem Adel auch der Bürgerſtand und Landmann ſitzt, gerade die ſicherſte Schutzwehr der Fürſtenmacht gegen herrſchſüchtige Plane vormaliger Reichsſtände werden, und ſo wenig ihr Drang und der Volkswunſch nach einer Vertretung durch Landſtände aus gleich reiner Quelle fließen, in demſelben Verhältniß iſt nicht die Volksvertretung ſelbſt, ſondern nur die Bildung einer unnatürlichen Mittelmacht, eines Mitteldings zwiſchen Fürſt und Volk wahrhaft gefährlich.

Aber nicht bloß das innere Wohl der einzelnen Staaten und Völkerſchaften, nein, auch die politiſche Einheit und innere Lebenskraft des Teutſchen Geſammtſtaatskörpers legt den Fürſten ſelbſt die allgemeine Einführung einer Volksvertretung näher, als Manche wohl glauben mögen. Es fehlt zwar nicht an Staatsmännern, die Teutſchland das, was man phyſiſch eine Körpereinheit nennt, geradezu abläugnen und die Sache ſcheint handgreiflich genug, denn das Auge ſieht nur Körper und Körperchen, die als Inhaber einer eigenen Verfaſſungsſeele in ſich geſchloſſen und ſelbſtändig leben und handeln.

Aber haben denn Staaten überhaupt einen Körper oder beſtehen ſie nicht ebenfalls aus Tauſenden oder gar Millionen freier ſelbſtändiger Einzelweſen, die für ſich denken und handeln und nur durch das geiſtige Band des Geſellſchaftvertrags zu der moraliſchen Perſon verei-

Digitized by Google

nigt ſind, die wir Staat nennen? Und ſollten nicht auf gleiche Weiſe die einzelnen Staatskörper, unbeſchadet ihrer inneren Selbſtändigkeit, durch ein feſtes Verfaſſungsband zu einem wahren Geſammtſtaate ſich vereinigen können, beſonders dann, wenn der gleiche Geiſt und Charakter, das gleiche Bedürfniß der inneren Sache, wie der Einheit und politiſchen Stärke nach Außen, die gleiche Sprache und urgeſchichtliche Verwandtſchaft der einzelnen Völker, eine ſolche Vereinigung als naturgemäß und nothwendig nicht erſt jetzt darſtellt, ſondern ſchon vor anderthalb Jahrtauſenden praktiſch ſanctionirt hat? Daß ein ſolches Verfaſſungsband nicht ein bloßes Schutz- und Trutzbündniß einzelner Fürſten ſeyn, ſondern daß es, um mehr als eine papierene Urkunde zu ſeyn und die Gewährleiſtung ſeiner Dauer in ſich ſelbſt zu tragen, tief in das innerſte Leben der Völker verwebt, und durch die Liebe zum gemeinſchaftlichen Vaterland, durch die Nationalehre und Geſammtkraft der Nation verbürgt ſeyn müſſe, braucht nicht erwieſen zu werden. Schon in der Kindheit Teutſcher Geſchichte finden wir die Trennung größerer und kleinerer Germaniſchen Völkerſtämme; ausgebildeter zeigt ſich bald eine Verbindung der verwandteſten Theile, die Allemannen, Franken, Sachſen und nordöſtlicher wohnenden Gothen werden als einzelne Völkerſchaften ſogar den Römern furchtbar, in der Folge unter dem ſchon eingeführten Königthum treten Schwaben und Baiern auf die Bühne, ſpäter die ſüdöſtlichen Oeſterreicher, Kärnthner und die Verzweigungen der Fränkiſchen und Sächſiſchen Stämme ſcheiden ſich aus. Alle dieſe Völker ſehen wir verſchieden in Sitten, Gebräuchen und Verfaſſungsformen, geiſtig verbunden in dem Urſprung und Grundton ihres Weſens, oft getrennt durch innere Zwiſtigkeiten, einig in Freiheits- und Vaterlandsliebe, durch

verſchiedene Fürſten nach abweichenden Geſetzesformen regiert, aber Alle einander gleich in der feſten Anhänglichkeit und Treue gegen ſie, Alle endlich verbrüdert durch den heimiſchen Klang der Teutſchen Sprache. Und wie wurden dieſe Völker zu jenem, einſt in der Geſchichte ſo herrlich prangenden Kaiſerſtaate vereinigt? hat Macht oder Ländergröße, haben Allianzen mit auswärtigen Mächten, oder das Kunſtwerk einer geſchriebenen Verfaſſung jenes Teutſchland groß gemacht? Das hat einzig die Kraft des in der Chriſtenheit heilig geachteten Kaiſernamens, der Zauber der öffentlichen Meinung gethan. Und ihr, die ihr über die letzte Hinfälligkeit des unglücklichen Teutſchen Reiches in unrühmlichem Spotte herfallen möget, euch rufe ich in's Gedächtniß die unvergänglichen Namen des erſten Karl, des großen ehrwürdigen Heinrich, eines glorreichen Otto, des Saliſchen Konrads, dein kräftiges Bild, gewaltiger Barbaroſſa, und aus Habsburg gefeiertem Stamm des edlen Rudolphs und ritterlichen Maximilian, Heldenmänner, die mit ihrer eigenen Kraft und der Liebe der Nation den Teutſchen Namen vor allen Völkern verherrlichten und Jahrhunderte hindurch das Schickſal Europa's in den Händen trugen. In ſeiner Geſchichte ruht das wahre Leben des Teutſchen, wie jeden Volks und das iſt eben der harte Fluch der auf Teutſchland laſtet, daß wir untreu wurden dieſem reinen Lebensquell und Heil und Geneſung in fremden Wunderelixiren ſuchten, daß ſonſt ehrenwerthe Männer über unmäßiger Lobpreiſung der Griechen- und Römergröße die Thaten der Väter und über der Entzifferung der Hieroglyphen, die eigene Mutterſprache vergeſſen. Das hatte Napoleon, als er über Europa's Freiheit das große Netz ſeiner Univerſalmonarchie auszuſpannen anfieng, mit arger Kunſt angelegt, das eigenthümliche Volksleben zu verderben, und wie er mit

unerhörter Frechheit die Throne ſtürzte und verſchenkte, und die Fürſten ſeiner Schöpfung gleich Pflanzen aus einem Boden in den andern verſetzte, ſo gedachte er auch an Sprache, und Verfaſſung Geſetze, und jedes heilige Eigenthum der Völker die Frevlerhand zu legen und das Teutſche, das ihm zuerſt im Wege lag, mußte mit ſchweren Opfern dieſe Probe zahlen. Aber dieß tollkühne Vernichtungswerk brachte ihm ſelbſt Vernichtung, als er die Heiligthümer der Völker antaſtete. Da zeigte ſich's, daß auch der alte Teutſche Geiſt noch ſtill in allen treuen Herzen lebe und in der öffentlichen Meinung ward er gerichtet lange zuvor ſchon, ehe er fiel. Ihm haben die lang gehöhnten Geſchicke ſich erfüllt, aber iſt denn auch die herrlich große Zeit, die Kraft, die ihn geſtürzt, mit ihm untergegangen und ſind Mißtrauen und Kleinmeiſterei, die alten Nationalkobolde, in ſchnellem Rückſprung wiedergekehrt? Was hat das gute Teutſche Volk durch den Hintritt des Welteroberers aus der politiſchen Welt gewonnen, wenn die Grundſätze, die er ausgeſäet, als giftiges Unkraut fortwuchern, und ſein abgeſchiedener Geiſt, der Erlöſung harrend, noch unter den Lebendigen umgeht? Da es den großen Freiheitskampf galt, da erkannten wir jubelnd ein Teutſches Vaterland, ein Teutſches Volk; und nun, da die Freiheit erkämpft iſt, ſoll es abgeſtorben ſeyn, ein dürrer namenloſer Stamm, nur die jüngeren Schößlinge ſollen noch grünen und in Preußen und Baiern, Würtemberger und Sachſen ſoll der Teutſche untergehen, das Teutſche Kleid, der Teutſche Haarwuchs, jüngſt noch als eine ſinnige Auszeichnung der Jugend freundlich aufgenommen, werden mit argem Spott, boshafter Kränkung, oder gar ernſthaften Verboten aus dem Wege geräumt! Iſt denn ein Kleid, das doch den Teutſchen nicht macht, iſt ein unſchuldiges Jugendſpiel, oder iſt die Teutſchheit,

Digitized by Google

d. h. Teutſch zu denken und zu handeln gefährlich oder geſetzwidrig? Wenn es, freilich ein Wunder, ſogar Menſchen giebt, die das arme unſchuldige Wörtchen: Teutſch, nur mit Achſelzucken oder einem krampfhaften oder mitleidigen Lächeln leſen und hören können, ſo wird jene Frage wohl erlaubt ſeyn, aber die Erfahrung iſt und bleibt ſehr traurig und zeigt eine arge Verſündigung oder gänzliche Unkenntniß des geſchichtlichen Werths dieſes zu jeder Zeit ehrenvollen Worts, das durch den Mißbrauch weniger Phantaſten nichts verlieren kann. Von einer Preußiſchen, Heſſiſchen ꝛc. Tapferkeit, einer Schwäbiſchen Gutherzigkeit, Pommerſchen Ehrlichkeit ꝛc. haben wir wohl in älteren und neueren Perioden gehört, aber unſere Geſchichte und Sprache kennt nur eine Teutſche Redlichkeit, eine Teutſche Treue, eine Teutſche Freiheits- und Vaterlandsliebe, Teutſchen Rechtsſinn, Teutſche Gaſtfreundſchaft ꝛc. Das ſind die Erbtugenden unſerer Väter, die wenn auch ſeltener in Reſidenzen, doch im Kern des Volks noch fortbeſtehen, und in den Stürmen einer verhängnißvollen Zeit Teutſchlands Nationalehre und den Teutſchen Namen gerettet haben.

Wenn von einer Vereinigung der Teutſchen Völkerſtämme in einen feſt organiſirten Geſammtſtaat geredet wird, ſo will man nicht ſelten darin eine entgegengeſetzte Verirrung, das Streben nach einer Teutſchen Monarchie, erblicken. Doch wer dieß im Ernſte fürchten kann, der wird auch hier aus der geſchichtlichen Bildung der Teutſchen Völkerſtämme ſich gar leicht von der Unmöglichkeit dieſes Abwegs überzeugen. In der urgeſchichtlichen Trennung Teutſcher Völker in einzelne kleinere Familien liegt gewiß der erſte Keim zu der ganzen nachherigen Geſtaltung des gemeinſamen Vaterlands. Die Liebe zu dem

Digitized by Google

angeſtammten Fürſten, zu den beſonderen Sitten, dem Geſetz und Herkommen des Landes oder Orts iſt dem Teutſchen ſchon in der Kindheit ſeiner Geſchichte angeboren. Wie der Vater, der im kleineren Familienkreiſe auch alle kleinen Wünſche der Seinigen überſieht, dem Bedürfniß abhilft, dann der Bequemlichkeit und dem Vergnügen ſeine Sorge widmen kann, walteten die Teutſchen Fürſten von früher Zeit in den angeerbten Ländern, und wie ſie als erſte Schirmherren der Geſetze im Frieden Gerechtigkeit übten, wehte ihr Banner voran in der Schlacht. Darum ſtanden ſie feſt in der Liebe und dem Vertrauen ihrer Unterthanen, und mehr als Trabanten und Leibwachen hat von jeher Teutſchland's Fürſten die Volkstreue beſchützt.

Selbſt die ſpätere, für die politiſche Exiſtenz Teutſchlands ſo verderblich gewordene allzugroße Zerſtückelung, hat für die Bildung und Cultur des Vaterlands unſchätzbare Früchte getragen, jeder noch ſo kleine Staat war in dieſer Hinſicht mehr oder weniger ein fruchtreicher Baum, die vielen Reſidenzen liberaler, die Wiſſenſchaft ehrender Regenten ein Pflegort der Muſen, und wenn der kriegeriſche Charakter und die Stärke des Volks dabei gelitten zu haben ſchien, ſo blühte dagegen in Teutſchland durch ſolche gemeinſame Beſtrebungen ein Grad von Bildung auf, deſſen keine andere Nation neuer Zeit ſich rühmen kann und das Helleniſche goldene Zeitalter lebte verjüngt in Germanien auf. Alle dieſe Wirkungen ſind ihrer Natur nach begleitet von der im Lauf der Zeit ſchärfer hervortretenden Ausbildung der Eigenthümlichkeit einzelner Volksſtämme und Staatskörper, die zwar den Grundſtoff des Teutſchen Charakters gleichſam als inneren Gehalt in ſich aufnehmen, aber in der Prä-

gung und Form der Münze verſchieden ſind Daß die Einheit eines Teutſchen Volks dadurch im Ganzen nicht vertilgt worden iſt, leuchtet eben ſo wohl ein, als es eine gänzliche Verkennung des Volkscharakters und Bedürfniſſes wäre, wenn man dieſe ſchönen und hiſtoriſch begründeten Individualitäten gewaltſam zuſammen ſchmelzen oder kneten wollte, denn die Vernichtung dieſer ſelbſtändigen und freien Einzelweſen, ihr Zuſammenwerfen in eine unbehülfliche geiſtloſe Maſſe brächte dem Ganzen den unvermeidlichen Untergang. Eine große Monarchie zu werden, kann Teutſchlands Beſtimmung nicht ſeyn, ſonſt würde längſt der innere Naturdrang im Laufe zweier Jahrtauſende progreſſiv oder gewaltſam dieſe Verfaſſungsform geboren haben. Aber welche ſoll denn jetzt werden, nachdem die Völker ſo viele Verfaſſungsproben überſtanden und noch immer keine Ausſicht haben, durch ein dauerhaftes Werk vor künftigen Stürmen geſichert zu ſeyn? Die alten ehrwürdigen Kaiſer ſind zu ihren Vätern gegangen und das heilige Teutſche Reich zerfiel nicht, weil ſeine Verfaſſung ſchlecht gegründet, ſondern weil es durch Verachtung der ſie ſtützenden Geſetze ſich ſelbſt zum Geſpötte geworden war. Eine ſchwere, unglücksvolle Zeit hat die ſchwere Schuld gebüßt. Habsburgs und Hohenzollerns erhabene Häupter theilten nach beendigtem Freiheitskrieg in der Meinung der Nation faſt gleiche Anſprüche auf den verwaiſeten Kaiſerthron. Für jenes ſchien mehr das alte Recht und Verdienſt, für dieſes mehr die neue kräftige Heldenthat zu ſprechen. Beide haben die goldene Laſt von ſich gewieſen und Teutſchland trauert wie zuvor ohne ein ſichtbares Haupt. Iſt aber das allmächtige Kaiſerwort, in den glücklichſten Zeiten für Teutſche Fürſten und Völker ein gemeinſames Schild, entbehrlich geworden durch den geläuterten Zeitgeiſt, bedarf es

des äußeren Bandes nicht mehr, ſo ſetzet ein unſichtbares, geiſtiges an ſeine Stelle, und wie die Zauberkraft des Kaiſernamens einſt durch den frommen Kinderglauben des Volks allmächtig wirkte, ſo trete künftig die öffentliche Stimme des, zum Mannealter gereiften Volks durch eine würdige Nationalrepräſentation an Kaiſers Statt. Dann erſt, wenn Teutſchlands einzelnen Völkern ihr verheißenes Recht gegeben iſt und würdige Landſtände in jedem Teutſchen Staat des Volkes Recht vor dem Throne des angeſtammten Fürſten vertreten, wenn die Erfahrung alle Zweifel und mißtrauiſche Beſorgniſſe hierüber getilgt und die Zeit die goldene Furcht gereift hat, dann wird auch eine Vertretung des geſammten Teutſchen Volks vor der Geſammtheit aller Teutſchen Fürſten am Bundestage, durch Teutſche Volksſtände, das große Werk krönen und Teutſchlands Wiedergeburt glücklich vollendet ſeyn. Jene Furcht, welche am hellen Tage Geſpenſter ſieht, wird auch in dieſer Idee die Spukgeſtalten Polniſcher Reichstage oder gar Franzöſiſcher Nationalconvente wittern, aber ſchlaget nur das heilige Kreuzeszeichen der Teutſchen, das in Leipzigs Ebenen und in Belgien euren böſen Dämon bannte, und auch dieſe Schreckphantome werden ſchwinden, die guten Geiſter des frommen Volkes im hellſten Sonnenlichte euch erſcheinen. Oder wollen wir wieder um Kleiderſchnitt und Formen uns ſtreiten? Jedes Formwerk iſt hohl ohne den lebendig beſeelenden, ſchaffenden und erhaltenden Geiſt, ohne das Mark eines kräftigen Willens. „Gebt mir einen feſten Punkt, ſagte Archimedes, außerhalb dieſer Sphäre, ſo will ich die Erde bewegen.“ Dieſer feſte Punkt iſt unſere Eintracht, die Feſtigkeit und Redlichkeit unſers Willens. Iſt Wahrheit und Recht nicht in die Herzen der Völker und Könige geſchrieben, ſo mag ein Gott mit dem Griffel der ewigen Weisheit

ihre Verfaſſungen in Erz graben, ſie werden ſchnell veralten, wie ein Kleid.

Aber ſolche Werke, die den Stürmen der Zeit trotzen ſollen, fallen uns nicht vom Himmel, wie der Schnee über Nacht, den die erſte Mittagsſonne, der nächſte Regen auflöſ't. Ihr Keim ruht im Herzen des Volks, iſt in ſein innerſtes Leben mit den zarteſten Fäden geknüpft und wächſt und blühet und reift und ſtirbt nur mit ihm. Aber was die Spanne des Menſchenlebens nach Jahren zählt, läuft im Leben der Völker von dem Wiegenſchlummer bis zum letzten Schlaf des hinſinkenden Alters nur in Jahrhunderten und Jahrtauſenden ab. So finden wir zu den einzelnen Perioden, der kräftigen Ritterzeit, den Umwälzungen der Reformation, Jahrhunderte früher den erſten Grundſtein, ehe unſerm Auge das vollendete Gebäude ſich darſtellt; ſo wird auch die lebende Generation nur eine Sproſſe der Stufenleiter ſeyn, worauf das neue Verfaſſungswerk Teutſchlands zu ſeiner Vollendung ſteigt.

Die Zeit geht unaufhaltſam vorwärts und im gemeſſenen Schritt des Pendelſchlags vernehmen wir ahnend den Geiſt, der ſie beſeelt und ruhlos mit ihr wandert; haltet den Pendel, die Uhr wird ſtille ſtehen und euch im Schlafe nicht mehr ſtören, aber die Nacht zerrinnt, die Morgenſonne weckt. Das Buch der Geſchichte liegt aufgeſchlagen vor uns, die letzten Blätter ſind noch mit Blut geröthet und feucht von Thränen. Vor unſern Augen haben wir den großen Völkertreiber fallen ſehen, von ſeiner erträumten Herrlichkeit, von der Rieſenmacht ſeiner furchtbaren Schöpfung iſt jede Spur ausgetilgt, weil er in thörichtem Muthe die Geiſter mit den Dampfmaſchinen des Zwangs

Digitized by Google

zu regieren glaubte und am Zeiger der Zeit rückte, wie an der Theateruhr ſeines Willens. Möge die ernſte Lehre für uns nicht verloren ſeyn, und bis die ſchöne Idee eines wahrhaft vereinigten Teutſchlands in die Wirklichkeit des Lebens tritt, ſchütze Glaube und Hoffnung auch das gute Teutſche Volk vor trägem Zurückſinken in den alten unwürdigen Schlaf, und rette es wie bisher von der gleich gefährlichen Verirrung derer, die ſein Glück beflügeln möchten und die unzeitige Frucht herabreißen, die an der geiſtigen Sonne des wahren Werthes nur langſam reift.

Und ihr Alle, redliche Männer, die ihr nicht bloß dem Teutſchen Namen, nein auch der Teutſchen Tugend würdig huldigt und mehr als Zungenwerk im Herzen rein und voll die Ahnung eines beſſeren Teutſchlands hegt, folget ruhig und furchtlos der Stimme, die im Buſen ſo laut und mächtig für das Beſſere ſpricht. Des freien Mannes verſtändiges Wort iſt Goldes werth; in dieſer Zeit redet immer und ohne Rückſicht und Menſchenfurcht das Gute, thut nur was Recht iſt und alles Uebrige ſtellt in die waltende Hand des Himmels. Lehret das raſche Jugendalter die Zeit verſtehen, daß ſie in tollem Dünkel die Sonnenroſſe zu lenken nicht begehre, aber den kräftigen Schwung der aufgeweckten alterthümlichen Zeit wollet nicht lähmen, den ſtürmiſch überſprudelnden Quell zwar eindämmen, aber nicht verſchütten und zur faulen Pfütze machen. Vor Allem grabet aus dem alten Chronikenſchacht die reine Goldader Teutſcher Geſchichte wieder auf und reichet ſie den Kindern, vertheilt die langentbehrten Schätze unter das Volk; ein Schritt dazu iſt ſchon geſchehen und das Bemühen des trefflichen Kohlrauſch wird als kräftiger Anſtoß neues Leben in dieß Ge-

Digitized by Google

biet einer Wiſſenſchaft bringen, die, wie die Mährchen der Kindheit auf das Leben des Mannes, ſo das Seyn und Leben ganzer Völker beſtimmt und ausbildet. Einen Mann hat das Teutſche Vaterland zu frühe beweinen müſſen und dieſe Wunde einer verhängnißreichen Zeit wird nimmer vernarben. Schiller, der große Repräſentant Teutſcher Volksthümlichkeit und des ganzen geiſtigen Lebens ſeiner Nation, ſollte die Tage der Freiheit nicht erleben. Wie würde die Glut ſeiner Empfindung die Kraft und der Schwung ſeiner idealen Seele, die Tiefe ſeines philoſophiſchen Denkerblicks, bei ſeiner Geſchichtsforſchung mächtig gewirkt haben für die Sache des Vaterlands, das er am Ziele ſeiner politiſchen Auflöſung mit der Trauer jedes Patrioten auf beſſere Zeiten verloren gab. Aber ſeine Glaubens- und Hoffnungsworte flammen rein und unvergänglich im Herzen des Teutſchen Volkes fort und auch in den Zweifels- und Meinungsſturm dieſer neugebärenden Zeit gießen wir als lindernde Oeltropfen, was der große Vollendete aus ahnungsvollem Herzen ſeinem Volke ſang:

Es iſt kein leerer ſchmeichelnder Wahn,
Erzeugt im Gehirne des Thoren,
Im Herzen kündet es laut ſich an
Zu was Beſſerem ſind wir geboren,
Und was die innere Stimme ſpricht,
Das täuſcht die hoffende Seele nicht.

Digitized by Google

II.

Zerſtreuete Betrachtungen über die neueſten Franzöſiſchen Conſtitutionen, zur Veranlaſſung Teutſcher Nutzanwendungen.

„Was frommt der Tauſch dem Knechte,
„Tauſcht er nur bloß den Herrn!"

Koſegarten.

„Das Wort Freiheit klingt ſo ſchön, daß man es „nicht entbehren könnte und wenn es einen Irrthum be„zeichnete."

Göthe.

„In bürgerlichen Dingen eben ſowohl, als in ſitt„lichen und religioſen, mag der Menſch nicht gern etwas „aus dem Stegreife thun; eine Folge, woraus Gewohn„heit entſpringt, iſt ihm nöthig; das, was er lieben und „leiſten ſoll, kann er nicht einzeln, nicht abgeriſſen den„ken, und um Etwas gern zu wiederhohlen, muß es ihm „nicht fremd geworden ſeyn."

Göthe.

* * *

Einleitender Vorblick.

Man erſtaunte einigermaaßen, als zu Ende des Jahres 1813 der, bei Leipzig beſiegte, und nach Frankreich zurückgejagte Napoleon — welcher noch kurz zuvor für den Einzigen Repräſentanten der Europäiſchen Völker angeſehen wurde, und der ſich als Anordner ihrer Schickſale geltend zu machen wußte — den geſetzgebenden Körper

auseinander jagte, und ſich, indem er dieß that, darauf berief, daß er der Einzige Stellvertreter der Franzöſiſchen Nation ſey.

Man verwunderte ſich darüber, gleichſam als ob dieſe Verkündigung etwas Neues enthalte, ungeachtet ſie ſchon im Jahre 1808 von demſelben Moniteur vorgebracht worden war, welcher von ſich rühmte, daß er nicht nur der amtliche, rechtmäßige und glaubwürdige Erzähler der Weltbegebenheiten, ſondern auch der Erinnerer an das, was den Zeitgenoſſen Noth thue, der Berichtiger und Lenker der öffentlichen Meinung, und gleichſam das politiſche Gewiſſen Frankreichs ſey *).

Was er geprediget, und was man mit einer Art von Gleichgültigkeit angehört hatte, das war zu Ende des Jahres 1813 ganz in Vergeſſenheit gerathen.

Dieß war geſchehen, weil in Zeiten, in welchen der Freiheit entbehrende Menſchen leben, gewöhnlich iſt, daß von einem öffentlichen Unrechte nicht öffentlich geſprochen werden darf; daß es, als wäre es keines, vergeſſen; durch anderes verſtärkt; und jedes neue ſo lange erduldet wird, bis zuletzt eine ungerechte Geſammtheit von unerträglicher Größe entſtehet, und ein gewaltthätiger Verſuch, es abzuſchütteln, veranlaßt wird.

* * *

Rückblick und Erzählung.

Bevor wir erzählen, was ſich zu Ende des Jahres 1808 ereignete, werfen wir einen Blick auf die vorausgegangenen Ereigniſſe.

*) Das Gewiſſen deutet das Gewiſſe an, oder ſoll es andeuten.

Digitized by Google

Noch am 16. Auguſt 1807, als Napoleon die Sitzungen des geſetzgebenden Körpers feierlich eröffnete, richtete er ſeine Anrede 1) an Messieurs les députés des départements au corps législatif; 2) an Messieurs les Tribuns, und 3) an les membres de mon conseil d'état.

Weil die Mitglieder des geſetzgebenden Körpers und des Tribunats als Stellvertreter der Nation angeſehen wurden, und weil ſie über Gegenſtände der Geſetzgebung eine entſcheidende, und vom Kaiſerlichen Willen unabhängige Stimme hatten: ſo wurden ſie von dem Kaiſer als Messieurs angeredet, und ihnen der Vorrang vor den Staatsräthen eingeräumt. Weil die letztern Hörige des Monarchen, und geſchmeidige, ſeinem Willen untergeordnete, Rathgeber waren: ſo wurde ihnen die Ehre Messieurs zu ſeyn, verweigert, und Napoleon nannte ſie ſchlechtweg: les membres de mon conseil d'état.

Dieß that er, ungeachtet der Franzöſiſche Deſpotiſmus ſeit langer Zeit, und beſonders während Napoleons Regierung, mit der Artigkeit begabt war, unterdrückte und unterwürfige Menſchen Messieurs zu nennen. Er that es, weil es ein Eingriff in die Conſtitution war, die Staatsräthe bei Eröffnung der Sitzungen des geſetzgebenden Körpers anzureden. Dieſen Eingriff wollte er mildern, als er ſeine ſtaatsklugen Räthe nicht Messieurs nannte. Es gelang ihm auch; denn Alles ſchwieg dazu.

Als er, kaum Ein Jahr ſpäter, nämlich am 25. Oct. 1808 die Sitzungen des geſetzgebenden Körpers abermals eröffnete, mußte er in Vergeſſenheit bringen, daß die Messieurs les Tribuns nicht mehr angeredet werden konnten, weil das Tribunat, zum Wohl des großen

Reichs, aufgehoben worden war. Daher erwähnte er ſeiner Staatsräthe nicht, ſondern richtete ſeine feierliche Anrede einzig und allein an Messieurs les députés des départements au corps législatif.

Bald darauf, am 15. December 1808, fand ſich der umſichtige und dienſtbereitwillige, öffentliche Erinnerer (Moniteur) bewogen, den ſo aufbrauſenden, als duldſamen Franzoſen eine ganz neue Belehrung in Rückſicht ihrer Staatsverfaſſung zu ertheilen, um dieſe dadurch zu vernichten.

Solche Vernichtung war demnach das Werk eines Zeitungsſchreibers, und wurde mittelſt eines Zeitungsartikels bewerkſtelliget; und die Handhabung der Franzöſiſchen Verfaſſung hieng dergeſtalt von der Willkühr der Tagesſchriftſteller ab, daß der Moniteur eine Veranlaſſung zu ſeinen Belehrungen in einer Nachricht aufzufinden wußte, welche ein anderer Zeitungsſchreiber ertheilt hatte.

Der letztere — wofern er nicht etwa mit dem Erinnerer ein heimliches Einverſtändniß unterhielt — war nicht ſo ſehr, als dieſer, in die wandelbaren Grundbeſtimmungen oder Geheimniſſe der wandelbaren Verfaſſung eingeweihet. Auf eine unüberlegte und unvorſichtige — oder vielleicht verabredete — Weiſe hatte er daher die Erzählung von einer Audienz bekannt gemacht, welche eine Deputation des geſetzgebenden Körpers bei der Kaiſerin gehabt hatte.

In dieſer Nachricht war angeführt worden, daß ſie geſagt habe: „der geſetzgebende Körper repräſentire die Nation."

Mit einem warmen und ſtracklichen Gerechtigkeits-eifer trat dagegen der Moniteur auf, und erklärte: daß die Kaiſerin ſich unmöglich eines ſolchen Ausdrucks bedient haben könne: „weil ihr die Verfaſſung allzugut bekannt ſey, und weil ſie daher wohl wiſſe: daß der Kaiſer der Erſte Repräſentant der Nation ſey.“

„Denn, ſetzte er hinzu, alle Gewalt kommt von Gott und von der Nation.“

* * *

Revolutionslehren und deren Verbannung.

Nach dem Ausbruch der Revolution war dem — damals zur Gläubigkeit in dieſem Punkte ſehr geneigten — Franzöſiſchen Volke die ſchmeichelhafte Lehre, welche, ſo viel möglich, allen Menſchen eingepräget werden ſollte, verkündiget worden: daß alle Herrſchergewalt auf Geheiß des Volks, ſo wie in deſſen Namen und zu deſſen Wohl ausgeübt werde.

Aber alle herrſchenden Parteihäupter, die einander im Fortlaufe der Franzöſiſchen Staatsumwälzung ablöſeten und unterdrückten, arbeiteten gemeinſchaftlich darauf hin, dieſe Lehre abzuſtellen; und als nun der Moniteur Gott zum Erſten und oberſten, und das Volk zum Zweiten und untergeordneten Gewaltverleiher erklärte: ſo kam zum Vorſchein, daß die gänzliche Aufhebung dieſer Revolutionslehren erfolgt ſey.

Denn in dem Zeitpunkte, in welchem dieß geſchah, beſaß Napoleon ſeine Allgewalt durch Gottes Verleihung.

Digitized by Google

Ihm zu Gunſten hatte ſich, mittelſt der Zeitereigniſſe, Gottes Stimme allmählich dergeſtalt vernehmen laſſen, daß man ihn für den allgemeinen Weltregenten anſehen mußte, und dazu eine Zeitlang von ihm ſelber genöthigt wurde.

Wo Gottes ewige Stimme auf ſolche überwiegende Weiſe durch die zeitliche Uebermacht ausgedrückt worden iſt, da wird die Aeußerung jeder Volksſtimme verwerflich, welche etwas Anderes andeutet, als was an den Tag gelegt iſt durch die That und durch die Ereigniſſe ſelber, neben denen alle wörtliche Erklärungen überflüſſig ſind, und faſt einer Verſpottung ähnlich ſehen. Jede Volksſtimme wird dann zu einer frevelhaften, ſobald ſie von dem abweicht, was die Stimme Gottes andeutet, welche durch und in eines übermächtigen Herrſchers Anordnungen zu vernehmen iſt.

* * *

Napoleons Irrlehre von der Würdigkeit legitimer Dynaſtien.

Es war natürlich, daß Niemand ſo ſehr, als Napoleon, auf das rückhaltloſe Anerkenntniß dieſer Grundlehre dringen mußte. Dieß that er auch mit gebührender Kühnheit und Feſtigkeit, beſonders ſeit dem Jahre 1808, in welchem ſeine Macht unermeßlich geworden zu ſeyn ſchien. Er that es in der Abſicht, darauf eine unverletzliche und unwandelbare Geſetzmäßigkeit regierender Dynaſtien zu begründen, um dadurch ſeiner eigenen neuen, in den geſchloſſenen Kreis der älteren, eingedrängten Dynaſtie einen gebührenden und ebenbürtigen Antheil an ſolcher Unverletzlichkeit zu verſchaffen, und dagegen die ausgeſtoßenen auf immer zu entfernen.

Wenn Heiliges und Unheiliges frevelhaft unter einander gemiſchet werden dürfte: ſo könnte man mit einer Art von Tollkühnheit die vermeſſenen Worte ausſprechen: daß Napoleon (nach ſeiner Manier) die erſte Anregung gegeben hat, eine geſchichtliche Legitimität zum Grundpfeiler eines neuen, völkerrechtlichen Zuſtandes zu machen.

Weil aber ſeine und ſeiner Dynaſtie Sicherheit der der ganzen Welt ebenſo vorgehen ſollte, als dieſe ſelbſt ſich durch jene bedrohet glaubte, und gefährdet ſah: ſo mußte er dabei auf eine hinterliſtige und unehrliche Weiſe zu Werk gehen, damit aller Unterſchied zwiſchen kurzem und langem Beſitz einer, von Gott verliehenen, Herrſchergewalt ausgeſchloſſen, und in Vergeſſenheit gebracht, und das Eintagsweſen dem für ebenbürtig geachtet werde, was im grauen Alterthume entſtanden, und durch ein unvordenkliches Daſeyn geheiligt worden iſt.

Seiner unumſchränkten Allgewalt ſich bewußt, heiſchte er daher gebieteriſch, daß man einzig und allein auf den neueſten Beſitzſtand, aber nicht auf deſſen, vielleicht verwerflichen, Urſprung Rückſicht nehmen müſſe.

Er forderte dieß, um ſich gleichſam als einen Zeugen der Wahrheit und als ein Rüſtzeug Gottes geltend zu machen, und ſeiner Gewaltſtiftung eine künftige Ewigkeit zu verſchaffen Dazu wollte er eben durch den, beharrlich geäußerten, Grundſatz gelangen, daß man jede, gerade vorhandene, Obergewalt, in weſſen Händen ſie ſich auch befinden möge, als unverletzlich anerkennen, und dabei jedes Zurückſchauen auf die Vergangenheit, und jedes — mit Aenderungs-Wünſchen nur zu leicht verknüpfte — Vorausblicken in

die Zukunft vermeiden müſſe; indem Letzteres als verbrecheriſch anzuſehen, und zur Zurückführung ſchauderhafter Revolutions-Bewegungen geeignet ſey.

Dabei wurde Napoleon durch den Umſtand, wenigſtens ſcheinbar, unterſtützt, daß man, wenn man ſolches Vorausblicken oder Zurückſchauen vornehme, leichtlich auf den Wahn gerathen könne, einer von Gott verliehenen Gewalt in dem Grade eine mehr oder minder große und heilige Legitimität beizulegen, in welchem ihr Daſeyn nach mehr oder weniger Jahrhunderten, oder nur nach Jahren und Tagen zu berechnen ſey. Weil aber Gottes allmächtige und allgerechte Anordnungen von allen Zeitverhältniſſen unabhängig ſind: ſo drang Napoleon, nicht ohne Rechtgefühl, darauf, daß alle Gewalt, welche von Gott kommt, ſo heilig ſey, wenn ſie geſtern, als wenn ſie vor Jahrhunderten oder Jahrtauſenden entſtanden iſt.

Faſt jeder übermächtige Allgewaltige ſucht ſeinen eigenen Willen für einen allgemeinen Rechtswillen auszugeben. Er vernimmt und erblickt mit einer Art von Wolluſt das Anerkenntniß und die Befolgung deſſelben, weil er beide mit Grauſamkeit erzwingt; und weil Wolluſt und Grauſamkeit einander verſchwiſtert ſind, ja an einander gleichſam eine zähneknirſchende Freude haben.

Daher geſchah es auch, daß Napoleon aus Selbſtſucht eine Verletzung eben derſelben Legitimität, zu deren Aufrechthaltung er Alles aufzubieten ſchien, vornahm, indem er ſie einer Prüfung unterordnen wollte, oder ſie zum Theil ſogleich in der That und durch die That unterwarf. Dadurch war ihr Daſeyn in jedem Augenblicke gefährdet.

Digitized by Google

Er ſtellte nämlich eine ganz neue Lehre von der Würdigkeit der Dynaſtien auf, und zwar mit der Ueberzeugung, daß jeder künftige Franzöſiſche Weltkaiſer der Herzens- und Nierenprüfer aller übrigen legalen Regenten und der höchſte Richter über die Dynaſtien-Würdigkeit ſeyn ſollte, gleichwie er ſich ſelbſt dieſes oberherrliche Richteramt ebenſo für ſeine Lebenszeit vorbehielt, als er es auf ewige Zeiten in ſeiner eigenen Dynaſtie erblich machen wollte.

Eigener Würdigkeit ſich gar wohl bewußt, ſuchte er nun ſein majeſtätiſches Schiedsrichteramt über fremde Würdigkeit auf eine faſt huldreiche Weiſe zu rechtfertigen, indem er eine feierliche Berufung auf und an die Nachwelt ergehen ließ: — dieſe auffodernd und beauftragend, in künftigen Jahrhunderten über ſeine Dynaſtie und deren Glieder Gericht zu halten, und ſie zu verwerfen, ſobald ſie nicht in ſeine Fußſtapfen treten, ſondern ausarten, und ſeiner und ihrer unwürdig ſich bezeigen würden.

Daher ſprach er über mehrere alte, regierende Dynaſtien, die gegen ihn gefehlt, und ſeinem Willen widerſtrebt hatten, das Urtheil aus, daß ſie zu regieren aufgehört hätten: — ein Urtheil, welches er jedesmal, ſo weit er es vermochte, ſogleich vollſtreckte, aber auch, ſobald es Nutzen und Noth geboten, ſtillſchweigend zurücknahm. Beſonders verwaltete er recht ſtracklich ſein ſelbſterſchaffenes, willkührliches Richteramt in demſelben 1808. Jahre, in welchem der Moniteur das Grundgeſetz aufſtellte, daß der Kaiſer der Erſte, aus und durch Gottes Gnaden vorhandene, Repräſentant der Franzöſiſchen Nation ſey. Dieſe kecke Staatsverwaltung nahm er vor,

als er auf die Spaniſche Regentenfamilie die neue Lehre von der Würdigkeit der Dynaſtien anwendete, oder vielmehr dieſe Lehre auf einmal in ihrer ganzen Wirkſamkeit eintreten ließ, indem er die Spaniſchen Bourbone des Throns und der Thronrechte beraubte, weil ſie, nach einer, mit gebührender Strenge vorgenommenen Prüfung, nicht vor ihm beſtanden waren.

* * *

Ausſchweifung. Neueſte Lehren der Rechtgläubigen, und ketzeriſche Anſichten. Gutgemeinte Warnung.

Als hierauf das Franzöſiſche Kaiſerthum vernichtet werden ſollte, kämpften alle Regenten für die Rechte angeſtammter Legitimität, wobei es natürlich war, die ruchloſe Vermeſſenheit zu verwerfen, der gemäß das Oberhaupt einer einzelnen, und noch dazu einer emporgekommenen, gewaltthätigen Dynaſtie ſich das Recht anmaßete, über die Würdigkeit aller andern abzuſprechen, und dadurch Gottes Anordnung und Gewaltſtiftung zu meiſtern.

Als das große Werk gelungen; Frankreich in engere Gränzen wieder eingeſchloſſen, und der Königsthron für die Bourbonen wieder hergeſtellt war, erklärten ſich daher alle Regenten von Europa zu verbündeten Beſchützern der heiligen und unverjährbaren Rechte alterthümlicher Legalität.

Es wurde von Neuem das feierliche Glaubensbekenntniß: daß alle Gewalt von Gott komme, abgelegt; auch mittelſt eines ehrwürdigen Vertrags die Verpflichtung anerkannt, daß man das, was man durch Gottes

gnädigen Willen beſitze, auch Gottes heiligen Geboten, und den Lehren des Chriſtenthums gemäß, gewiſſenhaft gebrauchen wolle: damit man ſich die Ueberzeugung verſchaffe und bewahre, daß die angeſtammte Machtvollkommenheit mit chriſtlicher Gnade, Milde und Gerechtigkeitsliebe zur Anſchauung gebracht werde.

Neben der ungeheuchelten Bewunderung einer neuen, alle Europäiſchen Staaten umfaſſenden, legalen Weltordnung und des Beſtrebens, ein von der chriſtlichen Religion geregeltes, friedliches Ganzes herzuſtellen; neben ſolcher Bewunderung kann und darf die Beſorgniß nicht unterdrückt werden, es möchte durch die Lehre von der alterthümlichen Geſetzmäßigkeit wenigſtens bei Einigen der Wahn erweckt oder begünſtiget werden, daß derjenigen Dynaſtie ein höherer Werth beizulegen ſey, welche Jahrhunderte älter, als die andern iſt.

Denn, wenn das Gefühl, von hochgeachteten und bewunderten Altvordern abzuſtammen, ehrwürdig und erhebend iſt; ſo muß dieſes Gefühl in dem Grade mehr oder weniger bekräftiget, gleichſam mehr oder minder geheiliget werden, und mehr oder weniger ehrwürdig erſcheinen, in welchem es von Geſchlecht zu Geſchlecht durch eine größere oder geringere Anzahl von Jahrhunderten fortgepflanzt worden iſt.

Iſt es daher nicht möglich, daß die Mitglieder einer ältern Dynaſtie in ſich einen hohen Ahnenſtolz unterhalten, und ſich einbilden können, die ihrige habe einen Vorzug vor jüngern Regentengeſchlechtern? Iſt es unter ſolchen Verhältniſſen nicht natürlich und faſt unvermeidlich, daß die älteſte Dynaſtie ſich für die Inhaberin der

Digitized by Google

allerälteſten Rechtmäßigkeit, und unter allen für die würdigſte anſehe? daß ſie überhaupt an eine, durch größere oder geringere Alterthümlichkeit beſtimmte, mehr oder minder große Würdigkeit glaube? ja daß ſie ſich eine Beurtheilung fremder, der ihrigen nie ebenbürtigen Würdigkeit und Legalität anmaaße?

Ihrer Denkart gemäß müſſen Jahre mehr, als Monate und Tage, Jahrhunderte mehr, als verkürzte päpſtliche Jubelzeiten; Jahrtauſende mehr, als Jahrhunderte gelten; und dieſes ahnenſtolze Bewußtſeyn werden ſie immer und überall, und zwar in dem Grade an den Tag zu legen ſuchen, in welchem ſie eine, dadurch erregte oder gerechtfertigte Herrſchſucht zu befriedigen und ſich übermächtig und übergewichtig zu machen im Stande ſind. Dieß kann oder wird ſie aber verleiten, nach einer gebieteriſchen Allgewalt, in Rückſicht der völkerrechtlichen Verhältniſſe zu trachten.

Ob nun die Geſetzmäßigkeit herrſchender Dynaſtien, den Begriffen gemäß, welche ein Napoleon nach eigenſüchtigen Planen von der Regierwürdigkeit aufſtellte, oder ob die Regierfähigkeit nach dem Alterthume ihres Daſeyns abgemeſſen wird: — beides ſcheint zu Einem Endpunkte, d. i. zur ungemeſſenen und unermeßlichen Willkühr eines Einzigen zu führen; Beides kann veranlaſſen, daß Frankreich zum bleibenden Stammlande und Schauplatze ſolcher Willkühr auch in Zukunft diene, welche — um einiger innerlichen Bezähmung zu entbehren — ſich angetrieben fühlen muß, nach einer Allmacht, in Beziehung auf das Ausland und auf Europa zu trachten.

Wie verderblich Beides für die alten geſetzmäßigen Dynaſtien und dadurch für die Welt werden könne, hat

in Rückſicht der nächſten Vergangenheit, Napoleons Verfahren gegen mehrere, beſonders aber gegen die legale Spaniſche Regentenfamilie bewieſen. In Anſehung der Zukunft iſt möglich, daß die Dynaſtie der Bourbonen in die Fußſtapfen ihres grauſamen Verfolgers treten, und ſich zur Schiedsrichterin über die legitime und alterthümliche Würdigkeit aller andern Dynaſtien aufwerfen könne.

Ein ſonderbarer und Staunen erweckender Wechſel der Dinge müßte zum Vorſchein kommen, wenn ſich dieß ereignete, und wenn eben dieſelben Bourbonen, welche durch das großmüthige Zuſammenwirken der, mit alterthümlicher Rechtmäßigkeit beglückten, Regenten Europa's in ihren vorigen Zuſtand wieder hergeſtellt wurden, ſich aller Verpflichtung und Dankbarkeit entlediget erachten, und auf den Wahn gerathen könnten, daß ihre eigene Legalität die geſetzmäßigſte, hochwürdigſte und hochachtbarſte und daß das jedesmalige Oberhaupt dieſer Dynaſtie — um ſolches angeſtammten und ſchmeichelhaften Bewußtſeyns willen — gleichſam von der Vorſehung berufen ſey, über die Würdigkeit aller andern, hinter ihr auf ewige Zeiten zurückſtehenden, Dynaſtien ſchiedsrichterlich zu entſcheiden.

Die Genealogie müßte dann zur höchſten Wiſſenſchaft erhoben, und die Kenner derſelben müßten zu Rathgebern bei Abfaſſung eines Urtheils über eine, mehr oder minder große Legalität und Würdigkeit gebraucht werden.

Sobald dieſe Beiden mit Alterthümlichkeit verſchwiſtert ſeyn müſſen, können oder müſſen ſich die Bourbonen ſolche Rathgeber beiordnen, und nach ſo langen Revolutions-Bewegungen muß das höchſte Ziel aller, zu deren Vertilgung gemachten, und aller übrigen und künf-

tigen Völkeranſtalten darin beſtehen, die unvergängliche und unverletzliche Hoheit der alterthümlichſten Dynaſtie aufrecht zu erhalten.

Wenigſtens kann dieß von der letztern für eine pflichtmäßige, jeder andern vorgehende Beſtrebung, und für die höchſte völkerrechtliche Aufgabe angeſehen werden,

Damit iſt aber für Europa die Gefahr verbunden, daß an die Stelle eines Napoleons ein Bourbon treten; und daß ſich dieſer eben dieſelbe Oberhoheit, die jener einige Zeit beſaß, und welche er Frankreich für immer zuwenden wollte, zueignen, oder wenigſtens fort und fort darnach trachten, und die Welt beunruhigen möchte.

Dieß kann nicht nur dann geſchehen, wenn ein ausgezeichneter Mann (wie Heinrich IV.) das Oberhaupt der Bourbonſchen Dynaſtie iſt, ſondern auch dann, wenn ein ſolches Oberhaupt (wie Ludwig XIV.) vom Gefühle innerer Geiſtesohnmacht angetrieben wird, nach äußerem Schimmer zu ſtreben, um im prunkenden und vergötterten Ahnenſtolz einen Erſatz mangelnden Thatenvermögens zu ſuchen und zu finden.

Mittelſt Franzöſiſcher Mißdeutungen könnte und würde demnach eine fortdauernde Aufforderung an alle Gewaltinhaber ergehen, ihr Daſeyn mehr auf das Andenken an die Verdienſte und Thaten der Altvordern, als auf ein eigenes, kräftiges und in jedem Augenblicke darſtellbares Thatenverlangen und Thatenvermögen zu ſtützen, und dadurch den allgemeinen Ruheſtand und das Daſeyn bürgerlicher Freiheit allzuſehr zu gefährden.

* * *

Digitized by Google

Ausſchweifung. Lehren des Moniteur und Andeutungen zu deren Verſtändniß.

Nach dieſem abſchweifenden Vorblick auf eine mögliche und faſt wahrſcheinliche Zukunft, kommen wir, um zu einer neuen Abſchweifung Anlaß zu finden, auf das zurück, was dazu Gelegenheit gegeben hat: nämlich auf die grundgeſetzlichen Einrichtungen, welche im Jahre 1808 der Moniteur anordnete, um den Weltkaiſer, deſſen Gewalt durch Gottes Gnaden vorhanden war, zum einzigen Stellvertreter eines willenloſen und unterthänigen Volks zu machen.

Sich und Andere verleitete er zu Freveln, indem er das Sprichwort: „Volksſtimme iſt Gottes Stimme" in Vergeſſenheit zu bringen, und dadurch die Lehre einzuprägen ſuchte; daß von der letztern die Gewalt eines jeden, gerade vorhandenen Herrſchers angeordnet; und daß verbrecheriſch die Geſinnung und das Wollen eines jeden Volks, ſogar dann ſey, wenn es einer harten Tyrannei widerſtrebe, oder wenn es eine Neigung für eine unglückliche Regenten-Dynaſtie an den Tag lege, welche, (dem ſchiedsrichterlichen Napoleonſchen Urtheile gemäß) zu herrſchen nicht mehr würdig ſey und aufhören müſſe.

Man könnte dieß eine Verwirrung der Begriffe und eine Zerrüttung des Rechtsſinns nennen, welche hervorzubringen, der Moniteur einen ganz neuen Sprachgebrauch erfand.

Denn ob es wohl in dem großen Reiche zur Gewohnheit geworden war, daß ſchnell genug auf die Eine neue Conſtitution eine Andere folgte; obwohl jede für unverletzlich erklärt, aber keine auch nur Einen Augen-

Digitized by Google

blick gewiſſenhaft beobachtet wurde: ſo war man doch noch nicht dahin gekommen, von Conſtitutionen zu ſprechen, wie dieß der Moniteur im Jahre 1808 zu thun begann, um Alles unſicher zu machen, ausgenommen die Allgewalt eines Einzigen.

Um die vorhandene Eine und untheilbare Conſtitution zu vernichten, löſete er ſie in einzelne Conſtitutionen auf.

Die letztern wurden einander gleichſam für ebenbürtig erklärt, weil der Wahn erregt werden ſollte: als bleibe die ganze Verfaſſung und das vollſtändige Grundgeſetz vorhanden, während jene und dieſes zerſplittert und tödtlich verletzet, und während in jedem Augenblicke einzelne Conſtitutionen herausgenommen, willkührlich verändert, und die Zahl derſelben vermehrt odervermindert wurde *).

*) Man hat bis jetzo noch nicht gehörig erwogen, daß man ſich in Teutſchland, während der Franzöſiſchen Oberherrſchaft, an einen, in mancher Rückſicht gefährlichen, Sprachgebrauch gewöhnt und denſelben, nach wieder erkämpfter Unabhängigkeit größtentheils beibehalten hat, ungeachtet er ſich auf viele hochwichtige Dinge beziehet, und eine Mißgeſtaltung derſelben, ſo wie eine Umänderung Teutſcher Denkart hervorbringt; ja ſogar gerade die Grundübel zu befeſtigen im Stande, zu deren Ausrottung alle Volkskraft muthig aufgeboten und angewendet worden iſt.

Wenn z. B. in irgend einem Staate von dem Daſeyn einer Grundverfaſſung die Rede ſeyn ſoll: ſo kann dieß nur eine Einzige und untheilbare Conſtitution, nur ein unzertrennbares Grundgeſetz ſeyn. Das ganze, innere und eigenthümliche Weſen des letztern geht aber unter, wenn willkührlicher Weiſe einzelne Beſtandtheile aus demſelben herausgenommen werden dürfen. Ungeachtet es demnach keine Conſtitutionen giebt, welche den — Sinn

Um eben ein ſolches Vernichtungsſpiel mit der Franzöſiſchen Verfaſſung zu treiben, ſagte der Moniteur: „In „der Ordnung unſerer Conſtitutionen, kommt

verwirrenden und Recht verdrehenden — Sprachgebrauche des Moniteur entſprechen: ſo ereignete ſich doch, daß ſogar im Jahre 1817 noch von ſolchen Conſtitutionen in einem hochgeachteten Staate bei öffentlichen Verhandlungen die Rede war, welche vorgenommen wurden, um eine Geſammtverfaſſung für alle ſeine Länder zu erſchaffen, und Reichs- und Landſtänden entweder eine unlaſtige Rathgebung zu bewilligen, oder ein weſentliches Stimmrecht bei der Geſetzgebung einzuräumen.

Wir führen noch ein zweites Beiſpiel an.

Bis zum letzten Viertel des 18. Jahrhunderts ſprach man in Teutſchland vom Gottesdienſt, und verſtand darunter den chriſtlichen. In dem, der Revolution vorausgehenden und ſie einleitenden, philanthropiſchen Zeit-Zeitpunkte gefiel man ſich außerordentlich wohl, wenn man von Gottesverehrung reden konnte, um anzudeuten, daß man das Natürliche dem Geoffenbarten vorziehe; und daß man das Letztere nur verehre, inſofern man es als begreiflich und vernunftmäßig anzuerkennen vermöge.

Nach dem Ausbruch der Revolution ſuchte man eine vernunftmäßige Gleichgültigkeit an den Tag zu legen und zu zeigen, daß man alle und jede religioſe Gebräuche einander gleichſtelle; daß man Keinem einen Vorzug vor den Andern einräume, ſondern jeden auf ſich und ſeinem Werthe beruhen laſſe; Allen aber ein gleiches Daſeyn vergönne. Um dieß Alles in ein Einziges, die höchſte Gleichgültigkeit gegen alle Religionen ausdrückendes, Wort zuſammenzufaſſen, gebrauchten die Franzoſen den Ausdruck: Cultus; und die Teutſchen nahmen denſelben, aus gewohnter Nachahmungsſucht an; behielten ihn bis jetzt mit einer Art von Selbſtgefälligkeit bei, der gemäß es zur Mode geworden, Cultusminiſter zu ernennen, und vom Cultus oder Cult nicht oft genug ſprechen zu können. Es wurde

„nach dem Kaiſer der Senat; nach dem Senat der „Staatsrath; nach dem Staatsrathe der „geſetzgebende Körper; nach dieſem jedes „Tribunal und jeder öffentliche Beamtete, der Ordnung „ſeiner Attribute gemäß.“

Dieß geſchah, ungeachtet dieſer Staatsrath (wie ſchon erwähnt worden) lediglich ein Rathgeber des Monarchen war, ſo oft dieſer für gerathen fand, ihn über beliebige Gegenſtände zu Rathe zu ziehen, um von ihm eine unmaaßgebliche Meinung, aber keine entſcheidende Abſtimmung zu vernehmen.

Als auf ſolche Weiſe im Jahre 1808 die grundgeſetzliche Ordnung der Dinge umgekehrt wurde, ließ ſich in Frankreich auch nicht Eine widerſprechende Stimme öffentlich hören; und noch viel weniger brachte der — als Beſchützer der Grundverfaſſung angeordnete — Er-

dabei nicht erwogen, daß dadurch gerade jene chriſtliche Religioſität heimlich untergraben wird, auf deren Bekräftigung man in der neueſten Zeit ſo ſehr und mit ſo großem Rechte dringt.

In dieſer neueſten, einer Sprachreinigung, hochbefliſſenen, Zeit glaubte man ſich ein Verdienſt zu erwerben, wenn man Cultus durch Gottesdienſt überſetzte; begieng aber gleichſam eine Sünde gegen die Geſchichte oder verletzte die geſchichtliche Treue. Denn das Wort: Cultus iſt unüberſetzbar, inſofern es der Geſchichte in Beziehung auf den angegebenen Zeitraum angehört, und muß beibehalten werden, um eine noch nicht ganz verſchwundene Religions-Gleichgültigkeit anzudeuten. Dieſe kann nur durch die That ſelbſt, d. i. gleichſam durch Buße und Beſſerung, nicht aber durch Ueberſetzungen verdrängt werden.

Digitized by Google

haltungsſenat, oder auch der geſetzgebende Körper irgend einen Einwand vor.

Sogar in dem übrigen unterwürſigen, und gedemüthigten Europa erweckte das Verfahren des Moniteur keineswegs die gebührende Aufmerkſamkeit oder den verdienten Unwillen. Letzteres geſchah, weil man nicht daran dachte, daß ein Unrecht, welches in Frankreich ſelbſt begangen wurde, als ein allgemeines anzuſehen ſey. Man freuete ſich vielmehr über Alles, was das gefürchtete Oberhaupt, welches man mehr zu verſpotten ſuchte, als zu verachten vermochte, gegen die Franzoſen verbrach, und über Alles, was dieſe von ihm erdulden mußten.

Man vernahm daher im Jahre 1808 mit Gleichgültigkeit die Verkündigung des Moniteur, daß Napoleon der Erſte und daher Einzige Stellvertreter des Franzöſiſchen Volks, und als ſolcher berechtiget ſey, des Letztern Willensmeinung dergeſtalt an den Tag zu legen, daß allgemein eingeſehen werden müſſe: Alles Wollen der Franzöſiſchen Nation habe immer und allezeit nur das zum Gegenſtand, was der Kaiſer wolle; und des Letztern Willenserklärung drücke umgekehrt nie etwas Anderes aus, als den Volkswillen.

Um dieſen verwirrenden Unſinn mit einer Art von Folgegerechtigkeit zu begaben, ſtellte eben der Moniteur jenes Syſtem auf, deſſen erſte Grundzüge wir ſchon angeführt haben, und entwickelte die übrigen auf folgende Weiſe:

„Denn wenn es, ſagte er in unſern Conſtitutionen, „Ein, die Nation repräſentirendes, Corps „gäbe: ſo würde dieſes Corps ſouverän; die andern

Digitized by Google

„Corps würden Nichts, und der Wille von jenem „würde Alles ſeyn.“ *)

„Der Convent, ſetzte er hinzu, ſelbſt der geſetzge- „bende Körper ſind Repräſentanten geweſen: ſo wollten „es unſere damaligen Conſtitutionen. Auch machte „der Präſident den Vorſitz (Fauteuil, Vorrangſitz) ſtrei- „tig, indem er ſich auf den Grundſatz berief: daß dem „Präſidenten der Nationalverſammlung der Vorrang ge- „bühre.

„Unſer Unglück rührt zum Theil von dieſer Ueber- „treibung der Ideen her.

*) Dergeſtalt verwirrte ſich, um Andere zu verwirren, der Moniteur mit ſeiner unſinnigen Lehre, daß er nicht daran dachte, wie er die Souveränetät gleichſam heimlich demſelben Volke in die Hände ſpiele, welchem er jeden Antheil daran gänzlich zu entziehen ſuchte. Denn, wenn ein die Nation repräſentirendes Corps, weil es repräſentirt, als ſouverän anzuſehen wäre: ſo könnte im Allgemeinen die Herrlichkeit der Souveränetät nur aus der Volksvertretung hervorgehen; ſo wäre ſie überhaupt nur inſofern vorhanden, als ſie von dem Volke verliehen wird. Was aber ein Volk verleihen kann, das muß ihm auch eigenthümlich zuſtehen; und deßwegen muß es der urſprüngliche Inhaber der Souveränetät ſeyn. — Dieſe muß ihm ſogar für den Augenblick und in dem Augenblicke beiwohnen, in welchem es durch ein unvermeidliches Verhängniß genöthiget wird, ſie in die Hände eines Deſpoten zu legen. Weil daher der *Moniteur* predigte, daß der Kaiſer als Erſter und Einziger Stellvertreter der Nation ſouverän ſey: ſo deutete er dadurch (ohne es zu wollen und zu wiſſen) an, daß deſſen Souveränetät vom Volke, nicht aber unmittelbar von Gott übertragen ſey.

„Es würde eine ſchimäriſche, und ſogar ver„brecheriſche Anmaaßung ſeyn, die Nation „vor dem Kaiſer repräſentiren zu „wollen.

„Der geſetzgebende Körper, der uneigentlich „ſo genannt wird, ſollte Geſetzgeberrath hei„ßen; da er die Befugniß nicht hat, Geſetze zu „machen, indem er keine vorſchlagen kann. „Man nennt ſie Deputirte der Departemente, weil ſie „von den Departementen ernannt werden.

Mittelſt dieſer Aeußerungen wurde von dem Moniteur das Grundgeſetz ausgeſprochen, daß in der Deputirten-Ernennung der Departemente kein Auftrag zur Stellvertretung enthalten; und daß ferner Geſetze machen und vorſchlagen, Eins und daſſelbe ſey. Dahin war es gekommen, ſeitdem ein, von dem Herrſcher gemachter Geſetzvorſchlag zwar von den Deputirten der Departemente beſprochen, gelobt und geprieſen, aber nicht verworfen werden durfte, ſondern (wo möglich) mit allgemeiner Zuſtimmung angenommen werden mußte.

Weil nun der Staatsrath die Geſetzentwürfe im Namen und auf Befehl des Kaiſers verfertigen und zum Vortrag bringen; weil er dieſelben mit prunkenden Lobreden und mit Andeutungen begleiten mußte, welche ſehr oft nicht nur dem Franzöſiſchen Volke, ſondern auch ganz Europa zur Richtſchnur und zur Warnung und Bedrohung dienen ſollten: ſo darf man ſich nicht wundern, daß der Moniteur auf den Einfall gerieth, den geſetzgebenden Körper zu einer Verſammlung von Deputirten der Departemente, und dieſe zu einem bloßen Geſetzgeberrath

Digitized by Google

herabzuwürdigen; und daß er — nachdem er dieß mittelſt der angeführten, dictatoriſchen Aeußerungen bewerkſtelliget hatte — in ſeinen grundgeſetzlichen Belehrungen folgendermaaßen fortfuhr:

„In der Ordnung unſerer conſtitutionellen „Hierarchie iſt 1) der Erſte Repräſentant der „Nation — der Kaiſer mit ſeinen Miniſtern, „als Organen ſeiner Entſcheidungen; 2) die „Zweite repräſentirende Autorität iſt der Senat, 3) „die Dritte der Staatsrath, welcher wahre, ge„ſetzgeberiſche Attributionen hat, 4) der Ge„ſetzgeberrath" (dieſen, von ihm ſelbſt ſoeben aus dem Stegreife erfundenen, Titel legte der ſtaatsverbrecheriſche Zeitungsſchreiber dem geſetzgebenden Körper auch ſogleich bei) „hat den vierten Rang.

„Alles würde in Unordnung zurückfallen, wenn „andere conſtitutionelle Ideen unſere monarchiſchen Con„ſtitutionen verwirrten."

* * *

Nutzanwendende Zwiſchenbetrachtung.

Man kann vielleicht mit einigem Erſtaunen fragen: warum denn jetzt alte Schmerzen erneuert, und Sachen in Erinnerung gebracht werden, welche zu erleben, ein ſo großes Unglück war, und die man gleichſam in das Leben wieder zurückruft, wenn man ſie einer verdienten Vergeſſenheit entreißet?

Man kann die Gegenfrage aufwerfen: ob es ſich denn wirklich gebühre, Dinge ſo bald in Vergeſſenheit zu

ſtellen, deren warnendes und belehrendes Andenken ſtets gegenwärtig bleiben ſollte, auf daß der Mit- und Nachwelt ähnliches Unglück, als das erlebte, erſpart werde?

Weil man gewöhnlich Fragen mit Fragen begegnet, wenn man einer eigentlichen Antwort ausweichen will: ſo mag, anſtatt der letztern, eine armſelige, ſchon hundertmal gemachte, Bemerkung dienen, nämlich die, daß die Menſchen den Belehrungen der Geſchichte nie die gebührende Aufmerkſamkeit ſchenken.

Weil dieß zu ihren Erbſünden zu gehören ſcheint: ſo gerathen ſie allzuleicht auf den Wahn, unerhörte Dinge erlebt zu haben, von deren ganz eigenthümlichen Sonderbarkeit man ſich in früheren Zeiten einen Begriff zu machen, nicht im Stande geweſen ſey.

Dieſes Wahns wegen bemerken ſie nicht, daß das, was täglich neben ihnen vorfällt, nicht nur der nächſten Vergangenheit ſehr oft ähnlich, ſondern zuweilen ſogar als eine Wiederhohlung derſelben anzuſehen iſt.

Hierzu trägt der ſonderbare Umſtand ſehr viel bei, daß die Menſchen nahe und ferne Weltereigniſſe gewöhnlich in partheiiſcher Beziehung auf geachtete oder verachtete, geliebte oder verhaßte Perſonen betrachten, und jene für verwerflich halten, wenn ſie dieſe mit Abneigung anblicken, oder jene lobenswürdig finden, wenn ſie dieſe mit Vorliebe betrachten. Daher ereignet ſich, daß man mit unterwürfiger Demuth ſchweigt, wenn ein verehrter Mächtiger der Urheber eines Unrechts iſt, ſo wie man ebenfalls verſtummet, wenn ein nicht geachteter oder ſogar verhaßter Mann in einem einzelnen Falle (gleichſam ausnahmweiſe) etwas Lobwerthes thut.

Daher kommt es auch, daß man ſagen kann: es fehle noch immer der Geſchichte an einem Gewiſſen, und Glück gelte ihr dergeſtalt für Recht, daß man die Tyroler, wegen ihres Unabhängigkeitskampfes bewundere, während man von Jahrhundert zu Jahrhundert die Philiſter dergeſtalt verachte, daß man ihren Ehrennamen ſogar zu einem Schimpfnamen gemacht habe, ungeachtet ſie unter allen Völkern des gelobten Landes den längſten und ehrwürdigſten, aber zuletzt unglücklichen, Kampf um Unabhängigkeit und um das Gebiet führten, in deſſen völkerrechtlichem Beſitz ſie ſich befanden.

Auch in Anſehung der grundgeſetzlichen Völkerverfaſſungen findet eine gleiche Unaufmerkſamkeit auf die Geſchichten der Vergangenheit Statt, und man betrachtet, billigt oder verwirft ſie mit Vorurtheilen, welche von Zuneigung oder Abneigung eingegeben werden.

Man vergißt daher, was kaum zu bezweifeln iſt, daß faſt nur ſolche Verfaſſungen von Beſtand ſind, welche ſich fort und fort auf ein, ſowohl altes, als täglich erneuertes Uebereinkommen ſtützen, wodurch gegenſeitig die Selbſtſucht beſchränkt und der Eigenwille der Regenten und Regierten gezügelt wird.

Eben ſo wenig erinnert man ſich daran, daß jede Verfaſſung, welche durch Sitten, Gewohnheiten und Herkommen im Laufe der Zeit errichtet worden, oder gleichſam von ſich ſelbſt entſtanden und auf ein ſtillſchweigendes Einverſtändniß geſtützt iſt, viel feſter ſtehet, als jede andere, welche die vorſchnelle Ausgeburt eines Augenblicks und einer einſeitigen Gnaden- und Willensäußerung, und die in abgemeſſenen und ſehr oft (ſogar

abſichtlich) ſchwankenden Redarten abgefaſſet iſt, deren Sinn erſt gelehrt und gelernt werden muß, und deren Daſeyn überhaupt nur buchſtäblich, aber ohne eigentliches, inneres oder geiſtiges Leben vorhanden; gleich wie umgekehrt bei einer angeſtammten, alterthümlichen Conſtitution aus bekannten, von Jugend auf erlebten, Sachen der Sinn der Worte, womit man ſie bezeichnet, aufgeſchloſſen und ausgelegt wird.

Weil man dieß außer Acht läßt: ſo empfangen wir faſt täglich Anlaß zu der Bemerkung: daß man zu der, vor der Revolution vorhandenen Manier zurückkehre, welcher gemäß man Alles aus Gnadenquellen ableiten und ausſtrömen laſſen wollte; daß daher Grundgeſetze als Geſchenke und als Vorſchriften eines unfehlbaren Willens und einer, durch Gottes Gnaden vorhandenen, Machtäußerung dargeboten; und daß der Volkswille nur alsdann für einflußreich und achtungswürdig angeſehen werde, wenn und ſo lange er ſich äußere durch unterwürfige und dankbare Annahme der dargereichten Gnadengeſchenke.

Dadurch muß alle eigentliche öffentliche Berathung, und jedes, darauf begründete, vertragsmäßige, den allgemeinen Willen ausdrückende, Uebereinkommen dergeſtalt ausgeſchloſſen werden, daß ein ſchuldloſes Volk ſein Recht, ſich vertreten zu laſſen, zeitlich verlieren kann, ſobald deſſen Stellvertreter einen vorgelegten Verfaſſungs-Entwurf nicht im Allgemeinen und unbedingt annehmen, ſondern im Einzelnen erörtern und prüfen, und zu dieſem Einzelnen ihre Zuſtimmung geben oder verſagen; ſobald ſie überhaupt Nichts — und wäre es auch das Vollkommenſte und Vortrefflichſte — durch einſeitige Gebote, ſondern Alles (nach Germaniſcher Urweiſe) durch gegenſeitige

Digitized by Google

freiwillige Verkommniß, durch öffentliche Sprache erlangen und beſitzen wollen.

Kann ſich ſolches zutragen, und zugleich ein, der Stellvertretung verluſtiggewordenes, Volk zur bejahenden Abſtimmung über ein gebieteriſch dargereichtes Grundgeſetz zuſammen berufen werden: ſo kommt zum Vorſchein, daß das Andenken an die kaum vergangenen Jahre, und die Erinnerung an das verſchwunden iſt, was ſich vor Kurzem in Frankreich ereignete, als Urverſammlungen des Volks zuſammen berufen wurden, um die Errichtung eines lebenslänglichen Conſulats und einer erblichen Kaiſerwürde zu genehmigen. Es wurden zwar dabei die Abweſenden für Zuſtimmende angeſehen; aber nur zu dem, was die Stellvertreter des Volks ſchon angenommen und feſtgeſtellt hatten, wurde eine Zuſtimmung verlangt.

Unter ſolchen Umſtänden durfte man ſich nicht wundern, daß Landtage — wenn ſie auch mit zuvorkommender Nachgiebigkeit und Freudigkeit, ja mit einer huldreichen Verleihung neuer Stellvertretungsrechte (z. B. an den Bauernſtand) vorgenommen worden waren — nur ſo lange, als ſie eine gebotene Zuſtimmung zu Allem, was ihnen vorgelegt wurde, beſonders zu Geld- und Abgabenforderungen gaben — geduldet; aber entlaſſen wurden, ſobald ſie nach einer gründlichen Einſicht vaterländiſcher Angelegenheiten und des Staatsvermögens trachteten, oder überhaupt jene Erörterung aller Gegenſtände begehrten, durch welche eigenſüchtige Plane und einſeitige Vortheile, ſo viel möglich, ausgeſchloſſen werden.

* * *

Digitized by Google

Fortſetzung und geſchichtliche Andeutungen.

Niemand war vielleicht darauf aufmerkſam, oder Niemand ſuchte wenigſtens die öffentliche Aufmerkſamkeit darauf hinzulenken, daß man ſolche Ereigniſſe als Belege oder als eine Anwendung jener grundgeſetzlichen Belehrungen betrachten könne, welche der Moniteur mit verwirrender Folgerechtigkeit im Jahre 1808 gegeben hat.

Daß aber an dieſe Belehrungen, und daß an deren ſeltſame und auffallende Ebenbürtigkeit mit manchen, in der neueſten Zeit zur Anwendung gebrachten, Grundſätzen jetzt nicht gedacht wird, dieß kann um ſo weniger eine große Verwunderung erregen, als ja ſchon 1813 in Frankreich ſelbſt das in Vergeſſenheit gerathen war, was ſo kurze Zeit zuvor der Moniteur geprediget hatte.

Als nämlich Napoleon zu Ende des 1813. Jahres äußerte, daß er der Einzige Repräſentant der Franzöſiſchen Nation ſey: ſo drückte er mit gewohnter Vermeſſenheit nur das gelegentlich und wörtlich aus, was ſeit fünf Jahren ohne Bedenken, ja als verfaſſungsmäßig, in Anwendung gebracht worden war. Dennoch erſtaunte man einigermaaßen, und ſchien der Meinung zu ſeyn, daß ſich etwas ganz Neues ereignet habe. Dieß geſchah, weil durch das fortſchreitende Unglück des gefürchteten Oberherrſchers der alte Haß gegen denſelben geſteigert und durch Schadenfreude geſchärft wurde; weßwegen man auf Meinungen und Ideen aufmerkſamer wurde, als man früher geweſen war, wo man faſt ausſchließend auf die Zugriffe und Gewaltthaten, welche von Zeit zu Zeit wiederhohlt wurden, und mit denen man ſich in jedem Augenblicke bedrohet ſah, aufmerkſam war, neue gefähr-

Digitized by Google

liche Grundſätze aber unerwogen ließ, ungeachtet dieſe ſehr oft viel einflußreicher ſind, als Gewaltſtreiche; und obwohl die erſten fortdauern, wenn die Wirkungen der letztern längſt vorüber ſind.

* * *

Bericht vom Urſprung der neueſten Franzöſiſchen, Königlichen Conſtitutions-Acte.

Als der Kaiſerliche Thron umgeſtürzet; der Königliche wieder aufgerichtet; die alterthümliche Legitimität der Erbfolge wieder hergeſtellt worden war: ſo wurde die Bourbonſche Familie nach Frankreich zurückberufen, man gab in einem Beſchluß des Erhaltungs-Senats dem — vermöge der alten Erbfolge-Ordnung zum Thronbeſitz beſtimmten Mitgliede und Oberhaupte dieſer Dynaſtie den Namen: Ludwig Xaver Bourbon; und dieſer empfieng, ſolchen Aufruf annehmend, die alte Hoheit zurück.

Zur Ertheilung ſolcher Benennung auf der einen, und zur augenblicklichen Duldung derſelben auf der andern Seite, hatte wahrſcheinlich die Erinnerung an die Begebenheiten Anlaß gegeben, welche ſich während eines Viertel-Jahrhunderts theils in Frankreich, theils in der Bourbonſchen Dynaſtie ereignet hatten.

Letztere war verbannt und geächtet und jedes Mitglied derſelben war mit dem Tode bedrohet, ſobald es den Franzöſiſchen Boden betrat, oder ſogar (wie der unglückliche Enghien) durch ruchloſe Gewalt auf denſelben geſchleppt wurde.

Auch außerhalb Frankreich wurden die Bourbons auf eine faſt grauſame Weiſe verfolgt und genöthiget,

von Land zu Land zu ziehen, bis ſie endlich in England willige Aufnahme und fortdauernde Beſchützung erlangten.

Mit der Einladung zur Thronbeſteigung, welche von Seiten des Erhaltungs-Senats an Ludwig Xaver ergieng, war die Bedingung verbunden, daß er eine, ihm vorgelegte, Conſtitution annehmen und beſchwören ſollte. Dieß genehmigend, kam Ludwig XVIII. nach Frankreich zurück; aber alsbald nach ſeiner Ankunft fand er für nöthig, die ihm vorgelegte, mit der höchſten Uebereilung in zwei Tagen verfaßte Senats-Conſtitution zu verwerfen. Während dieß — und mithin abermals nichts Neues unter der Sonne — geſchah, wurde unter außerordentlichem Freudengeſchrei die größte Bewunderung des, wieder auf den Thron zurückgekehrten Regentengeſchlechts ausgedrückt, und mit freudigem Eifer das gläubige Anerkenntniß von deſſen unvergänglichem Werthe und von einer unzerſtörlichen Aehnlichkeit aller ſeiner Glieder mit den zwei ausgezeichneten Altvordern, Ludwig dem Heiligen und Heinrich IV. an den Tag gelegt.

Ermuthiget durch ſolches Andenken, und durch die begeiſterte und begeiſternde allgemeine Huldigung; emporgehoben durch das eigene Rechtsgefühl, welches aus dem Beſitz der älteſten, unverjährbaren Geſetzmäßigkeit und Machtvollkommenheit hervorgieng, fand ſich Ludwig XVIII. — ſobald er den Thron ſeiner Väter wieder in Beſitz genommen hatte — ſchon „am 3. Jun. „im Jahre der Gnade 1814 und im neunzehnten ſeiner Regierung bewogen: — freiwillig „und in freier Ausübung ſeiner Königlichen „Gewalt, ſowohl für ſich, als für ſeine Nachfolger auf „ewige Zeiten ſeinen Unterthanen eine Conſti-

„tutions-Acte zuzugeſtehen, zu übergeben und zu „bewilligen.

Er entſchloß ſich zu dieſer Gnaden-Aeußerung, „weil er den Grundſatz anerkannte, daß eine freie und „monarchiſche Conſtitution den Erwartungen des auf„geklärten Europa entſprechen müſſe;“ und weil er nicht „vergeſſen wollte und durfte: daß neben der Vorſorge „für das Intereſſe ſeiner Völker, ſeine erſte Pflicht „darin beſtehe, die Rechte und Vorzüge ſeiner „Krone aufrecht zu erhalten.

„Wir hoffen, ſetzte Ludwig XVIII. hinzu, unſere „Völker werden ſich, von der Erfahrung be„lehrt, davon überzeugt haben, daß die höch„ſte Staatsgewalt allein ihren Einrichtungen, „welche zu machen ſie für nöthig findet, jene „Kraft und jene Majeſtät verleihen kann, wo„mit ſie ſelbſt bekleidet iſt; daß daher, wenn die „Weisheit der Könige mit den Wünſchen ihrer „Völker im zwangloſen Einklange ſtehet, eine „ſolche Conſtitutions-Acte von langer Dauer ſeyn „kann; und daß dagegen da, wo durch Trotz und Ge„waltthätigkeit eine ſchwache Regierung zur Nachgiebig„keit gezwungen wird, die öffentliche Freiheit in einer „eben ſo großen Gefahr ſchwebt, als der Thron ſelbſt.

„Unſerer guten Abſichten gewiß, ſo wie der „Reinheit unſers Gewiſſens verpflichten, wir uns hiermit „im Angeſichte dieſer Verſammlung (der Departements„Deputirten) dieſer neuen Conſtitutions-Acte getreu zu „ſeyn, und behalten uns vor, deren Aufrecht„haltung bei einer neuen feierlichen Hand„lung vor dem Altare desjenigen zu beſchwö-

„ren, welcher die Könige und die Nationen in „der nämlichen Waagſchaale abwiegt."

Muß man nicht, wenn man eine ſolche Betheuerung vernimmt mit Bedauern auf die Meinung gerathen, daß Ludwig XVIII. mit dem nicht legitimen Kaiſer, mit dem widerrechtlichen Emporkömmling und Anmaaßer Napoleon, Einen und denſelben Wortführer und Schriftſteller oder Gedankeneingeber und Ausleger gehabt habe? Muß man nicht wähnen, daß bloß die herrſchenden Perſonen, in deren Namen man ſprach, verändert worden; aber die Grundſätze, denen gemäß regiert, und die Manier oder ſogar die Ausdrücke und wohlredneriſchen Wendungen, womit dieß angedeutet wurde, unveränderlich blieben?

Machte nicht ein ſolcher Wortführer den neuen König zum einzigen Repräſentanten der Nation, als er ſagte: die Erfahrung habe gelehrt, „daß einzig und allein „die höchſte Staatsgewalt fähig ſey, ihren Einrichtungen, „(d. i. der, von ihr aus Gnaden bewilligten Staatsver- „faſſung) jene Kraft und Majeſtät zu verleihen, womit „ſie ſelbſt bekleidet iſt?

War dieſe Lehre nicht ſeit dem Zeitpunkte verkündiget worden, in welchem ſich Napoleon zum einzigen Stellvertreter der Franzoſen, in dem er ſeine Macht und ſein Wollen allein von Gott ausgehend und abhängig gemacht; beide aber aller Beziehung auf den Volkswillen, und ſich aller Rechenſchaft und Verantwortlichkeit entlediget hatte?

* * *

Digitized by Google

Erläuternde, theils entſchuldigende, theils anklagende Nutzanwendung.

Wenn von ſo vielen Seiten der Ausruf: ſiehe! wie Alles neu geworden iſt! und der Aufruf, dieß mit Erſtaunen zu erwägen, vernommen wird: ſo muß man ſich über eine ſolche Zumuthung verwundern, und die Ehrlichkeit, als einen Grundzug des menſchlichen Charakters überhaupt, und beſonders des Germaniſchen bewundern, dem gemäß die Teutſchen ihren Glauben an Treue und Glauben nie zu verläugnen vermögen, ſondern ſogar darum, weil ſie ihn recht feſt halten wollen, die warnende Belehrung der Geſchichte verloren gehen laſſen.

Dieß iſt faſt unvermeidlich, weil in der moraliſchen und rechtlichen, wie in der phyſiſchen Welt — wenn beide beſtehen ſollen — von dem Guten, Schönen und Angenehmen mehr, als von dem Gegentheile vorhanden; mithin auch die Furcht vor dieſem geringer ſeyn muß, als die Hoffnung auf Jenes. Deßwegen erinnern ſich auch die Menſchen leichter an das Gute, als an das Böſe; haben mehr Gedächtniß für das Glückliche, als für das Unglückliche, und mehr Empfänglichkeit für das Schöne, als für das Häßliche; ja ſie zählen dem Glücke bei, das Mißgeſchick überſtanden, das Böſe überwunden zu haben.

Wenn in einzelnen, zuweilen allzuſchnell wiederkehrenden Zeiträumen, dieſer ehrliche Glaube der Menſchen an einen Glück- und Rechtszuſtand allzuſehr auf die Probe geſtellt, ja wohl gar erſchüttert wird: ſo lebt er doch immer wieder von Neuem dergeſtalt auf, daß faſt Alles aus dem Andenken verſchwindet, wodurch er in der

Zwiſchenzeit gefährdet worden war. Hierzu veranlaſſet eine, mit jener Gläubigkeit gepaarte Neigung der Menſchen, der gemäß ſie Alles in abgekürzte Vorſtellungen und Inbegriffe zuſammenfaſſen wollen; daher nur auf das zurückblicken, was in der Vorzeit (wie ſie meinen) Epoche gemacht hat, und dabei vergeſſen, daß entweder Nichts oder Alles Epoche zu machen fähig ſey: — weil das Ausnehmende nur durch eine Verkettung mit dem Minder-Auffallenden herbeizuleiten; und weil jenes nicht möglich iſt, wenn dieſes aus einer ganzen Kette zuſammenhangender Begebenheiten herausgenommen wird. Bei den längſten Kriegen wird daher höchſtens auf den Urſprung, und hauptſächlich auf den Ausgang geachtet, und von der langſamen Entwickelung großer Begebenheiten bleibt gewöhnlich im Gedächtniſſe der Nachkommen Nichts zurück, als das Andenken an einzelne, abgeriſſene Anekdoten. Bei der Erinnerung an den großen, mit abwechſelnden Glück und päpſtlichem, gewaltigem Einfluß ſieben Jahre lang geführten Kampf zwiſchen Ludwig dem Baiern und Friedrich von Oeſterreich denkt man z. B. lediglich an den endlichen Sieg des Erſten, und an den Wetteifer, dem gemäß Beide einander durch Großmuth zu übertreffen ſuchten. Der große Zeitraum des Streits rinnt gleichſam zur unſichtbaren Kleinheit eines Augenblicks zuſammen.

Auf ſolche Weiſe wird die Geſchichte leider zu oft zu einem kurzen Inbegriff, in dem nichts begriffen und enthalten, und durch den nichts dargeboten wird, als die Vorſtellung, welcher ſich ein Einzelner von Weltbegebenheiten — ſeinem Standpunkte und wohl auch ſeinen Leidenſchaften und vorgefaßten Meinungen gemäß — davon macht; wogegen eine Chronik erfreulicher iſt, in welcher

die Zeiträume durch vielfältige, mit Freuden und Leiden gepaarte Einzelheiten auseinander gerückt, und, anſtatt einer Geſchichte, viele Geſchichten erzählt werden: — damit man, ſo viel möglich, das anſchaue, was wirklich da geweſen iſt.

Der Geſchichtsbeſchreibung ſcheint daher ein Aufſagen, gleich dem, welches ein ABClehrer fodert, obzuliegen: — weil, wer aufſagt, nicht im Voraus wiſſen, und noch weniger voreilig oder vor der Zeit errathen kann, was er aufzuſagen hat.

* * *

Einzelne, mißtrauende Erörterungen, die neueſte Conſtitutions-Acte betreffend.

Die bisher vorgebrachten Bemerkungen vermindern die Verwunderung über die ehrliche Gläubigkeit der Menſchen, und vermehren die Bewunderung derſelben.

Man dachte gar nichts Arges dabei, als Ludwig XVIII. in freier und freiwilliger Ausübung Königlicher Gewalt, ſeine Conſtitions-Acte bewilligte; und als zugleich die öffentlichen Wortführer des bewunderten Königs denſelben Sprachgebrauch und dieſelben Grundſätze beibehielten, welche während des Napoleonſchen Kaiſerthums aufgeſtellt und angewendet worden waren.

Erwägt man aber mit einigem Ernſt dieſen Gang der Dinge: ſo geräth man in Verſuchung, den feierlichſten Betheuerungen eine, ſonſt gebührliche, Bedeutſamkeit nicht zuzutrauen, und die Zuſage einer religioſen Bekräftigung der Conſtitutions-Acte nicht ſo hoch zu achten, als

Digitized by Google

ſie es außerdem verdienen möchte. Dieſe Zweifelſucht muß ſogar beſtärkt werden durch die Erinnerung an eine willkührliche Dictator-Verfügung, der gemäß die Wahl der Departements-Deputirten dem Einfluſſe des Volkswillens und den Entſcheidungen der Wahlverſammlungen großentheils entzogen, und den Präfecten, d. i. den Königlichen Dienern, Günſtlingen und Willensvollſtreckern, übertragen wurde, um zu bewirken, daß, anſtatt wirklicher Stellvertreter, nur ſolche Deputirte in der zweiten Kammer erſcheinen möchten, welche den, bald mehr, bald minder ſtrengen Grundſätzen der Königlichen Parthei gemäß, abzuſtimmen bereitwillig wären.

Was der Moniteur im Jahre 1808 ausgeſprochen hatte: daß man die Glieder des geſetzgebenden Körpers bloß deßwegen Deputirte der Departemente nenne, weil ſie aus den Departementen geſendet, und für dieſelben gewählt würden, das traf nun auf eine ſonderbare Weiſe von Neuem ein: — die, von den Präfecten ausgewählten Mitglieder der zweiten Kammer waren nämlich keine wirklichen Stellvertreter des Volks.

Solche und ähnliche Umſtände können allerdings zu der Beſorgniß Anlaß geben, daß beabſichtiget ſey, im Laufe einer, nicht gar langen Zeit aus der ganzen, neueſten Conſtitutions-Acte ein Franzöſiſches Spielwerk, und ſogar ein ſolches zu machen, das man mehr aus der Ferne zeigt, als in die Hände giebt, und das zurückgenommen und bei Seite gelegt wird, ſobald man einen Mißbrauch deſſelben befürchtet, d. i. ſobald eine Zurücknahme von gewünſchten oder gefürchteten Umſtänden erlaubt oder geboten wird.

* * *

Digitized by Google

Fortſetzung. Geſetzgebende Gewalt. Oeffentliche und heimliche Verhandlungen.

Schaut man aber gleichſam über die Außenwerke der neueſten Franzöſiſchen Verfaſſung hinweg, und denkt man ſogar an den Einfluß nicht, welchen eine außerordentliche Dictatur auf die Deputirten-Wahlen ausübte; ſondern betrachtet man bloß einige Artikel der Conſtitutions-Acte, die deren inneres Weſen gleichſam aufzuſchließen und an den Tag zu legen ſcheinen: ſo entſtehen große Bedenklichkeiten, und man wird in dem erwähnten Mißtrauen ſehr beſtärkt.

Nach dem 32. Artikel dieſer Acte müſſen alle Sitzungen der Pairskammer geheim ſeyn, ungeachtet (vermöge des 15. Artikels) die geſetzgebende Gewalt gemeinſchaftlich von dem Könige, von den Pairs, und von den Deputirten der Departemente gehandhabt werden ſoll.

Auf öffentliche Weiſe ſoll demnach der König ſeinen Antheil an dieſer Gewalt, ſoll die Deputirtenkammer den ihrigen ausüben: jener durch öffentliche Vorſchläge der Geſetze und durch Zuſtimmung zu den beſchloſſenen, dieſe durch öffentliche Berathſchlagungen über die erſten.

Zwiſchen dieſes öffentliche Thun ſind die geheimen Verhandlungen der Pairskammer auf eine widerſprechende Weiſe eingefüget worden.

Durch den 50. Artikel wurde dem König das Recht vorbehalten, nach ſeinem Gutdünken die Kammer der Departements-Deputirten aufzulöſen, die ſich noch dazu,

während ihres Zuſammenſeyns (dem 45. Artikel gemäß) — gemeinſame Rechte gefährdend — in Büreaux zu zertheilen angewieſen iſt.

Wenn der König eine Auflöſung vornimmt: ſo **kann** er in einer Friſt von drei Monaten eine neue Kammer zuſammen berufen.

Dieſes Königliche **Können** enthält kein **Müſſen** in ſich; es iſt mehr für eine Gnaden- und Machtäußerung, als für eine rechtliche Nöthigung anzuſehen. Als es aufgeſtellt wurde, ſchien im Voraus die Art und Weiſe bezeichnet zu werden, der gemäß die Königliche Machtvollkommenheit, in Beziehung auf die Reichsſtände, in jedem künftigen Augenblick zur erneuerten Anſchauung gebracht, und daher die zweite Kammer mit Vernichtung bedrohet werden könne, ſobald ſie den herkömmlichen Charakter Franzöſiſcher Volksdeputirten verläugnen, und wagen möchte, einen andern Willen zu haben, als **den**, eine willenloſe Zuſtimmerin zu gebieteriſch vorgeſchlagenen Geſetzen; eine Unterſtützerin und Beförderin der Unumſchränktheit eben ſo zu ſeyn, und zu einer eitlen Gehülfin bei Feſten und Aufzügen eben ſo wieder zu dienen, als unter Napoleon's Regierung.

Nachdem dieſe ihren höchſten Glanz- und Machtpunkt erreicht hatte, durften die Departements-Deputirten nicht mehr an Vertretung des Volks denken, ſondern mußten ſich hingeben zu Hülfleiſtern bei Veranſtaltung von allerlei äußerlichem Pomp, wodurch die Menge in Erſtaunen geſetzt und an Unterwürfigkeit gewöhnt werden ſollte: — weil, wer erſtaunt, ſich auch leicht fremder Willkühr unterordnet.

Indem nun für die Pairskammer heimliche Berathſchlagungen angeordnet wurden, ſchien es, wo nicht beabſichtiget, doch möglich, oder vielmehr, der menſchlichen Schwachheit wegen, kaum vermeidlich zu ſeyn, daß nicht der freie Gang der öffentlichen Verhandlungen, welche der zweiten Kammer bewilliget waren, durch eine — im Dunkeln waltende — gebieteriſche Leitung der Erſten mit Vernichtung bedrohet werde.

Oeffentliche Verhandlungen, die durch heimliche Berathſchlagungen vereitelt werden können, müſſen nämlich bald genug zu einem Gaukelſpiel werden; und dieſes muß bald genug eben ſo verächtlich erſcheinen, als es jedem, nach Ungebundenheit ringenden, Selbſtherrſcher langweilig und läſtig werden muß.

Sollte ſich dieß (wie kaum zu bezweifeln iſt) in Frankreich ereignen: ſo kann die Deputirtenkammer aufgelöſet und eine neue Zuſammenberufung derſelben zwar vorgenommen, aber auch unterlaſſen werden. Denn in der, von Ludwig XVIII. geſchenkten, Conſtitutions-Acte iſt, wir wiederhohlen es nochmals, einzig und allein ein Vermögen verliehen, aber keineswegs eine Nöthigung aufgelegt, fremdes Recht- und Freiheitsgefühl zu ehren; weßwegen eben jede zeitliche Auflöſung der Deputirtenkammer eine ewige Auflöſung in ſich enthalten kann.

* * *

Fortſetzung. Erlaubtes Geſuch um einen Geſetzvorſchlag.

Nach dem 16. Artikel der Conſtitutions-Acte darf einzig und allein der König Geſetze vorſchlagen; und

(vermöge des 19. Artikels) iſt den beiden Kammern bloß die beſchränkte Befugniß eingeräumt, den König zu bitten, ein Geſetz (was es auch betreffen möge) vorzuſchlagen, und den Inhalt deſſelben anzudeuten.

Dem Antrage zu einer ſolchen Bitte kann theils vorgebeuget, theils kann er, im Fall er ja vorgebracht worden, vereitelt und erfolglos gemacht werden.

Eins von Beiden muß geſchehen, weil angeſtammte Machtvollkommenheit nie eine Schmälerung dulden kann, ſondern — um ſogar jeder Möglichkeit derſelben vorzubeugen — an ſtete Erweiterung ihres Wirkungskreiſes denken muß. Hierzu treibt auch die Conſtitutions-Acte an, weil ihr eine innere Nöthigung beiwohnet, immer und immer von Neuem zu beurkunden, daß ſie eine willkührliche, ſich ſelbſt ſcheinbar beſchränkende, Ausgeburt unbeſchränkter Willkühr iſt. Daher dient ſie auch gleichſam zum Inſtinct, wodurch der Regent fort und fort angetrieben wird, Alles aufzubieten, auf daß er im ausſchließenden Beſitze des Geſetzvorſchlages bleibe.

Dieß muß geſchehen, um die von dem Moniteur gepredigte Lehre von Neuem zu verkündigen: daß nämlich die Deputirtenkammer keinen eigentlichen Antheil an der geſetzgebenden Gewalt habe, ſondern nur ein Geſetzgeberrath ſey, weil ſie Geſetze nicht vorſchlagen dürfe, mithin auch nicht machen könne.

* * *

Fortſetzung. Verhindernde Formen. Anarchiſcher Zuſtand. Betrachtung verſchiedener möglichen Arten, einen Geſetzvorſchlag zu erbitten.

Die Conſtitutions-Acte hat noch dazu ganz unbeſtimmt gelaſſen, auf welche Weiſe in jeder der beiden Kammern der Antrag zu einer Bitte um einen Königlichen Geſetzvorſchlag gemacht werden muß, oder gemacht werden darf.

Es wurden lediglich ſo viele verhindernde Formen vorgeſchrieben, daß es ſchwierig und faſt gefährlich iſt, mit einem ſolchen Antrage hervorzutreten, und daß ein glücklicher Erfolg deſſelben kaum möglich ſcheint.

Wo keine, durch Urkunden oder Herkommen klar ausgedrückten, Grundgeſetze Ziel und Maaß vorſchreiben, da iſt Anarchie zu befürchten oder ſchon vorhanden. Dieſe und rechtliche Geſelligkeit ſtehen in einem ewigen Widerſpruch mit einander. Alle Anarchie iſt daher den Menſchen zuwider, obwohl die letztern zu einem ſonderbaren Widerſpruch geneigt ſind, dem gemäß ſie ſich leicht zu anarchiſchen Bewegungen hinreißen laſſen, um einen unanarchiſchen Zuſtand zu erſchaffen oder wieder herzuſtellen. Deßwegen ertragen ſie auch im Allgemeinen ſogar den Deſpotismus leichter, als die Anarchie, weil jener — wenn er nicht allzuſchnell ſich ſelbſt vernichten will — eine Art von fortgehender Regelmäßigkeit ſeines Thuns annehmen, und ſeine, an und für ſich ganz regelloſe, Natur, wo nicht ganz bändigen, doch einigermaaßen mäßigen, oder wenigſtens zuweilen verläugnen muß. Daher gehen auch die Menſchen von den wildeſten Revolutions-Bewegungen ſo leicht über zur Erduldung der größten Tyrannei.

Dagegen wird die Anarchie von einem Unbeſtande zum andern, von einem Aeußerſten zum andern hingeriſſen, und demnach müſſen Aeußerungen derſelben zum Vorſchein kommen, ſobald in Einer der beiden Franzöſiſchen Kammern ein Antrag gemacht werden ſoll, den König zu bitten, daß er dieſen oder jenen Geſetzvorſchlag vorbringe.

Den bisher vorgebrachten Andeutungen kann vielleicht der Vorwurf gemacht werden, daß ſie Ausgeburten eines zu großen und zu beſorglichen Mißtrauens ſind.

Um ſie daher ſowohl zu entſchuldigen, als zu erläutern, wollen wir den möglichen Gang eines Antrags betrachten, welcher bei Erbittung eines Königlichen Geſetzvorſchlages beobachtet werden kann.

Ein ſolcher Antrag muß von einem geheimen Ausſchuß der Kammer geprüft werden, in welcher er 1) entweder öffentlich, oder 2) auf eine geheime Weiſe vorgebracht wird.

Im erſten Falle dauert die Oeffentlichkeit nur ſo lange, als nöthig iſt, um die Mitglieder eines geheimen Ausſchuſſes zu ernennen, und alsdann mittelſt des letztern das Geſetzverlangen ſelbſt mit dem Dunkel des Geheimniſſes zu umgeben, aus dem eine ausdrückliche, oder (wie wahrſcheinlicher iſt) ſchweigende Verwerſung hervorgehen kann, welche ſehr leicht, zumal dann, wenn ein erbetener Geſetzvorſchlag den Wünſchen und Geſinnungen des Volks entſprechend ſeyn ſollte, zu Mißvergnügen Anlaß geben möchte.

Wenn der zweite, mögliche Fall Statt findet, und der Gegenſtand des Antrags nicht öffentlich angedeutet; ſondern, wenn bloß im Allgemeinen verlangt werden

darf, daß ein geheimer Ausſchuß zur Unterſuchung einer Bitte um einen Geſetzvorſchlag ernannt werden möchte: ſo iſt wenigſtens aus der Perſönlichkeit eines Deputirten, der ein ſolches Geſuch vorbringt, auf den Inhalt und Zuſammenhang des letztern mit der öffentlichen Meinung ein Schluß zu machen, und — wenn es verworfen wird — öffentliches Mißvergnügen zu befürchten.

Sollte aber (was auch möglich iſt) das Verlangen nach einem Königlichen Geſetzvorſchlag nur ſchriftlich eingereicht, und deſſen Urheber bei Ernennung eines geheimen Ausſchuſſes nicht öffentlich genannt werden dürfen: ſo wird die Dunkelheit heimlicher Verhandlungen vermehrt, und die Verlockung zu einem heimlichen Treiben bei und in demſelben noch mehr verſtärkt werden.

* * *

Fortſetzung. Wahrſcheinlicher oder beabſichteter Erfolg.

Wenn dennoch 1) ein — wegen der Unbeſtimmtheit des Grundgeſetzes, anarchiſch zu nennender — Antrag, 2) den König um einen Geſetzvorſchlag, 3) zu bitten, von einem geheimen Ausſchuſſe Einer der beiden Kammern 4) nicht verworfen, ſondern gebilliget wird: ſo darf er der andern Kammer nicht ſogleich, ſondern erſt nach zehen Tagen vorgelegt werden.

In der letzten muß eine zweite Berathſchlagung über denſelben Statt finden; und alsdann erſt, wenn durch dieſe eine zweite Genehmigung erfolgt, darf der König um einen Geſetzvorſchlag wirklich gebeten werden.

Was iſt nun natürlicher oder nothwendiger, als daß der Monarch eine neue Berathſchlagung ſeiner Miniſter veranlaßt? als daß er ſeine geheimſten Rathgeber vernimmt, und daß er zuletzt über das Gutachten beider nach eigener Einſicht und Willensmeinung entſcheidet?

Dieß Alles kann, oder muß ſich ereignen, weil (wie wir nochmals wiederhohlen müſſen) die Königliche Conſtitutions-Acte ganz unbeſtimmt gelaſſen hat: auf welche Weiſe, ob durch Ein (öffentlich genanntes oder unbekanntes) Mitglied oder durch Mehrere; ob heimlich oder öffentlich; ob ſchriftlich oder mündlich; ob mit Andeutung oder Verſchweigung des Gegenſtandes, die Anregung gemacht werden müſſe oder dürfe, einen geheimen Ausſchuß zu verlangen, der die Zuläſſigkeit der Bitte um einen Königlichen Geſetzvorſchlag zu prüfen hat.

Man erſieht daraus, daß dieſes Bitten weiter nichts ſeyn ſoll, als eine Spiegelfechterei, die zwar einen Freiheitsſchimmer erzeugen kann, durch welche aber weder die Abänderung eines alten, noch die Ertheilung eines, dem Volkswillen entſprechenden, neuen Geſetzes zu bewirken ſeyn möchte.

Es ſcheint demnach unzweifelhaft, daß, einer Grundbeſtimmung der neueſten Franzöſiſchen Conſtitution gemäß, nur ſolche Geſetze ertheilt werden ſollen und können, die der Monarch aus eigenem Gutdünken vorſchlägt indem er dabei, ſo viel möglich, jeden fremden Einfluß und jede Schmälerung ſeiner Machtvollkommenheit abzuwenden ſucht.

Es erhellet überdieß daraus, daß die Berathſchlagungen über Königliche Geſetzvorſchläge nie gründlich, d. i. nie mit einem Folgerechten und Folgen hervorbringenden,

Widerſtreben verbunden, ſondern — und dieß erinnert abermals an eine große Aehnlichkeit mit den Begebenheiten während Napoleons Regierung — ſich in eine ſchmeichelnde und lobpreiſende Zuſtimmung aufzulöſen; daß mithin in der Befugniß, Geſetze vorzuſchlagen, die ganze geſetzgebende Gewalt enthalten, oder (mit andern Worten) Geſetze vorſchlagen und machen Eins und Daſſelbe ſeyn und bleiben ſoll.

So geht demnach unter der wieder hergeſtellten, Königlichen Regierung von Neuem in Erfüllung, was der Moniteur ſchon im Jahre 1808 verkündiget hatte: daß nämlich der geſetzgebende Körper keine geſetzgeberiſchen Eigenſchaften (Attributionen) hat.

Die beiden Franzöſiſchen Kammern ſollen daher — ſo lange man ihnen ihr öffentliches und heimliches Gaukelſpiel neben einander forttreiben laſſen wird — niemals bei der Geſetzgebung etwas Anderes zu thun entſchloſſen ſeyn, als jedem Königlichen Vorſchlage (eigene Geſetzerbittung ganz vermeidend) mit ihrer unterwürfigen Zuſtimmung entgegen zu kommen.

Dieß kann und muß auch deßwegen geſchehen, weil ſich dem Regenten entweder Veranlaſſung von ſelbſt darbieten, oder weil er geneigt ſeyn wird zur Aufſuchung von Urſachen, die Auswahl eines großen Theils der Departements-Deputirten den Wahlverſammlungen zu entziehen, und den Präfecten, unter dem Vorwande und ſogar mit der Ueberzeugung zu übertragen, daß dadurch für die öffentliche Ruhe und für das allgemeine Wohl geſorget werde.

* * *

Vergleichung der beiden neueſten Franzöſiſchen Conſtitutionen. Verletzung derſelben.

Nachdem wir einige Artikel der allerneueſten Conſtitution betrachtet haben, wollen wir die letztere mit ihrer nächſten Vorgängerin vergleichen. Beide ſind wegen und nach Wiederherſtellung des Königthrons gemacht worden, und darin einander ähnlich, daß ſie die Frühgeburten zweier Monate; obwohl Frühgeburten meiſtentheils Fehlgeburten ſind.

Beide gleichen einander auch dadurch, daß die Vorſchriften, welche ſie enthalten, niemals gehörig beobachtet wurden, indem die erſte — dieſes Machwerk zweier Apriltage — auch nur wenige Tage für gültig anerkannt, und alsdann verworfen wurde, um an deren Stelle die zweite, von dem Monarchen im Jun. bewilligte, und ebenfalls in einigen Tagen verfertigte, Conſtitution zu ſetzen. Man fand nöthig, die letztere, ſogleich nach ihrem Erſcheinen, unausgeführt zu laſſen und zu verletzen, oder zum Theil zurückzunehmen, indem man (wie ſchon bemerkt worden) den Einwohnern der Departemente die Selbſtwahl einer Anzahl ihrer Deputirten entzog.

Die Conſtitutions-Acte durfte ferner verletzt werden, als die geſchilderten Umwege und die beſchriebenen Formalitäten zur Erbittung eines Geſetzvorſchlages zu unterlaſſen, und einem ſchmeichleriſchen Mitgliede der Deputirtenkammer (ohne daß irgend Jemand Widerſpruch einlegte) erlaubt wurde, geradezu den Antrag zu einem Geſetz zu machen, dem gemäß die geringe Schuldenſumme von funfzig Millionen, welche die Königliche Fami-

ſie während ihrer Auswanderung entlehnt hatte, für eine Nationalſchuld erklärt wurde.

Als überdieß durch den allererſten Geſetzvorſchlag, welchen Ludwig XVIII. machte, eine Aufhebung der Preßfreiheit verlangt wurde: ſo durften oder mußten (um dieſelbe deſto ſicherer und geſchwinder zu bewirken), nachdem Einer der Miniſter eine leidenſchaftliche Rede gehalten, die Verhandlungen geſchloſſen oder abgebrochen werden, bevor noch alle Redner geſprochen, welche ſich das Wort erbeten hatten, und die, verfaſſungsmäßig, gehört werden mußten.

Endlich ſcheinen alle Geſetze des wieder hergeſtellten Franzöſiſchen Königreichs, von ihrer Entſtehung an, mit einer unheilbaren Nichtigkeit begabt zu ſeyn, ſo lange die Departements-Deputirten mehr von den Präfecten ausgeleſen und nach Paris geſendet, als von den Wahlverſammlungen gewählt werden.

* * *

Fortſetzung. Eigenſüchtige Partheilichkeit, und Ein Zweck.

Beide Conſtitutionen ſind auch darin einander ähnlich, daß ſie ein Gepräge partheilicher Abſichtlichkeit an ſich tragen, die Eine in Rückſicht der Senatoren, die Andere in Beziehung auf die herkömmliche, Königliche Unumſchränktheit.

Die letztere wieder herzuſtellen, und zu der, vor der Revolution vorhandenen, unbegränzten Machtvollkommenheit zurückzuführen, war und iſt, ungeachtet der bemerkten Verſchiedenheit, das gemeinſchaftliche Ziel beider.

Die Erſte, welcher man den Namen der April-Conſtitution (des Jahres 1814) geben könnte, drückte dieſes Beſtreben nicht ſo unumwunden aus, als die Zweite, oder Junius-Conſtitution, d. i. die am 3. Jun. 1814 vom König bewilligte.

In jener wurde es gleichſam in den Schatten zurück geſtellt, weil allzuſehr an's Licht das eigenſüchtige Beſtreben des Erhaltungs-Senats hervortrat, welcher minder für ſeine Geſammtheit ſorgen, als den einzelnen Mitgliedern derſelben den Beſitz der Senatorien, große Einkünfte und prunkende Auszeichnungen erhalten und auf immer ſichern wollte.

Es ſchien, daß dieß um ſo mehr gelingen müſſe, je mehr es gleichſam empfohlen wurde durch eine nachgiebige Unterordnung und Entäußerung, welche zu der Bemerkung Anlaß gab, daß die Mitglieder des Senats lieber einen bedeutenden Einfluß auf die Geſetzgebung und auf die Staatsangelegenheiten, als den prahleriſchen Beſitz von Reichthum und ſcheinbarer Hoheit aufgeben wollten.

Um dieſe zu erwerben, waren alle kriegeriſchen und politiſchen Künſte und aller Machteinfluß heimlich und öffentlich aufgeboten und angewendet worden. Der erreichte Zweck, oder der Vollgenuß eines glücklichen Gelingens ſchien alle angewendete Mittel (wenn ſie auch zum Theil ſehr verwerflich waren) wo nicht zu heiligen, doch in Vergeſſenheit zu ſtellen: weil jede Reichthums-Erwerbung, Bewahrung und Vergrößerung Zeugniß ablegte von einer, den Weltlauf gehörig benützenden, klugen Anſtelligkeit. Dieſe wurde — einer, dem habgierigen Zeitgeiſte ſchmeichelnden und von ihm geſchmeichelten, Denkart ge-

mäß — mit einer ehrerbietigen Achtung angeſtaunt und bewundert; weßwegen für eine Ehrenſache galt die Reichthums-Erlangung, für ein Ehrenbeſitzthum Güter- und Reichthum-Beſitz, für ein Ehrgefühl Reichthum-Bewußtſeyn.

Dieß geſchah beſonders deßwegen, weil man das Reichſeyn anſchaulich zu machen und zu verherrlichen wußte durch prahleriſche und prunkende Stillung eines ſchwelgeriſchen Genußverlangens.

Der Erhaltungs-Senat hatte unter der Kaiſerlichen Regierung ſich aus ſeiner eigentlichen Stellung eines Beſchirmers und Beſchützers der Grundverfaſſung (ohne allen Widerſtand) verdrängen, und die Mitglieder deſſelben hatten ſich mit höfiſcher Geſchmeidigkeit verweiſen laſſen auf den Genuß großer Titel und Auszeichnungen, großer Einkünfte und eines ungeheuern, durch hundert glückliche Umſtände unbedenklich zuſammengebrachten, Reichthums.

Die Vorſorge, ſolche wollüſtige Auszeichnung beizubehalten, machte daher den Hauptgegenſtand der Conſtitution aus, die am 6. April 1814 ausgefertiget und dem zurückkehrenden König zur — freudig bewilligten — Annahme und eidlichen Bekräftigung vorgelegt wurde.

* * *

Fortſetzung. Fernerer Erweis.

Nach dem 5. Artikel dieſer Conſtitution ſollten der König, der Senat und der geſetzgebende Körper zuſammen wirken bei Abfaſſung der Geſetze. Der König ſollte dabei zwar befugt ſeyn, zweckmäßige Gegenſtände der Berathſchlagung anzudeuten; aber einzig und allein der Se-

nat und der geſetzgebende Körper ſollten das Recht haben, eigentliche Geſetzvorſchläge zu machen.

Dennoch war dem König die Ausſicht eröffnet und das Vermögen verliehen, ſich des läſtigen, geſetzgebenden Körpers zu entledigen, mittelſt der Ausübung des Vorrechts, welches ihm der 10. Artikel der April-Conſtitution eingeräumt hatte, dem gemäß er dieſen Körper zwar außerordentlich zuſammen berufen, aber auch nach eigenem Gutdünken vertagen und ganz auflöſen konnte. Es war zwar der Deputirtenkammer die Befugniß ertheilt, ſich am erſten October eines jeden Jahres zu verſammeln; und nach Auflöſung derſelben ſollten die Wahlverſammlungen längſtens in drei Monaten die Bildung einer neuen vornehmen; es war aber auf keine Weiſe irgend einige Gewähr geleiſtet, daß eine neue Deputirten-Verſammlung von längerem Beſtande ſeyn, oder ſich der Königlichen Aufhebungs-Befugniß länger entziehen könne, als ſie ſich durch unterwürfige Genehmigung aller Königlichen Andeutungen und Wünſche beliebt, und gleichſam um ihr Daſeyn und um die Königliche Gnade wohlverdient machen würde.

Es war vielmehr zu befürchten, daß, ſobald ſie nicht nach den Abſichten der Regierung ſtimmen möchte, das Königliche Auflöſerecht eintreten werde.

Wo ein ſolches Recht vorhanden, und deſſen Ausübung an keine äußeren und unverletzlichen Bedingungen gebunden, oder durch keine alterthümlichen Sitten und Gewohnheiten geregelt, ſondern lediglich einer, ſich unfehlbar dünkenden, Willkühr überlaſſen iſt; da wird eine einzige, raſche Auseinanderjagung einer mißfälligen und läſtigen Deputirten-Verſammlung ein ſo ſchreckendes

Beiſpiel geben, daß eine wiederhohlte unnöthig ſeyn wird. Die Mitglieder eines, von Neuem zuſammen berufenen, geſetzgebenden Körpers würden ſchwerlich dieſelben Geſinnungen und Grundſätze wieder haben zum Vorſchein kommen laſſen, wodurch ſich die eines aufgelöſeten das Königliche Mißfallen zugezogen, und etwa dem Ringen nach Unumſchränktheit allzuſehr Eintrag gethan hätten.

Bei jedem neuen Verſuch, dieß zu thun, würde eine neue Entlaſſung der Departements-Deputirten zu befürchten geweſen ſeyn.

Dieſe, ein ſolches Verhängniß vorausſehend, würden ein geſchmeidiges und nachgiebiges, ja zuvorkommendes Betragen haben annehmen müſſen, um ſich zu Herren ihres Schickſals und zu Meiſtern ihres Glücks zu machen.

Auf ſolche Weiſe war ſchon in der erſten, für das wiederhergeſtellte Königreich ertheilten, Conſtitution das von dem Senat heimlich angeordnet, was durch die zweite unumwunden bezweckt wurde, nämlich der Königlichen Macht einen ſchrankenloſen Einfluß auf die Verhandlungen der geſetzgebenden Kammern einzuräumen und die ganze reichsſtändiſche Verfaſſung zu einem Spielwerk zu machen, das zu dulden, bald genug ebenſo beſchwerlich wird, als es verächtlich iſt, und aus beiderlei Urſachen auf die Seite geſchafft werden muß.

Durch die zweite Conſtitution wurde nicht nur der Erhaltungs-Senat aufgehoben, ſondern auch das Reichthums-Uebergewicht von deſſen vormaligen Mitgliedern vermindert, und die Erſchaffung der erſten — heimlich verhandelnden — Kammer, nämlich die Er-

nennung der Pairs, der Königlichen Gewalt vorbehalten; mithin dieſer eine neue Verlockung eingepflanzt, nach Unumſchränktheit zu trachten, und deßwegen (woran nicht oft genug erinnert werden kann) ſich jene Unfehlbarkeit zuzutrauen, die von jener unzertrennlich iſt.

* * *

Uebergang. Allgemeine geſchichtliche Betrachtungen. Conſtitutionen und philoſophiſche Syſteme.

Eine Wechſelfolge geſchichtlicher und allgemeiner Betrachtungen wird ganz beſonders von und in einem Zeitpunkte veranlaſſet, in welchem neue Conſtitutionen von ſo vielen Völkern eben ſo eifrig verlangt werden, als die Regenten die Hoffnung gern zu erwecken ſcheinen, daß ſie ſie freudig bewilligen wollen.

Was davon, als endlicher Erfolg, zu erwarten ſey, iſt im Voraus nicht ſo leicht, am wenigſten aber nach guten Wünſchen oder nach einer ungemeinen Begeiſterung zu beſtimmen, welche deſto vergänglicher, je größer ſie iſt, und auf welche, als auf das Eine Aeußerſte gewöhnlich ein, ganz entgegengeſetztes, und widerſprechendes, Zweites folgt, nämlich eine große Gleichgültigkeit und Erſchlaffung.

Auch zu dieſer Bemerkung giebt das warnende Beiſpiel Frankreichs Anlaß.

Jede Tyrannei muß ſich ſelbſt zerſtören, und langſamer oder geſchwinder untergehen, je mehr oder weniger ſchnell ſie zu jener vollendeten Größe anwächſet, die auch eine unerträgliche iſt.

Digitized by Google

Je langſamer ſie ſich ausbildet, deſto länger vermag ſie ſich zu erhalten; je übereilter ſie nach Vollendung ſtrebt, deſto geſchwinder gelangt ſie zu ihrer Selbſt- vernichtung.

Aber mit dem Untergange einer Tyrannei iſt nicht unmittelbar oder unzertrennlich die Wiedergeburt wahrer bürgerlicher Freiheit verbunden.

Dieſe Lehre wollte das Schickſal predigen, als es die Franzöſiſche Revolution verhängte. Seit länger, als einem Vierteljahrhunderte iſt ſie von allen Ereigniſſen, durch allen Wechſel von Conſtitutionen, und durch alle grundgeſetzgeberiſche Verſuche eingeſchärft worden.

Seit dem Jahre 1789 bis jetzt gab es in Frankreich Conſtitutionen, aber keine bürgerliche Freiheit; kaum oder höchſtens einige Erziehanſtalten für die letztere.

In demſelben Zeitraume giengen auf dem Europäiſchen Feſtlande alle Verfaſſungen unter, die auf altem Herkommen und auf rechtlichem Beſitzſtande beruheten, und die zwar große, theils angeborne, theils im Laufe der Zeit angenommene, Fehlerhaftigkeit an ſich trugen; aber dennoch einen, zum gegenſeitigen Nachgeben verpflichtenden, und mit freiſinniger Würde gepaarten, Charakter Germaniſcher Ehrlichkeit an ſich trugen und fortpflanzten.

Selten oder nie iſt ein ſolcher Charakter den Menſchen in einem ſolchen Zeitalter eigen, in welchem man ſich in das Erfinden und Ausſpinnen von ſogenannten allgemeinen Grundſätzen verliebt hat. Deren Schöpfer ſtellen ſie ſehr oft weniger für ſich ſelbſt, als für Andere auf; weßwegen ſie auch theils beengt, beſchränkt und ver-

dreht, theils mit andern heimlich oder öffentlich vertauſchet werden, ſobald ſie in der Ausübung läſtiger erſcheinen, als bei der vergänglichen Erfindung und wörtlichen Darſtellung.

Keine Erbfolge ereignet ſich geſchwinder, und keine wird freudiger angetreten, als die, welche zwiſchen früheren und ſpäteren, einander verhaßten und dennoch von einander abſtammenden, Theorien- und Syſtem-Schöpfern Statt findet: gleichwie überhaupt ſehr oft die Erblaſſer und Erbnehmer nur in dem kurzen Scheidepunkte zur Einigkeit geneigt ſind, welcher durch den Tod oder durch Tödtendes hervorgebracht wird.

Sobald dieſe allzuvergängliche Einigung in der philoſophiſchen Welt vorüber iſt, beeifert man ſich, Verſchiedenes dem Verſchiedenen und Widerſprechendes dem Widerſprechenden entgegen zu ſetzen, gerade ſo, wie es ſehr oft in der Staatenwelt von ſelbſtherrſchenden Thronfolgern unumſchränkter Regenten geſchiehet. Jenes iſt faſt unvermeidlich, weil jedes, eine Zeitlang gültige Syſtem, als ſey es das höchſte Ziel und der endliche Abſchluß alles menſchlichen Nachdenkens und aller möglichen Unterſuchung, mit einer Art von Verblendung und mit Verdunkelung deſſen, was nicht innerhalb des aufgeſtellten Ideenkreiſes liegt, ſtarrſinnig feſtgehalten werden muß. Aber dadurch werden eben Andere zu einem freien und widerſtrebenden Nachdenken über die aufgeſtellten, ſymboliſchen Lehren, und zugleich zum Umwälz-Verlangen und Verſuch angetrieben, durch welchen ſie dieſe Lehren verbannen und ihr eigenes, neues Syſtem zum Vorſchein bringen. Dieſes geben ſie für ein Unvergängliches mit eben ſo großer Hartnäckigkeit und Vorliebe aus, als dieß

in Rückſicht des ihrigen, die Urheber und Bekenner eines, kurze Zeit zuvor herrſchenden, Syſtems gethan hatten.

Daher haben wir erlebt, daß in dem letzten Vierteljahrhunderte ein neues philoſophiſches Syſtem das andere faſt eben ſo ſchnell abgelöſet hat, als eine neue Conſtitution an die Stelle einer andern, in kurzer Zeit veralteten, getreten iſt.

In der neueſten Zeit (wenigſtens ſeit 1812) iſt eine faſt eben ſo große Gleichgültigkeit in Rückſicht aller philoſophiſchen Syſteme dem früheren philoſophiſchen Fanatiſmus nachgefolget, als hier und da allzugroße Vorurtheile gegen Conſtitutionen, wo nicht eingetreten, doch befürchten zu ſeyn ſcheinen, wenigſtens von Seiten derer, welche die abwechſelnde Aufſtellung und Verwerfung ſo vieler erlebt haben.

Zu einer, nicht ſowohl beglückenden, als vielleicht erſchütternden Belehrung möchte es gereichen, wenn ein ausgezeichneter Kopf den Paralleliſmus und Zuſammenhang darſtellen wollte, welcher zwiſchen den, ſo ſchnell erfundenen, als geſchwind verſchwundenen, philoſophiſchen Syſtemen und Conſtitutionen während der vergangenen Periode unſerer Revolutionszeit vorhanden war.

Daraus würde ſich noch deutlicher, als aus dem, was bisher angedeutet worden, ergeben, daß das ſtarrſinnige und herrſchſüchtige, aus dem Wahn der Unfehlbarkeit hervorgehende, Verkündigen allgemeiner Grundſätze leichter zur Tyrannei führt, als der Geiſtes- und bürgerlichen Freiheit zur Unterſtützung dient.

* * *

Fortſetzung. Warnende Erfahrung.

Nichts iſt ſchwerer, als die Bürgerfreiheit bei Herrſchern und Beherrſchten, bei Landesherren und Unterthanen beliebt zu machen, wenn die erſten ſich nicht von Jugend auf an dieſelbe gewöhnt haben, oder wenn man den letztern abgewöhnt hat, ihren ſittlichen Durſt mit dieſer Muttermilch der Menſchheit zu ſtillen.

Dieß kann man in Rückſicht der Herrſcher durch hundert Beiſpiele, beſonders aber durch das Ferdinand's VI. von Spanien und Karls II. von England beweiſen. Dieß wird in Anſehung der Beherrſchten beurkundet durch das Bezeigen des Franzöſiſchen Volks, das bis jetzt der bürgerlichen Freiheit — ſo ſehr es auch nach derſelben ringt — noch nicht fähig, obwohl es im wiederhohlten (zuletzt nicht ganz unwirkſamen) Gebrauch freiſinniger Redensarten, und in der Anwendung einiger erprobten, allgemeinen Grundſätze und Engliſchen Formen eifrig war und geblieben iſt.

Indeſſen haben alle Franzöſiſchen Machthaber, wie vielartig auch ihre Namen und die neuerwählten, volkstrügenden Maſken waren, an den Tag gelegt, daß ſie die Germaniſche Bürgerfreiheit eben ſo wenig zu dulden, als gehörig zu ehren vermögen.

Freiheitsformen gebend und nehmend, trachteten ſie nach Nichts, als nach einer mehr oder minder großen Tyrannei.

Was ſie dachten, und was bis jetzt faſt Jeder, der aus gnädiger Willkühr eine Conſtitution verleihet, denkt, das ſprach Napoleon aus, als er am 2. Auguſt 1802 ſagte:

„Zufrieden durch die Ueberzeugung, daß Ich *) nach „den Geboten jenes Weſens, von dem die Lenkung aller Dinge abhängt **), berufen worden bin, „auf die Erde Gerechtigkeit, Ordnung und Gleichheit zu„rückzuführen, werde ich meine letzte Stunde ſchlagen hö„ren, ohne Reue und ohne Sorgen in Rückſicht der „Meinungen künftiger Geſchlechter.“

Ungeachtet ſolcher Betheuerungen oder vielmehr wegen des Daſeyns derſelben, vermochte der Moniteur im Jahre 1808 durch Conſtitutionen-Erläuterung das, damals vorhandene, Grundgeſetz umzuſtoßen.

Wenn man das Frevelhafte dieſes Unternehmens recht einleuchtend machen wollte: ſo dürfte man nur Frankreich und England, vergleichend, einander gegenüber ſtellen, und die Frage aufwerfen: was ſich in dem letztern ereignen würde, wenn ein, der Hofparthei angehöriger Zeitungsſchreiber ***) predigen wollte: — daß der Britiſche Geheimerath — deſſen Mitglieder zwar von der Wahl und Verwerfung des Königs abhängig, aber zum Theil Günſtlinge des Volks, Anführer der Oppoſitionsparthei (z. B. Fox und Poſonby ꝛc.), und der Nation

*) Es ſcheint verderblich werden zu können, daß die Regenten (nach Napoleons Beiſpiel) das Ich herausheben, und das Wir seltener brauchen.

**) Das auch, wie oben angeführt worden, die Könige und die Nationen in der nämlichen Waagſchaale abwiegt.

***) Ein *Courier* in England, wie in Frankreich ein *Moniteur*. Der erſte tritt jetzt freilich, auf eine zuvor unerhörte Weiſe, in die Fußſtapfen des letztern.

verantwortlich ſind — den Vorrang vor dem Parlia-mente habe?

* * *

Fortſetzung. Gegenſatz.

Freiheit liebenden Völkern iſt eigen, ſich über jeden (vielleicht auch nur eingebildeten) Eingriff in das, was ſie ihre Verfaſſung nennen, öffentlich und laut zu beklagen, und Alles zur Sprache zu bringen, was ihr entſpricht, oder widerſpricht.

Freien Völkern iſt ſogar eigen, das heimlichſte Privatleben bedeutender Menſchen zu einem Gegenſtande öffentlichen Lobes und Tadels zu machen: — und ſo muß es auch ſeyn, weil Jeder, welcher eigene und fremde Gewiſſenhaftigkeit (ohne die an Freiheit nie zu denken iſt) zu bewahren hat, nicht oft genug von ſich ſelbſt und Andern gewarnt werden kann, auf ſich aufmerkſam und gegen ſich ſelbſt auf ſeiner Huth zu ſeyn, — damit er nicht in einer rechtloſen Willkühr ſein eigenes beſſeres Weſen unterſinken laſſe.

Dadurch wird jenes Rechtgefühl beſtärkt, welches zwar durch (zuweilen ſogar unnöthiges) Aufſchreien ſich zu äußern und zu befriedigen ſucht; das aber zur Aufrechthaltung bürgerlicher Gerechtſame unentbehrlich iſt.

Daher wurde vormals in Teutſchland manche herannahende Landbeſchwerde abgewendet durch das Geſchrei, es werde wegen derſelben bei nächſter Ständeverſammlung eine Landtagsbeſchwerde (gravamen) vorgebracht werden.

Die zeitliche Unterlaſſung manchen Mißbrauchs und die Verhinderung manchen Zugriffs wurde dadurch bewirkt.

Gleichwie ein unwilliges Aufſchreien freier Bürger der höchſten Noth, ehe ſie herein bricht, vorbeuget: ſo muß dieſe erſt erſcheinen, wenn unfreie Bürger zu einem (meiſtentheils ſo augenblicklichen und vergeblichen, als gewaltthätigen) Freiheitsſtreben angereget werden ſollen. Treiben ſie alsdann ein faſt ruchloſes Spiel mit Conſtitutionen: ſo ereignet ſich, was in Frankreich geſchah und noch geſchiehet, daß ein demüthiges Stillſchweigen jeden Eingriff in ein Grundgeſetz unterſtützet, um Anlaß zu geben, an die Stelle einer neuen Conſtitution eine neuere und allerneueſte treten zu laſſen.

* * *

Vergänglichkeit willkührlicher und Haltbarkeit nothwendiger Conſtitutionen. Beiſpiele.

Daher iſt es ferner ſo ſelten, als ſchwer, daß Herrſcher, die mit angeſtammter, unumſchränkter Machtvollkommenheit begabt ſind, diejenigen Conſtitutionen, welche ſie aus freier Willkühr und mittelſt gebietender Hoheits-Aeußerung ertheilen, für ein unverletzliches Heiligthum halten: daß ſie das Werk eigener Schöpferkraft mit eben der Ehrerbietung betrachten, welche die gegen daſſelbe hegen ſollen, für die es erſchaffen iſt.

Dieß iſt um ſo ſchwerer, weil ſolche Conſtitutionen, wenn ſie auch mit ehrlichen und wohlwollenden Geſinnungen ertheilt werden, dennoch allzuoft den vergänglichen Meinungen des Tages huldigen, und zu politiſchen Hülfsmitteln in Rückſicht auswärtiger Angelegenheiten dienen ſollen.

Aus allen dieſen Urſachen ſcheint es allzuſchwer zu ſeyn, daß Gewalthaber jenes, von irdiſcher Hoheit unzer-

trennliche Selbſtgefühl verläugnen, welches durch tauſend Verlockungen zu dem Wahn verleiten kann: es ſey ein Werk der Gerechtigkeit, heute das wieder zurückzunehmen, was geſtern aus Gnaden verliehen worden iſt.

Moſes, herrſchſüchtig und zum Herrſchen geboren, gab — mit einer übermächtigen, Jahrtauſende lang in erſtorbenen Formen fortwirkenden, Charaktergröße — den Iſraeliten eine Verfaſſung, welche er auch dadurch mit einer großen Dauerhaftigkeit begabte, daß er ſie mehr von der Vorzeit entlehnte, als nach eigenen willkührlichen Ideen erſchuf. Und dennoch war nichts nöthiger, als daß dieſer große Mann nur aus der Ferne in das gelobte Land hineinſchauen, aber nicht hinein kommen durfte. Denn „er ſtieg *) mit zwei Tafeln des „Zeugniſſes in der Hand, welche Gott ſelbſt gemacht, „und darein die Schrift ſelbſt gegraben hatte, vom Berg „herab; und als er am Lager der Iſraeliten das goldene „Kalb (welches Aaron auf Verlangen des Volks gemacht „hatte) nnd den tanzenden Reigen erblickte, welcher daſ„ſelbe umgab: ſo ergrimmte er mit Zorn, warf die Ta„feln aus ſeiner Hand, und zerbrach ſie unten am „Berge.“

Dieß iſt eine ſymboliſche Darſtellung des Geſchicks oder Verhängniſſes, welches jede, aus Gottes Gnaden entſtehende oder verliehene Conſtitution zu befürchten hat. Der Geſetzgeber ſelbſt zerbricht die Geſetztafeln.

Lykurg, der Sohn eines Spartaniſchen Königs, machte ſich zum Geſetzgeber ſeines Vaterlandes fähig, indem er ſich der Herrſchbegierde entäußerte; ſeinen

*) Nach 2. Buch Moſ. 32 v. 15 ꝛc.

Anſprüchen auf den Thron zu Gunſten ſeines Enkels entſagte, und Reiſen in entfernte Länder unternahm, um deren Verfaſſungen kennen zu lernen, und aus denſelben das zu entlehnen, was durch die Erfahrung geprüft und bewähret war.

Er ſuchte demnach ſeinen Geſetzen eine geſchichtliche Grundlage zu geben; und was er angeordnet hat, lebt daher noch einigermaaßen geiſtig unter den Mainotten eben ſo fort, wie unter den Juden in todten Formen die Moſaiſche Geſetzgebung.

Auch Solon machte ſich zum Geſetzgeber durch große Reiſen geſchickt. Er verließ Athen, nachdem er demſelben eine neue Verfaſſung ertheilt, und, um ſowohl ſich, als jeden Andern von einer Abänderung abzuhalten, das eidliche Angelöbniß verlangt und empfangen hatte, daß ſeine Geſetze wenigſtens unverändert beibehalten werden ſollten. Nach zehen Jahren kehrte er nach Athen zurück, wo indeſſen Piſiſtratus ſich der Oberherrſchaft bemächtiget, und einen Zuſtand der Dinge wieder hergeſtellt hatte, in welchem (wie Juſtin von der Zeit vor der Solonſchen Geſetzgebung ſagt) die Willkühr der Könige Geſetzesſtelle vertrat *). Er begab ſich daher in eine ſelbſterwählte Verbannung nach Cypern, und ſtarb daſelbſt.

* * *

Folgen der Unaufmerkſamkeit auf ſolche Beiſpiele.

Entäußern ſich die Grundgeſetzgeber nicht der Anſprüche auf unbeſchränkte Machtäußerung: ſo werden und müſſen ſie bald genug dahin gelangen, ihre eigenen

*) Justin II. c. 7. Sed civitati nullae.

Conſtitutions-Werke für eine Laſt anzuſehen, die ihnen zu ſchwer wird.

Alsdann laſſen ſie ſich mit einer freudigen Behaglichkeit gefallen, daß in ihrem Namen die Frage ernſthaft aufgeworfen und beantwortet wird: ob denn der Geſetzgeber an ſeine eigenen Geſetze gebunden ſey, oder ob des Regenten Willensäußerung für den Regenten ſelbſt auf längere Zeit, als während er ſie vorbringe, Geſetzkraft habe? Wohlgefällige Diener ſeiner Machtvollkommenheit werden ihm ſehr leicht begreiflich machen; „daß nur in „Einem Willen ungetrennt und unzertrennlich das „Geſetz liege, und zwar aus derſelben geiſtigen Nothwen„digkeit, mit welcher der Wille des Menſchen über das „ſämmtliche menſchliche Vermögen geſetzt iſt.

Es wird einleuchtend werden, „daß der Regent durch „Gerechtigkeit dem Geſetze gleich *), und daß er durch „Gnade über daſſelbe erhoben iſt." Es wird einleuchtend werden, daß der Inhaber des Staatswillens nichts weiter nöthig hat, als eine Staatsvernunft zu Rathe zu ziehen, und die einzelnen Männer, welche dieſelbe offenbaren ſollen, nach eigener, veränderlichen Willkühr in jedem Augenblick zu wählen, oder zu verwerfen. Auf ſolche Weiſe kann der Wahn entſtehen, es werde gleichſam eine neue, philoſophiſche Begründung aufgeſtellt für den alten Glauben: daß ein legaler Alleinherrſcher ſich einzig und allein durch und aus ſich ſelbſt und nach ſeiner perſönlichen Sittlichkeit beſchränken laſſen ſolle; und daß er ſich in dem Grade für unfehlbar halten dürfe, in welchem er ſich frei von aller Selbſttäuſchung erachte, und

*) Er ſteht alſo nicht unter dem Geſetze; und was er in jedem Augenblicke für gerecht hält, iſt Geſetz.

ſich guter und menſchenfreundlicher Abſichten, huldreicher und gnädiger Geſinnungen bewußt ſey.

Wir wiederhohlen daher nochmals: Machtentäußerung und dauernde Geſetzgebung; ungebundene Alleinherrſchergewalt und Veränderlichkeit des geſetzgebenden Willens ſind und bleiben verſchwiſtert.

Ferner: Conſtitutionen, die als Gnadengaben geſchenkt, oder die aus freier Hand und aus dem Stegreif gemacht werden, und die gewöhnlich einer zeitlichen Syſtemſucht oder einer augenblicklichen Herrſcherlaune und taggemäßen, politiſchen Meinungen und Abſichten huldigen, ſind nie von langer Dauer.

Ferner: Nur diejenigen Conſtitutionen erhalten ſich ſo lange, als es überhaupt bei menſchlichen Dingen möglich iſt, aufrecht, welche ebenſo, wie die Moſaiſche, oder wie die Soloniſche und Lykurgiſche Geſetzgebung, eine hiſtoriſche Grundlage haben; oder die allmählich und durch ſtillſchweigende Uebereinkunft; oder die durch öffentliche Berathſchlagungen entſtanden, aber nicht aus der Dunkelheit heimlicher Verhandlungen und Willensmeinungen hervorgegangen ſind. In ſolche Grundverfaſſungen wird nämlich von den zeitgemäßen Grundſätzen gerade das, und nur ſo viel aufgenommen, als die größere Menſchenmenge zu verſtehen fähig, anzunehmen und zu befolgen geſchickt und geneigt iſt.

* * *

Ereigniſſe vor der Revolution.

Vor der Revolution ſchien jeder Staatsmann in dem Grade ein großes Vertrauen auf ſich ſelbſt zu ſetzen und

eine große Bewunderung zu verlangen, in dem er ſich ſchmeichelte, im Beſitz jener politiſchen Anſtelligkeit zu ſeyn, welche den ſchicklichen Anlaß und Zeitpunkt zu ergreifen oder auch herbeizuleiten weiß, um alterthümliche Verfaſſungen zu untergraben, und die gebührende Huldigung einer unumſchränkten Regentengewalt zu verſchaffen, deren unentbehrliche und ausſchließende, gewandte und einſichtsvolle Handhaber ſie ſeyn und bleiben wollten.

Nach ſolcher Unumſchränktheit wurde getrachtet, nicht bloß, weil eine angeſtammte und unverletzliche Hoheit dazu antrieb, ſondern weil ſie auch zur erfreulichen Anwendung und Stärkung einer überlegenen Geiſteskraft, zur Anſchaulichmachung beliebter Ideen, ſo wie zur ungehinderten und ſchnellen Ausführung wohlthätiger und nützlicher Plane und Anſtalten fähig machen ſollte. Man hegte dabei mit einer Art von Freudigkeit die Ueberzeugung, daß man ſich in der Ausübung ungebundener Machtvollkommenheit — ſobald man ſich nur erſt eines unwandelbaren Beſitzes derſelben recht und ganz verſichert habe — ſelbſt zügeln und regeln wolle nach menſchenfreundlichen und gerechten Ideen.

Gleichwie man durch dieſe nichts Anderes, als das allgemeine Wohl bewirken wollte: ſo war man auch überzeugt, daß es der Gerechtigkeit entſprechend ſey, in außerordentlichen Fällen zu außerordentlichen Gewaltäußerungen ſeine Zuflucht zu nehmen, und das allgemeine Recht auf einige Augenblicke gleichſam rechtlos zu machen: damit eine, mit ſo wohlwollenden Ideen und Abſichten gepaarte, Herrſchermacht vor jedem möglichen Eingriff bewahret werde.

Digitized by Google

Weil aber die erwählten Ideen ſehr oft die Erzeugniſſe wandelbarer Weltanſichten, veränderlicher Launen, ja einer, nach ſteter Vergrößerung, und nach auswärtigem Einfluß und nach Uebermacht trachtenden Politik waren: ſo war von deren Feſthaltung ſelten jene Leidenſchaftlichkeit zu trennen, der Diejenigen ſich unbewußt überlaſſen, die dem Zeitlichen und Irdiſchen eine Unvergänglichkeit zutrauen oder verſchaffen wollen, welche nur dem abſichtloſen und unſchuldigen Ueberirdiſchen und Ewigen zu Theil werden kann.

Es ereignete ſich daher, daß man — neben den löblichſten Abſichten, ja neben den heiligſten Zwecken — viel öfter, als man im Voraus ahnen konnte, und als es ſich mit einem vorherrſchenden, menſchenfreundlichen Sinn vertrug, den Rechtsweg verlaſſen und zu Gewaltmaaßregeln ſeine Zuflucht nehmen mußte; und daß man ſich dadurch in einen Widerſpruch zwiſchen That und Meinung ſtürzte, welcher eben zu den Umwälzungen unſerer Zeit Anlaß gab, ja ſelbſt als eine Revolutions-Aeußerung ſchon anzuſehen war.

Weil man, während dieß geſchah, faſt überall darauf ausgieng, Recht in Gnade zu verwandeln; und weil man den Mächtigen, Gnade für Recht ergehen zu laſſen, einprägte und von ihnen erflehte: ſo wurden Regenten und Völker von der alten Germaniſchen Weiſe entwöhnt, der gemäß Sitten und Gewohnheiten für heilig, das Herkömmliche in Ehren gehalten; und eben deßwegen die Regentengewalt durch Landſtände gemäßiget wurde, mittelſt deren Berathſchlagung und Zuſtimmung, anſtatt einſeitiger Anſichten und Vorurtheile, eine allgemeine Willensmeinung erzeugt werden und ſich offenbaren ſollte. Für-

ſten und Unterthanen — zwiſchen und von denen gemeinſchaftlich eine Conſtitution zur Vermittlerin aufgeſtellt war — ſollten ſich gegenſeitig vor jeder Tyrannei bewahren.

Mochten auch die grundgeſetzlichen Verträge und die Landtags-Rezeſſe und Abſchiede öfter verletzt, als beobachtet werden: ſo konnte man doch, wenn jenes geſchah, das Gefühl des Unrechts, was dadurch theils verübt, theils erduldet wurde, weder ſich ſelbſt verläugnen, noch in Andern unterdrücken, ſondern mußte vielmehr den allgemeinen Rechtsſinn ſchärfen.

Mochten auch die Landſtände — wie keineswegs zu läugnen iſt — der allgemeinen menſchlichen Fehlerhaftigkeit ſich immer mehr und mehr, und zwar in dem Grade ergeben, in welchem ſie unter ſich getheilt, einzelne verdrängt und entfernt, und die zurückbleibenden übermächtiger und herrſchſüchtiger wurden; mochte dadurch hier und da ein ausſchließender Standes- und Caſtengeiſt entſtehen: ſo bleibt doch ſo viel gewiß, daß einzig und allein diejenigen Teutſchen Völker, welche am längſten (wie z. B. die Würtemberger ꝛc.) ſich irgend einer landſtändiſchen Verfaſſung zu erfreuen hatten, am begierigſten nach Beibehaltung und Sicherung bürgerlicher Freiheit und am geſchickteſten und entſchloſſenſten ſind, ein beſchirmendes, vertragsweiſe entſtehendes Grundgeſetz immer von Neuem zu verlangen; während andere Völker, weil ſie ſtändiſcher Verfaſſung und einer Volksvertretung entwöhnt ſind, körperliches Wohlſeyn höher ſchätzen, als geiſtig- und bürgerlichfreies, und ſich daher, gleichgültig und gutmüthig in Alles fügen, was über ſie verhängt wird.

Bürgerlicher Freiheit noch nicht entwöhnte Völker wollen daher viel lieber eine herkömmliche, noch ſo fehlerhafte Conſtitution beibehalten, als jede ganz entbehren; ſie wollen lieber ein Grundgeſetz haben, das auf geſchichtlichen (in gewiſſer Rückſicht ahnen- und bürger-, caſten- und zunftſtolzen) Grundlagen beruhet, als das auf die philoſophiſchen Meinungen des Tages mit vergänglicher Leichtfertigkeit ſich zu ſtützen ſucht, ſollte auch dieſes von einer Obergewalt ertheilet ſeyn, welche mit den menſchenfreundlichſten und wohlthätigſten Geſinnungen begabet iſt.

Völker, die nie im Beſitz einer eigentlichen Grundverfaſſung waren, oder die denſelben ſeit langer Zeit verloren haben, und die den Gedanken nicht mehr zu hegen oder aufzufaſſen vermögen, daß zu *aller* Geſetzgebung eine öffentliche Berathſchlagung und ein Zuſtimmen von Volksvertretern nöthig ſey; ſolche Völker nehmen jedes Recht in der Gnadenform an, und ſehnen ſich und verlangen nur nach jenem zeitlichen Wohlſeyn, das aus dem guten und gewinnreichen Fortgange bürgerlicher Betriebſamkeit, blühender Gewerbe und einträglicher Handelsſchaft hervorgehet. Das Nützliche iſt ihnen immer und überall das Rechte; und einerlei iſt es ihnen, ob beides der Ausfluß eines wandelbaren Gnadenverhältniſſes, oder eines unverletzlichen und unveränderlichen Rechtszuſtandes iſt.

Daher haben wir auch in der neueſten Zeit erlebt, daß den Ländern und Völkern, die einer unumſchränkten Alleinherrſchaft untergeben werden ſollten, oder die ſich einen wiederhohlten Wechſel ihrer Oberhäupter gefallen laſſen mußten, von jedem neuen, an die Stelle eines verdrängten, tretenden Regenten die feierliche und freundliche Verſicherung empfiengen, daß ihre Beſitzthü-

thümer für unverletzlich geachtet; daß ihre Betriebſamkeit befördert; daß ihr Handel mit ausſchließenden Vorrechten begabt und zur höchſten Blüthe erhoben; und daß ſie (um Alles in eine Summe zuſammen zu faſſen) „durch nichts „von ihren häuslichen Geſchäften abgezogen werden, ſon„dern ruhig die Früchte des erworbenen Friedens und „alles Glück häuslichen Lebens genießen ſollten.“

* * *

Fortſetzung. Zertheilung der Germaniſchen Welt.

Wenn man nun den, ſeit Beginn der Revolution verfloſſenen, Zeitraum betrachtet: ſo bemerkt man, daß während deſſelben ſich die Germaniſche Welt, d. i. die Staaten und Völker, welche im Beſitz von Verfaſſungen Germaniſchen Urſprungs waren, in zwei Theile abgeſondert haben.

Der Eine davon hielt feſt an alterthümlichen, im Laufe der Zeit und durch die bürgerliche Ehrlichkeit und rechtliche Kraft der Menſchen hervorgebrachten Conſtitutionen, die größtentheils ein, faſt unwillkührliches und von ſelbſt allmählich entſtandenes, Erzeugniß der Sitten und Volksgeſinnungen waren. Dieſer Theil machte (wie ſchon angedeutet worden) nicht nur das öffentliche, ſondern auch das innerſte, häusliche, ja das Gedankenleben jedes einzelnen Bürgers, und noch mehr jedes Mannes, der an den öffentlichen Staatsgeſchäften Antheil nahm, beſonders aber des Regenten und aller Glieder ſeiner Familie zum Gegenſtand einer fortdauernden, öffentlichen Beurtheilung; und unterwarf die Beurtheilten, noch viel öfter ſtrengem Tadel, als er ihnen durch ein begeiſtertes und erhebendes Lob zu huldigen ſuchte. Jeden wirklichen

oder ſcheinbaren Eingriff in ſeine, hier und da ſehr gebrechlichen, Verfaſſungen rügte er und widerſetzte ſich ihm, ſo wie er überhaupt jeder Neuerungsſucht kühn, kräftig, und oft glücklich widerſtrebte.

Das Herkommen war Alles in Allem, und an ihm ſcheiterte zuweilen die vergängliche Weisheit des Tages, und der dogmatiſche oder ſkeptiſche Scharfſinn, womit die Eintags-Theorien erfunden und ausgeſchmückt wurden. Wenn auch den monarchiſchen oder royaliſtiſchen Principien (einer faſt allgemeinen Denkart gemäß) immer und immer ein größerer Vorzug vor republikaniſchen Einrichtungen in Europa eingeräumt wurde: ſo ſuchte man doch hergebrachte Formen und Anſtalten gleichſam bei Ehren und Würden zu erhalten.

Zu dieſem Einen Theile gehörte bei'm Ausbruch der Revolution vorzüglich Großbritannien, dann Schweden und einige Teutſche Staaten, z. B. das Kurfürſtenthum Sachſen, die Herzogthümer Würtemberg und Mecklenburg, das Fürſtenthum Baireuth u. ſ. w., mehrere Erzbisthümer, Bisthümer und Abteien, außer der republikaniſchen Schweiz, den Niederlanden, den Reichsſtädten und andern Republiken.

Von dieſem Theile war, nach Verlauf eines fünf und zwanzigjährigen Zeitraums, zu Anfang des 1814. Jahres, (als die Ruſſen das Königreich Sachſen in Kriegsbeſitz hatten) nichts mehr übrig, als Großbritannien, Schweden, die Schweiz, und kaum, oder nur ſcheinbar, Mecklenburg.

Was von dieſem Theile allmählich abgeſondert und ausgeſchieden worden, das hatte ſich dem Zweiten ein-

verleibt. So waren auf dem Europäiſchen Feſtlande nach und nach alle alterthümlichen Grundverfaſſungen untergegangen; und zu derſelben Zeit, in welcher man bald in dieſem, bald in jenem Lande vielfältige Verſuche machte, neue Conſtitutionen zu erſchaffen, und ſogar mehrere auf dem Papier und in ſchriftlichen Aufſätzen zu Stande brachte, war auch nicht eine Einzige feſte, und auf alter Gewohnheit und Sitte beruhende, keine einzige ſogenannte landſtändiſche Verfaſſung in anerkannter Gültigkeit und Ausübung vorhanden.

Weniger aus Erinnerung an das Verſchwundene oder aus Gefühl eines Abgangs oder Mangels, als aus andern, in den Zeitverhältniſſen liegenden, Antrieben entſtand nicht bloß ein heimliches Verlangen, ſondern ſogar ein öffentliches, begehrliches Geſchrei nach neuen Grundverfaſſungen.

Obwohl dieſes Geſchrei zum Theil als ein beunruhigender Ausdruck unruhiger Geſinnungen angeſehen werden konnte: ſo kam dabei dennoch eine, der unbedingten und unbeſchränkten Herrſcherhoheit huldigende Geſinnung, nämlich die zum Vorſchein, daß von nun an die Gnaden-Willkühr der Regenten ſich ſelbſt mäßigen und daher genehmigen werde, in Zukunft die Geſetzkraft von einer landſtändiſchen Zuſtimmung abhängig zu machen, und aus vertragsmäßiger Uebereinkunft entſpringen zu laſſen.

Es gab in der That keine ehrerbietigere und ſchmeichelhaftere Anerkennung ungebundener Herrſchergewalt, als die ihr zu Theil wurde, indem man auf eine, ebenſo ehrliche und unbefangene, als zutrauliche Weiſe den Glauben an den Tag legte, daß die Unumſchränktheit

nur ſich ſelbſt beſchränken; daß Conſtitutions-Ertheilung und Allmachts-Entäußerung Eins, oder daß Niemand, ohne Solons und Lykurgs Denkart ſich anzueignen, vermöge, der Erſchaffer eines Grundgeſetzes zu werden. Von ſolcher, überaus großmüthigen und alle Selbſtſucht verläugnenden Geſinnung erwartete man die Anordnung von Schutzanſtalten, welche in's Daſeyn gerufen werden und vorhanden ſeyn ſollten, ſowohl wenn in Zukunft dieſe Geſinnung bei einzelnen Machtinhabern nicht anzutreffen ſeyn ſollte, als damit ſie für unentbehrlich angeſehen und Allen eingepflanzet werden möchte.

Dieſe gutmüthige und patriotiſche Trunkenheit machte es eben, daß man hier und da glaubte, auf landſtändiſche, unter ſolchen Umſtänden entſtandene, Verfaſſungen ſich verlaſſen zu können, und an deren Unvergänglichkeit und Unverletzlichkeit nicht zweifeln zu dürfen.

Gleichwie, ſeit Ludwig XI. Zeiten, das verderbliche Franzöſiſche Beiſpiel zum Untergange der älteren Grundverfaſſungen mitgewirkt hat: ſo kann daſſelbe Beiſpiel in der neueſten Zeit belehren: wie ſchwer es ſey, mit unſchuldiger und demüthiger Sinnesart ſich dem Regiment einer Conſtitution zu untergeben.

* * *

Neueſte Ereigniſſe.

In dem, nach dem Ausbruch der Revolution vergangenen, Vierteljahrhunderte wurden mehrere Staaten ganz neu errichtet, oder von Grund aus umgewandelt und in beiden wurden Conſtitutionen theils gegeben, theils verſprochen, auch die Zuſammenberufung von Reichs-

und Landſtänden zugeſagt; aber dieſe Verleihungen und Zuſicherungen ſchienen nicht immer recht ernſtlich gemeint zu ſeyn; ſo wie ſie auch nur ſcheinbar in dem Herzogthume Warſchau und in den Königreichen Italien und Weſtphalen in Erfüllung giengen.

Was auch während der kurzen Dauer des letztern Staates Verwerfliches geſchehen ſeyn, und was auch davon in Zukunft die Geſchichte mit gebührendem Unwillen zu erzählen haben mag: ſo muß ſie doch einer Einzigen Ständeverſammlung, welche mit ernſter Würde gehalten wurde, in Ehren gedenken, weil während derſelben einem Königlichen Geſetzvorſchlag die Zuſtimmung verweigert, und weil durch dieſes den Machthabern ſo unangenehme, als von ihnen gefürchtete, Bezeigen Anlaß gegeben wurde, Zuſammenberufungen der Reichsſtände zu vermeiden. Während dieß geſchah, verſchwand auch jede Scheu vor Conſtitutions-Verletzungen; und dazu gab theils das Königliche, mit Wohlbehagen verbundene, Verlangen nach unumſchränkter Willkühr und verſchwenderiſcher Pracht und Hoheitsäußerung, theils der Druck ausländiſcher Gewalt, theils der Drang Anlaß, welcher von vielen andern zuſammen wirkenden Umſtänden erzeugt wurde.

Aehnliches ereignete ſich in den meiſten andern Staaten, welche man wörtlich mit neuen Conſtitutions-Acten begabt hatte, an deren ernſtliche Anwendung man aber, aus Noth oder Wahl, nicht dachte, ungeachtet mittelſt derſelben eine Stellvertretung des Volks, und die Verſammlung von Reichs- und Landſtänden verſprochen worden waren.

Dieſe kamen entweder, wie im Königreiche Italien, oder im Herzogthume Warſchau, oder auch im Großfür-

ſtenthum Finnland (nachdem dieſes Rußland einverleibt worden war) bloß der Form wegen und ohne bedeutenden Erfolg zuſammen, oder wurden aus hundert dringenden oder willkührlichen, abſichtlich aufgeſuchten oder zufällig ſich darbietenden, ausdrücklich angedeuteten oder mit Stillſchweigen übergangenen, Urſachen verſchoben oder unterlaſſen.

Wie dieß zum Theil aus Antrieben der Noth geſchah, welche von Frankreich ausgiengen: ſo wirkte auch hier deſſen, zuweilen mit Freuden nachgeahmtes, Beiſpiel.

Es war nämlich (wie ſchon angeführt worden) daſelbſt, während der letzten Zeit der Kaiſerlichen Regierung, der geſetzgebende Körper nur noch verſammelt worden, um bald die Feierlichkeiten und Feſte glänzender und prunkender zu machen, welche nach der Geburt eines Thronfolgers, und zur Verherrlichung der Taufe eines Königs von Rom angeſtellt wurden; bald die Belehrung zu ertheilen, daß die Zuſammenkunft der Departements-Deputirten in dem Verhältniſſe immer unnöthiger werde, in welchem Niemand ſich der Ueberzeugung entziehen könne und dürfe, daß bereits eine vollendete Geſetzgebung zu Stande gebracht ſey; und daß ihr jede erläuternde und erweiternde, und zur Vollſtreckung nöthige Andeutung und Auslegung durch Kaiſerliche Decrete zu Theil werde.

Daher ereignete ſich auch, daß die Departements-Deputirten nur nach Paris berufen wurden, um ſich untreue und prahleriſche Berichte von dem überglücklichen Zuſtande des Kaiſerreichs vorlegen zu laſſen. Dieſe Berichte waren denen ähnlich, welche in der Zwiſchenzeit der Moniteur mittheilte, und wovon ſich **jeder einzelne**

ſelbſt, ſo wie ſie alle einander widerſprachen *). Glücksberichte ſollten glücklich machen!

Im dringendſten Nothſtande veranſtaltete Napoleon zum letzten Mal, zu Ende des Jahres 1813, eine Zuſammenkunft des geſetzgebenden Körpers; jagte dieſen aber auch ſogleich wieder auseinander, als in demſelben einige freimüthige Aeußerungen und demüthige Bitten um Frieden und um Abſtellung unerträglichen Drucks vorgebracht wurden.

Bevor dieß geſchah, hatte in Europa und beſonders in Teutſchland jede gewaltthätige Maaßregel, welche die Kaiſerliche Regierung gegen das Franzöſiſche Volk anwendete, nicht nur keine Theilnahme und Betrübniß, ſondern vielmehr Schadenfreude erweckt; und man hatte mit Vergnügen jede Nachricht vernommen, aus welcher man abnehmen konnte, daß das verhaßte, eroberungsſüchtige und herrſchbegierige Franzöſiſche Volk ſich eben den Druck gefallen laſſen, und einen großen Theil der Leiden erdulden müſſe, unter welchen die beſiegten Völker faſt erlagen.

Wie anders war die Stimmung zu Ende des 1813. Jahres! Der Sieger war zum Beſiegten geworden; und es war zu befürchten, daß jeder neue Machtzuwachs, den er innerhalb Frankreich zu gewinnen im Stande ſey, dazu dienen könne, ſeine vorige Uebermacht auf dem Feſtlande wieder herzuſtellen.

*) Dieß iſt durch einzelne Beiſpiele darzuſtellen verſucht worden in einer „Parallele Franzöſiſcher Induſtrieberichte, von Georgius," im Magazin für die Handlung ꝛc. VI. Bd. 2. Heft. S. 169 ꝛc.

Wie Unglück unterwürfig macht: ſo war in Teutſchland durch neues und faſt ungewohntes Glück ein ſtolzes Rechtsgefühl wieder erweckt worden, mit dem ſich ein, gleichſam unſchuldiges, Theilnehmen und Mitleiden vereinigte, und von dem die frühere, gehäſſige Schadenfreude verdrängt wurde.

Als daher die Departements-Deputirten mit despotiſchem Uebermuthe aus einander gejagt wurden: ſo ſah faſt Jeder ihr unglückliches Schickſal für ein eigenes und für ein allgemeines Mißgeſchick an.

* * *

Unruhiges Getümmel und deſſen ſchuldvoller oder unſchuldiger Anlaß.

Einen heimlichen Anreiz empfieng dieſe Geſinnung, weil (wie ſchon bemerkt worden) Frankreichs Beiſpiel ſowohl zum Wunſch, als zur Entziehung und Vorenthaltung feierlich zugeſicherter, landſtändiſcher Beratſchlagungen Anlaß gegeben hatte.

Das Zuſammentreffen dieſer ſonderbaren Gegenſätze trug viel dazu bei, daß in Teutſchland ein Verlangen nach feſten Grundverfaſſungen wiedergeboren; und daß mit einer verwirrenden Unruhe das Begehren ausgedrückt wurde, Schutzanſtalten gegen jede willkührliche und launenhafte Gewalt zu erlangen.

Das Geſchrei nach neuen Conſtitutionen wurde daher zu laut, und ſogar beunruhigend, ungeachtet der unumſchränkten Regentengewalt jene (ſchon erwähnte) erhebende Huldigung zu Theil wurde, der gemäß man den Wunſch äußerte, daß ſie eine großmüthige Schöpferin

und Erhalterin unwandelbarer Conſtitutionen ſeyn und bleiben möchte.

Nun befand man ſich, dem Zeitgeiſte gemäß, in jener (ebenfalls ſchon angedeuteten) Zirkelbewegung zwiſchen Gnade und Recht, und ſchien in Gefahr zu ſeyn, einen Rückſchritt zu der, vor der Revolution vorhandenen, Denkart zu machen. Dazu ſchienen ſogar die Verhandlungen des Wiener Congreſſes Anlaß zu geben, indem während derſelben in ernſtliche Ueberlegung gezogen wurde, ob die Bundesacte den einzelnen Teutſchen Staaten landſtändiſche Verfaſſungen nur im Allgemeinen ankündigen, oder ihnen die Verſicherung zukommen laſſen müſſe, daß ſie dieſelben, vermöge einer rechtlichen Nöthigung, erlangen ſollten. Nach genugſamer Berathſchlagung fand man am zuträglichſten, mehr eine gnädige Verleihung, als eine zwingende Verpflichtung eintreten zu laſſen; weßwegen der vorgeſchlagene, bindendere Ausdruck: daß alle Bundesſtaaten landſtändiſche Verfaſſungen „haben ſollen" verworfen, und dagegen der allgemeinere gewählt wurde: daß ſie ſolche haben werden.

Es iſt zweifelhaft, ob von den Zeitgenoſſen auf dieſes Verfahren einige Aufmerkſamkeit gerichtet; es iſt zweifelhaft, ob, wenn es geſchehen, die empfangene Zuſicherung zu ermunternd, oder zu niederſchlagend — beides iſt möglich — befunden worden iſt.

Gewiß iſt, daß über die Verwerfung und Wahl der, für die Bundesacte beſtimmten und in derſelben gebrauchten Ausdrücke keine öffentlichen Erörterungen Statt fanden. Wollte man auf den Erfolg Rückſicht nehmen: ſo könnte man die gewählten Worte des Grundgeſetzes in

ſofern für zu ermunternd anſehen, als das Verlangen nach unverletzlichen Conſtitutionen immer mehr vermehrt, und immer lauter wurde. Gerade aber weil dieß geſchah, kann auch die Vermuthung entſtehen und wenigſtens nicht ganz widerlegt werden, daß die, durch die Bundesacte ausgeſprochene Verheißung eine niederſchlagende und beunruhigende Wirkung hervorgebracht habe.

Weil man das Rechtthun in der Form des Wohlthuns zum Daſeyn bringen wollte: ſo wollte man auch Dank erwarten und fremde Rechte lediglich verleihen, damit der eigene Rechtsbeſtand der Herrſchenden nicht vermindert, oder damit von der Summe ihrer unumſchränkten Rechte nichts abgezogen werden möchte.

Weil dagegen die untergeordneten Menſchen ſich lieber, trotzend, auf eigene Gerechtſame ſtützen, als durch Dankverpflichtungen eingeengt ſehen wollen; und weil ſie ſich daher der letztern allzugern zu entledigen ſuchen: ſo entſtand mit einer erſchütternden Allgemeinheit ein unruhiges und ſchreiendes Conſtitutions-Begehren, das (wie die Erfahrung gelehrt hat) mehr geeignet war, den gewünſchten Gegenſtand zu entfernen, als herbei zu bringen.

Dieß ereignete ſich, weil Manche theils der liberalen und wohlthätigen Regentengewalt und der majeſtätiſchen Legalität ehrerbietig huldigen, theils ihre eigene Fähigkeit zur Völkerregierung und Staatenverwaltung an den Tag legen, und ſich, bald hier, bald dort, einen Antheil an derſelben verſchaffen oder bewahren wollten, und daher auf den Gedanken geriethen, daß das Verlangen nach Conſtitutionen eine Ausgeburt heimlicher, gefährlicher Verbindungen und Verſchwörungen ſey.

Sie erweckten um ſo mehr Furcht und Mißtrauen, je mehr man geneigt war, zu glauben, daß zur Abwendung neuer Revolutions-Bewegungen, zum Wohl der Welt, und zur Bewahrung alterthümlicher, jede Beunruhigung abwehrenden, Regentenrechte; daß zur Heilighaltung der Legalität, d. i. zu dieſer, für alle künftige Zeiten aufgeſtellten, Grundlage eines neuen Völkerrechts — nöthig und unentbehrlich ſey, mit der Verleihung von Conſtitutionen noch zurückzuhalten, um den demüthigenden Anſchein zu vermeiden, daß das ertrotzet werden dürfe, was nur Huld und Gnade verleihen könne und ſolle und was ſogar ganz verweigert werden müſſe, wenn die höchſte und freieſte Kraftäußerung, deren Ausfluß es ſey, zu einer Kraftentäußerung Anlaß geben, und für einen Ausdruck von Schwäche angeſehen werden könnte.

Zu ſolchen Betrachtungen, und zu denſelben entſprechenden Ereigniſſen gaben die Männer Anlaß, welche vor gefährlichen, heimlichen Verbindungen — zuweilen mit leidenſchaftlichem und partheilichem Eifer — warnten.

Sie bedachten dabei nicht, daß man ſehr oft aus Verſchwörungen und heimlichen Antrieben das abgeleitet hat, was lediglich aus Geſinnungen und Anſichten hervorgegangen, welche zu einem Geſammteigenthum der Zeitgenoſſen geworden, und die nach und nach aus dem entſtanden ſind, was die Altvordern gedacht, gethan und erlebt haben.

Eben ſo wenig erinnerte man ſich daran, daß (wie die Geſchichte Zeugniß giebt) im Ganzen alle geheimen Verbindungen der Welt ſo wenig bedeutenden Schaden gebracht, als beſondern Nutzen verſchafft haben.

Konnten z. B. die ſo weltklugen und folgerechten, den allgemeinen Zweck ihres herrſchſüchtigen und verblendeten Ordens, willenlos, befördernden Jeſuiten, die fortgehende Ausbildung der Menſchheit aufhalten? Oder vermochten die Freimaurer, mit allen ihren guten Beſtrebungen, und mit ihren gleichſam wollüſtigen Humanitäts und Wohlthätigkeits-Aeußerungen, die Welt auf eine merkliche Weiſe von dem Unheile zu befreien, welches ein unzertrennlicher Beſtandtheil derſelben zu ſeyn ſcheint? Und war denn im Allgemeinen jemals die Kraft von dem Allen, was man Jeſuitiſmus und Machiavelliſmus oder Jakobiniſmus nennt; war denn jemals die künſtlichſte Kunſt heimlicher Beſtrebungen und aus der Dunkelheit hervor regierter und regierender Anſtalten aller verborgenen und offenbaren, herrſchſüchtigen Oberhäupter ſo erfolgereich, als die offene Unſchuld eines offenen Rechts?

Heimliche, gute Vergatterungen gelingen nur dann, und heimliche böſe Verſchwörungen ſind nur dann gefährlich, wenn ſie auch unterlaſſen werden könnten, d. i. wenn ſie weiter nichts in ſich enthalten, als ein Bekenntniß zu zeitgemäßen Weltanſichten, Meinungen, Schmerz- oder Luſtgefühlen, und daraus hervorgehenden Wünſchen.

Ermangeln heimliche Verbindungen ſolcher Grundſtützen: ſo bleiben ſie nicht nur ohne Erfolg, ſondern die Theilnehmer derſelben ſtürzen auch durch ein übereiltes Thun einem vorzeitigen Untergange entgegen.

Daher lehrt eben die Geſchichte, daß die meiſten Verſchwörungen einen unglücklichen Ausgang haben; daß aber, wenn ſie gelingen, nur das durch ſie (vielleicht geſchwinder) ausgeführt wird, was ſich ereignet haben würde, wenn auch keine ausdrückliche Verabredung Statt

gefunden hätte; wie das z. B. zur Zeit der Reformation geſchah, wo die Stifter und Beforderer derſelben heimlicher Einverſtändniſſe beſchuldiget wurden, ungeachtet ſie zwar gleichzeitig, aber unabhängig von einander handelten und in ihrem Denken und Thun bloß deßwegen einſtimmig waren, weil ſie eben den allgemeinen Antrieben einer neuen Zeit folgſames Gehör gaben.

* * *

Beſchluß.

Unter ſolchen Umſtänden kann einzig und allein die Zukunft ſehen, was von den ſo großherzigen, als demüthigen und mit ſo ungemeiner Begeiſterung gehegten, Wünſchen bürgerlich-freier Staatsverfaſſungen in Erfüllung gehen kann und wird.

Wenn dieſe Wünſche in der That und Wahrheit befriediget werden: ſo muß dem Zeitpunkte eines ſolchen Ereigniſſes eine, um ſo größere, Bewunderung zu Theil werden, je mehr — wir erinnern zum letzten Mal daran — ſowohl die Geſchichte überhaupt, als beſonders die neueſte Franzöſiſche belehrt, daß es überaus ſchwer ſey, Völker, die ſeit geraumer Zeit unumſchränkter Herrſchergewalt unterworfen ſind, durch neue und haltbare, die bürgerliche Freiheit ſichernde, Conſtitutionen dergeſtalt zu begaben und zu beglücken, daß partheiliche Anregungen, wo nicht befriediget oder entfernt, doch im Zaume gehalten und beſchwichtiget, und Herrſcher und Unterthanen allmählich wiederum bürgerlich-mächtig und bürgerlich-frei werden.

G — s.

III.

Bemerkungen über den Aufſatz: die Verhältniſſe des Civil- und Militärſtandes.

(Aus Preußen eingeſandt.)

In dem 3ten Stücke des X. Bandes der Nemeſis iſt Seite 432 bis 437 ein Aufſatz über das Verhältniß des Bürger- und Militärſtandes im Preußiſchen enthalten, der ſo viel unrichtige Anſichten aufſtellt, daß es ſich wohl der Mühe verlohnt, ihn etwas näher zu beleuchten.

Der unbefangene Leſer der Nemeſis, der das Glück hat ſich Preußiſcher Unterthan zu nennen, wird gewiß wie ich, den vorerwähnten Aufſatz eines unzufriedenen Staatsbürgers würdigen, alſo nicht für ihn, ſondern hauptſächlich für den Nichtpreußen, iſt die Unterſuchung dieſes Aufſatzes nothwendig, da er mit den Localitäten des Preußiſchen Staats unmöglich ſo bekannt, wie deſſen glücklicher Bewohner ſeyn kann, und durch Aufſätze, wie der vorerwähnte falſche Anſichten erhalten muß, die ihm zu benehmen, doch Pflicht jedes rechtlichen Staatsbürgers iſt.

Wenn der Verfaſſer ſagt:

„und gieng von dem Augenblick, wo er den bunten „Rock anzog, einer ſorgenfreien Zukunſt entgegen, denn „wenn er nicht gerade etwas Schlechtes machte, mußte „er es — wenn er es nur mit dem Alter zwang — „bis zum General bringen;“

ſo beweiſ't er wenigſtens hinlänglich, daß er nie den achtungswerthen Rock, den er bunten Rock zu nennen beliebt, ge-

tragen *), weil es ſonſt kaum glaublich iſt, daß er einen Rock, den unſer gnädigſter König ehrt, indem er ihn ſelbſt trägt, mit einem ſo unanſtändigen Ausdruck benennen würde **).

Wohl dem, der mit einer heitern Anſicht, die von ihm erwählte Laufbahn betritt, ob darum ſeine Zukunft ſo ſorgenfrei wird, wie er ſie ſich malt, auch der Herr Verfaſſer ſie vorſpiegelt, iſt noch wohl manchem Zufalle unterworfen.

Wie ſteht es denn, wenn der von ihm ſehr raſch im 22. Jahre zum Premier-Lieutenant Avancirte das Unglück hat, eines ſeiner Gliedmaaßen zu verlieren, oder es nur nicht mehr brauchen zu können? Er erhält für die übrige Zeit ſeines Lebens 10 Rthlr. monatliche Penſion. Will er eine, ihn etwas reichlicher ernährende Civilverſorgung haben, ſo muß er bei der Menge von In-

*) Doch! der Verfaſſer hat den Krieg gegen Frankreich freiwillig mitgemacht, und rühmlich gekämpft und ſchwer gelitten.

Der Herausg.

**) Der Hr. Einſender nimmt den Ausdruck wohl zu hoch auf! Was iſt denn Unanſtändiges daran? Bunt iſt der Rock; das läßt ſich nicht läugnen; und wenn der König ihn trägt: nun, ſo trägt der König auch einen bunten Rock! Was iſt's denn weiter? Wir können nicht zugeben, daß die Nemeſis etwas Unanſtändiges enthalte, und müſſen darauf beſtehen, daß uns darüber ſo gut ein Urtheil zukomme, als irgend einem Andern. Uebrigens iſt ein Rock niemals achtungswürdig; der Mann aber kann achtungswürdig ſeyn in jedem Rocke, in einem bunten ſowohl, als in einem andern.

D. Herausg.

validen, die der Staat zu ernähren, und zu verſorgen hat, entweder eine bedeutende Bleſſur haben, oder vorzügliche Kenntniſſe beſitzen. Und doch iſt er glücklich zu nennen, daß ihm dieß Schickſal nicht in ſeinem 32. Jahre begegnet. Hier iſt er, der Berechnung des Herrn Verfaſſers zu Folge, 3 Jahr Capitän erſter Claſſe. Er hat ſich eine Gattin gewählt, die gut und brav, aber auch arm wie er; die meinetwegen bis zum 29. Jahre von ihm conſervirten 1000 Rthlr. (ſein väterliches Erbe) gehen zur Einrichtung darauf, zwei muntere Kinder ſind die Frucht dieſer Ehe, da kömmt eine feindliche Kugel, ein unglücklicher Sturz vom Pferde, oder irgend ein anderer unvorhergeſehener Zufall, genug, eine ſtarke Verletzung macht ihn zum ferneren Dienſt untauglich. Was iſt ſein Schickſal? Eine Penſion von 300 Rthlr.! — Doch er murret nicht, ſondern erkennt noch mit Dank die ihm vom Staate erwieſene Wohlthat und wartet mit Geduld auf eine ihm vielleicht noch zu Theil werdende Civilverſorgung, die doch nur in ſeltenen Fällen ſeine Penſion verdoppelt, und ſo iſt denn der junge 32jährige Mann, der rüſtig an Körper und Geiſt, aber zum Militärdienſt nicht mehr brauchbar iſt, für die vielleicht größere Hälfte ſeines Lebens auf einen, wahrlich kleinen, Standpunkt zurückgedrängt.

Iſt es möglich, unter ſolchen Umſtänden es noch unrecht zu finden, wenn der Staat ſich eines oder mehrerer ſeiner Söhne annimmt, um ihnen, wie der Herr Verfaſſer ſagt, den bunten Rock anzuziehen, dem Vater eine Sorge abzunehmen, dem Staate aber rechtliche und ihm dankbare Staatsbürger zu erziehen, die mit Freuden ihre Laufbahn betreten, um vielleicht über kurz oder lang das Schickſal ihres Vaters zu haben?

Mit 16 Jahren, fährt der Herr Verfaſſer fort: „wird der Cadet zum Regiment als Portepee-Fähndrich geſandt, vor der damaligen Verfaſſung mit 15 Jahren, nun als Officier.“

Auch hier ſcheint der Herr Verfaſſer nicht ganz mit dem Gange der Vertheilung der Cadets bekannt zu ſeyn. Es iſt durchaus nicht ausgeſprochen, daß der Cadet immer als Portepee-Fähndrich zum Regiment vertheilt werde, und noch bei der letzten Vertheilung vom 19 April 1817 wurden einige den Regimentern als Unterofficiere zugetheilt; nur von ihren Kenntniſſen und ihrem ſittlichen Lebenswandel hängt es ab, in welcher Charge ſie zu den Regimentern kommen.

Geſetzt aber auch, ich nehme an — was doch nicht immer der Fall iſt, — der Cadet käme nach vollendetem 16 Jahre, alſo eigentlich doch erſt im 17 als Fähndrich zum Regiment; was befugt denn den Herrn Verfaſſer zu behaupten, daß er auch gerade in dem Zeitraume eines Jahres Officier werde?

Kömmt er mit guten Kenntniſſen verſehen auf die Brigadeſchule, ſo iſt es allerdings bei gehörigem Fleiße ſehr möglich, ſich in einem Jahre die ihm zum Officierexamen noch fehlenden Kenntniſſe zu verſchaffen; aber er iſt ja darum noch nicht gleich Officier, nicht nur ſind dazu Vacanzen erforderlich, ſondern auch die Wahl der Officiere. Wie er zum Regiment kam, fand er bereits 11 Portepee-Fähndriche, von denen man doch annehmen muß — da ſie ihr Examen als ſolche gemacht, — daß ſie eben ſo viel Kenntniſſe beſitzen, als er; ſie ſind bereits längere Zeit beim Regiment, und iſt ſonſt

nichts gegen ihren moraliſchen Lebenswandel und gegen ihren Dienſteifer auch außer der Brigadeſchule in reinen praktiſchen Militär-Verhältniſſen zu ſagen: ſo liegt es wohl in der Natur der Sache, daß ſie von den Officieren, eher zu ihren Cameraden erwählt werden, wie der Neuangekommene, der in einem Jahre auch nur 3 Monate Zeit gehabt hat, ſich um den kleinern praktiſchen Militärdienſt zu bekümmern, der — kömmt er dem Nichtkenner einer Militär-Verfaſſung, die wohlgeordnet iſt, auch kleinlich und unbedeutend vor —, doch darum nicht weniger nothwendig iſt und immer erlernt ſeyn will.

Sehe ſich der Herr Verfaſſer doch nur die Fähnbriche und auf Avancement dienende Unterofficiere der ihm bekannten Regimenter an, wird er faſt nicht bei allen noch Mehrere finden, die durch das Tragen des eiſernen Kreuzes oder der Denkmünze mit Recht Anſpruch darauf machen, eher Lieutenant zu werden, wie der von den Cadets gekommene Fähndrich. Im 45. Stücke des Militär-Wochenblatts ſind laut Cabinets-Ordre vom 19. April 17 42 Cadets den Regimentern als Portepee-Fähndriche zugetheilt, und es iſt mit der größten Wahrſcheinlichkeit zu behaupten, daß von dieſen 42 jungen Männern am 19. April 1818 nicht über 10 Lieutenants geworden, 32 aber noch Portepee-Fähndriche ſind, von denen, ungeachtet einer guten Aufführung, auch gewiß am 19. April 1819 noch mancher es ſeyn wird, wenn nicht bis dahin unvorherzuſehende Ereigniſſe eintreten.

Im Tanzen erhält der Cadet Unterricht; im Reiten noch nicht der 10. Theil; ſo war es zu meiner Zeit und ſo viel ich weiß, iſt es noch ſo.

Digitized by Google

Mancher Portepee-Fähndrich lebt von ſeinem Tractement. — weil er muß; aber ein harter Vormund iſt der, meiner Anſicht nach, unbedingt zu nennen, welcher, iſt einiges Vermögen da, ihn nicht die Intereſſen genießen läßt.

Der Herr Verfaſſer ſagt: „Nun muß er ſich ſei„ner Militärpflichtigkeit unterwerfen, er hat aber nicht „Vermögen um ſich ſelbſt equipiren zu können, und muß „daher 3 Jahr ſtatt 1 Jahr als gemeiner Soldat dienen.“

Wenn dem wirklich ſo wäre, ſo würde man freilich mit Recht über Härte ſchreien; ich bitte aber den Herrn Verfaſſer zu ſagen, ob er ein Beiſpiel dieſer Art, auch nur ein einziges anführen kann? Ich weiß keins, aber das weiß ich gewiß, daß kein Geſetz vorhanden iſt, welches verordnet, daß er 3 Jahre gemeiner Soldat ſeyn ſoll; hat er Kenntniſſe, ſo iſt er unbedingt nach Verlauf eines Jahres Unterofficier, und ſo wie er exerciren und die wenigen Kenntniſſe, die in dienſtlicher Hinſicht von jedem Gemeinen verlangt werden, erlernt hat; ſo iſt es ihm ja unverwehrt, an dem Unterrichte der Brigadeſchule Theil zu nehmen.

Nach der Berechnung des Herrn Verfaſſers würde er auch noch, wenn auch nicht im 29., doch im 35. Jahre Capitän erſter Claſſe ſeyn können, und da mancher, der von Kindheit an ſich den Waffen widmete, nicht ſo glücklich iſt, ſo würde er wenigſtens nicht über Unglück ſchreien können; verläßt er aber freiwillig die Waffen und kehrt zur Jüriſprüdenz zurück, — nun, ſo muß er ſeinen Bruder nicht beneiden, der bei den Waffen vielleicht mehr Glück machte; daß man aber im 29. Jahre

eben ſo ſelten Capitän erſter Claſſe, wie im 22. Jahre Premier-Lieutenant iſt, kann aus der Rangliſte jedes Regiments erſehen werden.

Wie der Herr Verfaſſer dazu kömmt, das Einkommen eines Seconde-Lieutenants auf 400 Rthl. anzuſchlagen, iſt mir unbegreiflich, und doch ſagt er ausdrücklich: „ſo hoch ſtand ſich ſein jüngerer Bruder ſchon im 17. „Jahre als Lieutenant, wenn man ſeine Wohnung, Be„dienung u. ſ. w. zu Gelde anſchlägt."

Sein Gehalt beträgt 16 Rthlr. 21 Gr. und ſein Servis 5 Rthlr. Dieß macht ein jährliches Einkommen von 262 Rthlr. 12 Gr. Der Herr Verfaſſer ſchlägt die Bedienung wahrſcheinlich für das, was nun noch an 400 Rthlrn. fehlt, an, und dieß iſt doch wohl offenbar eine unrichtige Anſicht; ſtände es dem Lieutenant frei, zu ſagen: ich will keinen Burſchen der Compagnie und erbitte mir dafür 137 Rthlr. 12 Gr. ſo ließe ſich gegen die Berechnung des Herrn Verfaſſers nichts einwenden; — da aber, wenn der Officier keinen Burſchen aus der Compagnie zu ſeiner Bedienung nimmt, er dafür auch nicht einen rothen Pfennig gut gethan erhält, ſo iſt es wohl klar, daß des Herrn Verfaſſers Berechnung durchaus unrichtig iſt.

Es iſt übrigens eine allgemeine Sitte, daß der Officier dem, ihm von der Compagnie zugetheilten Burſchen monatlich wenigſtens ein Douceur von einem Thaler giebt, mehr pflegt in der Regel der Student, oder der junge unvermögende Civilofficiant auch nicht zu geben; werden dem Officier daher wie billig die unrechtmäßig angeſchlagenen 137 Rthlr. 12 Gr. wieder abgezogen, ſo verblei-

den nur 262 Rthlr. 12 Gr., von denen noch 12 Rthlr. für Bedienung abgehen, und wofür er ſich gleich dem Civilofficianten alle ſeine Bedürfniſſe, als da ſind: Wohnung, Heizung, Licht ꝛc. beſorgen muß.

Den Capitäns rechnet der Herr Verfaſſer die Bedienung ebenfalls als 100 Rthlr. Einnahme an, bei denen zweiter Claſſe findet daſſelbe Verhältniß wie bei den Lieutenants Statt; die erſter Claſſe aber dürfen keinen im Dienſt befindlichen Soldaten nehmen, ſondern müſſen ganz auf eigne Koſten einen Bedienten unterhalten. Mit einem bloßen Aufwärter können ſie ſich nicht füglich begnügen, da ſie ein Pferd haben müſſen; anſtatt daher, wie der Herr Verfaſſer 100 Rthlr. in Einnahme zu ſtellen, müſſen ſelbige bei dieſen vielmehr als eine unumgänglich nothwendige Ausgabe von der Einnahme in Abzug gebracht werden.

Ebenſo berechnet der Herr Verfaſſer den Capitäns beider Claſſen, die ihnen vom Könige gnädigſt bewilligte Ration als 100 Rthlr. Einnahme. Dieß iſt eine ebenſo irrige Berechnung, wie hinſichtlich der Bedienung.

Wer von den Capitäns kein Pferd hat, erhält auch keine Ration, oder irgend eine andere Geldvergütigung, und ſo groß die Annehmlichkeit, ein Pferd im freien Futter zu haben, auch iſt, ſo weiß jeder Pferdebeſitzer doch auch, daß damit Ausgaben verknüpft ſind; am ungerechteſten aber iſt es wohl, das Futter eines Dienſtpferdes zur Einnahme des Geldes ſchlagen zu wollen.

Wenn der Herr Verfaſſer fortfährt: „Je weiter der „Militär Fortſchritte macht, deſto auffallender wird das

„Mißverhältniß, welches man zwar auch ſonſt ſchon fühlte: „welches aber immer damit ausgeglichen wurde, daß „man ſagte: dafür kann der Civilbeamtete ruhig am warmen Ofen ſitzen, wenn der Militär ſeine Haut zu Markte „tragen muß:" So hat allerdings auch der Civiliſt ſeine Haut zu Markte getragen und mit Achtung ſieht jeder Militär das Zeichen hiervon an der Bruſt des, nun in ſeine früheren Verhältniſſe zurückgekehrten wackern Waffenbruders; doch ſind es gewiß und wahrlich nicht dieſe, die das Mißverhältniß zwiſchen dem Civil- und Militärſtande finden; und herrſcht dieſer Wahn noch irgendwo — ſo iſt tauſend gegen eins darauf zu wetten, daß er in den Zeiten der Gefahr, wo wir Waffengefährten alle im Beiwacht und in der Schlacht, Hunger, wie Gefahr und Strapatzen, als Brüder theilend, uns dann froh der wieder erſtandenen Freiheit freueten — hinter dem warmen Ofen entſtand.

Wenn der Verfaſſer fortfährt: „daß dieß factiſche Verhältniß wahr iſt" u. ſ. w. ſo habe ich über das Bekunden jedes unbefangenen Preußen bereits in der Einleitung meine Meinung dargethan.

Nur ein ganz ausgezeichnetes Glück, oder ganz vorzügliche Kenntniſſe, können Urſache ſeyn, wenn Jemand Capitän erſter Claſſe im 29. Jahre wird; in beiden Fällen giebt es aber unbedingt auch im Civilfache junge Männer dieſes Alters, die ſich eines eben ſo hohen Einkommens erfreuen; freilich iſt ihre Tendenz nie eine Land- und Stadtgerichtsdirectorſtelle mit 900 Rthlr. Einkommen geweſen, ſondern da es im Civil viel, ſehr viel eh-

renvollere und einträglichere Stellen giebt, ſo ſind auch dieſe ihr Ziel.

Ein Generallieutenant und ein Land- und Stadtgerichtsdirector, welcher Vergleich! Giebt es etwa in den Preußiſchen Staaten eben ſo viel Generallieutenants, wie Land- und Stadtgerichtsdirectoren? Kaum ſo viel wie Staatsräthe, und dieſer Vergleich würde daher paſſender ſeyn. Bei gleichem Glück wird aber der Staatsrath ſeinen Poſten in frühern Jahren erhalten, wie der Generallieutenant; denn, denen dieſe Ehrenſtelle zu Theil wird, ſtehen ſie ihrem Alter nach, nicht ſchon größtentheils mit einem Fuß im Grabe? Wie lange können ſie darauf rechnen, dieſem Poſten noch vorſtehen zu können? Sollen etwa dieſe Männer ein Gehalt von 900 Rthlr. haben? Das ſcheint beinahe ſo; da der Herr Verfaſſer es noch für leichter hält Generallieutenant, wie Land- und Stadtgerichtsdirector zu werden.

Was iſt denn überhaupt eigentlich die Tendenz des Herrn Verfaſſers? Will er, daß der Militär ſchlechter, wie bis jetzt, oder der Civiliſt beſſer wie bisher beſoldet werde? Kann letzteres ohne erſterem beſtehen, ſo wünſchen wir, daß ſeine Erwartungen realiſiret werden mögen; bezweckt er aber das Erſtere, ſo vertrauen und ſtützen wir uns auf die Gnade unſeres gerechten und gütigen Monarchen, der wohl weiß, daß auch der Militär häusliches Glück zu ſchätzen weiß, und darum die höheren Chargen ſo beſoldet, daß er frei von Nahrungsſorgen in dem Kreiſe ſeiner Familie leben kann.

Zur Erhohlung wünſche ich ſchließlich dem Herrn Verfaſſer, daß er Muße finde vom 1. November bis zum

Digitized by Google

31. December jedes Jahrs täglich von 8 bis 12 und von 2 bis 4 Uhr ſich im Freien aufzuhalten — (dieſe Zeit bringt der Preußiſche Officier mit Ausbildung der Recruten zu.) Stettin, am letzten Tage des Jahrs 1817.

v. K.

Ein nicht unzufriedener 33jähriger Capitän mit 600 Rthlrn. Gehalt.

IV.

Briefe eines Schweizers an ſeinen Freund in Berlin *).

I.

S .... den 10. December 1816.

Seit einigen Jahren ſcheinen es ſich mehrere Teutſche Schriftſteller bald zur Pflicht, bald zur Freude gemacht zu haben, in Zeitſchriften und Reiſebeſchreibungen ihren politiſchen, literariſchen und moraliſchen Aerger über die Schweiz zu ergießen. Selten, und dann mit wenigen Bemerkungen, beantwortete ein Schweizer dieſe Ausfälle, die man bei uns entweder übeler Laune oder dem Mißverſtande zuſchrieb. Mit mitleidigem Achſelzucken fertigten die meiſten Schweizeriſchen Leſer die vielen gehäſſigen Zu-

*) Dieſer Brief iſt uns eingeſchickt, und dabei wiederhohlt gefordert worden, daß wir ihn in die Nemeſis aufnehmen ſollten.

Der Herausg.

lagen ab, die man ihrem Vaterlande machte. Ich finde dieß aber nicht wohlgethan. Denn dieß Schweigen giebt den (ſoll ich ſagen, boshaften oder muthwilligen?) Aeußerungen den Schein von Wahrheit. Nur die wenigſten Teutſchen kennen, in Bezug auf phyſiſche, moraliſche und geiſtige Cultur, auf innere und äußere politiſche Lage, den wahren Zuſtand der Schweiz ſeit den letzten zwanzig Jahren. Die Franzöſiſche Revolution hatte in dieſer Zeit das Reiſen, wodurch man allein Länder näher kennen lernt, den gebildeten oder ſich bildenden Claſſen erſchwert. Man mußte alſo auf Treue und Glauben das annehmen, was der Eine oder Andere, oft um ſich ein Honorar zu verdienen, oft um ſeinem politiſchen Syſtem zu huldigen, in Zeitſchriften und andern Werken über die Schweiz zu ſagen beliebte.

Nur eine einfache Darſtellung der Sachen, wie ſie ſich in der Wahrheit verhalten, kann den Unbefangenen belehren. Keine Bitterkeit, nicht die Luſt, ſich an dem hämiſchen und witzelnden Tadler zu rächen, ſoll ſich dabei einmiſchen. Sie würden die Darſtellung verdächtig machen. Daran alſo, an eine gutmüthige Zurechtweiſung, will ich, mein Freund, als Antwort auf Ihre Frage, wie es denn eigentlich in und mit der Schweiz ſtehe, mich wagen; in ſo weit wenigſtens, als die beſchränkten Kenntniſſe eines Schweizeriſchen Kleinſtädters geſtatten. Gern werde ich einſt von Ihnen vernehmen, ob ich in den mir ſelbſt vorgezeichneten Schranken geblieben ſey.

Wenn Teutſche Schriftſteller von der Schweiz in politiſcher Beziehung reden, ſo beſchäftigen vorzüglich drei Gegenſtände ihre Aufmerkſamkeit und ihren Tadel. Der erſte betrifft die Nichtbeobachtung oder ſchwache Verthei-

digung unſerer Neutralität am Ende des vorigen Jahrhunderts, wodurch die Sicherheit Teutſchlands gefährdet und dem böſen Feinde Thür und Thore geöffnet worden ſeyn ſollen.

Dieſer Vorwurf iſt allerdings gegründet. Vieles Unheil brachte das Eindringen der Franzoſen in die Schweiz, über Teutſchland. Aber der Teutſche wiſſe und bedenke zuvörderſt, auf welche zurückſtoßende Weiſe die Schweizeriſchen Deputirten auf dem Congreß zu Raſtadt ſeyen behandelt worden; wie wenig Troſt, Unterſtützung und Aufmunterung zum Anſchließen an die gemeinſchaftliche Abwendung der, damals von den Schweizern tief gefühlten, gemeinſamen Gefahr ihnen von Seiten der Oeſterreichiſchen und Preußiſchen Miniſter geworden ſey. Dann werfe er einen Blick auf den damaligen Geiſt der Zeit, auf die Stimmung der Völker und vor Allem auf das Innere ſeines eigenen Landes, und er wird die Schweiz, die mit Teutſchland gleichen Druck und gleiches Elend zu tragen hatte, entſchuldigen; er wird einſehen, warum es dem edleren, ich darf ſagen, größern Theil der Nation nicht gelang, den Fuß des Fremden von feindſeliger Betretung ihres, ſeit drei Jahrhunderten nie verletzten Bodens abzuhalten. Der Teutſche weiß ſo gut, als der Schweizer, daß ein Staat, in welchem Spaltungen herrſchen, äußern Anfällen nicht widerſtehen kann; er weiß, wie leicht derſelbe eine Beute der Verrätherei wird, die auch ſeine ſtandhafteſten Führer lähmt. Er wird innehalten mit ſeinen Vorwürfen, wenn er bedenkt, daß nicht die Schweizeriſche Nation die Schuld ihrer Revolution trug, ſondern daß dieſe das Machwerk weniger Ehrgeizigen war, welche die Grundſätze der Altvordern (denen zufolge man die Zwiſte aufgab, wenn ſich ein Fremder ein-

miſchen wollte und ſich gegen dieſen vereinigte) mit Füßen tretend, das Vaterland, weniger ihrem Syſtem, als ihrem Privatintereſſe (was ſich erſt ſpäter ſo deutlich zeigte) ſo ſchändlich aufopferten. Und bliebe nach dieſer Betrachtung noch einige Bitterkeit bei den Teutſchen, ſo verſcheuche dieſelbe der blutige Kampf der Berg-Cantone für Unabhängigkeit und die Grundſätze der Väter.

Der zweite Vorwurf, den die Teutſchen den Schweizern machten, galt den Zeitpunkt von 1813, da Preußen auf Rußland ſich ſtützend, mit einer Kraft ſich erhob, welche die kühnſte Erwartung überſtieg; da Oeſterreich ſich der alten Pflicht erinnerte und endlich auch Baiern, Würtemberg und Baden dem heiligen Bund beitraten. Damals ſchon, hieß es, hätte auch die Schweiz in Maſſe ſich erheben und für die Freiheit mitkämpfen ſollen. Es war eine Forderung, der das edelſte Gefühl zum Grunde lag, und wahrlich dieß Gefühl belebte manche Schweizer-Bruſt. Ich ſah der Jünglinge viele, die den Tag des Mithaltens, den Kampf um Befreiung vom Fränkiſchen Drucke, kaum erwarten konnten. Allein die ruhige Ueberlegung, das kältere Blut der Aeltern, hielt ihren Eifer zurück. „Noch hat für euch die Stunde des „Entſcheides nicht geſchlagen," ſagten die Väter zu den Söhnen. „Noch ſtehen zunächſt an unſern Gränzen Ab„theilungen der Fränkiſchen Heere, die mit Ungeduld die „leiſeſte Bewegung erwarten, um in das Land zu drin„gen. Vereint mit denen, welche der Revolution und „Napoleon anhängen, würden ſie den Verbündeten von „dieſer Seite in die Flanke oder in den Rücken fallen. „Bedenket, wie Viele in der Schweiz noch immer den „Franzöſiſchen Grundſätzen huldigen, wie Viele von der „Mediations-Acte eingeſchläfert, der Lethargie ſich nicht

„zu entreißen wagen; wie die meiſten öffentlichen Stellen „durch Frankreichs Einfluß beſetzt ſind; wie Geld und „Waffen ausſchließend in ihrer Gewalt ſich befinden; und „wie der raſche Ausbruch euerer Gefühle unausweichlich „das ſchrecklichſte Uebel, den Bürgerkrieg herbeiführen „würde." — Vorſtellungen dieſer Art wirkten mächtig auf die mit den Teutſchen gleichgeſinnten Schweizeriſchen Gemüther. Mancher Jüngling, mancher ältere Mann drängte ſeine Gefühle in die beklemmte Bruſt zurück und harrte ungeduldig der Stunde des nähern Entſcheides. Die Schlacht bei Leipzig, das Vorrücken der Alliirten an den Rhein und die Schweizergränzen ſchienen ſie herbeizuführen. Freier athmete der hochherzige, Franzoſengunſt und Franzoſentrug gleichverachtende, nur die Unabhängigkeit ſeines Vaterlandes in's Auge faſſende, Schweizer; und als der Oeſterreichiſche Feldherr mit gleicher Stärke, *wie* der (einzig zu dieſem Zwecke in die Schweiz geſandte) Oeſterreichiſche Diplomatiker die Nothwendigkeit vorſtellte, daß um eigener Sicherheit und des Gelingens der guten Sache willen, ein Theil der Verbündeten zunächſt an der Franzöſiſchen Gränze die Schweiz betreten müſſe; als beide mit den ſtärkſten Gründen zur Theilnahme am heiligen Kampf aufforderten, da einigten ſich auch viele der Bedächtlichen mit den Hochherzigen und Kühnen, daß man in brüderlicher Gemeinſchaft mit den Teutſchen ſtreite. In den meiſten alten Cantonen, wo der Geiſt der alten Bünde noch herrſchte, wo man, ohne die ehemaligen Verhältniſſe von gemeinen Herrſchaften wieder herſtellen zu wollen, doch die alte Eidgenoſſenſchaft von dreizehn Cantonen zurück wünſchte (und dagegen gern die Unterthanen-Lande den zunächſt liegenden Ständen mit dem Genuß gleicher Rechte und Freiheiten zugetheilt hätte), regte

ſich lebhaft der Wunſch zur Theilnahme am allgemeinen Krieg.

Bern, beſonders dringend aufgefodert und der Aufforderung um ſo eher Gehör gebend, da ihr durch die Revolution die ſchönſten Theile ihres Cantons entriſſen worden waren, lenkte ſich zuerſt entſchieden auf die Seite der Alliirten. Sie traute fremden Einflüſterungen, welche ihr die Aenderung der Regierung und die Herſtellung der alten Verfaſſung nicht nur anriethen, ſondern zumutheten. Selbſt der bedächtliche Sinn verſchiedener älteren Männer mußte dem Drang von Außen und dem Feuer der Jugend nachgeben. Mit dem Einrücken der Verbündeten ward die alte Regierungsform hergeſtellt, und die Jugend griff zu den Waffen.

Aber man denke ſich die allgemeine Beſtürzung, als jetzt die Nachricht erſchall: Im Rathe der Monarchen ſey die Ueberſchreitung der Schweizergränze ſo wenig, als die Theilnahme der Schweizer am Kriege einmüthig gebilligt worden. Die Schritte der Oeſterreichiſchen Diplomaten ſeyen mißbilligt, und obgleich das Eindringen der Heere in die Schweiz um eigener Sicherheit willen nicht mehr könne rückgängig gemacht werden, ſo wünſche man dennoch die Neutralität dieſes Landes und begehre keine Theilnahme am Kampfe. — Die Beſtürzung, welche auf dieſe Kunde erfolgte, war darum allgemein, weil die Einen das immer noch mächtige Frankreich wegen der verletzten Neutralität fürchteten, die Andern in ihren edlen Erwartungen inſofern getäuſcht waren, als man ſie an dem Kampfe für die gemeine Sache nicht wollte Theil nehmen laſſen.

Ich wage es nicht, öffentlich den Schleier zu lüften, welcher über den Ereigniſſen jenes, für die Schweiz ſo wichtigen Augenblickes ſchwebt. Die Zeit, welche Vieles enthüllt, wird vielleicht auch die Urſachen aufdecken, welche die veränderten Anſichten und Geſinnungen der Monarchen, ihre Aufforderung an die Eidgenoſſenſchaft zur Theilnahme am Streit und dann die plötzliche Ablehnung derſelben zur Folge hatten. Wer den Gang der Weltbegebenheiten in den zwei letzten Decennien beobachtet und folglich geſehen hat, wie oft ein unbedeutend ſcheinender Menſch, mit der revolutionären Taktik vertraut, Einfluß auf die wichtigſten Beſchlüſſe der Cabinette zu finden wußte, der wird auch jetzt ſchon Manches errathen. Mir iſt es nur darum zu thun, den Vorwurf der Teutſchen Nation abzulehnen, daß die Schweiz an der Befreiung von Europa nicht habe Theil nehmen wollen. Ich hoffe meinen Zweck erreicht zu haben, indem ich zeigte, wie im Anfange des Jahrs 1814 man ihre Mitwirkung von der Hand wieß.

Den dritten Vorwurf der Teutſchen: die Schweiz habe nicht recht, nicht bieder gehandelt, indem ſie von der Teutſchen Nation, mit welcher ſie gleichen Urſprung theile, ſich ſonderte und nicht mit ihr in den gleichen Staatenbund treten wollte; ſie, die natürliche Vormauer Teutſchlands gegen Frankreich habe jenes gefährdet durch ihre Iſolirung — dieſen Vorwurf, ſage ich, glaube ich mich im Stand, mit bündigen Gründen zurückzuweiſen.

Vor Allem iſt er irrig, wenn man den Bewohnern aller Schweizeriſchen Cantone gleichen Urſprung mit den Teutſchen zuſchreibt. Mehrere der weſtlichen und ſüdlichen theilen nicht nur dieſen, ſondern auch Sprache und Sit-

ten mit den Franzoſen und Italienern. Dieſe hätten, wenn die Mehrheit den Teutſchen beigetreten wäre, ſich beleidigt gefunden und ein neuer Keim der Zwietracht wäre entſtanden. Frankreich, mit dem wir bis auf ſeine Umwälzung ſeit Jahrhunderten in Frieden gelebt hatten, würde uns von jenem Augenblick an als feindſelig geſinnte Nachbarn betrachtet haben und der Verkehr mit ſeinen Bewohnern wäre unterbrochen oder geſtört worden, ein Umſtand, wobei beſonders die Gränz-Cantone bedeutend gelitten hätten.

Bei jedem zwiſchen Teutſchland und Frankreich entſtehenden Kriege wäre die Schweiz unausweichlich der Schauplatz deſſelben geweſen.

Wohl gegen Italien, aber weniger gegen Frankreich decken uns die Hochgebirge. Längs der weſtlichen Gränze hätten wir alſo bedeutende Feſtungen anlegen müſſen; Koſten, die unſere Hülfsmittel überſtiegen hätten und die uns Teutſchland wohl nicht hätte tragen helfen.

Ein kleiner Freiſtaat, wenn er nicht ſelbſt den Keim der Zerſtörung nähren will, muß Eroberungen ebenſo ſehr, als fremde Händel meiden. Ein ehrenvoller Zuſtand des Friedens, der keine muthwillige Kränkungen geſtattet, ſichert allein ſeine Exiſtenz und ſein Gedeihen. Das Anſchließen an einen größern Bund hätte dieſe Grundſätze gefährdet. Nur in Fällen, wie der letzte war, dergleichen alle Jahrtauſende kaum einer erfolgen wird, darf und mag eine ſolche Republik von der Neutralität abweichen. Dieſe ſichert Teutſchland an den Schweizern gute, friedliche Nachbarn; allein daſſelbe ſollen ſie auch Frankreich ſeyn. Durch das Alleinſtehen, durch die Neutralität der

Schweiz gewinnt Teutſchland mehr, als durch ihr Anſchließen an ſeinen Bund. Lehrt uns ja die Geſchichte, daß die Eidgenoſſen oft träge, gleichgültige Bundsgenoſſen waren, während ſie das Vaterland mit beiſpielloſem Muthe vertheidigten. Daß wir uns je mit Frankreich gegen Teutſchland vereinigen könnten, iſt ein Gedanke, den kein ächter Schweizer, höchſtens ein revolutionärer Kopf zu nähren im Stande iſt. Nur einen gewaltſamen Durchbruch der Franzoſen durch die Schweiz haben die Teutſchen zu fürchten; aber dieſen werden die Schweizer, wenn ſie ſelbſtändig und frei von äußeren Verbindungen ſind, noch ſicherer abwehren, als wenn ſie ſich auf fremde Hülfe verließen. Das einzige excentriſche Beiſpiel der Franzöſiſchen Revolutions-Kriege ſoll die Teutſchen nicht ſchrecken. Dieſe Auftritte werden ſich wohl nicht wiederhohlen und geſetzt auch, ſo ſind die Schweizer von der Erfahrung belehrt. Zur Unterſtüung des Geſagten führe ich die Thatſache an, daß, als Buonaparte von Elba zurückkehrte, 20,000 Schweizer die erſten Krieger waren, welche ſich an Frankreichs Gränzen aufgeſtellt hatten.

Sollten die Teutſchen auf alle dieſe Gründe kein Gewicht legen, was ich kaum denken kann, ſo beruhige ſie gleich uns die Weiſe, wie die Monarchen am Wiener Congreß für die Schweiz bedacht waren. Als ſie ſich damals über die künftige Ruhe von Europa und über die Sicherung der Teutſchen Gränze beriethen, ward der Schweiz die Neutralität gleichſam als Bedingung ihrer politiſchen Exiſtenz auferlegt: Zu keinen Zeiten ſolle ſie in die Europäiſchen Händel können verwickelt werden. Frankreich garantirte mit ihnen dieſe Neutralität, und ſie verlangten zur Unterſtützung derſelben, daß die Eidgenoſſen ihre militäriſchen Kräfte verſtärken ſollten. Dieß

war in der That eine, für die Schweiz und ihre Nachbaren nützliche und nöthige Forderung. Aber wie mächtig ward ihr im nämlichen Augenblick durch die zwei und zwanzigfache Zerſtückelung der Kräfte entgegen gewirkt! Ich nehme mir vor, mein Freund, dieſen Gegenſtand in einem folgenden Briefe ausführlicher zu behandeln. Heute nur ſo viel: Ich halte jenes Ereigniß für den ſtärkſten Beweis, wie wenig Liebe zum Vaterland oder nur Conſequenz die Chefs der Schweizer-Revolution leitete. Im Jahre 1798 wandten ſie Alles an, um von Frankreich die Einheit und Untheilbarkeit der Helvetiſchen Republik zu erhalten; während ſie auf dem Wiener-Congreß und früher ſchon die Zertheilung dieſes Landes in zwei und zwanzig Cantone als höchſtes Glück, als conditio sine qua non der Schweizeriſchen Selbſtändigkeit darzuſtellen wußten. —

V.

Die Tabak-Regie im ehemaligen Großherzogthum Berg.

1812.

So viele Hoffnungen, welche die Befreiung Teutſchlands von dem Joche der Franzoſen in ihrem Gefolge hatte, ſind unerfüllt geblieben; ſo viele fürſtliche Verheißungen ſind ohne Erfolg verhallt, und die Laſt, welche ununterbrochen auf vielen Teutſchen Ländern ſo drückend haftet, iſt noch immer ſo groß, daß man ſich nicht wun-

dern darf, wenn in vielen Gemüthern die frühere Begeiſterung nachzulaſſen anfängt, Muthloſigkeit an die Stelle tritt, ja wohl hier und dort, unter ſchweren Seufzern, ſich die Frage hervordrängt: „Was haben wir denn nun eigentlich gewonnen?"

Es iſt freilich nur ein leidiger Troſt, wenn man nichts weiß, als das Gemälde des gegenwärtigen Elendes durch die Erinnerung an ein vergangenes größeres zu mildern; allein es ſcheint dennoch nicht unzweckmäßig, unſern Blick zuweilen wieder auf die ſchreckenvolle Vergangenheit zu richten, und das, was wir jetzt ſind, mit dem zu vergleichen, was wir unter den Franzoſen waren. Kann dieſer Rückblick uns auch nicht über den Druck der Gegenwart ganz beruhigen, ſo wird er uns doch gerechter machen, und uns die nöthige Geduld verleihen, um der Zukunft mit beſſerem Vertrauen entgegen zu harren.

Wenn wir zu unſerm Zwecke die kurze Geſchichte der Tabak=Regie im Großherzogthum Berg wählen, ſo hat uns zu dieſer Wahl der Umſtand vermocht, daß wir früher Gelegenheit hatten, dieſes Inſtitut in der Nähe zu beobachten; dann aber auch, weil gerade die Regie am geeignetſten iſt, zu zeigen, auf welche Weiſe gegen Provinzen gewüthet wurde, deren Einkünfte zwar alle in den bodenloſen Abgrund des Franzöſiſchen Schatzes floſſen, denen aber dennoch keine der Vortheile zugeſichert wurden, wodurch ſich die mit Frankreich wirklich verbundenen Provinzen über manchen Druck tröſten konnten. Dieſe letztere Behauptung beweiſ't ſich am auffallendſten in dem Syſtem der militäriſchen Einquartierung, unter welchem das rechte Rheinufer 20 lange Jahre gelitten hat, und zum Theil noch leidet. Auf dem linken Rheinufer war

der Bürger zu nichts verbunden, als dem Soldaten Quartier, Licht und einen Platz am gemeinſchaftlichen Feuer einzuräumen, und hatte er gegen ſeine Einquartierung eine gegründete Klage, ſo war der Maire oder ein Gensd'armerie-Lieutenant hinreichend, ihm ſelbſt gegen einen Marſchall Genugthuung zu verſchaffen. Dagegen, ſobald der Franzöſiſche Soldat über den Rhein war, ſo war er Herr des Landes, der Wirth mußte ihn vollſtändig beköſtigen — weil er keinen Sold mehr zog — und, wenn er klagte, ſo ward er ohne Weiteres abgewieſen. Doch dieſe Dinge ſind nur zu bekannt; kehren wir daher zu unſerer Aufgabe zurück.

Die unmittelbaren Steuern, beſonders die Grundſteuer, hatten durch die Nothwendigkeit, ein beträchtliches Militär auszurüſten, und eine koſtſpielige Verwaltung zu unterhalten, außerdem aber auch dem Kaiſerlichen Schatze noch einen bedeutenden Ueberſchuß zu liefern, eine große Höhe erreicht, deren Druck um ſo fühlbarer war, als die Vertheilung dieſer Laſten unter die Departemente, Bezirke, Cantons und Gemeinden, wegen Mangel kataſtraliſcher Vorarbeiten, der feſten Grundlage entbehrte und daher höchſt ungleich ausfallen mußte. Es wurde allgemein gefühlt, daß eine Milderung dieſes Drucks auf den Grundbeſitz, nothwendig ſey, und, da das dem Großherzogthum aufgelegte Steuerquantum nicht verringert werden durfte, ſo waren Viele, auch der Einſichtsvolleren, der Meinung, es wäre beſſer, einen Theil der aufzubringenden Summe durch mittelbare Steuern herbeizuſchaffen, als den Grundeigenthümer durch die Fortdauer der unverhältnißmäßigen Belaſtung zu Grunde zu richten.

Viele Andere, nicht weniger umſichtige Männer, zu welchen auch der Kaiſerliche Commiſſär und Finanzmini-

Digitized by Google

ſter, Graf Beugnot gehörte, ſahen dagegen das Gefährliche dieſes Vorſchlages vollkommen ein; ſie wußten aus Erfahrung, welchen Druck und welches Unglück die mittelbaren Steuern mit ſich führen, wenn ſie mit Franzöſiſcher Conſequenz, wodurch doch allein ihr Zweck erreicht werden kann, behandelt werden.

Indeſſen behielt erſtere Meinung die Oberhand, als Napoleon im Jahre 1811 nach Düſſeldorf kam und dieſer Gegenſtand zur Berathung gezogen wurde; er fand ſelbſt die directen Steuern zu hoch, verſprach einen Nachlaß von 700,000 Fr. und beſtimmte, daß dieſer Betrag durch indirecte, die ihm überhaupt die beſte Steuerart ſchiene, aufgebracht werden ſollten. Alle Einreden Beugnot's vermochten nichts gegen dieſen Ausſpruch und gegen die Argumente des Grafen Röderer, deſſen Lieblingsthema die mittelbaren Steuern ſind, und der keine Gelegenheit vorbeiließ, den günſtigen Erfolg zu rühmen, welchen ſeine Einführung derſelben in's Königreich Neapel gehabt hätte. Als ein perſönlicher Feind Beugnot's war ihm überdieß die Gelegenheit erwünſcht, ſeinem Gegner hier öffentlich widerſtreben zu können. Le Grand-Duché est perdu! ſagte Beugnot nach dieſer Unterredung; Röderer aber erwiederte mit einem hämiſchen Lächeln: Pas tout à fait, Mr. le Comte!

Welche Gattung der mittelbaren Steuern indeſſen eingeführt werden würde? das blieb noch unentſchieden; doch befürchtete man mit Recht, daß damit umgegangen würde, die Tabakregie in das Großherzogthum Berg zu verpflanzen, indem ſchon durch ein Decret vom 22. Junius 1811 die Salzregie wirklich eingeführt war; vorzüglich aber, weil man von Köln aus erfuhr, daß in der

Kaiſerlichen Manufactur daſelbſt Tag und Nacht mit der größten Betriebſamkeit gearbeitet würde, was man ſich nothwendig in Beziehung auf das Bergiſche denken müßte *).

Am 24. December 1811 kamen denn auch wirklich, unter einer großen Anzahl vom 17. deſſelben Monats unterzeichneter Decrete die beiden, welche die Einführung der Tabakregie verordneten. Niemand wußte mit Beſtimmtheit etwas von ihrem Inhalte, nur vernahm man, daß die Chefs des activen Zolldienſtes verſiegelte Briefe erhalten hätten, welche ſie am 25. Morgens 9 Uhr in Gegenwart des Inſpectors und des Maire nur eröffnen dürften, und, daß reitende Boten in Menge zu allen Thoren hinaus geſandt wären.

Am folgenden Tage, Morgens um 10 Uhr, wo die meiſten Familien zur Feier des Weihnachtsfeſtes in den Kirchen verſammelt waren, fielen, im ganzen Lande auf einmal, die Zollbeamteten, von Magiſtrat- oder Polizeibehörden begleitet, in die Tabaksfabriken, verſiegelten ſowohl den rohen, als den fertigen und halbfertigen Tabak, die Inſtrumente und endlich die Magazine ſelbſt — und begaben ſich alsdann in die Kramläden, wo ebenfalls die einzelnen Vorräthe mit einer Strenge unter Siegel gelegt wurden, die, wenn auch gleich hier und da mit lobenswerther Schonung gehandelt wurde, dennoch im Ganzen nicht härter ſeyn konnte.

*) Der hiernach folgende Brief wird es augenſcheinlich darthun, daß die Sache in Paris, ſchon vor Ankunft des Kaiſers in Düſſeldorf, beſchloſſen war, und es iſt daher nicht zu verwundern, wenn während ſeiner Anweſenheit ſchon in Költn gearbeitet wurde.

A. d. E.

Man kann ſich denken, welchen Eindruck eine ſolche Weihnachtsbeſcheerung überall machen mußte; und es ſcheint wirklich, als hätte man oft abſichtlich die heiligſten Tage kirchlicher Feier zur Einführung der gehäſſigſten Maaßregeln ausgewählt.

Die darauf folgenden Tage wurden nun die Vorräthe inventariſirt, die Fabrikpreiſe nebſt dem Werth der Maſchienen aufgenommen, die Tabake verpackt und die fertigen in die Galleriesäle zu Düſſeldorf gebracht, die Blätter aber in eine alte feuchte Kirche, Kölln gegenüber, geſchafft.

Als auf dem linken Rheinufer die Tabakregie eingeführt werden ſollte, wurde dieß fünf Monate vorher bekannt gemacht, und es ſtand dem Kaufmanne frei, ſeine Waare entweder in das Ausland, oder an die Kaiſerliche Manufactur gegen billige Preiſe zu verkaufen. Im Bergiſchen war Entſchluß und That eins, man fieng mit der Beſchlagnahme an, um ſeiner Beute deſto gewiſſer zu ſeyn.

Es wurden nun gleich Anſtalten zur Einrichtung von Magazinen zum Verkauf des Regietabaks getroffen. In jedem der 9 Unterpräfectur=Bezirke wurde ein Hauptmagazin errichtet, welches von der Manufactur von Kölln aus mit hinreichendem Vorrathe geſpeiſ't wurde, und in jedem Canton patentiſirte man ſo viele Debitanten, als der Bevölkerung für nöthig erachtet wurden. Sowohl die Magazine, als die Debits ſtanden unter Aufſicht der Zollbeamteten, und konnten zu jeder Stunde des Tages von ihnen nachgeſehen werden; jeder Verkauf über 1 Hectogramm mußte angeſchrieben, und wenn er mehr als

ein Kilogramm betrug, ſo mußte auch der Name des Ankäufers bemerkt werden.

Man hatte zu Anfang die Erklärung abgegeben, daß die Verwaltung der Magazine denjenigen Fabrikanten übergeben werden ſollte, welche durch die Regie am meiſten leiden würden; wie ſehr mußte man ſich daher empört fühlen, als nun die Liſte der Ernennungen erſchien! denn nur in den Bezirken von Düſſeldorf, Mülheim, Siegen, Dillenburg und Hagen waren Fabrikanten angeſtellt, für die Bezirke Eſſen, Dortmund, Elberfeld und Hamm waren zwei Vettern des Miniſters Beugnot und zwei ehemalige Officiere ernannt!

Auf den Verkauf, oder das Einbringen fremden Tabaks war eine Strafe von 1000 Franken geſetzt, oder 6monatliches Gefängniß — die Gefangenhäuſer reichten aber bald nicht mehr hin, die Contravenienten zu faſſen, und es wurde daher im Januar 1812 ein Special-Zoll-Gerichtshof errichtet, welcher ſich ausſchließlich mit den Contraventionen in Sachen der Zölle der Tabak- und Salzregie beſchäftigen ſollte. Glücklicher Weiſe wurde der jetzige Regierungs-Director, der damalige Staatsrath Linden zum Präſidenten dieſes Hofes ernannt, und die Sache gieng weit beſſer, als man befürchtete, wenn man in dem Organiſations-Decret unter andern den Artikel las: „Es iſt den Richtern ausdrücklich unterſagt, die Beklagten nach ihren Abſichten zu entſchuldigen.“

Das Decret vom 17. December 1811 hatte verordnet, daß die Entſchädigung, welche die Regie für den, von den Eigenthümern zu übernehmenden, Tabak leiſten

mußte, durch gütliche Uebereinkunft oder durch Sachverſtändige, über welche man ſich beiderſeitig zu vereinigen hätte, beſtimmt werden ſollte. Die Franzöſiſche General-Verwaltung der vereinigten Rechte ließ ſich aber durch viele Erinnerungen, welche ihr gemacht wurden, zu keiner Eile nöthigen, und erſt im Junius 1812 machte ſie Anſtalten zur Uebernahme. Es erſchien ein General-Inſpector und zwei Sachverſtändige, die ehemals beträchtliche Tabaksfabriken ſelbſt geführt hatten, und deren einer Inſpector, der andere Controleur bei der K. Manufactur in Kölln war. Dieſen, ihr Fach gründlich kennenden, Männern ſtellte das Finanzminiſterium in Düſſeldorf zwei Bergiſche Sachverſtändige gegenüber, von denen einer in ſeiner Jugend Gelegenheit gehabt hatte, der Fabrication des Tabaks zuzuſehen, der andere einen kleinen Detailhandel mit Holländiſchem Tabak führte. Da aber noch ein Schiedsrichter vorhanden ſeyn mußte, um, wenn die viere nicht mit einander fertig werden konnten, den Ausſchlag zu geben, ſo wurde, auf den Vorſchlag des General-Inſpectors, ein ehemaliger Tabaksfabrikant von Nymwegen aus verſchrieben, ein Mann, der mit der Franzöſiſchen Regie in zu naher Berührung ſtand, um unpartheiiſch ſeyn zu dürfen.

Die Franzöſiſchen Sachverſtändigen brachten überdieß einen Tarif mit, nach welchem die Abſchätzung geſchehen ſollte, und obgleich die Eigenthümer der abzuſchätzenden Tabake, welche ſich durch dieſen Tarif ungemein beſchädigt ſahen, laut und feierlich gegen die Annahme deſſelben proteſtirten, ſo war doch all ihr Bemühen umſonſt, und der Tarif wurde zum Grunde gelegt. — So begann dann endlich, nachdem die Tabake theils durch das lange aufeinander Stapeln in feuchten Orten, theils durch die

Gährung der friſchverpackten Waare, theils durch die brennende Hitze des Sommers großen Theils verdorben waren, eine Abſchätzung, bei welcher man zugegen geweſen ſeyn muß, um ſich einerſeits einen Begriff von der Abſcheulichkeit des ganzen Verfahrens machen zu können, und andern Theils, um ſich die Verzweiflung und die Flüche der Eigenthümer vorzuſtellen, deren theuer eingekaufte, durch den Arbeitslohn und den vermißten Gewinn noch mehr vertheuerte, Waare entweder für einen Spottpreis übernommen, oder ohne Umſtände zur Ausſchüttung in den vorbeifließenden Rhein verurtheilt wurde. — Es graut uns, in das Detail dieſer Sache einzugehen, und wir bemerken daher nur, daß im Durchſchnitt, mit wenigen Ausnahmen, keine Gattung des vorhandenen Tabaks über 2 prC. ihres, bei der Ablieferung gehabten, Werthes abgeſchätzt worden iſt.

Und dennoch, trotz dieſes ungeheuern Verluſtes, betrug das Reſultat der Abſchätzung, bloß der fabricirten Tabake, mit Einſchluß der Karotten, die Summe von 486,853 Fr. 26 Cent. woraus man ungefähr den Verluſt berechnen kann, den dieſe Maaßregel dem Großherzogthum brachte. Die Abſchätzung des rohen Tabaks geſchah in Deuz in derſelben Art, und der Betrag kann nicht viel geringer geweſen ſeyn, wenn er jenen vom fabricirten nicht noch überſtieg. Wir ſagten, daß man hieraus auf den Verluſt des Großherzogthums ſchließen könne, und mit Recht: denn nicht die Fabrikanten allein verloren, ſondern ihre ſämmtlichen Arbeiter wurden brodlos, der Arbeitslohn gieng außer Landes, viele Fabrikanten mußten ihre Zahlungen einſtellen, viele verarmten und der übrige Theil der Bewohner mußte ihre Steuern überneh-

men, kurz der Einfluß dieſer Maaßregel war in allen Verzweigungen der Geſellſchaft fühlbar.

Aber noch nicht genug! Jeder Eigenthümer wurde eingeladen, an dem Tage, wo ſeine Waare abgeſchätzt werden ſollte, ſich in Düſſeldorf oder in Deuz einzufinden; viele kamen, verzehrten noch viel Geld, und hatten nur Aerger zum Begleiter auf ihrer Heimreiſe. Denn an Bezahlung des Uebernommenen war noch gar nicht zu denken, dieſe erfolgte großen Theils erſt im Jahre 1813 und zwar mit Abzug; und das erſcheint uns noch als das Aergſte.

Alle Koſten, welche die Siegelung, die Verpackung und Verſendung der Tabake veranlaßt hatte, die Koſten der Abſchätzung, die Miethe der Kirche zu Deuz, die Diäten der Zollbeamteten, und der Sachverſtändigen; Alles wurde in Abzug gebracht, und ſo giengen von dem kärglich zuerkannten Guthaben noch zwiſchen 5 bis 10 prC. verloren.

In welchem Lande des gebildeten Europa wäre wohl ein ſolcher Gräuel möglich geweſen, unter irgend einer anderen, als der Napoleoniſchen Regierung, wie wir ihn hier geſchildert, und mit eigenen Augen angeſehen haben? — und dem Lande, welches nicht bloß dieſe, ſondern noch unzählige andere Abſcheulichkeiten erlebte, welches erlebte, daß, auf den Grund eines nie publicirten Decrets von Roſſen, vom 8. Mai 1813, ihm diejenigen Colonial-Waaren, welche wenige Tage vorher auf Kaiſ. Franzöſiſchen Auctionen gekauft und bezahlt waren, welche noch die Franzöſiſchen Siegel und Bleie unverletzt an ſich trugen, durch eine Bande Douanen des linken Rhein-

Ufers mit Gewalt aus den Häuſern genommen und als gute Beute über den Rhein geſchleppt wurden; — einem ſolchen Volke ſchämte man ſich nicht in neueren Zeiten den Vorwurf der Anhänglichkeit an die Franzoſen zu machen, und dieß darum, weil es das Gute, was die Franzöſiſche Rechtspflege in dieſe Länder nicht gebracht, ſondern nur zurückgeführt hatte, nicht gern verlieren mag; weil es die Mißhandlungen, denen es von Neuem unterworfen wurde, nicht darum für gut erkennen wollte, weil ſie Ruſſiſch oder Teutſch waren; weil es endlich ſich beklagte, daß man ihm, ſtatt auf ſeine erlittenen Unfälle Rückſicht zu nehmen, mit proviſoriſcher Willkühr noch unerſchwinglichere Laſten aufbürdete.

* * *

Die Lage des Großherzogthums Berg, ſeine durch Wald und Haiden laufende Gränzen ſind gegen den Schleichhandel ſchwer zu ſchützen, und der Erfolg lehrte bald, daß die Einſchwärzungen von Tabak und Salz durch keine noch ſo ſtark beſetzte Doppellinie gehemmt werden konnten; denn ungeachtet an 600 Zollbeamtete mit einem Aufwand von mehr als 600,000 Franken unterhalten wurden, ſo konnte man dennoch, ſelbſt in Düſſeldorf, den fremden Tabak wohlfeiler, als bei den Debitanten kaufen: und, es ergab ſich, daß die ganze Rechnung ohne den Wirth gemacht war.

Man fieng daher an, auf neue Plane zu ſinnen, wie man im nächſten Jahre die Tabakſteuer auf die verlangte, durch die Regie nicht zu erreichende Höhe bringen könne; man hoffte, wenn man dem Kaiſer begreiflich machte, daß die meiſten Einſchwärzungen aus dem Darmſtädtiſchen gekommen wären, daß er ſich bewegen laſſen

würde, das Herzogthum Weſtphalen mit dem Bergiſchen zu vereinen, gleichſam, als ob, wenn die Gränze etwas weiter gerückt würde, an der neuen keine Einſchwärzungen mehr Statt finden könnten.

Die Zolladminiſtration erklärte gerade heraus, nichts könne helfen, als die Wiedereinführung der früheren Fabrication. Freiheit, jedoch mit der Beſchränkung, daß nur eine gewiſſe Anzahl Fabriken geſtattet und die Einfuhr des rohen Tabaks mit einer mäßigen, des fertigen mit einer etwas höheren Abgabe belegt werden ſollte.

Das Finanzminiſterium ſchlug vor, die ganze Regie des Großherzogthums Berg der Verwaltung der vereinigten Rechte für eigene Rechnung, gegen eine Entſchädigung von einer Million zu überlaſſen.

Der Miniſter Staatsſecretär verwarf beide Anſichten, und verlangte einen Zwangdebit.

Aber keiner von dieſen drei Auswegen wurde ergriffen, und es ſcheint, daß der Kaiſer ſelbſt ſie verworfen haben muß, da Röderer nicht der Mann iſt, der ſich leicht von ſeiner Anſicht abbringen läßt.

Es wurde nunmehr folgendes Syſtem eingeführt. In jedem Kreiſe wurden mehrere Großhändler gegen eine ziemliche Gebühr patentiſirt; ſie bezogen ihren Tabak vom Auslande, und zahlten auf der Gränze einen Einfuhrzoll; die Debitanten waren angewieſen, nur bei ihnen zu kaufen, dagegen waren ſie verpflichtet, den noch vorhandenen Regietabak, den die Manufactur nicht zurücknehmen wollte, gegen einen reducirten Preis zu übernehmen, und ſo ging die Sache ziemlich gut, bis die An=

Digitized by Google

kunft der verbündeten Heere der ganzen Regie ein Ende machte.

Aber auch nun ſollte das Bergiſche Land nicht ſo wohlfeil loskommen. Am Ende des Jahres 1812 hatte die Regie einen Defect von 7 bis 800,000 Franken hinterlaſſen, deſſen Deckung durch Zuſatz der erwähnten Summe zu den gewöhnlichen directen Steuern pro 1813 bewirkt werden ſollte und auch bewirkt wurde. Als nun im December 1813 das damalige General Gouvernement die Steuern jenes Jahres für 1814 beſtätigte, ſo wurde die Umlage jenes Defects wieder mit beſtätigt, und ſo geſchah es, daß die dem Gouvernement Berg verbliebene Provinz des vorigen Großherzogthums noch mehrere Jahre einen Defect abtrug, der bereits 1813 abgetragen war.

Die Skizze der Tabakregie möchten wir unſern lieben Landsleuten dieß- und jenſeits des Rheins zur Beherzigung empfehlen, wenn der Druck des Augenblicks ſie ein wenig zu ungeduldig macht; damit ſie im Gefühle deſſen, was ſie jetzt, wo der Handel ſtockt, die Gewerbe darnieder liegen, ein unerhörter Mißwachs viel baares Geld aus dem Lande getrieben hat, leiden, nicht vergeſſen, zurückzuſehen nach dem, was ſie damals unter Napoleons eiſernem Scepter gelitten haben, wogegen der gegenwärtige, allerdings beweinenswerthe Zuſtand doch noch immer als ein glücklicher erſcheinen wird.

* * *

Wir glauben dieſe Skizze nicht beſſer ſchließen zu können, als mit folgender Ueberſetzung eines Briefes des Miniſters Röderer, an den Grafen Beugnot, welcher außerdem, daß er auf die oben geſchilderte Berathung

für 1813 ſich bezieht, auch noch in mancher andern Hinſicht zu merkwürdig iſt, als daß wir befürchten dürften, dem Leſer durch deſſen Mittheilung einen unangenehmen Dienſt zu leiſten.

Brief des Miniſters = Staatsſecretärs, Grafen Röderer, an den Hrn. Grafen Beugnot, Kaiſerlichen Commiſſär und Finanzminiſter im Großherzogthum Berg.

Paris, den 14. Oct. 1812.

Herr Graf! Ich fahre fort, Ihnen die Bemerkungen mitzutheilen, welche mir bei dem, von Ihnen am 28. v. M. eingereichten Entwurf zum Budget aufgeſtoßen ſind. Meine Meinung über die Salzſteuer hat mein letztes Schreiben Ihnen übermacht. Ich gehe nun *zur* Tabakſteuer über.

Sie glauben, dieſe Steuer verſpreche für 1813 keine Einnahme und Sie ſtützen dieſen Glauben auf Ihre Erfahrung von 1812. Sie ſchlagen vor, die Handhabung der Tabakregie, gegen eine Entſchädigung von einer Million, an die Verwaltung der vereinigten Rechte in Frankreich abzutreten.

Hier wären demnach drei Fragen zu unterſuchen:

1) Iſt es unmöglich den Ertrag der Tabakſteuer für 1813 in die Höhe zu bringen?

2) Wenn es unmöglich iſt, dieſe Steuer zu einem bedeutenden Ertrage zu bringen, iſt es alsdann zweckmäßig Sr. M. dem Kaiſer die Aufhebung derſelben vorzuſchlagen?

Digitized by Google

3) auf welche Art erſetzt man 1813 den Ertrag, auf welchen man 1812 gerechnet hatte? man mag nun auf die Steuer Verzicht leiſten, oder ſie für einen günſtigeren Zeitpunkt beibehalten?

Erſte Frage: Iſt es unmöglich, den Ertrag der Tabakſteuer für 1813 in die Höhe zu bringen?

Ich bin mit den Thatſachen zu wenig bekannt, um eine entſchiedene Meinung über dieſe Frage zu haben. Ich finde ſogar einige Abweichungen zwiſchen den allgemeinen Notizen, welche mir zu Anfange der Einführung dieſer Abgabe, und in dem verfloſſenen Winter mitgetheilt wurden, und zwiſchen jenen, welche ich jetzt von Ihnen erhalte.

Zu Anfange hielt man eine beſſer beſtimmte Gränze für ein hinreichendes Mittel, um den Schleichhandel abzuhalten; gegenwärtig behauptet die Zollverwaltung, und Sie, Herr Graf, glauben es mit ihr, daß eine beſſere Gränze zu nichts dienen werde.

Herr David *) verſichert, daß das Einſchwärzen in kleinen Quantitäten (l'Infiltration) einen großen Theil des Bedarfs im Großherzogthum, auch bei der ſtrengſten Aufſicht liefern werde; er ſagt, dieß ſey das Loos auch der größten Gränzprovinzen, und in Lothringen, ſo wie im Elſaß ſey der Abſatz der Regie eben ſo unbedeutend, als im Bergiſchen. Ich bin nicht im Stande der Behauptung des Herrn David, in Hinſicht der neuen Tabakregie zu widerſprechen; in wenigen Tagen werde

*) Generaldirector der Zölle und der Regie.

Digitized by Google

ich indeſſen wiſſen, was ich davon zu halten habe — aber ich bin noch weniger geneigt ſie zuzugeben, oder gar ſie als Grundſatz gelten zu laſſen, und zwar 1) weil mir recht wohl bekannt iſt, daß unter der älteren Verfaſſung in Lothringen und in den drei Biſthümern der fremde Tabak verboten war, und daß, ungeachtet dieſe Provinzen an das Elſaß ſtießen, wo der Anbau, die Fabrication und der Handel mit Tabak erlaubt war, dennoch, beſonders in den Städten, kein anderer Tabak verbraucht wurde, als den die Ferme lieferte. Ich füge dieſem hinzu, daß nach einer, vom Herrn David ſelbſt mir während der Anweſenheit des Kaiſers in Düſſeldorf übergebenen Note, in dem Departement jenſeits der Alpen (Piemont) ein einfaches Einfuhrverbot gegen den Tabak erlaſſen worden iſt, und daß die Franzöſiſchen Douanen bewirkt haben, daß in einem Jahre daſelbſt 1,333,841 Kilog. Tabak von der Regie verkauft werden konnten, welches auf jeden Kopf der dortigen Bevölkerung, Männer, Weiber und Kinder eingerechnet, 23½ Loth ausmacht.

Ich ſchließe aus dieſen Thatſachen, daß die Einſchwärzung in kleinen Maſſen nicht ſo vollkommen unvermeidlich ſeyn muß, wie Herr David es jetzt verſichert, und daß, wenn Elſaß und Lothringen gegenwärtig dem Andrang des Schleichhandels ausgeſetzt ſind, was ich bezweifle, dieſes nur darin liegen kann, daß die Aufſicht noch nicht ſo vollkommen iſt, wie ſie es ehemals war.

Auch finde ich einige Verſchiedenheit in den Urſachen, denen man die Abnahme des Verkaufs in den Monaten Julius und Auguſt zuſchreibt. Sie, Herr Graf meinen, ſie rühre von der Anhäufung des fremden Tabaks her, der ſeit der Errichtung unſerer Regie einge-

ſchwärzt worden ſey; Herr David ſchreibt ſie zum Theil derſelben Urſache, zum Theil den Vorräthen aus der früheren Fabrication zu, welche, ſeither verſteckt, gegenwärtig von allen Seiten hervorzubrechen anfiengen. Dieſer letztere Grund des Nichtverkaufs, da er ſich bald erſchöpfen muß, nimmt nicht durchaus alle Hoffnung eines Wiederauflebens des Abſatzes, wie es die Zunahme des Schleichhandels thun würde.

Ich maße mir nicht an, Herr Graf, die mir mitgetheilten Berichte der Unrichtigkeit zu zeihen; die Thatſachen, welche mir geſchrieben worden ſind, ſind wahrſcheinlich alle wahr; man hat ſie mir nur nach und nach zugeſandt, weil man ſie nur nach und nach erfahren hat; indeſſen laſſen die Verſchiedenheit in den Thatſachen, und der Wechſel der Meinungen neue Aufklärungen wünſchen, und dieſe kann nur die Erfahrung geben.

Ich halte dafür, daß die Tabakſteuer ſich heben kann, wenn auch die Gränzen und die Nachbarverhältniſſe bleiben, wie ſie ſind; ich glaube ferner, daß die Einſchwärzungen einer großen Einſchränkung fähig ſind.

Es iſt das Loos aller Conſumtionſteuern, daß ſie bei ihrem Entſtehen wenig einbringen; ſobald ſie eingeführt werden, verſucht der Schleichhandel alle ſeine Kräfte gegen ſie, und ſetzt ſich gegen ſie zur Wehre. Vertheidigen ſie ſich, ſo zieht der Schleichhandel ſich zurück, und ſeine Hoffnungen für die Zukunft beſchränken ſich auf unbedeutende Vortheile. Die Tabakſteuer im Großherzogthum Berg iſt erſt im Entſtehen, man greift ſie an, und weil man ſie angreift, ſoll darum die Steuer die Flucht ergreifen? Nein, wir wehren uns tapfer! Schon

ſind 8 Schleichhändler erſchoſſen. 200 ſitzen im Gefängniß, 50 Proceſſe ſchweben bei'm Specialhofe — das iſt unſere Vertheidigung! warten wir den Erfolg davon ab! denn eben, weil wir dieß Alles ſchon gethan haben, können wir auf beſſere Ergebniſſe rechnen. Die Wirkungen können ihren Urſachen nicht vorangehen, nicht einmal ſie begleiten; in dem Augenblicke, wo wir die Ruthe geben, können wir die Beſſerung noch nicht erblicken; aber Alles würde verloren ſeyn, wenn die Schmuggler glauben könnten, das Geſetz würde vor dem Schleichhandel zurückfliehen.

Der Schleichhandel wird ſicher abnehmen, wenn man auf unſerm eigenen Boden eine beſſere Linie bildet, da wir einmal außerhalb unſerer Gränze keine ziehen können, wie es unſtreitig angemeſſener ſeyn würde; wenn man ſich von der Erfahrung belehren läßt, dem Gränzdienſt eine paſſendere Einrichtung zu geben; wenn die Angeſtellten durch mehrere Uebung ſich einen beſſeren Tact erwerben; wenn die benachbarten Regierungen erwägen wollen, welchen Gefahren ſie der fortdauernd feindſelige Schleichhandel gegen das Großherzogthum ausſetzt; wenn die Verwalter der ſtädtiſchen Octroi's eine genauere Aufſicht an den Eingängen der Städte einführen; wenn die Maire, die Unterpräfecten, die Präfecten und die Kaiſerlichen Anwälte ſich aufrichtig und beſtändig angelegen ſeyn laſſen, den Schleichhandel auf allen ſeinen Wegen zu verfolgen. Und warum ſoll man denn nicht auf den Schrecken bauen, den die Verurtheilungen und die Beſtrafung der Schleichhändler verbreiten werden? warum nicht auf die gegenwärtige Stellung des Großherzogthums, eine Folge der, wegen des Tabaks, ausgebrochenen

Unruhen? *) Warum nicht auf das Intereſſe der, aus ihrem Eigenthum geſetzten Fabrikanten, welche nicht mit Gewißheit auf ihre ſchnelle Befriedigung rechnen können, wenn der ausſchließliche Verkauf des Tabaks die Gelder dazu nicht liefert? warum nicht auf jenes der Grundbeſitzer, welche doch einſehen müſſen, daß der Schleichhandel die Wiederumlage desjenigen Theils der directen Steuern nothwendig machen wird, die ihnen im gegenwärtigen Jahre nachgelaſſen worden iſt, die alſo in dem Schmuggeln eher eine Auflage, als ein Mittel ihr zu entgehen, erblicken müſſen?

Sollte es denn wirklich unmöglich ſeyn, alle dieſe Umſtände zur Bildung eines Gemeingeiſtes zu benutzen, eines Gemeingeiſtes, der, den Schleichhandel verabſcheuend, ihn zum Gegenſtand der öffentlichen Verachtung in Geſellſchaften, in den Familien, ſogar in den Kanzelreden machte? Iſt es denn nicht wohl ein würdiger Text zu kirchlichen Vorträgen, ſowohl für Paſtoren, als für Prediger, wenn ſie den Schleichhandel als Quelle von Laſtern, von ſchändlichen Auftritten, und von Verbrechen ſchildern, welche die Geſellſchaft verletzen? wenn ſie ihn darſtellen, als die Urſache, welche das gegenwärtige Unglück (den obigen Aufruhr) über das Großherzogthum gebracht? als einen Diebſtahl gegen den Fürſten, vielmehr gegen den Staat und die Eingeſeſſenen, welche am Ende

*) Der Graf Lemarrois war mit unumſchränkter Gewalt nach Düſſeldorf geſandt worden. Als ihm der Appelhof vorgeſtellt wurde, ſagte er mit freundlicher Miene: J'ai déjà écrit à S. M. que la révolte ne signifie rien. Je ferai fusiller une centaine, alors l'affaire sera finie. Glücklicher Weiſe kamen jedoch nur Wenige vor den Militärhof, etwa 3 wurden erſchoſſen; die Uebrigen ſprach die Jury frei.

Digitized by Google

durch directe Steuern aufbringen müſſen, was man von einem Verbrauche, den man willkührlich laſſen kann, einzunehmen gedachte?

Kleine Staaten haben den Vortheil vor den größeren voraus, daß dort die Ueberredung mehr Gewalt hat, wie in dieſen, weil ſie in weit geringerer Entfernung von den Menſchen und den Dingen wirkſam iſt! —

Zweite Frage. Wenn es unmöglich iſt die Tabakſteuer zu einem bedeutenden Ertrage zu bringen, iſt es alsdann zweckmäßig, Sr. M. dem Kaiſer die Aufhebung derſelben vorzuſchlagen?

Wenn es auch nicht möglich ſeyn ſollte, für 1813 eine bedeutendere Einnahme aus der Tabakſteuer zu gewinnen; ſo würde ich dennoch der Meinung ſeyn, daß es nothwendig ſey, ſie beizubehalten, und zwar:

1) weil nichts für das Anſehen einer Regierung gefährlicher iſt, als im Angeſicht des Aufruhrs zurückzutreten;

2) weil die Erfahrung die Unmöglichkeit eines günſtigen Erfolgs noch nicht erwieſen hat, auch noch nicht erweiſen konnte, da ſie noch nicht vollſtändig iſt, und dieſes erſt dann ſeyn kann, wenn das Geſetz einmal Schuldige beſtraft hat, und ihre Nachfolger Zeit gehabt haben, über das gegebene Beiſpiel nachzudenken;

3) weil dem Kaiſer nicht weniger daran gelegen war, Frankreich gegen den Schleichhandel ſicher zu ſtellen, als dem Großherzogthum eine Einnahme von 4 bis 500,000 Franken zuzuwenden; und weil es Sr.

Digitized by Google

Majeſtät wenig kümmern kann, ob er dieſe Summe als Großherzog aufopfert, wenn ſie ihm als Kaiſer 5 bis 6 Millionen nützt. — Man muß überhaupt nicht vergeſſen, daß wenn der Dienſt, welchen wir Frankreich leiſten, der Tabakregie des Großherzogthums läſtig wird, er es dem Großherzogthum ſelbſt durchaus nicht ſeyn darf, weil für keinen Staat in Europa irgend etwas vortheilhafter ſeyn kann, als dem Kaiſer gefällig zu ſeyn, und ſich irgend ein Recht auf ſein Wohlwollen zu erwerben.

4) Weil Se. M. als Mitglied des Rheiniſchen Bundes, vielleicht die Abſicht hatte, den übrigen verbündeten Fürſten im Großherzogthum Berg ein Beiſpiel zur Nachahmung aufzuſtellen, theils um ihre eigenen Finanzen zu verbeſſern, und theils, um die Verwaltung Frankreichs zu ſichern. (Ich wage jedoch dieſe Vermuthung nur unter uns: de vous à moi.)

5) und dieſe Betrachtung iſt die weſentlichſte, weil Se. M. durch eine eigenhändige Entſcheidung die Frage, ob der Großherzog von Darmſtadt und der Herzog von Naſſau eingeladen werden ſollten, in ihren Ländern ähnliche Regien, wie in Frankreich einzuführen? auf den nächſten Winter verwieſen hat. Es würde daher unzweckmäßig ſeyn, Sr. M. die proviſoriſche Aufhebung einer Anſtalt in Vorſchlag zu bringen, die man ſpäter wieder von unten herauf ausbauen müßte.

Uebrigens darf man nicht überſehen, Herr Graf, daß die Tabakregie die einzige Gewähr der Fabrikanten,

welche wir aus ihrem Geſchäft geſetzt haben, geworden iſt, oder wenigſtens zu ſeyn ſcheint, daß ſie zu ihrer Entſchädigung gelangen werden. Vernichten Sie Ihre Regie, ſo weiſen Sie Ihre Fabrikanten an Frankreich. —

Ich kann von dieſer zweiten Frage nicht wegkommen, ohne mich noch über eine Anſicht des Herrn David in ſeinem Berichte vom 14. September, welchen Sie mir mitgetheilt haben, zu erklären. „Er iſt, ſagt er, überzeugt, daß man aus dem Salz und aus dem Tabak mehr ziehen würde, als verlangt wird, wollte man nur nicht die Umſtände meiſtern, ließe man die Sachen nur ihren natürlichen Gang gehen; um daraus Nutzen zu ziehen, wie es ja bei den Zöllen der Fall ſey; dieſe hätten dem Handel ſeinen freien Lauf gelaſſen, und wären nur leiſe hintennach gekommen, um ihre Aehren aufzuleſen.“ *)

Wenn ich mir dieſe Phraſe durch einige andere erkläre, deren Herbeiziehung jedoch ein wenig zu lang werden möchte, ſo ſcheint ſie ſagen zu wollen, man ſolle die aufgehobenen Fabriken wieder herſtellen, und ſie den natürlichen Gang wieder gehen laſſen, den ſie giengen, als ſie noch beſtanden, und dann von ihnen eine Einnahme ziehen, die man etwa auf eine Million anſchlagen könne. Ich, Herr Graf, möchte dem öffent-

*) Dieſe Behauptung iſt allerdings richtig. Die Bergiſchen Zölle waren ganz billig, und gaben bis zu dem Augenblick, wo die Colonial-, Salz- und Tabakſteuern die Viſitation nöthig machten, nur ſehr wenig Anlaß zu Klagen. Das damalige Syſtem iſt überhaupt für einen Staat, deſſen Gränze zum Schleichhandel einladet, unſtreitig das zweckmäßigſte, indem die Abgabe nie eine Prämie für den Schleichhandel möglich machte.

lichen Schatz des Großherzogthums keine Million wünſchen, welche ihren einzigen Grund in dem Schleichhandel von 5 Millionen Werth nach Frankreich hätte; ich kann keinen Vortheil wünſchen, der nur ſehr zweifelhaft ſeyn würde, indem er eine Feindſeligkeit gegen Frankreich und weſentlich verbrecheriſch wäre. Ich halte es für nützlicher, wenn der öffentliche Schatz ein Opfer bringt, welches das Wohlwollen des Kaiſers gewinnen kann, als wenn er einen Vortheil ſuchen wollte, der die Gnade deſſelben verwirken, und dem ganzen Handelsſtande die Züchtigung jenes Schmuggelgeiſtes zuziehen könnte, deſſen man die Bewohner des Großherzogthums ſchon ſo lange beſchuldigt. Ich möchte endlich nicht gern das Großherzogthum Berg um die traurige Ehre bemitleiden, gegen Frankreich das zu ſeyn, was Naſſau und Darmſtadt gegen Berg ſind.

Dritte Frage. Auf welche Art erſetzt man 1813 den Ertrag, auf welchen man für 1812 rechnete, man mag nun ganz auf die Steuer verzichten, oder ſie für einen günſtigeren Zeitpunkt beibehalten?

Behält man die Steuer bei, ſo ſcheinen mir drei Mittel zur Berathung kommen zu können; verzichtet man aber darauf, ſo ſehe ich nur einen Ausweg.

In der erſten Vorausſetzung, würde das erſte Mittel dasjenige ſeyn, welches Ew. Excellenz in Ihrem Schreiben vom 28. September angezeigt haben, und welches darin beſteht, den ausſchließlichen Verkauf der Tabake im Großherzogthum gegen eine Entſchädigung von einer Million an die Franzöſiſche Regie abzutreten. Sie

Digitized by Google

haben doch wohl, ohne Zweifel, bedacht Herr Graf, was bei einer ſolchen Uebereinkunft aus der General-Zollverwaltung werden ſolle, alſo auch aus Ihrer Salzregie? denn es iſt klar, daß die Franzöſiſche Regie eben ſo wenig im Stande ſeyn würde, die Tabakſteuer zu handhaben, als wir es waren, wenn ſie nicht die Zolllinie zu Hülfe nehmen könnte; es iſt aber wahrſcheinlich, daß ſie, um beſſer für den Erfolg ſtehen zu können, lieber die ganze Verwaltung fordern und übernehmen würde. Freilich, wenn man hoffen dürfte, daß die Franzöſiſche Regie, indem ſie unſere Zollverwaltung übernähme, zugleich dem Großherzogthum die Franzöſiſche Linie eröffnen würde, ſo könnte man die Abgabe jener Verwaltung als einen großen Vortheil betrachten; ſollen aber Franzöſiſche Douanen die Gränze des Großherzogthums gegen das Ausland beſetzen, und dennoch unſerer Induſtrie den Weg nach Frankreich ſperren, ſo ſchiene mir der Vortheil eines Abonnements für drei Auflagezweige, die ich für untrennbar halte, doch wohl zu theuer erkauft. Jedoch ich kenne dieſen Plan nicht ganz, und bemerke daher nur, daß er in Berathung genommen zu werden verdient, da Sie ihn aufgeſtellt haben.

Das zweite Mittel, welches mir eingefallen iſt, wäre, die Tabakſteuer zu laſſen, wie ſie iſt, und ſie gelten zu machen, was ſie kann, in der Art, welche ich im erſten Theil dieſes Schreibens angegeben habe, und da nach der Erfahrung von 1812 für 1813 ein Ausfall befürchtet werden muß, für letzteres Jahr auf die Grund- und Mobiliarſteuer die Summe von 450,000 Franken beinehmen zu laſſen. Dieſes Verfahren wird auch in Frankreich beobachtet. Der Kaiſer verſprach, als er durch ſein Decret vom 29. December 1810 die Tabakre-

gie in Frankreich einführte, die Grund- und Perſonalſteuer um 80 Millionen zu entlaſten, aber erſt dann, wenn die Regie dieſe Summe wirklich aufbringen würde. Im Großherzogthum aber hat Se. M. wirklich die directen Steuern vermindert, indem Sie mit Gewißheit darauf rechneten, daß der ausſchließliche Verkauf des Tabaks den öffentlichen Schatz für jenen Nachlaß entſchädigen würde. Da aber Se. M. in dieſer Vorausſetzung getäuſcht worden, ſo iſt nichts natürlicher, als daß man eine Wiederumlage von 450,000 Fr. ausſchlägt, um die von Sr. M. auf die Grund- und Perſonalſteuer nachgelaſſenen 700,000 Fr., welche die Regie nicht ganz aufbringen kann, zu decken.

Das dritte Mittel endlich wäre, den Tabak ungefähr in derſelben Art, wie das Salz zu vertheilen, dergeſtalt, daß man den angeſchlagenen Individuen, welche keinen Gebrauch von Tabak machten, Gelegenheit gäbe, ihre Steuer von denen, welche Tabak gebrauchen, zurückzunehmen. Man nähme in jeder Gemeinde die Anzahl von Männern, mit Ausſchluß der Bettler, auf, welche 18 Jahre und darüber alt wären. Man ſchlüge jeden derſelben zu 4 Pfund Tabak von der 4ten Qualität an, deſſen Preis ſie an den Steuerempfänger der Gemeinde zu zahlen hätten; dieſer gäbe ihnen eine Quittung, gegen welche, unter Nachzahlung des, dem Debitanten bewilligten Vortheils dieſer gehalten wäre, die 4 Pfund verabfolgen zu laſſen. In Hinſicht derjenigen Tabakgattungen, welche nicht zu den 4 Claſſen gehören, ſo wie der Tabake der höheren Klaſſen bliebe Alles, wie bisher, und es würde den Conſumenten überlaſſen, unter Ausgleichung der Preiſe denjenigen Tabak zu nehmen, der ihnen am meiſten beliebte.

Digitized by Google

Folgendes ſind die Vorausſetzungen, worauf meine Berechnung ruht. Der Bedarf würde nach meinem obigen Vorſchlage ungefähr 400,000 Kil. betragen.

400,000 K. 4ter Claſſe koſten .		1,400,000 Fr.
Der Ankaufpreis beträgt .	940,000 Fr.	
Die Transport und andere Koſten machen .	227,000 =	1,321,000 =
Die Verwaltung und der Gränzdienſt koſten .	154,000 =	
	bliebe Vortheil	79,000 Fr.

Ich würde demnächſt dem Kaiſer vorſchlagen, den Preis des Tabaks der erwähnten Claſſe in der Manufactur auf 1 Fr. 50 C. pr. Kil. herabzuſetzen. Dieſer Preis iſt hinreichend; denn die Ferme générale hatte für denſelben im Jahre 1789 den reinen Virginia-Tabak, wie ich aus Originalberichten beweiſen kann; alsdann würden uns jene 400,000 K. nur 600,000 Fr. koſten und unſer Vortheil würde durch dieſe Erſparniß von 340,000 Fr. auf 419,000 Fr. gebracht werden.

Hebt man die Regie für 1813 auf, ſo müſſen nothwendig 450,000 Fr. auf die directen Steuern umgelegt werden.

Schluß.

Ich bitte Sie, Herr Graf, in den Anſichten, welche ich Ihnen hier mitgetheilt habe, keine Vorſchläge zu erblicken, ich maaße mir dieß keineswegs an. Es iſt nur ein Beitrag, den mein Dienſteifer dem Ihrigen bringt. Sie kennen die Thatſachen, ich kenne ſie ſchlecht; vor-

züglich kennen Sie die öffentliche Meinung, und was ſich daraus machen läßt: ſie kann hier eine große Rolle ſpielen. Ich lade Sie deßhalb ein, ſich für eine Anſicht zu entſcheiden, ſie in Form eines Decrets aufzuſtellen, mit einem Gutachten zu begleiten, und alsdann das Ganze dem Staatsrath mit der Einladung vorzulegen, ſeine Meinung ſobald, als möglich, darüber auszuſprechen; demnächſt erſuche ich Sie über dieſe Meinung einen letzten Entſchluß zu faſſen, und mir ſolchen, nebſt dem Gutachten des Staatraths zu überſenden, damit ich Alles zuſammen Sr. M. zur Entſcheidung vorlegen könne.

Genehmigen Sie, Herr Graf, die Verſicherung meiner ausgezeichnetſten Hochachtung.

Gezeichnet: Röderer.

Inhalt.

Seite

I. Anſichten und Hoffnungen. Am Neujahrstage 1808 . 169

II. Zerſtreute Betrachtungen über die neueſten Franzöſiſchen Conſtitutionen, zur Veranlaſſung Teutſcher Nutzanwendungen 189

III. Bemerkungen über den Aufſatz: die Verhältniſſe des Civil- und Militärſtandes in Preußen . . 268

IV. Briefe eines Schweizers an ſeinen Freund in Berlin 278

V. Die Tabak-Regie im ehemaligen Großherzogthum Berg 287

Digitized by Google

Digitized by Google

Princeton University Library
32101 064246737
Digitized by Google